

Directeur : Jacques Fauriol

Tél. - 346 73 33

JACQUES LONCHAMPT.
(Lire la suite page 21.)

AFRIQUE

Algérie

L'ÉTABLISSEMENT DES LISTES DE CANDIDATS POUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES FAIT L'OBJET DE NOMBREUSES CONSULTATIONS.

(De notre correspondant)

Alger. — La seconde étape des travaux préparatoires à l'établissement des listes de candidats à l'Assemblée populaire nationale a été entamée dans toutes les wilayas (préfectures). Les responsables locaux du parti du P.L.N. et des organisations de masse, réunis en assemblée générale, doivent se prononcer par bulletin secret sur les listes de « candidats » à la candidature « présentée par les différentes commissions de wilaya. A l'issue de ce scrutin, quatre noms seront retenus pour chaque siège de député à pourvoir (deux cent soixante sièges en tout). Une seconde sélection sera alors opérée par la commission nationale des candidats pour ramener à deux le nombre de candidats par siège, avant que ces derniers s'affrontent — le mois prochain — le scrutin universel.

Dans une instruction rendue publique à la veille de ces travaux préparatoires, le président Boumedienne a insisté sur la nécessité d'observer rigoureusement les critères « de compétence, d'engagement et d'intégrité » dans l'établissement des listes. De même, selon la Constitution, « la représentation du peuple est incompatible avec la richesse et la possession d'affaires, directement ou par personne interposée ». Enfin, la majorité des candidats doit obligatoirement être choisie par les paysans et les travailleurs.

Les consultations en cours ont donc pris l'allure de véritables « primaires ». Pratiquement, toutes les listes proposées par les commissions de wilaya ont été amendées. Parfois, des listes concurrentes ont été présentées par les militants au cours des assemblées générales. — (l'indépendant.)

● Le gouvernement algérien n'avait toujours pas précisé, mardi 25 janvier en fin de matinée, les détails des mesures de clémence prises en faveur de ressortissants étrangers condamnés en Algérie. Depuis l'annonce de ces mesures, le 20 janvier, par M. Boumedienne, ministre des affaires étrangères, un seul déporté a été libéré : il s'agit d'un Français, M. Michel Matis, qui avait été condamné, dix-huit mois de prison, et qui avait purgé sa peine en préventive.

M. Raymond Barre a rencontré mardi soir à la préfecture de la région Centre à Orléans Mme Pele, la mère de M. Michel Pele, l'un des deux ingénieurs de la Société stéphanoise de constructions mécaniques détenus en Algérie, qui sont susceptibles de bénéficier des mesures de clémence.

● RECTIFICATION. — Nous avons écrit par erreur (le Monde du 23-24 janvier) que M. Claude-Pascal Rousset, condamné à mort dans l'affaire des réseaux de « poseurs de bombes », était de nationalité française. En fait, il s'agit d'un ressortissant algérien. Présenté comme Français par la presse algérienne, il avait déclaré devant le Tribunal de la sûreté de l'Etat qu'il jouait qu'il était Algérien.

Bénin

Le « raid » du 16 janvier sur Cotonou

PLUSIEURS TÉMOINS CONFIRMENT LA VERSION DES AUTORITÉS

Plusieurs témoins européens ont confirmé, au cours des derniers jours, la version donnée par les autorités de Cotonou de l'opération au cours de laquelle un « groupe de mercenaires » noirs et blancs aurait été déposé par un avion, le 16 janvier, à l'aéroport de la capitale du Bénin (le Monde du 18 janvier). Deux Français cités par l'Humanité du 24 janvier, et qui souhaitent garder l'anonymat, assurent, en effet, avoir entendu l'avion atterrir à dix minutes avant les premiers coups de feu et vu des hommes armés « Noirs et Blancs, ceux-ci étant en majorité des hommes armés qui s'inscrivaient en français, avec un accent parisien ». Un enseignant français à Cotonou, cité par le correspondant du Sunday Times à Abidjan dans l'édition de l'hebdomadaire britannique, en date du 23 janvier, assure que les assaillants ont passé quatre heures dans la ville « tirant en tous sens sans que l'armée béninoise se manifeste, avant de regagner l'aéroport et de disparaître vers une destination inconnue ». Le témoin cité par l'hebdomadaire assure avoir été, après le raid, maintenu en détention ainsi que plus de cinq cents étrangers, pour la plupart Européens.

D'autre part, le président guinéen, M. Sékou Touré, a affirmé, lundi 24 janvier, que ces mercenaires « ont été recrutés au Sénégal et en Côte-d'Ivoire ».

EN REJETANT LE PLAN BRITANNIQUE DE RÈGLEMENT

M. Ian Smith assure avoir voulu éviter la « mainmise immédiate d'une minorité marxiste » sur la Rhodésie

M. Smith, premier ministre rhodésien, a justifié lundi soir 24 janvier à Salisbury, sa décision de rejeter le plan britannique de règlement négocié (« le Monde » du 25 janvier). Les propositions de Londres, a-t-il fait remarquer, auraient entraîné la « mainmise immédiate d'une minorité noire marxiste sur le pays » et « imposé, de l'extérieur, un gouvernement noir ». Il a reproché à la Grande-Bretagne d'avoir voulu satisfaire les exigences du Front patriotique de M.M. Mugabe et Nkomo.

JOHANNESBURG : une certaine inquiétude

De notre correspondante

Johannesburg. — L'Afrique du Sud a accueilli sans grand étonnement la nouvelle du rejet, par M. Smith, des propositions britanniques.

Le discours de M. Ian Smith, le 24 janvier, a été perçu avec une certaine inquiétude dans les milieux politiques blancs comme chez l'homme de la rue. Ainsi M. Japie Basson, député de l'United Party (opposition officielle) a exprimé des inquiétudes sur les conséquences de cet échec. « La situation ne peut de cet échec, a-t-il dit, que mener à une escalade de la guerre qui risque d'entraîner toute l'Afrique australe ».

Le quotidien libéral Rand Daily Mail résume ses analyses en tirant son editorial : « Essayez, essayez encore... ». Aussi désespéré que le problème rhodésien puisse paraître, il demeure tout à fait vital qu'il soit résolu, car l'alternative est une escalade de la guerre qui risque d'entraîner toute l'Afrique australe ».

Le quotidien pro-gouvernemental The Citizen espère que l'Afrique du Sud « usera de son influence à nouveau, en temps voulu, pour persuader les Rhodésiens de négocier sur des principes qui, bien qu'ils ne répondent pas à toutes leurs demandes, fournissent les bases d'une transition pacifique vers la prise du pouvoir par la majorité ».

Le journal définit ces principes : protection des droits de la minorité blanche, arrêt de la guerre et levée des sanctions contre la Rhodésie.

sements noirs — à l'exception des partisans du terrorisme — à participer à la vie politique. M. Richard, qui est arrivé lundi soir à Johannesburg, a qualifié de « tragique » le refus de M. Smith et assuré que ce dernier porte « une grande responsabilité pour ce qui peut arriver prochainement ». En réponse aux accusations rhodésiennes, il a assuré que ses propositions « avaient seulement pour but d'introduire une présence neutre de telle façon que ni les Blancs ni les Noirs n'aient le contrôle du pays ». Il a enfin exclu que la conférence de Genève puisse reprendre sinon pour s'asseoir et se regarder les uns les autres ».

JOHANNESBURG : une certaine inquiétude

De notre correspondante

M. Richard pour qualifier la nouvelle : « C'est tragique, non seulement pour le peuple rhodésien, mais pour tous les peuples d'Afrique australe qui veulent vivre en paix. Dans les rangs du parti national, au pouvoir depuis 1948, les députés préfèrent, avant de faire des déclarations, attendre le discours que M. Vorster doit prononcer, vendredi prochain, devant le Parlement en réponse à la motion de défiance déposée par l'opposition.

Le quotidien libéral Rand Daily Mail résume ses analyses en tirant son editorial : « Essayez, essayez encore... ». Aussi désespéré que le problème rhodésien puisse paraître, il demeure tout à fait vital qu'il soit résolu, car l'alternative est une escalade de la guerre qui risque d'entraîner toute l'Afrique australe ».

Le quotidien pro-gouvernemental The Citizen espère que l'Afrique du Sud « usera de son influence à nouveau, en temps voulu, pour persuader les Rhodésiens de négocier sur des principes qui, bien qu'ils ne répondent pas à toutes leurs demandes, fournissent les bases d'une transition pacifique vers la prise du pouvoir par la majorité ».

Le journal définit ces principes : protection des droits de la minorité blanche, arrêt de la guerre et levée des sanctions contre la Rhodésie.

LONDRES : désarroi et consternation

De notre correspondant

Londres. — Le « non » de M. Smith plonge Whitehall dans un désarroi et une consternation qui ne sont dissimulés qu'à grand-peine.

Les dirigeants britanniques entendent désormais un avenir très sombre pour la Rhodésie et pour l'ensemble de l'Afrique australe. Ils redoutent non seulement une intensification de la guerre civile contre le gouvernement de Salisbury mais de nouvelles interventions étrangères favorisant la cause du bloc soviétique dans cette partie du monde.

En outre, le gouvernement travailliste redoute, dans l'immédiat, d'être l'objet, désormais, des attaques des conservateurs. Ceux-ci auront beau jeu de dénoncer « les erreurs et les divisions » des responsables d'une diplomatie qui paraît enregistrer un échec complet.

Il est clair, en tout cas, que M. Richard et le secrétaire au Foreign Office, M. Crossland, ne s'attendent pas vraiment au refus catégorique de M. Smith. Des reportages télévisés ont montré, lundi soir, à tous les citoyens britanniques, le président de la conférence de Genève sortant de la résidence du premier ministre dans un état de choc qui venait de subir.

M. Crossland, présent à la conférence de presse donnée en commun, lundi après-midi, par M. Callaghan et le chancelier

Schmidt, en visite à Londres, était en mesure de conserver un peu plus de sang-froid. Lui aussi, pourtant, croyait encore possible de lancer un « dernier appel » à M. Smith et ne pas fermer irrévocablement la porte à des négociations au risque de provoquer des « conséquences catastrophiques ».

Si les autorités paraissent avoir été surprises, beaucoup de spécialistes des affaires africaines, à Londres, le sont moins. N'ayant jamais cru à une « reddition » du régime de M. Smith, A. Lewis, le « piège » monté par M. Kissinger en proposant aux Rhodésiens blancs un accord qui devait être immédiatement « déposé » lors de leur arrivée à Genève ne pouvait pas tromper un politicien aussi retors que le premier ministre de Salisbury.

Les milieux politiques estiment généralement, ici, que Londres va se tourner une fois de plus vers Washington. Une vigoureuse pression américaine sur le gouvernement sud-africain serait nécessaire pour amener celui-ci à mettre en œuvre un boycottage du ravitaillement de la Rhodésie. Ce serait, estime-t-on à Londres, le seul moyen de priver la mise sur pied par M. Smith d'un gouvernement appuyé sur des dirigeants noirs modérés, qui n'aurait aucune chance d'être acceptée ni par les combattants nationalistes ni par les pays voisins.

JEAN WETZ.

République Sud-Africaine

L'ouverture d'écoles catholiques aux élèves de toutes races inquiète les autorités

De notre correspondante

Le Cap. — Le gouvernement sud-africain a déclaré la guerre à l'Église catholique, coupable d'avoir ouvert ses établissements scolaires à tous les enfants, quelle que soit la couleur de leur peau.

Il existe en Afrique du Sud environ deux cents écoles catholiques, comptant près de trente mille élèves. Comme tous les établissements scolaires, elles doivent être enregistrées auprès des autorités provinciales. Selon un règlement qui date de 1966, seuls les professeurs européens peuvent enseigner à des enfants européens. Aucun enfant non-européen ne peut être admis dans une école européenne. Ces conditions ne peuvent être outrepassées qu'avec le consentement de l'administration provinciale.

Au moins deux écoles, l'an passé, avaient, un peu en retard de test, ouvert leurs portes à quelques enfants non-blancs. Devant la passivité du gouvernement, et forts du succès de cette expérience, tant auprès des enfants que des parents, les évêques ont décidé d'autoriser les établissements scolaires à accueillir auprès de leurs élèves blancs des enfants noirs, indiens et métis. La décision finale était cependant laissée aux chefs d'établissements.

Depuis une semaine, petit à petit, une à une, et le plus discrètement possible, plusieurs écoles ont décidé de suivre la voie tracée par les évêques. Cette évolution n'a pas manqué d'inquiéter certains citoyens soucieux de faire respecter à la lettre la politique du gouvernement. Jeudi 20 janvier, l'administrateur de la province du Cap, M. L. Munnik, a menacé de retirer leur autorisation d'enseigner aux établissements qui continueraient à accepter des enfants non-blancs. Il a été aussitôt suivi par son collègue du Transvaal.

Pour le moment, l'attitude des responsables de l'Église catholique est ferme : il n'est pas question de revenir en arrière. Le Père Dominik Scholler, chargé de l'enseignement au sein de la conférence épiscopale, s'étonne de l'attitude du gouvernement. « Nous sommes, dit-il, une politique qui est de travailler pour une harmonie inter-raciale. La

meilleure façon d'y parvenir est d'élever les jeunes ensemble. Le gouvernement nous demande de prendre des enfants de différentes races et de les élever ensemble. Pourquoi n'accepterions-nous pas les Noirs de notre pays ? »

Beaucoup de responsables catholiques ne désirent pas entrer en conflit ouvert avec le gouvernement et évitent la publicité sur cette affaire. Ils attendent, en fait, les résultats de l'enquête qui devrait avoir l'évêque anglican, l'archevêque de Durban, l'administrateur du Cap.

L'affaire prend désormais une tournure politique. Le parti progressiste-réformiste, formation d'opposition blanche qui s'est prononcée pour l'intégration raciale, a décidé de porter la question au Parlement qui ouvrira lundi la session au Cap.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

« LES PRISONNIERS POLITIQUES SE SUICIDENT SUR ORDRE DU PARTI COMMUNISTE », affirme le ministre de la justice.

Johannesburg (Reuter). — Les détenus politiques qui mettaient fin à leurs jours en Afrique du Sud agissent sur les instructions du parti communiste, qui leur a demandé de mourir plutôt que de soumettre à la torture, affirme M. James Kruger, ministre de la justice, de la police et des prisons de Pretoria, dans une interview au magazine sud-africain « To the Point ».

Interrogé au sujet du nombre « inquiétant » de suicides de détenus politiques, il assure que ces suicides sont le fait d'« éléments endurcis » du Congrès national africain (A.N.C.), organisation nationaliste interdite. Selon lui, la police dispose du texte de ces instructions. L'interdiction des relations raciales assure que quatre détenus au moins sont morts en 1976, alors qu'ils étaient aux mains de la police.

Tchécoslovaquie

LA C.I.S.L. PORTE PLAINTE CONTRE PRAGUE AUPRÈS DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

La Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) a déposé à Genève une plainte auprès de l'O.I.T. (Organisation internationale du travail) contre la Tchécoslovaquie pour violation de la convention sur les droits civils et politiques. La C.I.S.L. dénonce la vague de répression dont sont victimes les défenseurs des droits civils dans ce pays.

La C.I.S.L. va également saisir l'UNESCO et la Commission des droits de l'homme des Nations unies. Elle demande à l'opinion mondiale de se mobiliser pour « aider les défenseurs de la liberté et pour éviter, avant qu'il ne soit trop tard, un retour aux pratiques de l'ère stalinienne ».

M. Karsten, secrétaire général de la C.I.S.L., invite également les syndicats affiliés à protester contre le traitement de dissidents en U.R.S.S., en Pologne et en République démocratique allemande.

LE COMPORTEMENT DES AUTORITÉS PRÉOCCUPE SÉRIEUSEMENT LE P.C.F.

L'Humanité du 25 janvier publie une mise au point sur la situation en Tchécoslovaquie dans laquelle elle note :

« Le comportement des autorités tchécoslovaques à l'égard d'hommes politiques et d'intellectuels exprimant des vues différentes de celles des milieux officiels préoccupe sérieusement les communistes français. (...) Nous ne pouvons taire notre stupor devant l'accusation portée par les autorités tchécoslovaques, selon qui les signataires de la Charte 77 agiraient, selon Rude Pravo, « sur commande des « centrales anticomunistes et « stonistes ». L'utilisation de tels procédés équivaut à une condamnation d'un passé dramatique. Les communistes français excluent catégoriquement de leur perspective politique ces atteintes aux droits et libertés individuelles et collectives. Ils les déclarent étrangères à l'idéal du socialisme. Ils estiment non seulement souhaitable, mais indispensable le rétablissement d'un régime démocratique dans tous les aspects — ce qui suppose la confrontation d'opinions contradictoires, la contestation, la lutte d'idées. »

● M. André Sakharov a annoncé qu'il était convoqué par le parquet de Moscou pour ce mardi 25 janvier, à 15 heures. La convocation n'indique aucun motif. Deux opposants, M.M. Vladimir Albrecht, secrétaire du groupe russe d'Amnesty International, et Vladimir Roubtsov, ami du prix Nobel, avaient été interrogés récemment sur une « participation éventuelle » à l'explosion du métro de Moscou intervenue il y a deux semaines. — (A.F.P.)

SEUIL

« Une œuvre qui provoque dans nos habitudes une formidable explosion de pensée libre et constitue sa belle sœur. Un Mai 68 intellectuel. » Jacques Julliard / Le Nouvel Observateur.

« C'est une philosophie de la vie humaine que construisent Castoriadis : philosophie de l'innocence et de la créativité, philosophie révolutionnaire de l'homme dans le monde. » Paul Thibaud / Esprit.

« Un vrai penseur politique de ce temps et de notre avenir. » Edgar Morin.

Castoriadis
L'institution imaginaire de la société
Deuxième édition revue et corrigée

La coopération avec la Mauritanie se développe pour la mise en valeur du Sahara occidental

De notre correspondant

Rabat. — Le Maroc et la Mauritanie restent préoccupés « de la tension existant dans la sous-région du fait de la création de problèmes artificiels qui retardent l'édification du Maghreb arabe ». C'est en ces termes que le communiqué commun publié le lundi 24 janvier à Rabat, et à Nouakchott, au lendemain d'une visite de trois jours du premier ministre marocain, M. Ahmed Osman, en Mauritanie, a été communiqué.

La signature le 14 avril 1976 d'un accord « pour la mise en valeur des territoires sahariens répartis », dont le partage a fait l'objet d'une convention le même jour, ouvrirait la voie à une coopération étendue : participation de la Mauritanie au capital social de la Société maroco-espagnole des phosphates de Bou-Craâ ; création de sociétés mixtes pour la prospection et l'exploitation des richesses du sous-sol des territoires sahariens sous la souveraineté de Rabat et de Nouakchott ; coopération dans le domaine de la pêche.

Si la situation au Sahara occidental limite les possibilités de prospection, la pêche en revanche, est un des domaines où l'exploitation commune est envisagée prioritairement par le truchement de sociétés mixtes. Les établissements d'enseignement supérieur du Maroc restent ouverts aux Mauritaniens (plus de deux cents y sont déjà inscrits). Des spécialistes mauritaniens sont accueillis dans diverses branches (diplomatie, tourisme, hôtellerie, mines, assurances, etc.). Une quarantaine de Marocains sont, en Mauritanie, les représentants permanents d'une coopération qui tend à revêtir, comme le soulignent ces jours-ci la presse marocaine, la forme plus élaborée d'une alliance.

LOUIS GRAVIER.

EN ARABIE SAOUDI

Au cours des dernières années, bien des tentatives ont été faites pour rendre les cigarettes de plus en plus légères, ment du goût et de l'arôme.


Dés à présent chaque fumeur peut retrouver nous avons pu nous assurer les véritables qualités procédés "Natural Flavour Enhancement" (procédé naturel d'arôme, breveté) des adhésifs nouveaux dans l'industrie du tabac.

Le procédé N.F.E. permet de transmettre le goût sans afin d'obtenir des cigarettes plus légères, spécialement adaptées pour les fumeurs.

La nouvelle cigarette que nous fabriquons s'appelle S.L. - Superior Light, créée de S.T. S.L. offre bien sûr une saveur plus douce, plus naturelle, ses tabacs aromatisés.

Jugez vous-même, laissez l'essai décider.

LE GOUT D'HIER AVEC LA LÉGÈRETÉ D'AUJOURD'HUI



Mildem

U.F. PATRICE VIREUX & FOS

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

EN ARABIE SAOUDITE

LA RÉVOLUTION PÉTROLIÈRE

III. - Le Coran et le cimetière

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

Bien que l'Arabie Saoudite dispose de revenus fabuleux, la mise en œuvre de son plan quinquennal se heurte à de nombreuses difficultés, notamment la pénurie de main-d'œuvre. Les principaux bénéficiaires de la révolution pétrolière sont les firmes étrangères et la grande bourgeoisie saoudienne, mais d'autres couches de la population, en particulier la classe moyenne, profitent également de la prospérité. (Le Monde - des 23-24 et 25 janvier)

Entouré de ses principaux collaborateurs, le prince Sakam, la quarantaine, la moustache bien taillée, portant des lunettes d'écaille — écoute patiemment ses visiteurs, qui se présentent à tour de rôle, parcourent les documents qu'ils lui remettent, donne de brèves instructions à un secrétaire qui prend des notes. « Est-ce une forme de démocratie directe ? », demandons-nous au prince. « Non, c'est la pratique de l'islam », répond-il d'un ton cassant, comme si le mot de démocratie avait irrité. Éduqué dans une université catholique des États-Unis, notre interlocuteur ajoute dans un anglais parfait : « Notre système de gouvernement est le meilleur du monde ; il mériterait d'être appliqué dans tous les pays et à toutes les époques. »

De même, les lois en vigueur, inspirées du Coran ou de la tradition, lui paraissent exemplaires. Le consommateur d'alcool pris en flagrant délit est flagellé avant d'être emprisonné, le voleur récidiviste est frappé de la main, l'assassin est décapité à l'aide d'un cimetière, la femme adultère — qui n'a pas droit à une mise à mort aussi noble — est lapidée. Il est vrai que ces sanctions, appliquées pour l'exemple sur la place publique, face au gouvernement, sont infligées de plus en plus rarement.

Il est midi, la voix tonitruante du muezzin appelle les fidèles à la prière résonne dans la ville. Le vice-gouverneur, suivi de fonctionnaires et de ses visiteurs, se retire pour accomplir ses dévotions dans une pièce aménagée à cet effet, comme dans toutes les autres administrations de l'État. Les rues perdent de leur animation. Les « montassoum », les garçons de la foi, sortent de leurs mosquées, courent la badija à la main, hurlant « salât ! salât ! » (prière), pour inciter les commerçants à fermer boutique, les piétons à presser le pas pour se rendre à la mosquée la plus proche.

La société saoudienne est un univers d'hommes. La ségrégation des sexes empêche la femme d'exercer la quasi-totalité des métiers. Il lui est interdit de conduire une voiture, de se montrer sans raison valable. Cloîtrée chez elle, elle ne sort le plus souvent accompagnée par un mâle de sa famille, que pour faire ses emplettes. Vêtue de noir de la tête aux pieds, on l'aperçoit dans les souks soulevant un coin d'un voile épais (le *hagab*) pour examiner de près — coquettement oblige ! — un tissu ou un bijou. Pour éviter les provocations, les étudiants, voilés dès la puberté, suivent les cours de leur professeur sur un écran de télévision.

Rares sont ceux qui doutent que le développement économique ne finira pas par miner les structures de la société saoudienne. L'urbanisation accélérée a déjà fait tomber en désuétude une institution pourtant authentiquement islamique : la polygamie. Les travailleurs des villes, déracinés du désert ou de la campagne, n'ont plus la possibilité d'entretenir deux épouses, encore moins quatre, comme les y autorise le Coran. L'afflux d'ouvriers étrangers, inaccoutumés au rigorisme de l'islam wahabite, vivant dans la promiscuité et souvent dans le besoin, a eu comme effet de favoriser la délinquance juvé-

Modernistes et traditionalistes

Rares sont ceux qui doutent que le développement économique ne finira pas par miner les structures de la société saoudienne. L'urbanisation accélérée a déjà fait tomber en désuétude une institution pourtant authentiquement islamique : la polygamie. Les travailleurs des villes, déracinés du désert ou de la campagne, n'ont plus la possibilité d'entretenir deux épouses, encore moins quatre, comme les y autorise le Coran. L'afflux d'ouvriers étrangers, inaccoutumés au rigorisme de l'islam wahabite, vivant dans la promiscuité et souvent dans le besoin, a eu comme effet de favoriser la délinquance juvé-

Le récent épilogue de l'affaire Hoda, qui a divisé l'opinion en échauffant les passions, illustre bien le délicat équilibre qui prévaut au sein du régime. Répondant, en 1972, à un questionnaire d'un magazine, une fille, alors âgée de douze ans, présumée Hoda, avait en le malheur d'écrire qu'elle « aimait » (sous-entendu, sa voix) le grand chanteur populaire Talal Madadahe. Le cheikh Nassir ben Rachid, directeur de l'éducation féminine, la soupçonnant d'opprobre pour son « impudicité », avait de la mettre sur la liste noire de tous les établissements scolaires du royaume. Hoda dut changer de nom et de ville, afin de pouvoir poursuivre ses études.

Le fonctionnement du régime, incarné dans la famille régnante, seule à détenir les leviers de commande, demeure largement un mystère. L'un des rares parties visibles de l'iceberg est le conseil des ministres, qui constitue plutôt un rassemblement de technocrates. L'émir Fahd, prince héritier et vice-président du conseil, est le véritable chef de l'exécutif. Il dispose véritablement du consensus de milliers de princes pour faire ratifier ses décisions par le roi Khalid, monarque théocratique qui lui a délégué l'essentiel de ses prérogatives dès son accession au trône, en mars 1975.

Le prince Fahd est également le chef d'un clan, celui des « sept frères Saoudi ». Elle du fondateur du royaume, le roi Ibn Saoud, et de la même mère, issue de la famille Sudairi, — qui contrôle, entre autres, le ministère de l'Intérieur et de la défense nationale. Si cette faction « moderniste » de la famille régnante a le soutien de l'armée régulière, recrutée dans les milieux urbains, les « traditionalistes » s'appuient sur la « garde nationale » constituée intégralement de Bédouins originaires de tribus connues pour leur loyalisme à la dynastie. Son commandant en chef est le prince Abdallah, partisan d'un conservatisme intégral. Divisés sur une seule question, les princes Al Saoud sont cependant « unis comme les doigts d'une main », assure-t-on partout, quand il s'agit de problèmes mettant en jeu l'honneur du régime.

Prochain article :

LA MEQUE DU MONDE ARABE

ÇA Y EST! PREMIERE EN FRANCE

Avis important à tous les Fumeurs
Un nouveau procédé breveté permet aujourd'hui d'enrichir le goût de tabacs extrêmement légers

Au cours des dernières années bien des tentatives ont été faites pour rendre les cigarettes de plus en plus légères, mais bien sûr au détriment du goût et de l'arôme. Dés à présent chaque fumeur peut retrouver le goût vrai. En effet, nous avons pu nous assurer les droits exclusifs pour la France du procédé "Natural Flavour Enhancement" (N.F.E.) - Enrichissement naturel d'arôme, breveté en de nombreux pays et absolument nouveau dans l'industrie du tabac. Le procédé N.F.E. permet de transférer le goût des tabacs aromatiques afin d'enrichir de façon naturelle des mélanges de tabac spécialement sélectionnés pour leur légèreté. La nouvelle cigarette que nous fabriquons selon cette méthode s'appelle S.L. - Superior Light, pleine de saveur et pourtant légère. S.L. offre bien tous les avantages d'une vraie cigarette, son goût naturel, ses tabacs aromatisés.

Jugez vous-même, faites l'essai aujourd'hui de la nouvelle S.L. LE GOÛT D'HERBES AVEC LA LÉGÈRETÉ D'AUJOURD'HUI

Rothmans
SL



Maintenant! Comparez son goût
Comparez son arôme - Appréciez sa douceur

POLITIQUE

PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Communistes et socialistes ne portent pas la même appréciation sur la situation de la majorité

M. Georges Marchais, qui recevait, lundi 24 janvier, à l'issue du comité central de son parti, les journalistes, a réaffirmé que la majorité n'est pas divisée et que MM. Giscard d'Estaing et Chirac se livrent en réalité à « une opération politique ». A l'inverse, M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat du P.S., parle d'un défi de M. Chirac au président de la République, et M. Georges Sarre, animateur du C.E.R.E.S., évoque les deux pôles de la majorité, l'un traditionaliste, l'autre plus moderniste.

Communistes et socialistes ne portant donc pas la même appréciation sur la situation de la majorité, ce que M. Marchais a admis en expliquant que ses « amis socialistes » développent une « mauvaise analyse » et en les invitant à ne pas rester spectateurs. Manifestement le P.C.F. s'inquiète d'une certaine passivité du parti socialiste.

Sur un tout autre plan, la minorité du parti socialiste souhaite, elle aussi, que l'union de la gauche se réveille. Elle s'étend, à juste titre, que socialistes et communistes ne se préparent pas plus sérieusement à l'exercice des responsabilités gouvernementales et que les dirigeants des deux partis s'accrochent en définitive fort bien de leurs diver-

gences, chacun ne semblant se préoccuper que de son propre parti. Cela peut contribuer à maintenir le climat de méfiance qui règne entre les deux partis depuis septembre 1974.

En ce qui concerne le différend entre MM. Giscard et Chirac, les analyses du P.C.F. et du P.S. pourraient sans doute être rapprochées si les deux partis entretenaient un dialogue plus cordial. Après tout, les communistes ont déjà admis, par exemple, de faire un pas dans la voie d'une personnalisation du combat à Paris en désignant M. Henri Fiszbin, député, comme animateur des candidats communistes et candidat éventuel au poste de maire.

En outre, sur le fond, nombre de socialistes sont prêts à admettre que la démarche de M. Chirac peut permettre la reconstitution à côté de la gauche d'un électeur « oppositionnel », qui servirait de bouée de sauvetage à la majorité. A ce niveau, la dénonciation par le P.C.F. d'une « opération politique » ne paraît pas nécessairement erronée. En revanche, ils refusent de voir une manœuvre concertée dans le différend entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac.

La divergence entre les deux grands partis de gauche semble donc surtout

porter sur le choix des thèmes à utiliser pour contrecarrer la majorité. L'argumentation communiste « Giscard-Chirac même combat » ne satisfait pas le P.S. La P.C.F. choisit de développer, comme déjà en 1958 lors de l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir, la thèse selon laquelle diverses composantes de la bourgeoisie française sont compliquées. Cette théorie, qui semble découler d'une certaine « vulgate marxiste » fort répandue dans les rangs du parti communiste, avait, dans un passé récent, conduit le P.C.F. à commettre des erreurs d'appréciation graves sur la politique gaulliste en affirmant que le fondateur de la V^e République et les ultras d'Algérie représentaient les deux volets d'une même politique.

Cette thèse n'avait d'ailleurs pas convaincu tout le parti, et un certain nombre d'intellectuels et de dirigeants avaient cherché à la nuancer, ce qui leur avait valu d'être écartés, sur l'ordre de Maurice Thorez.

M. Marchais risque de rencontrer les mêmes objections et les mêmes difficultés en reprenant la thèse d'une bourgeoisie française homogène.

THIERRY PFISTER.

M. Marchais : non, ce n'est pas la guerre à droite

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, lundi 24 janvier à l'issue de la séance du comité central de sa formation :

« Tous les moyens sont mobilisés pour accélérer l'idée que les forces de droite seraient en proie à la division, à l'affaiblissement, voire au déclinement à la suite

de la candidature de Jacques Chirac à la mairie de Paris. Non, ce n'est pas la guerre à droite ! Non, nous n'assions pas à un conflit entre une droite plus libérale et une droite plus autoritaire ! Non, la gauche ne doit pas contempler passivement ce spectacle en escomptant en tirer nécessairement profit !

« Nous sommes en vérité en présence d'une vaste entreprise visant à tromper une nouvelle fois les Français.

« Depuis mai 1974, toutes les forces de droite se sont rassemblées sous la direction de Giscard d'Estaing afin de mettre en œuvre une politique brutalement réactionnaire. Mais sous la poussée du mécontentement et de l'activité des forces populaires, leur majorité restreinte au départ n'a fait que se rétrécir, au point qu'elles sont menacées d'une défaite.

« Voilà la raison pour laquelle les partis de droite ont considéré qu'il leur fallait présenter des visages apparemment différents devant les électeurs pour tenter, chacun de leur côté, de retenir ceux qui se tournent vers la gauche. Les « querelles » tapageuses sont ainsi mises au service d'une seule et même politique : la politique du grand capital. (...)

« Pendant ce temps, le président de la République se tient et essaie de donner le sentiment qu'il est au-dessus de la mêlée. En fait, il orchestre le spectacle mais se place en retrait pour pouvoir, en cas d'échec, tenter de sauter la politique des puissances d'argent en mettant sur pied une nouvelle construction politique. (...)

« Le comité central du parti communiste appelle les travailleurs, les démocrates, les patriotes à déjouer la manœuvre réactionnaire. (...) Il considère que dans cette situation tout doit être fait pour assurer la pleine et entière application de l'accord national conclu entre les partis signataires du programme commun pour les élections municipales. »

M. FIZBIN EST NOMMÉ « CHEF DE FILE DES CANDIDATS COMMUNISTES » A PARIS

Le comité fédéral de Paris du P.C.F., qui a siégé lundi 24 janvier, a désigné M. Henri Fiszbin, secrétaire fédéral de Paris, « pour être le chef de file des candidats communistes sur les listes d'union de la gauche à Paris ». « Si, après les élections, ajoute le comité fédéral, la gauche devenait pour la première fois majoritaire au Conseil de Paris qu'il revenait par le choix des électeurs, au groupe communiste de désigner le candidat de la gauche au poste de maire de Paris M. Henri Fiszbin serait ce candidat. »

Le CERES : dans l'ensemble, la gauche ne progresse pas

Les dirigeants du Centre d'études de recherches et d'éducation socialistes (CERES), ont dressé, lundi 24 janvier, le bilan des Journées nationales de réflexion que les membres de la minorité du P.S. ont organisées pendant le week-end. Cinq cent à six cents personnes venues de quatre-vingt-quatre départements ont participé à cette réunion.

M. Didier Motchane, membre du bureau exécutif du P.S., a notamment déclaré : « Dans l'ensemble, la gauche ne progresse pas. Elle menace donc de reculer, même si l'on nuance ce propos. Si l'élan électoral est loin d'être brisé ou même de se ralentir, les autres aspects de l'union ne sont pas aussi bons.

« Il est extraordinaire que les deux grands partis de gauche ne se soient jamais de la manière dont ils vont exercer le pouvoir et appliquer le programme commun. On peut déceler au sein du parti communiste, un certain penchant à prendre facilement son parti des difficultés qui se présentent à l'union de la gauche.

« Notre parti a des initiatives à prendre. La réactualisation du programme commun est à faire. Il a besoin d'être précisé et développé. Il faut manifester une volonté politique de l'union. »

M. Motchane a précisé que lors de la réunion, samedi 23 janvier, du comité directeur du P.S., M. Jean-Pierre Chevènement, animateur du CERES, député de Belfort, a suggéré que, dans quelques cas, communistes, socialistes et radicaux de gauche se mettent d'accord sur des candidatures uniques dès le premier tour des élections législatives.

M. Chevènement a pour sa part indiqué lundi que le programme commun devait être complété en matière de défense de politique étrangère (« notamment sur l'Europe », a souligné le député de Belfort, puisque la formulation actuelle s'est révélée inefficace), sur la réorption du chômage, sur les problèmes du commerce extérieur (la défense du franc en particulier) et sur les modalités pratiques des nationalisations.

M. GREMETZ (P.C.) : le temps des faveurs et des cadeaux est révolu.

M. Maxime Gremetz, membre du bureau politique du P.C.F., a présenté, lundi 24 janvier devant le comité central de cette formation un rapport sur la préparation des élections municipales dans lequel il dresse le bilan de l'union de la gauche :

Sur 221 villes de plus de 30 000 habitants, nous comptons 158 constats d'accord dont 108 en province et 48 en région parisienne (1).

Avec P.C. en tête : 70.
Avec P.S. en tête : 81.
Avec M.R.G. en tête : 3.

Parmi les 50 municipalités à direction communiste, 38 constats d'accord sont enregistrés, donnant toute sa place au parti socialiste. Sur 502, dans les villes de 9 000 à 30 000 habitants, nous comptons 461 constats d'accord.

Avec P.C. en tête : 165.
Avec P.S. en tête : 232.
Avec M.R.G. en tête : 10.
M. Gremetz ajoute :

« C'est un bilan intéressant, mais nous sommes encore loin du compte. Il fait apparaître des difficultés qui n'auraient pas lieu d'exister si chacun des partenaires s'engageait avec la même résolution, sans esprit de marchandage, comme nous le faisons nous-mêmes, dans l'application sans réserve de l'accord national. (...)

La remise en cause d'accords locaux conformes à l'accord national par la direction du P.S., la renouveau du premier adjoint dans certaines villes que nous dirigeons — alors que le P.S. a demandé lui-même que celui-ci soit du même parti que le maire — renforcent les interrogations quant au souci du P.S. de respecter totalement les engagements pris en commun. »

En conclusion, M. Gremetz indique que « le temps des faveurs et des cadeaux est révolu ». « Chaque parti doit avoir la place qui lui revient, pas plus, pas moins », déclare-t-il.

(1) Lors de la réunion, samedi 24 janvier, de son comité directeur, le P.S. avait annoncé que cent soixante-cinq accords étaient réalisés dans les villes de plus de trente mille habitants.

SOLDES

prêt-à-porter
sportswear
chemiserie

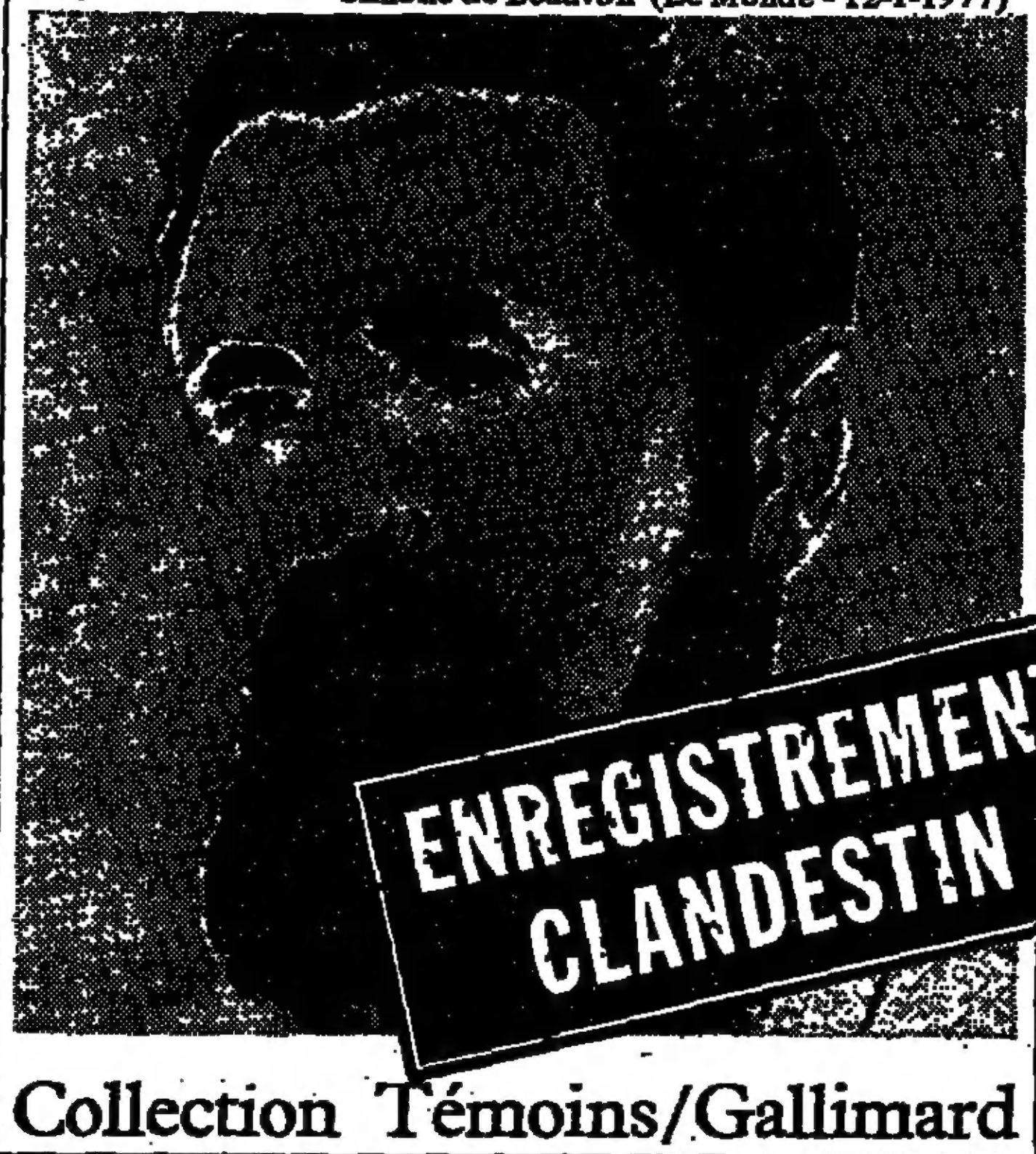
mac
orley

80, RUE SAINT LAZARE
au N° 107, le parking "lambert" gratuit pendant 1 heure.

Un procès «ordinaire» en U.R.S.S. Le D^r Stern devant ses juges

«Michaël Stern a été déporté dans un camp de travaux forcés... Son crime est d'avoir respecté chez ses fils un droit que leur reconnaissance les accords d'Helsinki, auxquels a souscrit M. Brejnev...»

Simone de Beauvoir (Le Monde - 12-1-1977)



ENREGISTREMENT
CLANDESTIN

Collection Témoins/Gallimard

Pourquoi les municipales ne seraient-elles pas politiques ?

Flammarion.

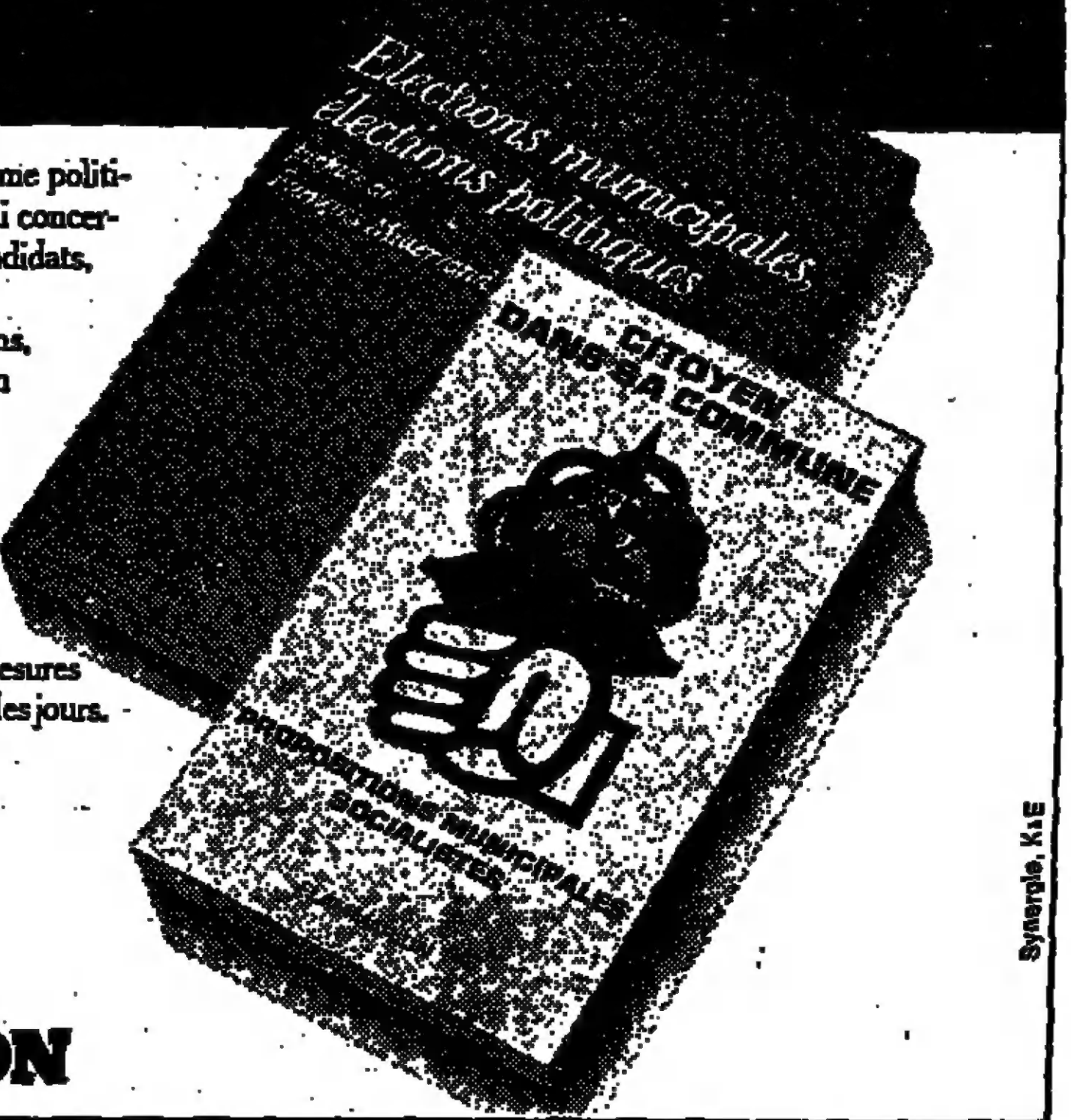
De l'expérience vécue au programme politique d'un parti, voici deux ouvrages qui concernent tous les habitants, électeurs ou candidats, d'une commune.

Maire de Saint-Fons depuis dix ans, Franck Sérusclat fait le bilan de son mandat. Ses conclusions rejoignent celles du manifeste du Parti socialiste, « Citoyen dans sa commune » : il ne peut y avoir d'autogestion qui ne commence par l'autogestion de la cité. L'autogestion n'est pas une utopie. Elle s'incarne dans des mesures concrètes, aptes à changer la vie de tous les jours.

Franck Sérusclat
Elections municipales,
élections politiques.
190 pages, 18F.

Citoyen dans sa commune
160 pages, 12F.

FLAMMARION

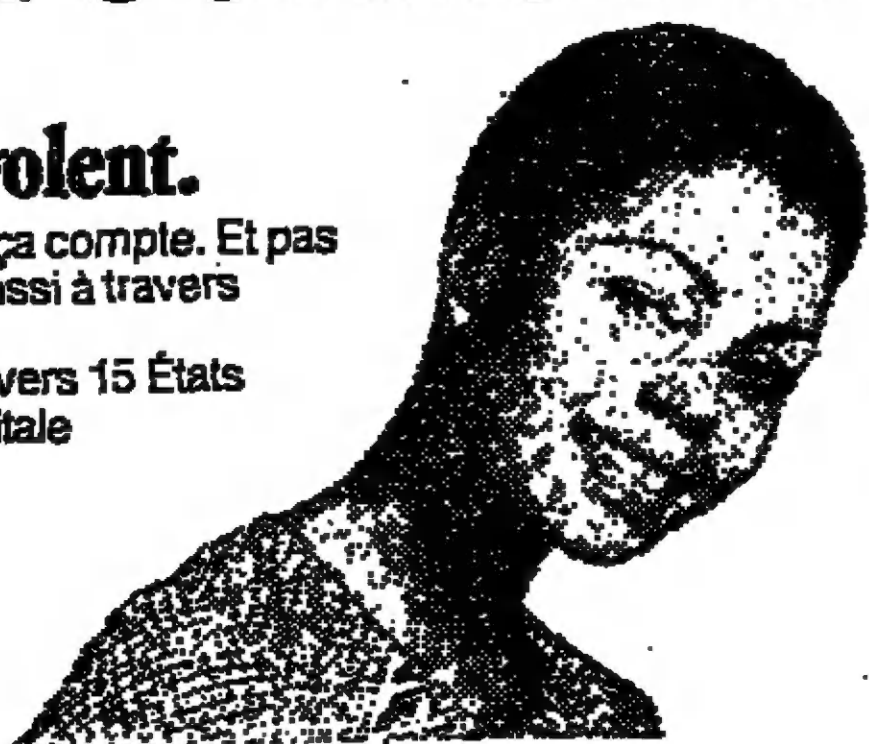


95 fois par semaine...

Les jets d'Air Afrique s'envolent.

Quand on voyage pour affaires, la fréquence, ça compte. Et pas seulement la fréquence vers l'Afrique, mais aussi à travers l'Afrique.

Air Afrique, c'est 95 fréquences par semaine, vers 15 États d'Afrique Noire, depuis l'Europe, et d'une capitale d'Afrique vers une autre.



AIR AFRIQUE

La plus grande fréquence de vols vers et à travers l'Afrique.

POLITIQUE

AUTOPSIE DE LA IV^e RÉPUBLIQUE

Divisions et irresponsabilité

De notre envoyé spécial

Nice. — Mal aimée, la IV^e République le restera sans doute au terme du colloque que lui a consacré du 20 au 22 janvier la faculté de droit et des sciences économiques de Nice, avec quelques mois de retard sur le 30^e anniversaire de la promulgation de la Constitution du 27 octobre 1946.

Dans la réalité d'un régime, a souligné M. Léo Hamon, ancien ministre, il y a les institutions et il y a un équilibre des forces politiques. Or ni les institutions, objet de la première journée du colloque, jeudi 20 janvier, ni les forces politiques, étudiées le lendemain, n'ont permis d'assurer la stabilité de la IV^e République.

Les institutions — toujours selon M. Léo Hamon — peuvent au mieux aider à constituer des forces politiques. Ce ne fut pas le cas sous la IV^e République. M. Georges Vedel, professeur à l'université de Paris-II, qui présentait le rapport d'ouverture, a fait observer que la Constitution de 1946 fut en définitive le produit d'un « marchandage électoral » entre les partisans du premier projet constitutionnel, repoussé en mai 1946 par les Français, et ses adversaires, qui souhaitaient atténuer par quelque contrepoint la toute-puissance de l'Assemblée.

Il en résulta, selon M. Vedel, une tentative de « parlementarisme rationalisé » qui aboutit au gouvernement d'une assemblée entourée de « magistratures multiples » (le président de la République, le Conseil de la République, l'influence par le modèle britannique, les constituants se sentant effrayés d'obtenir par des règles juridiques ce que d'autres pays doivent à des usages ou à des héritages sociaux).

Or les mécanismes mis en place — l'investiture, la responsabilité, la dissolution — ont révélé des fautes aussitôt exploitées par les parlementaires, qui ont ainsi maintenu leur prépondérance absolue sur l'exécutif.

Quant aux « magistratures multiples », elles ont vite compris les

limites de leurs prérogatives. Le président de la République, que le premier projet de Constitution reléguait tout à fait au second plan, a reçu dans le texte définitif une place plus importante qui pouvait lui permettre de jouer un certain rôle. Comme l'a montré M. Georges Dupuis, professeur à l'université de Paris-I, « cet espoir s'est soldé par une déception ». Les efforts successifs de Vincent Auriol et de René Coty pour exercer activement leur « droit d'opinion » et surtout leur pouvoir de désignation du président du conseil ont été annulés non seulement par les difficultés de la situation générale et l'opposition des forces politiques, mais aussi par le manque d'envergure des deux titulaires de la fonction présidentielle. En ce domaine, a conclu M. Dupuis, la IV^e République n'a pas marqué « une étape » dans l'évolution qui devait conduire au régime semi-présidentiel de la V^e République, mais bien plutôt « une parenthèse ».

Le Conseil de la République, confectionné au principe, alors contesté du bicamérisme, a été présenté par M. Gaston Monnerville, qui en fut le président. La Haute Assemblée, a-t-il rappelé, a tenté tout au long de son existence de s'élever au rang d'une véritable assemblée parlementaire.

Ce que suggèrent au moins ces comportements, c'est que la Constitution, déjà boudée par les Français, qui ne l'avaient adoptée qu'à une faible majorité, ne satisfaisait pas davantage la classe politique, qui devait la remettre en cause soit comme un vœu d'ivoire, soit par « réhabilitation textuelle » par « ébranlement des dogmes », selon la distinction proposée par M. Jacques Georgel, professeur à l'université de Rennes, dans son exposé relatif à la réforme constitutionnelle sous la IV^e République. Sur les cent six articles de la Constitution, deux seulement n'ont fait l'objet d'aucune proposition de réforme, et si

la « lourdeur de la procédure » et la « fragmentation de la vie politique » ont empêché que fût mise en chantier une importante révision, « l'intrusion de l'armée dans la vie politique », a-t-il dit, d'après M. Georgel, battu en brèche le principe de la suprématie du pouvoir civil.

M. Jean Rivoire, professeur à l'université de Paris-II, a rappelé pour sa part, dans son rapport, que les libertés publiques ont été largement bafouées par les gouvernements de la IV^e République, qui ont hérité à la fois des pratiques de la III^e République finissante et des habitudes de la Résistance avant de se heurter aux difficultés de la guerre froide et de la décolonisation. De la Constitution de 1946, avait auparavant noté le rapporteur, « une doctrine claire des libertés ne se dégageait pas ».

Le système des partis

Cependant, au-delà des défauts institutionnels, ce qui est en cause au cours du colloque, c'est la faiblesse du « système des partis » qui a pesé de la manière la plus déterminante sur la vie politique de la IV^e République. Ainsi, l'instabilité ministérielle était-elle principalement imputable — selon le rapport de M. Henri Teillac, maître-assistant à la faculté de droit et des sciences économiques de Nice, — à la multiplicité des partis et non aux relations juridiques entre les pouvoirs, ni comme devaient le démontrer MM. Jean-Marie Cotteret, professeur à l'université de Paris-I, et Claude Emery, professeur à l'université de Bordeaux-I, au système de la représentation proportionnelle.

Le vice déterminant du régime, ce fut, de l'avis de tous les participants, l'absence de majorité cohérente. Une République des partis? « Même pas », a répondu M. Vedel : « une République des députés ».

M. François Goguel, président de la Fondation nationale des sciences politiques, a mis l'accent sur la diversité des majorités possibles. « Ce système de partis », a-t-il dit, « était très difficile à utiliser parce qu'il était très difficile d'obtenir la majorité ». Le débat portait sur la politique économique et sociale, sur la laïcité, sur la question du référendum ou sur la supranationalité. La S.F.I.O., par exemple, se trouvait aux côtés du P.C. et du M.R.P. sur le premier thème, du P.C. et des radicaux sur le second, du M.R.P., des radicaux et des modérés sur le troisième, et enfin sur le quatrième elle était pour moitié avec le P.C. et le R.P.F. pour moitié avec les autres formations.

Un affrontement qui n'est pas terminé

La IV^e République était pourtant bien partie puisque les trois composantes du tripartisme disposaient, a rappelé M. Goguel, de plus des trois quarts des sièges à l'Assemblée nationale élue en novembre 1946. Mais l'étonnante renaissance de la droite d'une part, la persistante division de la gauche d'autre part, ont brisé l'édifice.

Décapitée à la libération, la droite s'est aussitôt recomposée. M. René Rémon, ancien président de l'université de Paris-X, a exposé comment les « modérés » se sont d'abord révélés comme une force nouvelle quand le P.C. fut écarté du gouvernement, puis ont eux-mêmes conquis successivement la prési-

dence du conseil avec M. Antoine Pinay en 1953 et la présidence de la République avec René Coty l'année suivante. Cette droite classique, qui a cédé peu à peu aux pressions d'une droite extrême (l'île de Vichy, à la défaite de Dien Bien Phu et au mouvement gaulliste) n'a cessé d'être en conflit avec les gaullistes. L'affrontement, a souligné M. Rémon, n'est pas terminé.

La gauche a été impuissante à offrir une solution de rechange. C'est en tout cas ce qui ressort des rapports présentés par M. Robert Verdier, membre du bureau exécutif du P.S., sur la S.F.I.O. et par M. Robert Charvin, professeur à la faculté de droit et des sciences économiques de Nice, membre du P.C. sur l'action de ce parti.

« On a tendance à surestimer l'influence de la S.F.I.O. », a affirmé M. Verdier, qui a insisté sur le rôle prépondérant des partis de droite et qui a rejeté d'autre part sur le P.C. la responsabilité d'une rupture dont la politique de troisième force fut la conséquence. Presque le rôle des socialistes dans la poursuite des guerres coloniales : « La S.F.I.O. », a reconnu M. Verdier, « n'a pas compris la force de la revendication nationale des peuples anciennement colonisés ».

En revanche, selon M. Charvin, la stratégie anticolonialiste du P.C. a été parfaitement claire, mais, si pour des raisons « pédagogiques » il a choisi de développer le thème de « la paix en Algérie », plutôt que celui de l'indépendance, et s'il a voté les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Guy Mollet afin de favoriser l'ouverture de pourparlers, le P.C. n'en est pas pour autant sorti de son isolement ni de sa « solidarité inconditionnelle avec l'Union soviétique » pendant la guerre froide.

Les erreurs de la décolonisation, thème de la troisième journée du colloque samedi 22 janvier, ont entraîné, on le sait, la mort du régime.

La guerre d'Indochine, a rappelé M. Philippe Devillers, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, a fait tomber la coalition tripartite avant d'obtenir grandement les finances de l'Etat. « La IV^e République », a-t-il noté, « semble bien s'être intoxiquée elle-même, se contraindant des mythes et cherchant désespérément à concrétiser ses rêves ».

Les incohérences de la politique française à l'égard des protectorats maghrébins, et dans une moindre mesure de l'Afrique française, ont été ensuite décrites respectivement par MM. Maurice Fiori, professeur à l'université d'Aix-Marseille, et Jean-Claude Gautron, directeur de l'I.R.E.R. de droit public et de sciences politiques de Bordeaux.

La politique menée en Algérie a connu, à partir de 1954, selon le rapport de M. Paul Robert, professeur à la faculté de droit et des sciences économiques de Nice, plusieurs phases qui sont restées « sans effet sur le fond du problème ». Ni l'intégration sociale par M. Jacques Soustelle ni la solution politique promise par Guy Mollet, ni la loi-cadre votée sous le gouvernement de Félix Gaillard, ne purent être imposées par des gouvernements trop faibles que l'armée finit par renverser.

Ainsi périt la IV^e République qui fut pour une large part la République de l'irresponsabilité : telle pourrait être la conclusion de ce colloque dont les travaux seront publiés sous les soins de l'université de Nice.

THOMAS FERENCZI

Le P.C.F. et le stalinisme

M. MALBERG : « NOUS NE SAVIONS PAS CELA »

M. Henri Malberg, directeur adjoint de l'hebdomadaire central du P.C.F. *France nouvelle*, membre du comité central, revient, dans le numéro du 24 janvier de cette publication, sur l'attitude du P.C.F. face au stalinisme. Il note : « Est-ce que nous savions que le socialisme faisait tant de victimes innocentes dans les rangs des peuples socialistes comme parmi les communistes? Est-ce que nous savions que les désaccords politiques étaient imputés à l'origine? »

« Je me remémore mes souvenirs des années 1950, où j'étais directeur national des Jeunesses communistes, proche de la direction du parti. Et je réponds sans hésiter : non, nous ne savions pas CELA. »

« De la nécessité, que l'histoire retiendra comme juste, de faire la chaîne autour de la révolution russe, du socialisme, nécessité qui avait jeté dans la mêlée côté à côté les ouvriers et les Barbusse et Romain Rolland, nous avions dit : notre tâche est le recul devant toute réaction critique. »

« Que le parti communiste qui dirigeait l'édification du socia-

lisme puisse se tromper gravement, et, pire encore, à certains égards, nous tromper, était hors de question. »

« Le socialisme, parce qu'il est un système social supérieur, ne pouvait que développer ses avantages, tout naturellement. »

« Le vingtième congrès du parti communiste de l'Union soviétique marque à l'égard de tout cela une terrible mais définitive leçon de choses. »

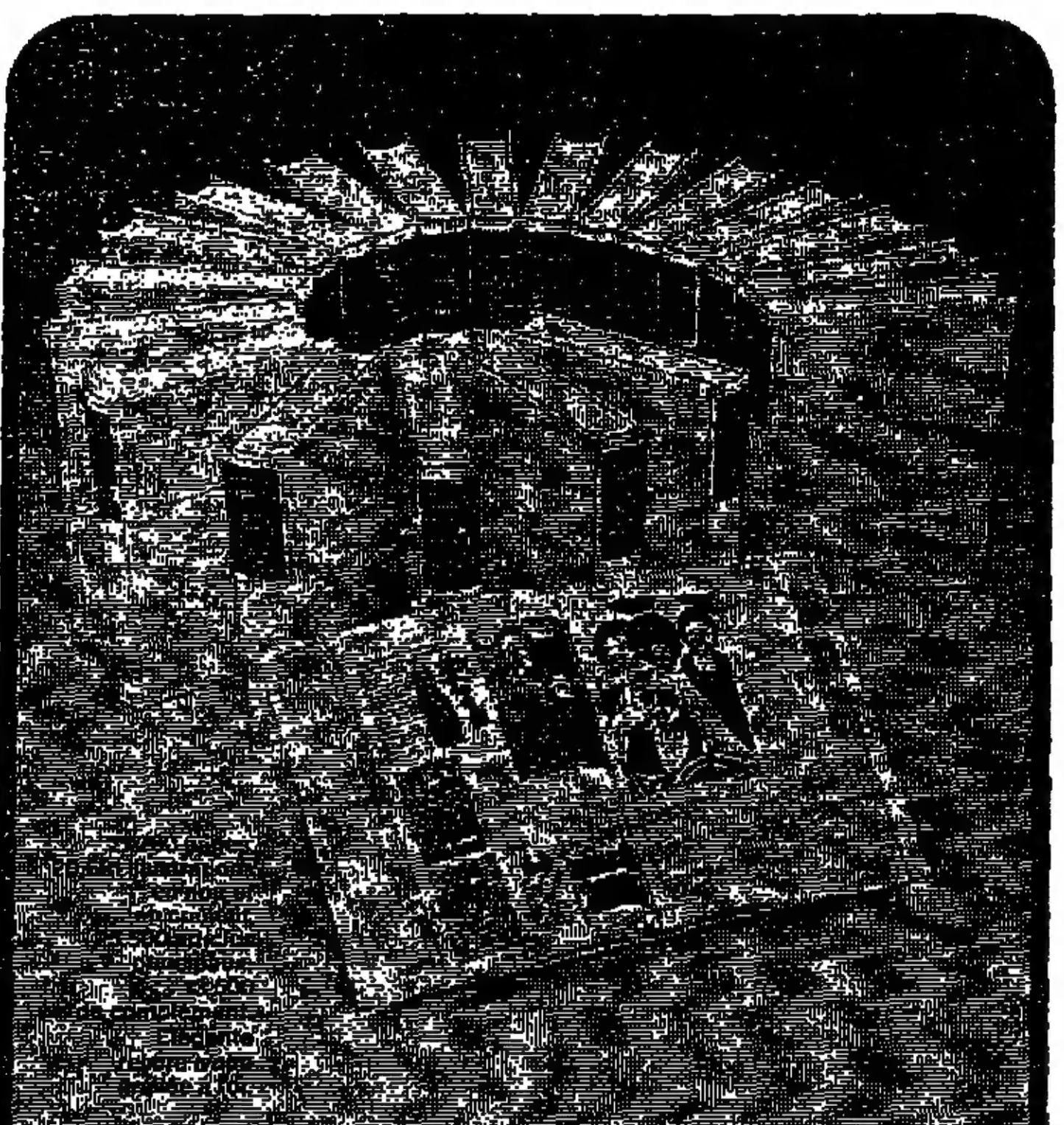
« Alors, tout est bien? »

« Non. Tout n'est pas bien. Et, s'agissant des pays socialistes, maintenant du même côté qu'eux une lutte juste, nous avons eu même temps quelques dérives pratiques dont il s'est révélé qu'elles étaient notre combat et défiguraient le socialisme. »

« Et c'est parce qu'il y a là une contradiction totale avec notre idéal, avec ce que nous sommes, avec ce qui est au cœur de nos raisons de vivre, que nous disons avec tant de force : nous n'admettons pas, nous n'admettrons jamais des faits semblables. Surtout ce en cent mille fois plus petit. »

Bruit et froid : faites isoler vos fenêtres

Pour être efficaces, double vitrage, glace épaisse ou survitrage doivent être posés parfaitement. Nous installons depuis 15 ans... toujours rapidement. Paris et 100 km alentour. Devis gratuit. Crédit CETELM. SAIRES, 49 ter, rue de Flandre, 75019 Paris 206-50-13.



Offrez à votre famille L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

la nouvelle grande encyclopédie française... 10 tomes... 100 000 pages... 100 000 illustrations... 100 000 citations... 100 000 références... 100 000 citations... 100 000 références...

Pour en savoir plus, ce magnifique Dossier Universalis en couleur GRATUIT.

Demandez-le vite en téléphonant au 734.02.31 (répondeur automatique même la nuit et les jours fériés) ou en renvoyant ce bon

Je vous remercie de m'adresser, sans engagement de ma part, le Dossier Universalis et de me donner tous les détails sur les 3 avantages exceptionnels réservés aux amis du Club Français du Livre.

Nom et prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Ville : _____

à retourner au Club Français du Livre
 7, rue Armand Moisant - 75754 Paris Cedex 15
 Offre valable pour la France métropolitaine seulement.

Officiers ministériels et ventes par adjudication

CHAMBRE DES NOTAIRES DE PARIS
 Mardi 15 février 1977, à 14 h. 30
 ADJUDICATION SANS MISE A PRIX
 IMMEUBLE DE RAPPORT A PARIS (12^e)
 204, RUE DE CHARENTON, face Mairie
 Pièces de taille élevée de 6 étages
 2 boutiques + 23 locations d'appartements
 Loyers annuels : 122.000 F
 Consignation 180.000 F - Ventes : 555-07-64
 M^{rs} B. MAILLEY, P. et B. LOISEAU et J.-M. POISSON, not. ass.
 21, avenue Rapp - Paris (17^e) - 555-07-64

Vente sur surenchère du dixième au Palais de Justice à SENLIS (Oise), le mardi 15 février 1977, à 14 heures, d'une
 PROPRIÉTÉ sise à LAMORLAYE (Oise)
 comprenant notamment : 48 bœufs
 de 5 ha. environ, à usage d'élevage ou d'élevage de chevaux de course,
 MISE A PRIX : 1.650.000 F
 Consignation préalable par chèque certifié de 650.000 francs.
 Pour tous renseignements s'adresser : S.C.P. DRYE DE BAILLENCOURT CAMPIER, avocats, 28, rue de Villeneuve à SENLIS (Oise), tél. 453-27-13.

Vente sur saisie au Palais de Justice Versailles, mercredi 16 février 1977, à 10 h.
 EN UN SEUL LOT :
 UNE MAISON D'HABITATION
 élevée sur sous-sol, comprenant : cave, garage, chaufferie, deux débarras ;
 rez-de-chaussée : salle de séj., 2 chambres, cuisine, W.C., s. de bns ; 1^{er} ét. : 2 chambres
 baign., attenant compr.
 3 pièces, douche, W.C.
 la tout d'une superficie de 1.030 m²
 à GARRIÈRES-SOUS-POISSY (Yvelines)
 MISE A PRIX : 150.000 FRANCS
 S'adresser pour tous renseignements à :
 M^{rs} COYDON, avocats à VERSAILLES, 65, boulevard de la Reine,
 tél. 951-21-43 et 953-45-60 ; au Greffe des Ordonnances du Tribunal de Grande Instance de Versailles ; et sur les lieux pour visiter.

GRANDE BRADERIE ANNUELLE

du 11 au 29 JANVIER des prix à ne pas y croire ?

Maple vous propose un très grand choix de meubles à des conditions particulièrement exceptionnelles. En effet, la braderie MAPLE débutant cette année juste après la baisse du taux de la TVA, c'est sur des meubles déjà moins chers que l'an passé, qu'une importante diminution est effectuée. Jugez-en par ces quelques exemples :

	Prix normal	Prix braderie
Salon 3 pièces - Dralon	7.250 F	5.800 F
Salon 3 pièces - imprimé	6.125 F	4.900 F
Salon 3 pièces - Dralon	4.790 F	3.740 F
Table sofa - acajou	1.440 F	1.225 F
Table roulante - chêne	1.235 F	750 F
Table à lampe - chêne	1.015 F	695 F
Commode militaire, 2 tiroirs - acajou	830 F	700 F
Table de chevet - acajou	715 F	595 F
Table gigogne - acajou, dessus cuir	750 F	585 F
Table basse, acajou, dessus cuir	585 F	485 F

ATTENTION, certains de ces articles sont en quantité limitée.

Réduction de 5 % sur tous les articles non démarqués !

MAPLE

Le spécialiste anglais du meuble anglais
 5, rue Boudreau (angle rue Aubert) 75009 Paris - Tél. 075.53.32
 Livraison gratuite dans toute la France métropolitaine pour toute commande supérieure à 2500 F



DÉFENSE

M. BOURGES NE PRÉSIDERA PAS LE COLLOQUE DE L'U.E.O. A PARIS SUR L'ARMEMENT EUROPÉEN

Le ministre français de la défense, M. Jean Bourges, a, jusqu'à présent, décliné l'invitation qui lui avait été adressée de prononcer le discours d'ouverture du colloque organisé à Paris, les 3 et 4 mars prochains, sur une politique européenne d'armement, à l'initiative de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.). C'est en principe M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, qui aura lieu ce colloque, qui a accepté de prononcer le discours de bienvenue à l'adresse des deux cents personnalités attendues, parmi lesquelles soixante-quinze parlementaires des sept pays membres de l'U.E.O. : Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Grande-Bretagne, France, Italie et République fédérale d'Allemagne.

Pendant ces deux journées d'études, présidées par M. Julian Critchley, président de la commission des questions de défense et des armements à l'U.E.O., le député conservateur de Grande-Bretagne, les participants au colloque tenteront de définir une politique européenne des armements qui sau-

garderait les industries d'armement des pays d'Europe occidentale et créerait les bases d'une coopération avec les Etats-Unis. Parmi les participants invités à Paris, on relève notamment le nom de M. Walter La Forge, secrétaire général adjoint de l'OTAN et représentant les Etats-Unis aux discussions sur la standardisation des armements, qui considère que l'un des moyens de créer les conditions propres à renforcer la coopération au sein de l'alliance atlantique est de reconnaître au rôle de direction aux Etats-Unis dans les équipes transatlantiques.

Le ministre français de la défense, en observant d'abord que ce colloque aura lieu en pleine campagne pour les élections municipales, et qu'il estime ensuite que la présence de plusieurs experts de l'organisation militaire atlantique confère à cette réunion un style qu'elle ne devrait pas avoir, au début de ce projet, lorsque les parlementaires de l'U.E.O. décideront, sur une initiative française, de tenir ces deux journées d'études.

SPORTS

VOILE

AU SALON DE LA NAVIGATION DE PLAISANCE Les modèles en vue prennent le large

Si le moteur Diesel gagne du terrain dans l'automobile, il enregistre dans la plaisance des progrès rapides, surtout pour des raisons de sécurité. Le handicap de poids dont cette technique a souffert par rapport à l'essence s'est atténué; le champ d'application du diesel s'élargit. Le prix élevé de l'essence contribue à cette évolution. Au Salon, qui vient de se terminer, les vedettes à essence ont généralement trouvé peu d'acquéreurs.

Renault-Marine-Couach exposait ses trois nouveaux petits diesels : deux monocylindres de 6,5 et 11 ch et un bicylindre de 15,5 ch. A un niveau beaucoup plus élevé, on voit apparaître un diesel Renault quatre cylindres de 130 ch et un Volvo six cylindres de même puissance pesant respectivement 500 et 440 kilos, ce qui est très raisonnable. Cet allégement est dû à l'emploi du turbo-compresseur, de plus en plus utilisé.

Dans le domaine du hors-bord, on remarque que Yamaha s'est rapidement assuré sur le marché français une position équivalente à celle des marques américaines implantées depuis longtemps. La même firme japonaise expose pour la première fois son « 29 », voilier habitable de 8,70 m de long, de conception originale, dessiné par Jean-Marie Finot. Faut-il s'attendre, dans ce secteur comme dans tant d'autres, à une offensive japonaise ?

Un autre voilier habitable de dimensions voisines et sortant lui aussi des sillages battus vient d'être proclamé « bateau de l'année ». Le Zoufri (« vagabond » en arabe) est un dériveur lesté en alliage léger, à cinq couchettes, de 9 mètres de long, très large — 3,30 m — et ne pesant qu'un faible tirant d'eau, 0,58 m, ce qui lui permet de passer à peu près partout. Dessiné par S. Langevin, ce modèle est construit à la main par un petit chantier, Aluminium et Technique.

Si, dans l'ensemble, les voiliers habitables ont particulièrement retenu l'attention au Palais de la Défense, on a pu observer que le volume des transactions variait beaucoup d'un chantier à l'autre et même d'un modèle à l'autre, à l'intérieur d'une même gamme. Quelques modèles très en vue atteignent ou dépassent le chiffre de 1 000 unités, que l'on considérerait naguère encore comme difficilement accessible. Ainsi chez Jeanneau, le Sangria de 7,80 mètres devrait franchir, au prochain Salon, le cap des 2 000 unités, performance jamais réalisée en France, à notre connaissance, par une unité de cette taille. (Le petit Corsaire de 5,50 mètres est répandu chez nous à 2 800 exemplaires.) On recensera en même temps, dans le même chantier, 1 000 Flirt de 6 mètres. L'Edel-V de 5,5 mètres vient, quant à lui, d'accéder à la même diffusion. On sait que chez Michel Dufour, l'Arpège de 6 mètres a largement dépassé le chiffre des 1 000 acquéreurs.

Chez Yachting-France, les nouveaux Jouté-24 et Jouté-26 attirent beaucoup d'amateurs, tandis que le dériveur en solitaire X-4, tout juste lancé, sera construit à au moins 800 unités au cours de 1977. Le petit Optimist atteindra un rythme très voisin au chantier Dubois-Kelt. Ces deux succès tranchent sur la situation en général peu favorable du dériveur. Peut-être celui-ci est-il gêné par l'essor de la planche à voile ? Certains vont jusqu'à dire que le succès de la motocyçlette a pu nuire à l'animation sportive des plans d'eau.

De son côté, sans faire de bruit, le voilier de pêche-promenade progresse régulièrement. Bénéteau, qui a fort habilement mis sur ce type de bateau, s'en trouve bien et crée de nouveaux ateliers. Après avoir souffert, comme d'autres activités, la plaisance est devenue, ici et là, créatrice d'emplois.

YVES ANDRÉ.

SKI. — Le champion olympique suisse Heini Hemmi a gagné lundi 24 janvier, le slalom géant d'Adelboden. Il devance le Suédois Stenmark et l'Autrichien Heidegger. Stenmark prend la tête du classement provisoire de la coupe du monde.

BEAUBOURG

Pour la première fois depuis longtemps, en bien ou en mal, la France étonne le monde par une construction qui attire des gens venus de tous les horizons.

CHIRAC

Pourquoi Jacques Chirac en est-il venu à défier le chef de l'Etat en se présentant contre Michel d'Ornano ? C'est une longue histoire qui commença à l'aube de l'année dernière sous les lambris du bureau présidentiel à l'Élysée.

SANTÉ

L'inégalité devant la médecine. En France on partage la santé comme l'ensemble des richesses. Aux uns tout. Aux autres, le reste.

LE NOUVEL observateur

En raison de la grève de solidarité avec les ouvriers du Livre, ce numéro spécial du Nouvel Observateur paraîtra, selon les régions, mardi et mercredi matin.

La Pompadour
SOLDE
ses beaux
MANTEAUX
tweed, camel, cashmere
MANTEAUX DE FOURRURES
PELISSES, PEAUX LAINES
Egalement
robes, ensembles, tailleurs
JERSEY
FEMMES FORTES
du 40 au 62
32 bis, Bd HAUSSMANN
M^e Chaussée d'Antin

Cent toxicomanes inculpés depuis trois mois

LE « BROWN SUGAR » A LA CONQUÊTE DE NICE

Nice. — « Vaste coup de filet antidrogue à Nice : soixante-six arrestations. » Parce qu'un titre tapageur et inexact de quotidien local fait maugrérer ceux qui savent, parce qu'un inspec-

teur divisionnaire est réprimandé par ses supérieurs pour s'être mis en vedette, faut-il en conclure qu'il n'y a rien de nouveau sous le timide soleil hivernal de la Côte d'Azur ?

Non, la consommation de drogues chez les jeunes inquiète de nouveau autant qu'en 1970, parce qu'elle augmente fortement, au dire des spécialistes, et qu'elle prend des formes nou-

velles et déconcertantes. La lutte, au moins dans sa partie non répressive, s'organise dans cette baie qui n'a pas que des aspects angéliques.

De notre envoyé spécial

Bernard, vingt-deux ans, est venu timidement exposer au juge son problème. Il fait partie de la centaine de jeunes, de dix-huit à vingt-cinq ans pour le plupart, qui, depuis trois mois, ont été inculpés dans quatre affaires différentes de stupéfiantes. « Je ne suis pas un libéral », dit-il en partie de ses compagnons, il s'agit : « Ce qui me préoccupe le plus, c'est l'histoire du casier judiciaire... Est-ce que ça sera inscrit dessus ? » Rassuré sur ce point par le juge, Bernard agrève sa banale odyssée de petit : « texton... Je le reconnais... mais c'est comme ça, dans la vie... on s'est laissé aller... Une fois par semaine, la veille du mon jour de repos, quand le travail্লাis. Plus souvent pendant les congés, le plus piquais... » Commencé en 1975, et la cocaïne — pour « essayer » et faire comme un copain... — le « voyage » s'est poursuivi par des « flux » de « brown sugar » (1) à 100 F la dose jusqu'à 1978, puis des « vagues » viales, puis l'inculpation... le poussant à la grande défection : « Je compte se sayer de m'arrêter. » Entre-temps, sa petite amie l'a quitté. « Elle n'a pas compris... »

Pas très gale, l'histoire de Bernard est pourtant celle de l'épître des « toxiques » et d'un chanceux. Jamais « empaqué », avec la risque, parfois mortel, que comporte l'achat de mauvaises « came », jamais contraint de « rancarder » d'autres jeunes pour gagner de quoi payer sa dose, Bernard n'a pas été complètement happé par l'oprenaga.

Une évolution alarmante

Combien sont, à Nice, ses compagnons, souvent moins heureux, de « défonce » ? On s'en fait une idée en comparant diverses évaluations, dans un domaine où les statistiques fines n'abondent pas. D'une part, la brigade des stupéfiants des Alpes-Maritimes a accumulé, pour ce dé-

partement au x^e mille dossiers entre 1968 et 1970. Si l'on tient compte des dossiers établis lors des importantes migrations estivales, le nombre des drogués de Nice et alentours fléchit en sept ans apparaît assez nettement une baisse de moitié. D'autre part, la source judiciaire ne fournit d'estimations alarmantes — pour la seule ville de Nice où mille à trois mille jeunes toxicomanes seraient venus s'ajouter, au cours de l'année 1976, aux quelques centaines repérés en 1970 dans la région.

Depuis la fin des laboratoires de « blanche » (l'héroïne) et le démantèlement des filières en 1970, explique le juge d'instruction, M. Michel Zavaro, « s'est développé un inquiétant problème qui a d'abord touché les groupes de fumeurs de haschich et de consommateurs de milieux petits-bourgeois et enfin les propriétaires des quartiers pauvres, anciens ou récents, de Nice ».

De tous ces quartiers, pourquoi seul le Vallon des fleurs — une dizaine d'ha.L.M. au nord de Nice — a-t-il été désigné comme le principal foyer de toxicomanie ? Peut-être par ce que les policiers de la Brigade des stupéfiants ont été amenés à frapper d'abord là, alors qu'ils auraient eu autant de motifs pour le faire dans les quartiers de l'Arrière, de Las Cannas, de La Madeleine, de Saint-Roch, sans oublier le centre de la ville, où il y a des dizaines de magasins rapidement une zone épurée à l'attention d'une population qui se garda dans les narines l'odeur de certains agouts ? En tout cas, ce n'est pas seulement dans cette zone qu'ont été arrêtés les petits revendeurs désignés à la vindicte publique comme de puissants importateurs.

« Submergés »

Comme le dit le commissaire divisionnaire Albert Mourey, chef du service de police judiciaire, « nos

hommes sont amenés à plonger par tout ». Il ajoute, traduisant le sentiment de la brigade locale des stupéfiants (onze membres en 1970, neuf en 1976) : « Nous sommes submergés par la drogue. »

Il y a environ un an que la consommation de drogue a augmenté du double, manœuvre spectaculaire au Valon des Fleurs. Selon M. Zavaro, « 1974 a été le moins que nous ayons été blé », mais, une année de grandes difficultés d'approvisionnement. Mais l'année suivante, et surtout 1970 ont été celles du « brown sugar » généralisé. Tout le monde est allé se procurer pour 350 F par gramme à Belleville, pour 50 à 100 F par gramme à Amsterdam, cette marchandise qui, distribuée en six à dix-huit doses, produisait 0,1 à 1 200 F par gramme sur le plateau de Nice ».

Le «brown sugar» n'est pas toute la drogue à Nica, mais il occupe 90 % du marché, le reste provenant des arrivages de mauvaises héroïne de l'Amérique du Nord. La grande majorité de la clientèle est la clientèle coupée d'un barbiturique. L'action rapide de la cocaïne et le «brown sugar» sont très appréciés par les S.D. ont presque totalement disparu, mais on ne peut rien dire de précis sur la consommation d'amphétamines. Echappent aussi à toute investigation, les innombrables produits qui alimentent les nombreuses pharmacies.

L'usage des stupéfiants accompagne désormais, comme son ombre, la délinquance juvénile classique. Casses et vols travaillent avec les toxicomanes qui recherchent de quoi s'approvisionner.

Pierre, dix-huit ans, en paraissant
trois ou quatre de moins, est la
vivante illustration de cette évolution
dont Nice n'a pas l'exclusivité : « Je
savais manier le pied-de-biche et
étais un bon pickpocket », condi-
tions indispensables pour pouvoir se
défendre « à l'héroïne et au « brown ».

comme il l'a fait depuis l'âge de quatorze ans, sans tomber dans le commerce, qu'il trouvait dangereux, et faute de pouvoir « piquer de l'argent à papa pour se droguer ». Dans le café de Nice où il sirota sagement sa grenadine, il repéra avec sûreté dans le visage très pâle et contracté d'une jeune fille blonde au regard fixe l'indice d'un « shoot » à l'héroïne : « C'est comme si je me regardais moi-même. »

Prévention et soutien

Même spectaculaire que la répression et peu propices aux bulletins de victoire, les tentatives pour alder les drogués à en sortir ont, comme le reste, évolué à la Peste. En nombre et en diversité, le pasteur Gaston Cies- siel n'est plus seul. Depuis onze ans, il tente d'arracher à la « défoncé » des drogués — au milieu d'au- trefois il vit frémissement — qui dési- rent changer de peau, ceux que les médecins appellent toxicomanes. En- tre les dix places, le local principal de la Journée-assistance, les quatre apparte- nements qui l'ou-ve en ville et la dizaine de familles d'accueil qui le traitent dans son effort n'y suffisent plus. Pour ce marginal à sa manière qui refuse les libéralités publiques, il faut trouver une solution pour cha- cun demander. « J'utilise volontiers tous moyens qui n'ont pas bonne presse : les centres de formation professionnelle accélérée ou des conférences ultérieures. »

Pour les uns, c'est l'occasion d'un choix qui les mène à un travail, pour les autres, c'est l'occasion de se libé- rer rapidement une liasse de fiches de choix qui permet d'échapper aux foudres de la justice. L'essentiel est que quelque chose — même l'obtention du permis de conduire — serve de point de départ à une réinsertion.

Curieusement, ce Vosgien demande qu'on « blanchisse » Nice, injustement accusée, selon lui, de tous les maux. Sans mansuétude, il désigne Amsterdam - ~~cette~~ Jérusalem de la drogue - comme origine de la situation présente de Nice.

A côté du tour de force quotidien
du pasteur Claudel, celui du juge
Zavaro fait figure de révolution. Avec
une équipe, il a créé, en février
de 1975, une association destinée à aider
les ex-toxicomanes à trouver leur
place dans la cité. Les quatre éducateurs
sociaux ont ainsi créé le drogocentre
(G.C.D.) dont l'objectif est d'aider les
anciens « toxico », quinze peut-être,
à reprendre un rythme de vie normal
dans quelques temps, de franchir les
différentes étapes qui peuvent mener
de la dépendance à l'autonomie ou
à la marginalité assumée. Entre l'appar-
tement du quartier de l'Arlane et le
moulin à blé de Bédouin, à
17 kilomètres de Nice, le juge Zavaro
qui dirige ce centre, qui anime
des ateliers journaliers à base de
jeux sérieux sur la drogue les
n'en avait assez.

L'écoute vigilante et nocturne

qu'assure en ville le centre d'accueil du Pontin et le début d'action d'une équipe extra-hospitalière qui a pour tâche de combler les lacunes du dispositif, tant en matière de prévention que de suite, complètent la série d'actions privées et d'actions publiques coordonnées par le :

« Comité départemental spécialisé d'action et de défense contre les toxicomanes » ; ce comité a subventionné par le conseil général, dont le budget comporte une ligne spéciale pour la lutte contre la drogue.

Ce qu'il y a de nouveau à Nice ? La possibilité offerte à une fraction de la masse sans cesse accrue des jeunes drogués de dire avec un peu plus d'assurance qu'auparavant : il existe une chance de s'en sortir.

MICHEL KAJMAN.

(1) Le « brown sugar », ou héroïne n° 3, est un mélange d'héroïne incomplètement raffinée (25 à 30 %) et d'alkaloïdes de l'opium (morphine, codéine), auxquels sont ajoutées de la caféine et parfois un peu de stéarine.

[illegible]

**Au prix des légumes
aujourd'hui, vive le potage
en boîte Liebig.**

"20 à 50 % de hausse sur les légumes frais"

Actuellement, toute la presse parle de la très forte hausse des prix des légumes frais. Aujourd'hui, ce serait très cher de faire un potage maison avec tous les bons légumes contenus dans un potage en boîte Liebig.

Parce que Liebig a acheté ses légumes au meilleur cours, il peut vous en faire profiter toute l'année.

Plus que jamais, au prix où sont les légumes, vive le potage en boîte Liebig.

LIEBIG

Voici les 14 variétés de potage aux légumes Liebig: Poireaux pommes de terre - Crème de légumes - Cresson - Cerfeuil - Soupe à l'oignon - Pistou - Minestrone - Potage aux asperges - Crème de tomate - Crème de champignons - Pois au lard - Garbure - Gazpacho - Crème aux pointes d'asperges.

EQUIPEMENT

TRANSPORTS

LES RICHES FONT BANDE A PART

Air Afrique menacée par la sécession du Gabon

Une mission d'experts français vient de rentrer de Libreville, où elle a étudié les modalités d'une assistance technique et financière à Air Afrique. Le président Omar Bongo entend donner, avant l'été, à cette compagnie une dimension internationale après le retrait de son

pays d'Air Afrique (« le Monde » daté 5-6 décembre).

Air Afrique, compagnie multinationale, était un peu la bonne conscience de l'Afrique. On lui avait la sagesse de ses promoteurs, on van-

taillait la tenue de ses résultats. Le départ du Cameroun, au mois de novembre 1971, n'était plus qu'un mauvais souvenir.

Comment imaginer que les deux pays riches de l'Afrique francophone — la Côte-d'Ivoire et

le Gabon — puissent longtemps cohabiter sous le même pavillon ? La crise que connaît la compagnie multinationale n'est rien d'autre que la traduction aéronautique d'un malaise politique, fait de rivalités personnelles et d'ambitions inassouvis (1).

Le Gabon souffrait de vivre dans une compagnie où « les combinaisons politiques comptent davantage que la réalité économique ». En clair, il reprochait à Air Afrique d'être « la chose de la Côte-d'Ivoire et du Sénégal ». Au mois de juillet 1975, le président Bongo avait obtenu pour l'un des siens — M. Daniel Mba Kiam Kiam — la création d'un poste de vice-président de la société multinationale que dirige M. Aoussou Koffi, un ingénieur des travaux publics ivoirien.

A l'autonomie, le Gabon réclamait le poste de directeur général adjoint qu'abandonnait M. Jean Gaudin d'Arnaud pour rejoindre U.T.A., sa maison mère. On le lui refusa. Ce fut M. Jean Gaudin, directeur du marketing et des programmes de la compagnie multinationale, qui fut choisi pour travailler à ses côtés. D'où la rancœur du président Bongo à l'endroit d'Air Afrique, accusée de conclure des « alliances parasites », de n'être, en définitive, qu'une sous-marque d'U.T.A. qu'une société mal dé-

consistée par U.T.A. pour savoir s'il y avait réellement violation de ce « pacte aérien », le doyen Georges Vedel vient de conclure qu'« une décision de substitution pourrait lui ouvrir droit à indemnités », auprès des pouvoirs publics. Ceux-ci contestent le bien-fondé de cette analyse. A leur avis, « le règlement de 1963 n'est pas opposable aux tiers ».

Il y a, à cette affaire, des précédents : ceux du Cameroun et de la Libye, où les deux compagnies se trouvent ainsi coté à coté. U.T.A. juge inacceptable cette notion de simple exploitant et se sent désemparée pour faire

fructifier ses droits de trafic : laissés sans surveillance, le Cameroun Airline tourne la situation à son avantage. Air France reconnaît, de son côté, que son contrat d'assistance ne lui rapporte rien et que, au surplus, elle a un mal fou à recouvrer ses créances.

Air France proteste de ses intentions pacifiques. « Il n'est pas dans nos intentions de partir à la reconquête de l'Afrique », assure M. Henri Sauvan, secrétaire général de la compagnie nationale. En toute tranquillité d'esprit, U.T.A. préférerait une solution étrangère. Déjà, plusieurs transporteurs — Pan Am, Sabena, Swissair — seraient sur les rangs pour assister Air Afrique. Les enchères sont ouvertes. Il n'est pas évident que le gouvernement français veuille se retirer. La politique a ses raisons.

Créances à recouvrer

Pour Air Afrique, le départ du Gabon est un coup dur. Malgré la gravité de la situation, les dirigeants de la compagnie multinationale veulent se donner le temps de la réflexion, laisser les choses se décanter. Néanmoins, ils devront, sans tarder, modifier leur programme d'exploitation et leur plan d'investissements, maintenant que le plus riche des Etats membres les a quittés sans esprit de retour.

Air Afrique projetait l'ouverture d'escaliers lointains : Francfort, Luanda, en Angola, et Nairobi au Kenya, entre autres ; les événements l'obligent à renvoyer à des jours meilleurs l'extension de son réseau. Elle sera, d'autre part,

conduite à renegotier le partage des droits de trafic avec U.T.A. à laquelle elle avait abandonné la desserte long-courrier de certaines villes africaines, comme Bamako au Mali, Conakry en Guinée, Robertville au Libéria, Freetown en Sierra Leone, Douala au Cameroun. En outre, la compagnie multinationale devra vraisemblablement différer de deux ans l'achat d'un troisième avion gros porteur DC 10-30, qui lui était livrable à la fin de 1978 (2).

Cette secousse menace la cohésion de la compagnie multinationale. Celle-ci va-t-elle se rétracter aux seuls pays de l'Afrique de l'Ouest entre lesquels l'histoire et la géographie ont tissé des liens ? Lassée de vivre au contact de voisins dérangeants, la Côte-d'Ivoire et le Sénégal, qui contrôlaient environ 45 % de l'activité aérienne, ne seront-ils pas tentés de voler de leurs propres ailes ? Questions encore sans réponse.

Air Afrique est loin d'être financièrement au repos. Depuis sa création, elle n'a jamais fait de déficit. En 1976, elle a réalisé un bénéfice de 24 millions de francs. Le départ du Gabon va lui ôter environ 18 % de ses recettes. Il risque de compliquer, en son sein, les rapports entre pays riches et pays pauvres.

Le montant des créances à recouvrer auprès des Etats membres s'élevait, à la fin de l'année dernière, à quelque 140 millions de francs, dont la moitié à porter au débit de trois Etats : l'Empire centrafricain, la République populaire du Congo et le Tchad, soit presque l'équivalent du capital d'Air Afrique.

Autre dossier financier en suspens : la rétrocession par la Société pour le développement du transport aérien en Afrique (SODETRAF), dont Air France détient le quart des actions et U.T.A. les trois quarts, qui possède 28 % du capital d'Air Afrique, d'une partie de ses intérêts. Les responsables de la compagnie multinationale jugent nécessaire un certain étirement de la présence française afin de faciliter l'adhésion de nouveaux Etats membres — le Ghana, la Guinée ou le Mali, par exemple — rebuts sur la perspective d'être traités dans une société dont l'indépendance financière serait mal assurée.

La valeur de rachat des actions de la SODETRAF restait à négocier, mais l'idée de ramener la part de chaque Etat membre. Le rachat du Gabon modifie les données du problème. En tout cas, les dirigeants d'U.T.A. semblent ne pas se formaliser de cette réévaluation : « La société de notre collaboration technique a bien plus d'importance que le niveau de notre participation financière », assurent-ils.

A pas comptés

Consignée dans l'accord-cadre signé au mois de septembre 1962 pour cinq ans et renouvelé en 1968 pour dix ans, la collaboration entre U.T.A. et Air Afrique revêt de multiples formes : banalisation des équipages, pool de recettes, système commun d'entretien industriel et de représentation commerciale, harmonisation des programmes. La compagnie française a également une « vocation pédagogique » à l'égard de son associé, partiel, dans le domaine de l'assistance technique, d'une « africanisation à pas comptés ».

Les deux cent soixante-dix techniciens détachés par U.T.A. ne représentent plus aujourd'hui que 6 % des effectifs au sol de la compagnie multinationale contre tre 18 % en 1964. Sur les cent quatre-vingt-cinq membres du personnel navigant technique, commandants de bord, copilotes et mécaniciens navigants, vingt-six seulement sont autochtones. Quant au personnel navigant commercial — hôtesse et stewards, il est entièrement africain.

Les belles années d'U.T.A. en Afrique sont maintenant com-

ptées. Des germes d'émancipation apparaissent ici et là. « L'évolution vers un partage des droits de trafic est inéluctable, indique-t-on au secrétariat d'Etat aux transports. Ce qui signifie, en termes de concurrence, des passagers moins nombreux et des tarifs moins rémunérateurs ».

Or, le réseau africain, jusqu'alors protégé, représentait, pour U.T.A., la meilleure part de son fonds de commerce. La voilà donc obligée de compenser ailleurs ce manque à gagner. Inévitablement, un jour ou l'autre, elle trouvera Air France sur sa route.

Malgré les accords passés, ces deux transporteurs risquent de se disputer les mêmes escales. C'est

JACQUES DE BARRIN.

Multicopropriété.
Elle est souvent plus avantageuse dans les stations où les périodes se vendent bien en toutes saisons.

A Tende, par exemple.

En effet, si le promoteur est sûr de vendre toutes les périodes, les charges de votre appartement (1 ou 2 pièces) se répartissent mieux et le prix est donc moins élevé. Parlez-en avec le vendeur de l'économie !

Tende, vous connaissez ?

- un très beau village de montagne dans les Alpes du Sud.
- à 90 mn de Nice et à 10 mn de l'Italie.
- aux portes de la célèbre Vallée des Merveilles et de 100 km de pistes de ski.

Quelle saison choisir ?

L'hiver ? Oui, puisque Tende fait partie du complexe de LImone, grande station italienne. L'automne ou le printemps ?

Certes, si vous aimez la Nature et la vie paisible d'un vrai village à l'ancienne. L'été enfin ? Frais et ensoleillé, riche en fleurs et en plaisirs, il a de quoi séduire.

Residence Imperiale

Rue R.C. Tende-89, r de G. Grenelle 15007 Paris
Tél 548 54 83 et 84
ou M. Ravera, 20, av. Monclar 06100 Nice - Tél (93) 51 55 60

Nom : _____ Adresse : _____

es éditions sociales

NOUVEAUTES

Collection "NOTRE TEMPS"

Henri FIZBIN, Daniel MONTEUX, PARIS, DECLIN ou RENAISSANCE
Les communistes et l'avenir de la capitale - 16F

René MAURICE
FUNE ou le PARI - ETUDIANT
Préface de Jean-Luc Manó
en direct avec une grande organisation militante en lutte contre la réforme giscardienne du second cycle - 13F

Collection "NOTRE TEMPS/MONDE"

Jacques DENIS
LIBERTÉ D'OPINION... VERBOTEN
Les interdictions professionnelles en R.F.A. - 20F

Maurice GOLDRING
SURVIVRE A NEW-YORK - 20F

Collection "PROBLEMES"

Jean-Pierre TERRAIL, Edmond PRETECEILLE, Maurice DECAILLOT
BESOIN ET MODE DE PRODUCTION
Facteurs théoriques de la société de consommation, le concept théorique d'écologie des besoins au cœur d'une analyse marxiste du mode de production - 20F

HORS COLLECTION

Marcel CAHILLÉ
LES TRUANDS DU PATRONAT
Préface de Georges Seguy
Des acteurs de romans de la série noire en passe de devenir des personnages bien réels. - 36F

C.E.R.M.
COLLOQUE SUR LA SITUATION DE LA LITTÉRATURE, DU LIVRE ET DES ECRIVAINS - 45F

Georges COGNIOU
PARTI PRIS
Tome I - D'une guerre mondiale à l'autre - 60F

CLASSIQUES DU PEUPLE

Jean Charles PAYEN
LA ROSE ET L'UTOPIE - 20F

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

MONDIAL MOQUETTE

VENTE LIMITEE AU STOCK

MOQUETTE BOUCLEE

15 F LE M²

10 CAMIONS VIENNENT D'ARRIVER

POSE ASSUREE

11 CENTRES A VOTRE SERVICE

PARIS 14^e : 90, bd Jourdan
50 m Porte d'Orléans. 539.38.62
Fermé le dimanche

MAISON-ALFORT : 129, rue Jean-Jaures, RN 5.
Tél. : 375.44.70

COIGNIERES (N 10) : près Trappes, route du Pont d'Aulneuil
Tél. : 461-70-12

PARIS 18^e : 114, rue Damrémont
Tél. : 606-05-73

PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz
Face gare d'Austerlitz.
Tél. : 584-72-38

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur
5 mn Porte des Lilas.
Tél. : 658-16-46

SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820.92.93
Fermé le dimanche à 13 h

BOULOGNE : 62 bis, rue Gallieni. Tél. : 606-45-12

PARIS 19^e : 144, bd de La Villette. M^o Colonel-Fabien et J.-Jaures. Tél. : 203-00-79

SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 16, route de Chantilly. Tél. : 990-00-77

FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-44

DES PRIX SANS CONCURRENCE

OUVERT les jours de 9 h-21 h A QUALITE EGALE OUVERT dimanche de 9 h-20 h

RELANCE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

De notre correspondant à Paris. — Lors d'une conférence de presse, le 24 janvier 1977, le ministre de l'Économie, Jacques Foccart, a annoncé que le gouvernement français envisageait de relancer les investissements étrangers en France. Cette mesure, qui vise à attirer davantage de capitaux étrangers dans le pays, est présentée comme une priorité de la politique économique. Le ministre a souligné que la France dispose d'un potentiel industriel et scientifique considérable, mais qu'elle doit améliorer son environnement économique pour attirer les investisseurs étrangers. Il a mentionné des mesures telles que la simplification des procédures administratives, la réduction des impôts sur les sociétés, et la mise en place de zones franches industrielles. Foccart a également insisté sur l'importance de la coopération internationale et de la participation des entreprises françaises à l'étranger.

sur Le Mans-La Flèche ?

...Réponses

Le Mans-La Flèche est une ville importante de la région de la Sarthe. Elle est connue pour son patrimoine historique et ses industries. La ville a connu une certaine déclin au cours des dernières décennies, mais elle dispose d'un potentiel de développement important. Les autorités locales et régionales travaillent à attirer de nouveaux investissements et à créer des emplois. La ville est également connue pour ses traditions sportives, notamment le Grand Prix de l'Automobile. Les infrastructures de transport sont en cours de modernisation, ce qui devrait favoriser le développement économique de la région.

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

De la prose pour l'ordinateur

DES fragiles lampes qui constituaient les premières machines à calculer électroniques, aux armoires bourrées de circuits intégrés qui sont le cœur des grands systèmes actuels, le progrès est trop évident pour n'être pas immédiatement perçu. Moins sensible est le fait que ce progrès des machines est parallèle à un progrès encore plus important dans leur utilisation. L'essentiel n'était sans doute pas que les ordinateurs soient de plus en plus puissants, mais qu'on sache leur demander de plus en plus de choses, et que ce soit à la portée de plus en plus de gens. Il fallait pour

cela faciliter la communication entre l'homme et la machine. Cela s'est fait en créant des langages que la machine peut comprendre, et qui sont à la fois de plus en plus complexes et de plus en plus proches de notre mode naturel d'expression.

Cette tâche n'est pas finie, mais on en imagine la fin. La fin, ce serait que chaque puisse s'adresser dans sa langue naturelle à l'ordinateur, et dire tout ce qu'il veut dans cette prose qu'il ravissait tant M. Jourdain. C'est beaucoup, et sans doute trop demander. Mais si l'ordinateur

L'œil écoute BABA + GAGA = DADA

NOUS regardons avec nos yeux et nous écoutons avec nos oreilles. Du moins le croyons-nous. Mais deux chercheurs britanniques, Harry McGurk et John Mac Donald, du département de psychologie de l'université de Surrey-Guildford, viennent de prouver le contraire : nos sens n'ont pas des fonctions aussi séparées. Ils ont démontré d'une manière irréfutable que nous « écoutons » aussi avec nos yeux.

Le phénomène est fort complexe. Renversons les rôles, écrivons sur la bande sonore GA-GA avec une image prononçant BA-BA. Alors nous entendons DADA ?

Pas du tout. Aucun adulte ne l'entend. La plupart (54 %) perçoivent des sons combinés du genre GAGA, BAGA, BAGA. Une forte minorité (31 %) ne laisse entendre par la vue et perçoit BA-BA ! 11 % seulement perçoivent le vrai son GA-GA. Une petite minorité (4 %) est complètement perturbée et perçoit des sons comme DAGA, GAGA, etc.

Le couple de syllabes GA et BA est celui sur lequel l'effet est le plus accentué. Mais il existe aussi avec le couple PA-BA. 51 % des adultes à qui est présenté un film où ils voient dire KA-BA et à qui la bande sonore annonce PA-BA, perçoivent TA-TA. Les autres, dans des proportions à peu près égales, perçoivent soit les véritables sons (audibles ou visuels), soit des sons comme TAPA, PTA, KAPTA, etc.

Dans la présentation inverse, le son TA-TA disparaît, personne ne le perçoit : 44 % perçoivent des combinaisons (KAPKA, PAKPA, PAKA, KAPA) ; 18 % (KAKA) ; 37 % le son « visuel » (PAPA) et 6 % d'autres sons.

Le phénomène est extrême- ment profond. Les auteurs de l'étude affirment qu'ils ne peuvent pas se dégarer eux-mêmes de l'illusion bien qu'ils aient parfaitement conscience de ce qu'ils ont dit et ce qu'ils ont vu. En fermant les yeux, ils entendent correctement BA-BA, mais ils perçoivent à nouveau DADA dès qu'ils recommencent à regarder l'image.

La découverte a commencé par une expérience au résultat déconcertant. On présente à un sujet un film sonore représentant le visage d'une femme qui parle. Cette femme répète le même syllabe deux fois par seconde. Elle prononce « GA-GA ». Mais la bande sonore qui accompagne le film n'est pas la bande originale. On y a pas inséré GA-GA, mais BA-BA. L'oreille du sujet perçoit donc BA-BA alors que son œil voit une personne qui dit GA-GA. L'expérimentateur demande au sujet ce qu'il perçoit. La réponse est déconcertante. Le sujet n'entend pas BA-BA comme on pourrait s'y attendre (2 % des réponses d'adultes seulement correspondent à la bande sonore). Il n'entend pas non plus GA-GA (0 % de réponses). Tout le monde (ou presque : 98 % des réponses) affirme entendre DADA !

Le phénomène est extrême- ment profond. Les auteurs de l'étude affirment qu'ils ne peuvent pas se dégarer eux-mêmes de l'illusion bien qu'ils aient parfaitement conscience de ce qu'ils ont dit et ce qu'ils ont vu. En fermant les yeux, ils entendent correctement BA-BA, mais ils perçoivent à nouveau DADA dès qu'ils recommencent à regarder l'image.

Ces résultats sont étonnants. Ils montrent d'une manière évidente que la perception des sons n'est pas seulement un phénomène auditif, mais qu'elle résulte d'opérations complexes au niveau du cerveau où les informations apportées par nos oreilles sont combinées avant que le cerveau fasse un « diagnostic » conscient. Mieux, même pour ce type d'information à caractère auditif, c'est souvent l'information visuelle qui l'emporte. Parmi les sujets qui affirment entendre l'un des deux vrais sons (au dit ou visuel) ceux qui perçoivent le son « visuel » sont presque toujours les plus nombreux. L'œil l'emporte sur l'oreille.

Le processus de « diagnostic » du cerveau est-il inné ou acquis par l'expérience ? C'est ce que les chercheurs britanniques ont essayé de comprendre, en reprenant les expériences précédentes sur des enfants. Les mêmes phénomènes se retrouvent chez eux, mais avec des intensités différentes. Ils sont en général moins marqués. L'apprentissage joue donc un rôle. Mais, là encore, la situation est complexe. Les enfants de trois à cinq ans ne perçoivent pas de la même manière que les enfants de sept à huit ans. Mais il n'y a pas une progression continue d'une perception infantile vers une perception adulte « adulte ». Les enfants de trois à cinq ans ont souvent des réactions plus proches de celles des adultes que les réactions des enfants de sept à huit ans.

Les études publiées dans la revue Nature (p. 747 du numéro du 26 décembre 1976) par les psychologues anglais n'ont porté que sur un nombre limité de personnes : cinquante-quatre adultes surtout masculins ; vingt et un enfants de trois à cinq ans, vingt-huit de sept à huit ans, deux de dix ans. Il ne faut donc pas attacher une importance exagérée aux pourcentages et en déduire, par exemple, des « lois d'apprentissage » de l'illusion. L'explication qu'on leur a fournie, McGurk et Mac Donald n'est que provisoire. Les chercheurs ont, en effet, remarqué que l'information visuelle correspondait à GAGA, mais qu'ils ne savaient pas pourquoi. De nombreux sujets croient « voir » TATA. Si l'on suppose que le son BABA perçu par l'oreille ne peut, en aucun cas, être confondu avec GAGA, mais peut l'être avec TATA, le cerveau qui reçoit les deux informations choisit TATA qui est son contraire visuel correspondant à GAGA.

Quel qu'il en soit, le réel du phénomène, ne peut être nié et il a une importance considérable. Elle pourra peut-être amener les spécialistes du double des films à prendre certaines précautions. Mais surtout elle prouve que la perception consciente du monde dans lequel nous vivons est un phénomène beaucoup plus complexe que ce que l'on pouvait supposer jusqu'à présent. De multiples informations parviennent à l'ordinateur central qu'est le cerveau. Certaines sont même « filtrées » avant d'y parvenir. De ces multiples informations, le cerveau tire un « diagnostic » qui est notre perception consciente. Mais que fait-il du reste ?

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

DEPUIS que l'ordinateur existe, on se pose un problème de communication. Un ordinateur ne fait rien sans programme et sans données ; il faut donc les lui fournir.

La question est différente pour le programme et pour les données. Ces dernières sont en général abstraites, mais peu variées : un élément de structure simple est répété en un très grand nombre d'exemplaires. Personne ne demande à un ordinateur de faire une multiplication. Si on lui en demande cent mille, il faut lui fournir au moins cent mille nombres. Si l'on veut qu'un ordinateur de gestion établisse le paye du personnel, il devra consulter un fichier comportant des dizaines ou des centaines d'articles — un par personne — sur lesquels il répètera en même traitement simple. La masse des données est telle que leur collecte et leur organisation est un travail de spécialiste, utilisant pour cela des outils appropriés.

Il n'en est pas de même de la programmation. Il existe de gros problèmes, comme le calcul de la trajectoire d'un satellite, qui demandent une analyse mathématique complexe et sont donc aussi l'affaire de spécialistes. Mais il y a, en revanche, beaucoup de questions simples, formulables par n'importe qui, auxquelles l'ordinateur peut répondre : un chef d'entreprise peut avoir inopinément besoin d'une information sur tel stock, telle facture ; c'est une simple consultation de fichier — mais dans la mesure où

ce fichier est accessible via un ordinateur, il faut savoir communiquer avec ce dernier.

Au cours des années, cette communication est devenue de plus en plus aisée. Elle n'est pas encore à la portée de tout le monde. A l'époque héroïque, il fallait programmer directement en langage machine, présenter à l'ordinateur une suite de nombres binaires, 0 et 1, soit en appuyant sur des touches, soit en faisant « lire » une carte perforée — le trou étant interprété comme 1 et l'absence de trou comme 0. Très vite sont venus les langages d'assemblage : à chaque instruction machine correspond un code mnémotechnique ; de plus, l'utilisateur donne un nom arbitraire à chaque zone de mémoire qu'il utilise. Un programme de facturation contiendra vers la fin une instruction du genre ADD TVA, bien plus « lisible » que la suite de 0 et de 1 qui est son équivalent en langage machine. Les programmes qui traduisent le langage d'assemblage en langage machine font du pur mot-à-mot. Il remplace ADD par le code binaire de l'opération d'addition, et TVA par l'adresse de la mémoire où a été précédemment rangé le montant de la taxe.

Ces difficultés ne sont pas insurmontables. Le vocabulaire peut être limité. Après tout, on ne va pas s'adresser à l'ordinateur pour dire n'importe quel. On veut lui confier une tâche prise dans un ensemble assez restreint. Un ordinateur de gestion devra sans doute comprendre les mots « ventes, stocks, salaires, factures ». Mais il pourra ignorer en toute sécurité « mariage, mansuétude, manteau et manille », pour ne citer que ces quelques mots relatifs dans le même domaine d'un dictionnaire. Et, bien entendu, quand on s'adressera à lui, il ne sera question ni de « cher ordinateur » ni de « veuillez agréer ». Le vocabulaire est d'autant plus restreint qu'un utilisateur occasionnel de l'ordinateur ne va pas construire un programme complexe. La lettre qui précède ne dit pas comment calculer les impôts. Elle suppose qu'un programme existe déjà pour ce calcul, programme basé par un spécialiste usant d'un langage approprié. Le temps n'est plus où chaque utilisateur avait son propre programme. De plus en plus, l'ordinateur — il serait plus correct de parler de système informatique — est muni d'une « bibliothèque » contenant une grande variété de programmes. Il suffit de les appeler et de leur fournir quelques indications. Cela n'exige ni un vocabulaire étendu ni des phrases compliquées.

Des chercheurs, principalement américains, ont ainsi mis au point plusieurs programmes qui permettent, chacun dans un domaine limité, de « converser » avec un ordinateur. Les auteurs ont publié des dialogues d'une complexité impressionnante, mais il faut reconnaître qu'ils montrent plus volontiers leurs succès que leurs échecs. Il est fréquent qu'une simple intervention de mots rende incompréhensible pour l'ordinateur une phrase qui ne lui posait pas de problème auparavant. Il reste beaucoup de progrès à faire. Mais les années passées ont montré que l'informatique progresse souvent plus vite que ne le pensaient les optimistes. Ceux-ci s'estiment que, vers 1980, les recherches actuelles sur la communication en langage naturel trouveront de larges champs d'application. Cela ne paraît pas déraisonnable.

MAURICE ARVONNY.

Une fondation Frederik Roeding Bull vient d'être créée. Présidée par M. Maurice Donblat, ancien préfet de la région parisienne, elle dispose d'un budget initial de 500 000 F, fournis essentiellement par la compagnie G.L.L.-Honeywell Bull. Elle a pour vocation d'aider toute recherche sur la contribution de l'informatique à l'entente humaine (...), dans le cadre de la protection des libertés publiques et privées.

La question scolaire

LES DIRIGEANTS DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE PRESENTENT ACTUELLEMENT DES PROPOSITIONS APPORTEES PAR LES SABBLES SOCIALISTES.

La question est différente pour le programme et pour les données. Ces dernières sont en général abstraites, mais peu variées : un élément de structure simple est répété en un très grand nombre d'exemplaires. Personne ne demande à un ordinateur de faire une multiplication. Si on lui en demande cent mille, il faut lui fournir au moins cent mille nombres. Si l'on veut qu'un ordinateur de gestion établisse le paye du personnel, il devra consulter un fichier comportant des dizaines ou des centaines d'articles — un par personne — sur lesquels il répètera en même traitement simple. La masse des données est telle que leur collecte et leur organisation est un travail de spécialiste, utilisant pour cela des outils appropriés.

Une lettre qu'on pourrait écrire

Plus tard sont venus les langages évolués, le premier étant FORTRAN, qui date de 1955. Ils rompent la correspondance précédente entre instruction du langage et instruction machine. La traduction n'est plus du mot à mot, elle suppose une analyse syntaxique : le sens des mots dépend de leur fonction dans la phrase.

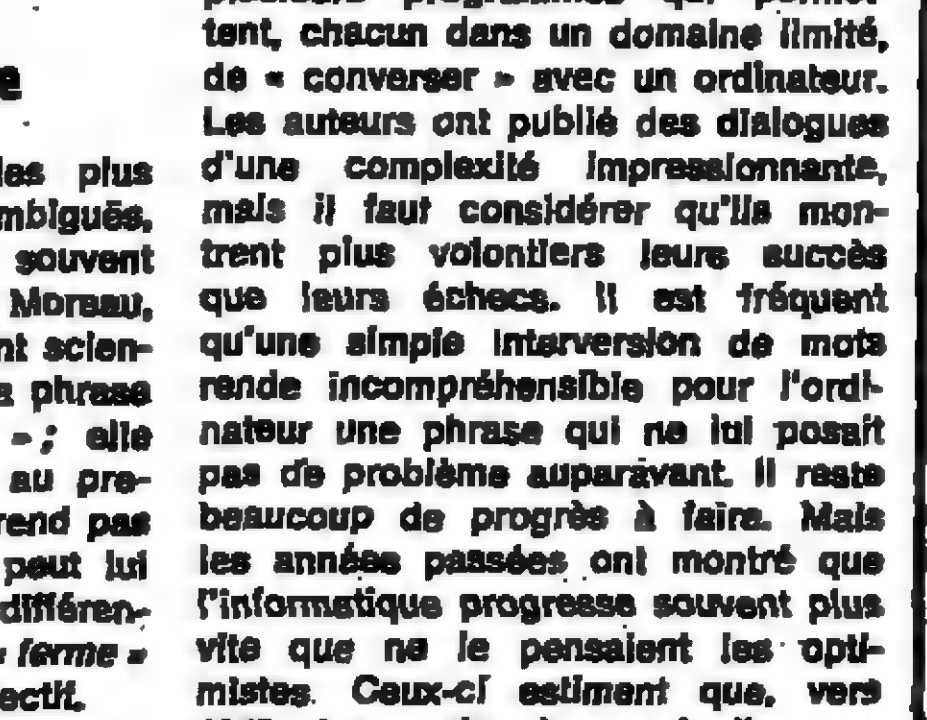
EN TOUTE LOGIQUE

Un cube de briques

Problème N° 84
On possède vingt-sept briques parallélépipédiques de dimensions : 2 x 1 x 0,5. On désire les assembler pour réaliser un cube de dimensions : 3 x 3 x 3. Peut-on y parvenir et comment ?

Les lecteurs pressés de connaître la solution pourront se référer à la source du problème : le numéro de février 1976 du Petit Archimède, malicieuse petite revue consacrée aux récréations mathématiques dans le milieu scolaire. (Y. Roussel, C.E.S. Sagebien, 80000 Amiens.) (Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

Solution du problème n° 83.
Voici comment faire vingt et un triangles avec neuf droites :



PIERRE BERLOQUIN.

La syntaxe et la sémantique

Cependant, les phrases les plus simples sont bien souvent ambiguës, et cette ambiguïté est souvent qu'elle n'est pas résolue dans le langage naturel. Le temps n'est plus où chaque utilisateur avait son propre programme. De plus en plus, l'ordinateur — il serait plus correct de parler de système informatique — est muni d'une « bibliothèque » contenant une grande variété de programmes. Il suffit de les appeler et de leur fournir quelques indications. Cela n'exige ni un vocabulaire étendu ni des phrases compliquées.

La syntaxe et la sémantique

Cependant, les phrases les plus simples sont bien souvent ambiguës, et cette ambiguïté est souvent qu'elle n'est pas résolue dans le langage naturel. Le temps n'est plus où chaque utilisateur avait son propre programme. De plus en plus, l'ordinateur — il serait plus correct de parler de système informatique — est muni d'une « bibliothèque » contenant une grande variété de programmes. Il suffit de les appeler et de leur fournir quelques indications. Cela n'exige ni un vocabulaire étendu ni des phrases compliquées.

La syntaxe et la sémantique

Cependant, les phrases les plus simples sont bien souvent ambiguës, et cette ambiguïté est souvent qu'elle n'est pas résolue dans le langage naturel. Le temps n'est plus où chaque utilisateur avait son propre programme. De plus en plus, l'ordinateur — il serait plus correct de parler de système informatique — est muni d'une « bibliothèque » contenant une grande variété de programmes. Il suffit de les appeler et de leur fournir quelques indications. Cela n'exige ni un vocabulaire étendu ni des phrases compliquées.

La syntaxe et la sémantique

Cependant, les phrases les plus simples sont bien souvent ambiguës, et cette ambiguïté est souvent qu'elle n'est pas résolue dans le langage naturel. Le temps n'est plus où chaque utilisateur avait son propre programme. De plus en plus, l'ordinateur — il serait plus correct de parler de système informatique — est muni d'une « bibliothèque » contenant une grande variété de programmes. Il suffit de les appeler et de leur fournir quelques indications. Cela n'exige ni un vocabulaire étendu ni des phrases compliquées.

La syntaxe et la sémantique

Cependant, les phrases les plus simples sont bien souvent ambiguës, et cette ambiguïté est souvent qu'elle n'est pas résolue dans le langage naturel. Le temps n'est plus où chaque utilisateur avait son propre programme. De plus en plus, l'ordinateur — il serait plus correct de parler de système informatique — est muni d'une « bibliothèque » contenant une grande variété de programmes. Il suffit de les appeler et de leur fournir quelques indications. Cela n'exige ni un vocabulaire étendu ni des phrases compliquées.

La syntaxe et la sémantique

Cependant, les phrases les plus simples sont bien souvent ambiguës, et cette ambiguïté est souvent qu'elle n'est pas résolue dans le langage naturel. Le temps n'est plus où chaque utilisateur avait son propre programme. De plus en plus, l'ordinateur — il serait plus correct de parler de système informatique — est muni d'une « bibliothèque » contenant une grande variété de programmes. Il suffit de les appeler et de leur fournir quelques indications. Cela n'exige ni un vocabulaire étendu ni des phrases compliquées.

Prenez la bonne clé. Six fois par semaine.

1. Lundi : Paris Riyad Dhahran (via Rome)

2. Lundi : Paris Dhahran Riyad Djedda

3. Mercredi : Paris Djedda Riyad

4. Vendredi : Paris Djedda Riyad (via Genève)

5. Vendredi : Paris Djedda Riyad Dhahran

6. Samedi : Paris Djedda Riyad

Consulter votre agence de voyages.

saudia
SAUDI ARABIAN AIRLINES
55 avenue George V 75008 Paris - Tél. 720.68.20

Nous ouvrons les portes du Moyen-Orient.

La spéléologie peut être autre chose qu'un exploit sportif

Sur quelque quatre cents espèces de crabes d'eau douce connues de par le monde, cinq seulement sont cavernicoles et vivent dans les grottes du Guatemala et de l'extrême sud-est du Mexique.

Dans ces mêmes grottes guatémaltèques, la fiente des chauves-souris permet la prolifération d'un champignon microscopique responsable d'une maladie tropicale parfois mortelle, l'histioplasmosse. De 600 avant notre ère à 900 après Jésus-Christ, des populations mayas ont utilisé certaines de ces grottes comme lieux de culte de l'eau pure (l'eau « vierge » tombant goutte à goutte des stalactites).

Enfin, l'exploration systématique et le relevé topographique des réseaux hydrographiques souterrains dans une zone couvrant environ 25 kilo-

mètres carrés permettront de mieux capter l'eau de ces réseaux et d'éviter des accidents graves pendant la construction des galeries de captage.

L'énumération de ces résultats, tous dus aux trois expéditions réalisées en 1968, 1971-1972 et 1974-1975 sous la direction de M. Daniel Drouot, assisté, à partir de 1971, par un jeune guatémaltèque, M. Otto Rubio, montre que la spéléologie peut être bien autre chose qu'un sport. Pour parvenir à cette spéléologie scientifique, il faut faire comme l'équipe franco-guatémaltèque : s'informer, au préalable, sur les diverses questions intéressantes à étudier ; faire un stage de formation dans le laboratoire souterrain de Moulins ; faire venir des spécialistes (1) ; rapporter des prélèvements (2) ; procéder sur place au relevé topographique des galeries et cavernes.

LES grottes découvertes et explorées au Guatemala par l'équipe de M. Drouot et Rubio sont situées, pour la plupart, dans des massifs karstiques du département de l'Alta-Verapaz. Par karst, on entend un massif calcaire où le réseau hydrographique disparaît souvent de la surface pour couler dans les galeries et cavernes évidées par dissolution de la roche. En karst tropical, on trouve les belles concrétions, stalactites, stalagmites, communes à toutes les grottes calcaires du monde. Mais le climat, activant probablement tous les phénomènes, donne aux cavernes et aux concrétions des dimensions souvent énormes, rarement vues dans nos contrées. En plus de leur intérêt scientifique, ces grottes sont donc très belles, comme le montre un film récemment présenté au C.N.E.S.

LA BIOLOGIE

L'existence d'une espèce de crabes cavernicoles dans une grotte karstique de l'extrême sud-est du Mexique (proche de la frontière du Guatemala) était connue depuis 1952. Mais, en 1975, M. Delamar-Deboutville et Juberthie ont trouvé dans les cavernes guatémaltèques quatre nouvelles espèces de crabes cavernicoles. Ces cinq espèces appartiennent probablement à deux lignées différentes. Trois d'entre elles ont été, provisoirement, attribuées au genre *Typhlops* d'atholophus, bien que cette classi-

fication puisse être modifiée dans l'avenir. Si l'on a bien affaire à deux lignées différentes, celles-ci se seraient déjà séparées quand elles vivaient encore en surface, et les différenciations ultérieures se seraient produites à la faveur de l'isolement du karst de chaque Sierra.

Comme tous les animaux cavernicoles, ces crabes ont perdu leur pigmentation (ils sont blancs alors que leurs cousins de surface sont marrons) et ils sont aveugles. Ce dernier caractère pose un problème de biologie fondamentale. Les yeux des crustacés « normaux » sont situés, en effet, à l'extrémité de pédoncules qui contiennent des glandes commandant l'activité sexuelle et les mues de l'animal. Or, chez les crabes cavernicoles, non seulement les yeux ont disparu, mais les pédoncules ont diminué de taille au point de ne plus former qu'une protubérance de 1 à 2 millimètres (contre 5 à 10 millimètres pour les pédoncules des espèces du même groupe vivant en surface).

Une quinzaine de spécimens vivants ont été rapportés à Moulins où les spécialistes espèrent pouvoir mieux étudier ces crabes uniques au monde. Malheureusement, l'élevage est fort difficile et il ne reste actuellement qu'un bout de quelques jours ou de quelques mois. Il n'est pas impossible qu'une histioplasmosse fongicide soit à l'origine de la mort soudaine de plusieurs de ces crabes. Ces décès ont trahi l'imaginaire au point de faire passer à leur sujet de « malediction des pharaons ».

La forme bésique, due probablement à une petite grande densité du champignon en suspension dans l'air, ne se traduit, le plus souvent, que par de la fièvre, de la toux et des expectorations. Les trois campagnes ont eu une dizaine de jours. Mais elle peut aussi donner une sorte de maladie pulmonaire suffisamment sérieuse pour remplir des canotiers américains construits à l'origine pour tuer la tuberculose. — Y. R.

La malediction des pharaons ?

L'HISTIOPLASMOSE a été découverte en 1936 dans la zone du canal de Panama sur un des nombreux ouvriers morts pendant la construction de la voie d'eau. Mais c'est seulement en 1936 qu'a été identifiée l'agent de la maladie, le champignon microscopique (*Histioplasma capsulatum*). Ce champignon se trouve dans l'air, la paille, les fientes et tout le système naturel de défense. Ce champignon affecte l'Amérique Centrale, l'Amérique du Nord (notamment la vallée du Mississippi), les Antilles, le nord de l'Amérique du Sud, l'Afrique du Sud, l'Asie tropicale et la Nouvelle-Calédonie. En Afrique, on a observé une autre variété, *Histioplasma duboisii*, dont le diamètre varie de 5 à 20 microns.

La forme grave de la maladie (la cas sur 10 000 probablement) n'est caractérisée que depuis 1950, grâce à un puissant fongicide qui nécessite un traitement de plusieurs mois en milieu hospitalier (1) ; avant cette date, cette forme était toujours au stade de la malediction des pharaons. Elle se traduit par la mort soudaine de plusieurs de ces crabes. Ces décès ont trahi l'imaginaire au point de faire passer à leur sujet de « malediction des pharaons ».

La forme grave de la maladie (la cas sur 10 000 probablement) n'est caractérisée que depuis 1950, grâce à un puissant fongicide qui nécessite un traitement de plusieurs mois en milieu hospitalier (1) ; avant cette date, cette forme était toujours au stade de la malediction des pharaons.

qui nécessite un traitement de plusieurs mois en milieu hospitalier (1) ; avant cette date, cette forme était toujours au stade de la malediction des pharaons.

La forme grave de la maladie (la cas sur 10 000 probablement) n'est caractérisée que depuis 1950, grâce à un puissant fongicide qui nécessite un traitement de plusieurs mois en milieu hospitalier (1) ; avant cette date, cette forme était toujours au stade de la malediction des pharaons.

La forme grave de la maladie (la cas sur 10 000 probablement) n'est caractérisée que depuis 1950, grâce à un puissant fongicide qui nécessite un traitement de plusieurs mois en milieu hospitalier (1) ; avant cette date, cette forme était toujours au stade de la malediction des pharaons.

THONY 2000 SION

Valais-Suisse

A THONY 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver. Promenades, tennis, piscine, etc. Sion sur 4 vallées. Vue panoramique 320°. Ensoleillement unique. Accès de Sion (arrêt du train TEE Paris-Milan et aéroport).

La seule station avec circulation automobile souterraine!

Studios, appartements 2, 3, 4, 5 et 6 p. à partir de 68 000.—

Service de location à disposition de chaque propriétaire

VENTE AUX ÉTRANGERS AUTORISÉE

Venez nous rendre visite ou écrivez-nous!

THONY-PROMOTION SA

CH-1978 Thony (Suisse) Tél. 36363 OUEST CH

● Nom _____ Prénom _____

● Lieu/No postal _____

● Tél. privé _____ Tél. prof. _____

THONY 2000 SION

Valais-Suisse

A THONY 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver. Promenades, tennis, piscine, etc. Sion sur 4 vallées. Vue panoramique 320°. Ensoleillement unique. Accès de Sion (arrêt du train TEE Paris-Milan et aéroport).

La seule station avec circulation automobile souterraine!

Studios, appartements 2, 3, 4, 5 et 6 p. à partir de 68 000.—

Service de location à disposition de chaque propriétaire

VENTE AUX ÉTRANGERS AUTORISÉE

Venez nous rendre visite ou écrivez-nous!

THONY-PROMOTION SA

CH-1978 Thony (Suisse) Tél. 36363 OUEST CH

● Nom _____ Prénom _____

● Lieu/No postal _____

● Tél. privé _____ Tél. prof. _____

LENTILLES DE CONTACT :
parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

LE SAVOIR ET LES MACHINES

PHYSIQUE

Découverte d'une nouvelle particule à Orsay

Une nouvelle particule a été découverte sur l'anneau de collision d'Orsay, en service depuis six mois. Dans cet appareil circulent en sens inverse deux faisceaux : l'un est formé d'électrons, l'autre de positons. L'autre est un faisceau de charge négative. L'autre est un faisceau de charge positive. Les deux faisceaux se croisent, un électron peut percuter un positon.

Dans l'expérience d'Orsay, l'énergie des faisceaux était totale de 1,77 milliard d'électronvolts. Les détecteurs ont alors enregistré à plusieurs reprises (cent cinquante fois) des événements caractéristiques : le passage simultané de quatre particules chargées du genre pion (deux de charge positive et deux de charge négative) et de deux photons, qui signalaient la présence d'un quinquème pion, électriquement neutre. Comme aucune particule connue ne peut donner ce résultat dans les conditions de l'expérience, il s'agissait d'une particule nouvelle qui se divise en cinq pions. Elle a été provisoirement baptisée « *omega prime* », car elle se désintègre en cinq pions, ce qui est différent de l'essentiellement d'une masse plus élevée.

ELECTRONIQUE

Les moustiques n'ont pas peur du bruit

Les appareils électroniques pour repousser les moustiques n'ont aucun effet, déclare l'Agence américaine pour la protection de l'environnement. Des expériences répétées dans la baie de Chesapeake, qui est infestée de moustiques, ont prouvé l'Agence, en conséquence, que les appareils électroniques n'ont aucun effet pour empêcher la venue. En particulier, il est désormais interdit d'importer (neuf des treize modèles en vente aux États-Unis viennent de l'étranger).

Les programmes spatiaux européens absorbent plus de 60% du budget du C.N.E.S.

POUR 1977

Le Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) vient de rendre public son budget pour 1977. Le chiffre global est de 1 302,57 millions de francs, mais le budget réel n'est que de 1 235,1 millions. Le reliquat représentant la participation française aux dépenses européennes pour le centre de Kourou, en Guyane.

L'AUGMENTATION, par rapport à 1976, est de 9,3 %, mais ce chiffre est peu significatif : il traduit une moyenne entre l'augmentation des dépenses liées à la coopération européenne et la stagnation des autres postes. Une évolution parallèle était déjà notée les deux années précédentes, et elle ne saurait se prolonger trop longtemps sans conduire à un sérieux déséquilibre. Les dépenses européennes du C.N.E.S. représentent déjà plus de 60 % de son budget. Il faut remarquer, à ce propos, que si le C.N.E.S. a un budget, l'Agence spatiale européenne n'en a toujours pas, l'une des raisons étant que la France estimait trop forte la contribution qui lui était demandée.

Les 1 302,57 millions de francs du budget proviennent essentiellement de la contribution de l'État (1 139,86 millions de francs) répartis entre 988,76 millions de francs d'autorisations de programme et 171,10 millions de francs de subventions de fonctionnement. Par rapport aux propositions initiales (Le Monde du 12 octobre), les autorisations de programme augmentent de 145 millions de francs destinées aux programmes Ariane 2, la contribution de l'État s'ajoute à 142,71 millions de francs de ressources propres.

La comparaison avec des années précédentes montre une stagnation de la subvention de fonctionnement qui augmente par rapport à 1976, mais ne fait que retrouver son niveau de 1974. Les autorisations de programme sont

Les tribunaux approuvent le non-paiement de la cotisation

Le tribunal d'instance de Saint-Etienne vient de se prononcer sur l'ordre des médecins de la Loire contre quatorze médecins (1) pour refus de payer la cotisation prévue par la loi de déontologie (art. L. 410 de code de la santé). Le tribunal, saisi sur un arrêt de la cour de cassation, a estimé que le refus de payer la cotisation n'est pas un acte de déontologie, mais un acte administratif dont la légalité n'est pas en cause. Les médecins ont été condamnés à payer la cotisation.

Le tribunal d'instance de Saint-Etienne vient de se prononcer sur l'ordre des médecins de la Loire contre quatorze médecins (1) pour refus de payer la cotisation prévue par la loi de déontologie (art. L. 410 de code de la santé). Le tribunal, saisi sur un arrêt de la cour de cassation, a estimé que le refus de payer la cotisation n'est pas un acte de déontologie, mais un acte administratif dont la légalité n'est pas en cause. Les médecins ont été condamnés à payer la cotisation.

Libres opinions

Supprimer ou maintenir l'ordre des médecins ?

PROCES de médecins à Lyon, à Paris, à Toulouse, à Montpellier... Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation.

PROCES de médecins à Lyon, à Paris, à Toulouse, à Montpellier... Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation.

PROCES de médecins à Lyon, à Paris, à Toulouse, à Montpellier... Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation.

PROCES de médecins à Lyon, à Paris, à Toulouse, à Montpellier... Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation.

PROCES de médecins à Lyon, à Paris, à Toulouse, à Montpellier... Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation.

PROCES de médecins à Lyon, à Paris, à Toulouse, à Montpellier... Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation.

PROCES de médecins à Lyon, à Paris, à Toulouse, à Montpellier... Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation.

PROCES de médecins à Lyon, à Paris, à Toulouse, à Montpellier... Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation.

PROCES de médecins à Lyon, à Paris, à Toulouse, à Montpellier... Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation.

PROCES de médecins à Lyon, à Paris, à Toulouse, à Montpellier... Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation. Menace de sanctions disciplinaires pour refus de payer la cotisation.

ARTS ET SPECTACLES

Musique

L'Opéra-Studio retrouve sa chance

(Suite de la première page.)

Mais cela n'est certes pas en engageant la scène des artistes internationaux à l'Opéra de Paris, et même en province, que l'on résoudra le problème, si l'on néglige de soutenir l'unique organisme de formation d'Etat existant en France qui, depuis trois ans, n'a jamais pu fonctionner dans des conditions normales. L'Anglet, la Suède, les Etats-Unis, qui ont su monter des « mécanismes de production » de chanteurs ces dernières années, nous montrent l'exemple.

Le secrétariat d'Etat à la culture a donc élaboré un nouveau cahier des charges pour l'Opéra-Studio avec l'administrateur actuel, Louis Erlo, dont le mandat va être renouvelé pour deux ans à compter du 1^{er} janvier. Au cours de sa conférence de presse du 13 janvier, Mme François Giroud a très précisément redéfini la mission assignée à cet organisme :

« Il va repartir sur des bases qui, cette fois, sont claires. Sa mission est de former de jeunes chanteurs à l'art lyrique : c'est une école d'art lyrique appliquée. Il ne s'agit plus — ou il ne s'agit pas, car cela n'a jamais été très clair — de former des metteurs en scène, des chefs d'orchestre, des décorateurs... L'Opéra-Studio aura précisément les moyens matériels de le faire. Cela signifie qu'il pourra monter dans l'année deux spectacles où les chanteurs se produiront et cela veut dire qu'il aura les professeurs nécessaires. »

Louis Erlo, le directeur. La considération que les conditions n'ont pas été bonnes pour ce qu'il a fait depuis quelques années, et qu'il est nécessaire qu'il puisse montrer maintenant s'il est bien l'homme capable de diriger cette école. Je le crois et les chances lui en seront données. (...) Il ne s'agit pas de

refaire l'Opéra-Comique. L'Opéra-Studio travaillera dans la salle Favart parce que la salle est là. Mais c'est une institution en soi qui pourrait aussi bien se trouver ailleurs. »

Le conseil d'administration de la Réunion des théâtres lyriques nationaux, qui se réunit ce mardi 25 janvier, peut donc approuver en toute quiétude le budget de l'Opéra-Studio enfin remis sur ses rails. Ce budget, qui n'avait cessé de baisser (6,7 millions de francs en 1974 ; 5,1 en 1975 ; 4,8 en 1976), bondit cette fois à 8,9 millions de francs (+ 85 %), grâce à une augmentation de la subvention de l'Etat qui atteindra 8 millions et à des recettes propres qui se monteront à 860 000 francs, grâce aux deux spectacles autorisés.

Entière satisfaction

Le cahier des charges prévoit des « relations permanentes de concertation » avec le Conservatoire national supérieur et les conservatoires de province, des « contacts fréquents » avec les organismes de diffusion lyrique et avec l'administrateur de l'Opéra, afin que « les stagiaires puissent disposer d'un droit d'accès aux répétitions et bénéficier des conseils des meilleurs chanteurs internationaux de passage », ce qui est effectivement fort souhaitable.

Louis Erlo aura auprès de lui un directeur musical (Michel Corboz peut-être), des professeurs de chant et autres disciplines fondamentales, et un « conseil d'orientation consultatif » composé de six à dix personnalités qualifiées.

Louis Erlo a ainsi obtenu entière satisfaction sur le fond. On lui avait demandé instantanément (et à Lyon surtout) de choisir entre l'Opéra-Studio et l'Opéra de Lyon qu'il dirige aussi ; le choix était

actuellement impossible entre un théâtre dont il a fait une des meilleures scènes françaises (et qui a encore besoin de son auteur), et une école d'art lyrique qu'il a créée de toutes pièces, mais qu'on l'a empêché de mener à bien.

On voulait lui retirer l'administration de la salle Favart pour les « spectacles de garage » de tels opéras et opérettes ; il a refusé d'administrer l'Opéra-Studio dans ce lieu sans avoir la pleine maîtrise de la programmation et de l'organisation de l'ex-Opéra Comique (1). Le secrétariat d'Etat à la culture a eu la sagesse de le suivre sur ce point. En revanche, il était judiciaire d'adjointer à Louis Erlo un directeur musical (qu'il réclamait) et un comité consultatif qui aidera l'Opéra-Studio à sortir de l'isolement officiel où il se trouvait ; certaines difficultés et certaines erreurs passées ne devaient plus se reproduire de ce fait.

Il reste à Louis Erlo à faire la preuve qu'avec les moyens nécessaires, il est capable de mener à bien toutes ces tâches. On notera que le bilan des trois dernières années de l'Opéra-Studio n'est pas négatif. Outre le grand succès remporté par « la Flûte enchantée » (trente-huit représentations en 1974-1975), le remarquable travail musical accompli sur les « Madrigaux » de Monteverdi (trois représentations scéniques déplorables qui justifiaient la décision de renoncer à la formation des metteurs en scène dans ce cadre), et la création de « Young Libertad » de Claude Prey à Lyon, les stagiaires n'ont pas perdu leur temps : sur les dix-sept jeunes gens retenus entre le 1^{er} septembre 1973 et le 1^{er} janvier 1975, et qui ont effectué au moins le stage normal de deux ans, treize ont obtenu des engagements substantiels pendant leurs études, et dix se sont vu proposer des postes stables dans des opéras de province (Lyon, Bordeaux, Toulouse), à Radio-France et au Groupe vocal de France.

Précisons qu'en trois ans, trois cent seize candidats avaient été auditionnés et que vingt-neuf stagiaires avaient été retenus. La rareté des candidats de valeur dans les mois passés tenait à l'incertitude quant à l'avenir de l'Opéra-Studio, et surtout à l'annonce de son déplacement à Lyon. La prise en charge financière et sans arrière-pensée de notre Ecole supérieure d'application de l'art lyrique par le secrétariat d'Etat à la culture devrait lui assurer maintenant le recrutement et le rayonnement qu'elle mérite.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Le problème d'une seconde scène lyrique à Paris reste entier. Mais il dépasse de beaucoup, nous semble-t-il, celui de la salle Favart. C'est un nouveau théâtre de deux mille cinq cents places que Paris a besoin.

Danse

Le Théâtre de Nourkili

Après des tournées en France et un voyage aux Antilles, qui l'ont tenu longtemps éloigné des scènes parisiennes, la compagnie de Nourkili dansait samedi à Créteil. On avait très envie de le revoir. En 1973, Nourkili, ancien élève de Karine Washner, et Marci-Erika, formée à la danse aux Etats-Unis, se rencontraient chez Martha Graham et déclaraient de fonder une troupe. D'emblée, ils se sont révélés comme de remarquables interprètes et des chorégraphes doués d'une rare force d'expression. Chez eux, la danse est belle, sereine, tranquille. Une jubilation intérieure leur met le rose aux joues et le sourire aux lèvres.

On a déjà vu plusieurs fois « Portrait », vision onirique d'un homme revivant les quatre amours de son existence, devenu dans la version actuelle une véritable œuvre aux gestes souples et précis comme un dessin japonais.

Nourkili aime commencer chaque spectacle par une suite comme « Virelito » ou « Saltarello », enchaînements de pas vifs et légers, hardis et gracieux, dessinés sur des musiques des quinzème et seizième siècles ; une manière peut-être d'affirmer, par-delà l'académisme, les racines populaires de la danse française.

« Guernica », c'est l'autre volet de son inspiration ; la référence à la Modern Dance américaine, une évocation symbolique de la fatalité de la guerre exprimée par des contractions du pleurs, des parcours sur les genoux et de grands dégelés en déséquilibre... Tout un style graphique que Marci-Erika, véritable vestale, transmet et fait revivre dans sa pureté. Ce ballet bien phrasé, sur le « Divertissement pour cordes » de Bartok, a permis d'apprécier les progrès faits par tous les danseurs de la troupe. En revanche, « Un air de valse dans mon feuillet-cigare », le nouveau divertissement, manque de « pep ». Le « rétro » ne sied pas à Nourkili. Sa troupe s'enlise dans les frémissements du français et les rythmes du charleston, dansés sur un tempo deux fois trop long et dilué dans un espace mort. C'est au niveau de la fête de patronage. On aurait préféré revoir « Perséphone », esquisse géniale et non aboutie sur la durée du temps, où le chorégraphe ne se souciait ni de céder à une mode, ni de copier un style.

MARCELLE MICHEL.

* Prochaines spectacles les 5 et 6 février au Théâtre 13.

Une erreur s'est glissée dans le palmarès du concours de Bagnolet (le Monde du 21 janvier). C'est Jean-Claude Ransmayr qui a obtenu le premier prix catégorie professionnelle et le Prix de l'Annuaire offert par la Fondation de la danse ; le second prix revenant à Jean Rochereau.

Expositions

Vingt-cinq artistes yougoslaves à la Jeune Gravure contemporaine

L'hospitalité du Musée postal a permis cette année à la Jeune Gravure contemporaine de déployer le large éventail de son exposition dans les meilleures conditions. Ainsi peut-elle mettre en évidence dans un cadre idéal son dynamisme et sa puissance de renouvellement grâce à l'apport de sang frais fourni par ses invités, à titre personnel comme à titre collectif, dont les graveurs yougoslaves sont les bénéficiaires. Ils sont vingt-cinq, installés à la place d'honneur, et leurs envois offrent la même variété que le reste de ce « salon », rassemblant toutes les tendances, toutes les techniques. Ayant fait l'objet d'un tri sévère au départ, leur choix est tout de même à peu près aussi légal que celui de leurs camarades français, rattachés à une liberté totale qui a certes d'autres avantages. Et dont le bilan, pour finir, est amplement positif.

Des influences, les Yougoslaves en subissent eux aussi, bien sûr. Mais si l'on pense à Paul Dalvaux devant la Réverie de ballerine de Cvetan Dimovski, à Balmer devant les eaux-fortes de Zdenka Golob, à Avall devant Paprika ou les Abricots d'Emil Dragulj, il s'agit davan-

tage de thèmes que de technique et cela n'ôte rien à leur qualité. On retrouve à des degrés divers chez Gorazd Setran (le Garde-fermier, Madrag Hagoraj et ses abeilles, Milan Stankovic et ses fruits... pour isoler des préférences qui n'existent ni Djordje Djeftalij (Méditation), ni Ivo Fistic, ni Stefan Galic, ni Stevan Knezevic, ni Hyani Krasnolj, ni Bogdan Kratic (Poursuite), ni Branko Milutin (David, sérigraphie en couleurs psychédélatiques), ni Bosko Odorovic (Anatomie de tourmente), ni Antica Opreanik (Trio posthume), ni les autres.

Côté français, le mérite des « puissances invitées » n'est plus à découvrir, qu'il s'agisse notamment d'Assadour, Avall, Bersier, Cieslarczyk, Couy, Dorny, Fortin, Fougere, Houplain, Krol, Louche, Viellard, etc., dont les estampes mériteraient autant d'éloges. Et pour leurs invités personnels, il faudrait autant de sollicitude attentive, alors que quatre-vingt-six œuvres attestent leur présence : eaux-fortes d'Ivan Ballo, aquarelles de Jacques Castel, Pierre Testasse de C.-J. Darmon, burin d'Anthony Gross et d'Elisabeth Lippetto, Serpent power d'Alain Loiselet, Rochers d'Elisabeth de la Mauvinière, eau-forte et aquarelle d'Anna Staritsky... Trop d'omissions inévitables dans un ensemble réconfortant qui, globalement, se situe au-dessus de la moyenne.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* Musée postal, 34, boulevard de Vaugirard.

Cinéma

« FRANCE MÈRE PATRIE »

Raccrocheur comme son titre, ce film pauvre et chargé de bonnes intentions offre l'originalité d'un regard français, jeune français, sur la réalité de l'émigration maghrébine, et d'abord algérienne.

Guy Barbéro, l'auteur, a voulu d'abord proposer un spectacle — ni d'attente ni nous éprouver sans pour autant sacrifier les faits nus du racisme, de la misère, du désespoir. Son identification à l'émigration nord-africaine est si poussée qu'à l'opposé d'un Med Hondo, d'un Sidney Sokhona, il n'a même pas cherché à établir la moindre distinction parmi les Blancs, ses congénères, tous l'« ennemi » (les bons sont dans la salle). Minute et le Parisien libre, mais sans tout Minute, sont abondamment cités comme spécimens de notre bêtise nationale, plus les grillons de défense de l'Occident.

Guy Barbéro mélange les styles, le document brut, le document réjou, la fiction aux limites du thriller américain. Son scénario n'existe pas, au mieux une collection de quatre ou cinq situations à valeur informative sur la situation de l'immigration. Un semblant d'ancêtre se dessine avec le personnage du jeune Algérien qui chante en anglais face à sa blonde petite amie, sous un arbre. Malchance : les jeunes nazis de Paris étouffent cette liaison dans l'œuf, le tuent, empêchant son accession éventuelle à la respectabilité bourgeoise version hippy.

Un pot-pourri progressiste pop, un peu court sur les bords, sincère, mais sans perspective. — L. M.

* Jean-Renoir (v. o.).

UN FESTIVAL DU CAFÉ THÉÂTRE A PARIS

Le premier festival parisien du café-théâtre aura lieu, du 20 janvier au 13 février. Destinée à faire découvrir ce que les organisateurs estiment être un phénomène culturel à part entière, ce festival propose une vingtaine de spectacles, présentés dans treize salles. Il y aura des créations, des mises en scène inédites d'auteurs consacrés, mais aussi des « one man shows » comiques, et de jeunes chanteurs. (Rens. : 824-00-48.)

U.A.G. RIARRITZ - CINEMA OPERA BIENVENUE MONTMARTRE LIBERTÉ - U.A.G. ODEON

SYLVIA KRISTEL — CHARLES VANEL

ALICE

ou la dernière fugue

de CLAUDE CHABROL

avec FERNAND LEDOUX ANDRÉ DUSSEILLIER JEAN CARMET

CYNANO VERSAILLES

ARTEL ROSBY - FRANÇAIS ENGHEN

En bref

Concerts

Les allusions sonores d'Ursula Kneib

Ursula Kneib ne joue pas seulement du piano, elle fait sonner avec une égale virtuosité plusieurs sortes de sifflets, règle la fréquence d'un poste à transistor et distribue des cartes sur les cordes de son instrument : elle a donné au Centre culturel américain, en guise de premier récital officiel (on l'avait déjà entendue souvent mais rarement en soliste), une version très peu anecdotique de la Water Music de John Cage pour piano et divers « objets ». Le programme, consacré exclusivement à la jeune musique américaine, comportait une pièce de William Algright, tout en finesse — malgré les citations que laisse supposer son titre : *Musique à gogo* — permettant de se faire une idée de la grande variété de toucher de l'interprète, et *Animation* d'Eugène Kurtz, où les sons frappés sur les touches alternent avec ceux du coucou, du drapeau et du drapeau de l'instrument ; les enchaînements se font souvent à la manière de ces coq-l'âne spécifiques du dessin animé. C'est du théâtre musical sans le spectacle, tout en allusions sonores.

Un peu moins marquant, les autres pages de la soirée (de Davidovsky, Kleiman, Peck et Schwartz) complétaient ce programme dont on pourrait dire qu'il était à la fois bien conçu, ou rendu avec la fougue et la qualité de jeu qui conviennent, sans toucher pourtant le point essentiel. Contrairement à tant de récitals, il s'agissait cette fois d'un véritable concert.

G. C.

QUINTETTE-14 JUILLET BASTILLE SAINT-LAZARE PASQUOT OLYMPIQUE ENTREPOIT

LE NOUVEAU FILM D'ALAIN TANNER

JONAS

QU'IL FAUT 25 ANS EN L'AN 2000

GAUMONT DISTRIBUTION

MODE

LES COLLECTIONS DE PRINTEMPS

Nymphettes, zouaves et épaules nues

POUR les couturiers, il semblerait que les femmes sont devenues de plus en plus difficiles à séduire. Jusque-là, elles ont en jean ou en pantalon, en chemise ou en chemisier, en robe ou en blouse à l'atelier comme au laboratoire. Selon leur tempérament, elles trouvent leurs tenues de jour dans le prêt-à-porter griffé, dans les grands magasins, les boutiques spécialisées ou dans les catalogues de vente par correspondance. Mais au moment de leur mariage, de celui de leur fille, d'une grande occasion, celles qui ont les moyens s'aventurent du côté de l'avenue Montaigne ou de la rue de la Paix, dans ces maisons renommées qui vivent surtout des clientèles étrangères, et atteignent parfois à des sommets d'un goût particulièrement douteux, comme l'une d'entre elles, tout récemment, en présentant une robe constellée de diamants, dont le prix, 750 000 F, est une provocation pure et simple.

Il ne faut pas oublier, toutefois, que les présentations de mode sont un spectacle, et que, comme tout spectacle, elles doivent compter un « clou » qui pour autant ne doit pas être nécessairement doté d'un solitaire.

Pierre Cardin voudrait que les jeunes filles s'habillent autrement qu'en jeans, tee-shirt et en ponchos. Aussi leur propose-t-il une ligne « nymphette » courte, joliment aérée qui rappelle parfois les tenues à la grecque, où contraste l'important volume des manches descendant jusqu'aux hanches sur un bout de jupette.

Ses ensembles plus sophistiqués cachent le genou : robes-manteaux évasées, deux-pièces moulées à jupe ample, et robes asymétriques aux volumes plissés en diagonale, aux formes enroulées, presque droites, retenues au cou et formant écharpe au bas du dos. Des plissés minuscules, des volants et des ceintures drapées animent ses modèles du soir.

La mousseline de soie est acclamée à toutes les sauces chez Jean-Louis Scherrer, qui aime les fins plissés et les broderies de soie. Sa silhouette est de formes confortables, font contraste le bleu violent et le blanc, en blasons marins portés sur des jupes plissées en biais ou des pantalons. Le mousseline plissée est coupée en robes-chemises rouge rosé, vert rehaussé de rose fuchsia, s'arrétant au mollet, et travaillées de surcoût en volant, qu'il s'agisse de jupes, de ravissantes robes du soir aux corsages brodés ou pailletés sous des manteaux de four en tons doux.

Marc Bohan, chez Christian Dior, préconise trois longueurs : au genou, au mollet, et au-dessus de la cheville, intermédiaires

selon le volume des vêtements. Ainsi, les plus beaux manteaux et imperméables sont-ils toujours longs, à gros tressés à empiècements de tricot formant collette collée, ou en taffetas de soie à l'ampleur retenue en plus épaules sous un effet de fraise. Des blouses hautes et des liques à grandes emmanchures accompagnent les ensembles de jour, qu'ils soient à robe ou à pantalon, voire des robes de dior qu'il présente pour les soirées parisiennes où les hommes viennent en tenue de ville.

Les robes au genou, sont de formes et de coupes diverses, parfois d'un manteau-liquette carrée de taffetas noués sur une épaule à l'écoissaise que nous avons préférées dans les transparents dévotés sous de grandes robes taillées dans les mêmes mousselines imprimées.

Pures, dépolluées, d'un « parisianisme » très actuel, les robes de Philippe Venet sont de tous les styles élégants : les ailes couvrant le genou, aux corsages décolletés et à jupes franches, mais droites, resserrées à la taille d'un grand conseil, drapées de la même mousseline ou imprimée avec beaucoup de noir, du rouge et de petits dessins fondus. Ces modèles se couvrent parfois d'un manteau-liquette poids plume en beige, sable ou blanc cassé, souvent resserré du même genre de ceinture. Quelques ponchos de soie imperméable protégent de jolis deux-pièces de veste écourtée, aux hanches ceinturées sur des jupes tombant droit, en tweeds mouchetés de couleurs vives à blouses contrastantes.

NATHALIE MONT-SERVAN.

LETTRES

Le philosophe Jason Xenakis, frère du compositeur Yannis Xenakis, s'est donné la mort à Athènes, mettant ainsi en pratique une de ses théories sur le droit à la mort qui appartient, selon lui, à tout individu. Il était âgé de cinquante-quatre ans. Jason Xenakis, qui avait enseigné dans différentes universités anglo-saxonnes, dont Harvard, était professeur au collège américain d'Athènes. — (A.P.)

MERCREDI

MARCO BELLOCCHIO

FRANCO NERO

MIU-MIU

MICHELE PLACIDO

PAIRICK DE WARE

LA MARCHÉ TRIOMPHALE

de SILVIO CLEMENTELLI

INTERPRETES: ALICE, CLAUDE CHABROL, FERNAND LEDOUX, ANDRÉ DUSSEILLIER, JEAN CARMET

CYNANO VERSAILLES

ARTEL ROSBY - FRANÇAIS ENGHEN

et des artistes-interprètes C.C. le volume de production

TRUHNES ET UPRNE

FRANCE CULTURE

FRANCE MUSIQUE

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

JANVIER

11, avenue de Bretagne
Fossiles de Paris

est non coupable

Il exigent une rançon de 8 millions de francs. Au terme de longues négociations, l'attentat. On leur fournit ainsi une somme importante libérée les otages. De même, qu'un important dispositif de police avait été mis en place au moment du hold-up, des effectifs nombreux seront mobilisés pour retrouver la piste des malfaiteurs. Quatre jours plus tard, le 12 septembre, les auteurs présumés et trois septuagénaires (Paris 11). De multiples complots ont vu le jour, mais l'attentat n'a pas eu lieu. El Shennawy continuait d'affirmer qu'il n'avait commis le hold-up de l'avenue de

Paris. Il avait été dérangé par un commandant qui l'avait arrêté. Dans la chambre de l'attentat, les enquêteurs ont découvert une série de documents, dont un rapport qui était censé être un plan de la banque de la rue de la Harpe, mais qui n'était qu'un simple croquis. Les enquêteurs ont également découvert une série de lettres, dont une adressée à El Shennawy, qui était censé être un plan de la banque de la rue de la Harpe, mais qui n'était qu'un simple croquis.

« Pas exact »
Par rapport à ces constatations, les enquêteurs ont été surpris. Ils ont constaté que les documents qu'ils avaient trouvés étaient en fait des copies de documents qui avaient été trouvés dans la chambre de l'attentat. Les enquêteurs ont également découvert une série de lettres, dont une adressée à El Shennawy, qui était censé être un plan de la banque de la rue de la Harpe, mais qui n'était qu'un simple croquis.

« Pas exact »
Par rapport à ces constatations, les enquêteurs ont été surpris. Ils ont constaté que les documents qu'ils avaient trouvés étaient en fait des copies de documents qui avaient été trouvés dans la chambre de l'attentat. Les enquêteurs ont également découvert une série de lettres, dont une adressée à El Shennawy, qui était censé être un plan de la banque de la rue de la Harpe, mais qui n'était qu'un simple croquis.

« Pas exact »
Par rapport à ces constatations, les enquêteurs ont été surpris. Ils ont constaté que les documents qu'ils avaient trouvés étaient en fait des copies de documents qui avaient été trouvés dans la chambre de l'attentat. Les enquêteurs ont également découvert une série de lettres, dont une adressée à El Shennawy, qui était censé être un plan de la banque de la rue de la Harpe, mais qui n'était qu'un simple croquis.

« Pas exact »
Par rapport à ces constatations, les enquêteurs ont été surpris. Ils ont constaté que les documents qu'ils avaient trouvés étaient en fait des copies de documents qui avaient été trouvés dans la chambre de l'attentat. Les enquêteurs ont également découvert une série de lettres, dont une adressée à El Shennawy, qui était censé être un plan de la banque de la rue de la Harpe, mais qui n'était qu'un simple croquis.

« Pas exact »
Par rapport à ces constatations, les enquêteurs ont été surpris. Ils ont constaté que les documents qu'ils avaient trouvés étaient en fait des copies de documents qui avaient été trouvés dans la chambre de l'attentat. Les enquêteurs ont également découvert une série de lettres, dont une adressée à El Shennawy, qui était censé être un plan de la banque de la rue de la Harpe, mais qui n'était qu'un simple croquis.

« Pas exact »
Par rapport à ces constatations, les enquêteurs ont été surpris. Ils ont constaté que les documents qu'ils avaient trouvés étaient en fait des copies de documents qui avaient été trouvés dans la chambre de l'attentat. Les enquêteurs ont également découvert une série de lettres, dont une adressée à El Shennawy, qui était censé être un plan de la banque de la rue de la Harpe, mais qui n'était qu'un simple croquis.

« Pas exact »
Par rapport à ces constatations, les enquêteurs ont été surpris. Ils ont constaté que les documents qu'ils avaient trouvés étaient en fait des copies de documents qui avaient été trouvés dans la chambre de l'attentat. Les enquêteurs ont également découvert une série de lettres, dont une adressée à El Shennawy, qui était censé être un plan de la banque de la rue de la Harpe, mais qui n'était qu'un simple croquis.

« Pas exact »
Par rapport à ces constatations, les enquêteurs ont été surpris. Ils ont constaté que les documents qu'ils avaient trouvés étaient en fait des copies de documents qui avaient été trouvés dans la chambre de l'attentat. Les enquêteurs ont également découvert une série de lettres, dont une adressée à El Shennawy, qui était censé être un plan de la banque de la rue de la Harpe, mais qui n'était qu'un simple croquis.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Places encadrées" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Places encadrées"	30,00	38,88
Devis insertion	30,00	43,47
"Places encadrées"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,08

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international

emploi international



emploi régional

EXPANSIAL

Recherche pour Société Nationale Algérienne de Travaux Routiers

ingénieurs

- Génie Civil spécialisé dans la conduite de gros chantiers de routes et terrassements.
- Electromécanicien pour entretien de matériel des travaux publics.
- Méthodes et Prix de Revient.
- Chef de laboratoire routier (études et mécanique des sols).

REF. 2114 M
REF. 2115 M
REF. 2118 M

techniciens

- Conducteurs de travaux routes et terrassement

REF. 2118 M

Une solide formation de base et une expérience professionnelle d'au moins 7 années, assureront à des candidats de valeur, une carrière très motivante.

Il est offert :

- De bonnes conditions de séjour :
- Logement meublé
- Sécurité sociale et retraite cadre
- Une rémunération élevée (nette d'impôts et transférable)

Les candidatures sont à adresser sous référence correspondante, à : Expansial - 6, rue Helvéc - 75009 Paris

côte africaine

chef de service entretien électromécanique

Une importante société industrielle et minière de plus de 6000 personnes dont 1200 expatriés développe ses activités et cherche à pourvoir pour son département «PORT», un

Rattaché au Chef du département Maintenance et Port, il aura la responsabilité d'une unité d'environ 500 personnes et ses principales fonctions seront :

- Organiser l'entretien et le dépannage des installations de convoyage, criblage, concassage et stockage dans les meilleures conditions de sécurité et de coût
- Assurer l'exploitation, l'entretien et la gestion d'une centrale électrique de 15 Mégawatts

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ENSAM, INSA ou ENSI, ayant au minimum 5 ans d'expérience dans l'entretien et plus spécialement dans les grosses installations de maintenance à grandes quantités.

La rémunération, fonction du niveau du candidat, est assortie d'avantages substantiels (villa équipée, écoles, voiture, polyclinique et soins médicaux gratuits, 2 mois de congés annuels, etc.).

Adresse C.V., photo et lettre manuscrite s'eff. 1026/M, à AXIAL Publ., 91, Rue Saint-Honoré 75008 Paris qui transmet.

comex

Leader mondial dans le domaine des interventions sous-marines

1 ingénieur responsable d'un bureau méthodes

- diplômé ENSAM ou équivalent
- ayant une expérience similaire dans le matériel T.P. ou maritime
- pratique courante de l'anglais.

Il sera chargé d'analyser les performances du matériel collecté de plongée de la Société et devra, à partir de ces analyses, établir les spécifications du matériel futur.

Lieu de travail : MARSEILLE

Envoyer C.V., photo et prétentions s'eff. 276/HP.23 à COMEX-Service recrutement 13275 MARSEILLE CEDEX 2.

BOUYGUES OFFSHORE

Société spécialisée en travaux maritimes, portuaires et offshore filiale d'un groupe important, recherche pour chantiers

ETRANGER

UN CHEF DE MATERIEL

ref. 8801

- Ingénieur ou autodidacte
- Parlant anglais
- 5 ans d'expérience matériel T.P. et maritime sur gros chantiers

Pour expatriement après quelques mois d'adaptation en France.

UN CADRE ADMINISTRATIF

ref. 8802

- Formation Sup de Co ou équivalent
- Ayant une parfaite connaissance de la comptabilité et une expérience personnelle ou professionnelle de l'étranger
- Parlant anglais couramment.

Envoyer candidature avec photo et prétentions en précisant la référence choisie à : P. THOMASSON - BOUYGUES-OFFSHORE - B.P. 75 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

BUREAU D'ETUDES

à vocation internationale

INGENIEUR ETUDES PORTUAIRES

ayant acquis une expérience d'environ 5 années et possédant une maîtrise dans le domaine des ouvrages.

Les ingénieurs intéressés peuvent adresser leur candidature (C.V., photo, salaire) en mentionnant la référence 811/101, L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Importante société Néocerc

recherche

JEUNE INGENIEUR

TYPE A ET B pour le préparer à un poste de responsabilité en Afrique Noire

La candidate titulaire de quelques années d'expérience dans service entretien usine devra fournir un an en service à Lyon.

Un rôle technique-commercial auprès d'usines qu'il devra gérer.

Un rôle de gestion de stock d'administration, d'encadrement et de direction de personnel.

Très bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Adresse C.V., photo et prét. à : 213128 - CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE, 104 rue Ney, 69006 LYON.

CATERPILLAR

A challenging career opportunity exists for a

MANAGEMENT TRAINEE

A comprehensive training program in the sphere of Sales and Marketing will be in preparation for future assignments in the field. Representative to provide counsel and support for the marketing activities of our dealers in Europe, Africa or the Middle East.

Requirements:

- University degree in the business field.
- At least 2 years of experience in the sales of industrial products.
- Age under 27 years.

Applicants meeting above requirements may forward their detailed resume specifying background and business experience to:

P. KARSTEN
CATERPILLAR OVERSEAS S.A.
118, rue de Rhodé
1211 Geneva 2 - Switzerland.

Marketing DMC Produits Industriels

LA DIVISION INDUSTRIE (Fils à coudre ; fermetures à glissière) recherche, dans le cadre de sa Direction marketing nouvellement créée

le Responsable des études et des Plans Commerciaux

En relation avec les services opérationnels et fonctionnels de la société, il devra :

- réaliser l'analyse quantitative et qualitative des marchés de la division
- suivre la rentabilité des gammes de produits et l'évolution des ventes
- mettre en forme les plans d'actions commerciales et le plan à moyen terme.

Ce poste, susceptible d'évolution, conviendrait à un jeune diplômé d'études commerciales supérieures, ayant déjà une expérience des études de marchés industriels et le goût de l'action commerciale concrète.

Ce poste est à pourvoir à Lille.

Les dossiers de candidatures - sous Réf. M. 1278 - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

FOUGEROLLE

recherche dans le cadre du développement de ses activités au

MOYEN ORIENT

INGENIEURS TRÈS CONFIRMES

ayant l'expérience de la Direction d'Importants chantiers de travaux bâtiment et/ou de travaux publics et une très bonne connaissance des problèmes administratifs et de gestion pour

directions d'agence

Qualités particulières d'animation et de négociation - Anglais indispensable Rémunération élevée - Logement et voiture de fonction.

INGENIEUR DE LIAISON

ayant 5 à 6 ans d'expérience d'études ou réalisation de travaux importants pour le suivi de ces affaires sur les plans technique, commercial, organisation, planning... en liaison avec les services spécialisés du Siège.

Connaissance de l'arabe souhaitée.

Ce poste est à pourvoir à Vélizy-Villacoublay.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. 31 - Service Recrutement 3, avenue Morane Saulnier 78140 Vélizy-Villacoublay

directeur

rémunération et avantages très élevés

Cette société appelée à un développement rapide a son activité dans les 3 domaines suivants :

- chaudronnerie
- charpente métallique
- semi-remorque

Nous recherchons un Ingénieur ayant une expérience approfondie de la Direction et de la Production dans un de ces domaines au moins et capable d'assurer la responsabilité d'un centre de profit autonome.

Adres. CV détaillé + photo + salaire actuel

CARRIÈRES SERVICES

CONSEIL EN RECRUTEMENT 19 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS

Société d'Ingénieurs Conseils recherche, pour faire face à son expansion,

EXPERT SUCRIER

30 ans minimum pour suivi de réalisation. Après un stage d'un an à PARIS ses fonctions s'exerceront pendant une année en

AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

Rémunération élevée en rapport avec l'expérience du candidat.

Ecrire ou téléphoner à :

unic industries chargé de la recherche
28, rue de Trévise 75009 PARIS
tél. 246-09-43

textile

DIRECTEUR

d'un de ses établissements à l'étranger

Afrique du Sud

32 ans au moins, solide expérience filature tissage ou peignage. Connaissance de l'Anglais.

Nous proposons à un ingénieur de valeur ayant compétences en fabrication et gestion un CHAQUE INTERNATIONAL en Afrique du Sud d'abord avec possibilité d'évolution aux Etats-Unis, en Amérique du Sud et en Europe.

Adresse C.V. détaillé sous référence 8745/M à I.C.A. qui transmetra. Discretion garantie.

I.C.A. International Classified Advertising 8 RUE D'AUTREUIL PARIS-17

AVIS DE RECRUTEMENT

LE BUREAU DU PROJET D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET AGRICOLE

recherche

UN INGENIEUR DES T.P.

pour lui confier le poste d'adjoint au Directeur du projet EDUCATION II (SENEGAL) à DAKAR (République du Sénégal). Il aura pour tâche de seconder le Directeur dans l'administration du Projet.

Ce poste demande une expérience de 3 ans au moins dans le bâtiment, en particulier dans les constructions scolaires et universitaires.

Le projet englobe la conception, la construction, l'équipement en mobilier et en matériel de :

- deux groupes prototypes de labo-polytechnique ;
- quatre établissements d'enseignement moyen ;
- un Centre de Formation de perfectionnement permanent ;
- un Centre de Formation professionnelle et de perfectionnement aux activités techniques et techniques ;
- trois centres pilotes d'enseignement et de formation agricole ;
- ainsi que l'utilisation de services d'experts et de spécialistes en matière d'enseignement.

Ecrire avec C.V. et prétentions : BUREAU DU PROJET - B.P. 221 DAKAR - SENEGAL.

DIRECTEUR COMMERCIAL

Région Sud - Méditerranéenne - Occidentale

Nous sommes un fabricant Français d'équipements articles de sport MOTO - SKI

Nous exportons 30 % de nos fabrications

Nous recherchons un

DIRECTEUR COMMERCIAL

dépendant uniquement de la Direction générale, pratique de l'allemand et de l'anglais indispensable. Rémunération de l'ordre de 120 000 F. Voiture, foraine.

Ecrire HAVAS NIMES, n° 57.362.

gINFOLOR

Société de SERVICES EN INFORMATIQUE DE GESTION implantée à NANCY, nous sommes la filiale d'un Groupe important.

Nous recherchons

UN INGENIEUR COMMERCIAL

auquel nous confierons le développement des ventes de toutes nos activités de services. Après avoir fait preuve de ses compétences, il pourra constituer sa propre équipe commerciale et en prendre la responsabilité. Il s'adressera à une clientèle située principalement dans la région Est de la France.

Notre marché commercial Société ouvre des perspectives d'avenir intéressantes.

Nous souhaitons que notre futur collaborateur ait déjà acquis de solides connaissances en informatique et qu'il possède plusieurs années d'expérience commerciale.

Lieu de résidence : Nancy.

Ecrivez sous référence M 260 à Hélène REFREGIER, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

Gm

SERTI-SELECTION
49, avenue de l'Opéra
75002 PARIS.

ORGANISME PARA PUBLIC

à vocation internationale recherche pour intervention en Afrique noire francophone

UN INGENIEUR

ayant acquis une expérience pratique en application des techniques de la

CIRCULATION URBAIN

Veuillez adresser un premier contact au directeur (C.V., photo et salaire) sous réf. 75102 : 31, bd de Bonne-Nouvelle 75002 PARIS

Importante Société américaine d'ingénierie et de construction recherche

ASSISTANT ADMINISTR.

pour bureau en ALGERIE

nécessaire, parfaitement bilingue français / anglais, connaissance des techniques de construction.

Disponible immédiatement.

Ecrire BECHTEL 31, avenue Pierre-1^{er} de Serbie, Paris-8^e.

Important organisme spécialisé en contrôle industriel recherche INGENIEURS HAUT NIVEAU

Spécialités suivantes : génie civil, mécanique, électricité.

Expérience bureau d'études et réalisations exigées.

Ecrire avec C.V. et prétentions Salaires à SERTI S.P. 21, place Sauterie ALGER.

	La ligne	La ligne 12
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et +		
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne 12
L'IMMOBILIER	28,00	32,08
"Placards encadrés"	34,00	38,08
Deuxième insertion	38,00	42,08
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,08

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

directeur commercial

180 000 F +

Nous sommes un des grands du prêt-à-porter féminin; notre développement s'appuie à la fois sur la notoriété de notre marque et sur notre appartenance à un groupe industriel important. Nous souhaitons confier la fonction Marketing (positionnement et définition du produit, politique de prix, etc.) et la direction commerciale France et Export à un homme de talent. Rattaché au PDG, ce cadre sera le no 2 de l'entreprise. Pour réussir à ce poste, il doit posséder une formation supérieure, une expérience réussie de direction Marketing et commerciale dans la branche: prêt-à-porter de marque. La connaissance de l'Anglais et de l'Allemand est souhaitée. Résidence: Province. Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf.: 1027/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par: **BERNARD KRIEF CONSULTANTS** 1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

Directeur général Adjoint

des fonctions d'avenir pour un jeune directeur commercial

150-200 000 F/an

Le Président Directeur Général d'une entreprise moyenne (CA 40 MF produisant et diffusant en France et à l'étranger (13 %) des produits de consommation) dispose d'une large majorité et ayant redressé la gestion, recherche un jeune Directeur Adjoint pour continuer à développer rapidement les ventes et la rentabilité, puis pour partager avec lui la gestion de l'entreprise.

Le siège et l'usine sont situés dans une agréable ville de province à moins de 2 h de Paris. La rémunération totale comprend une part importante d'intéressement aux résultats. Cette situation très intéressante est offerte à un jeune directeur commercial, 33 ans minimum, ingénieur ou diplômé d'une grande école commerciale, ayant dirigé avec succès une force de vente, en contact avec les divers types de commerces. Allemand courant nécessaire.

Adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 50056/M à Ch. de Framerville, 544-CEGOS 33 quai Guillemin 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

CEGOS

Centre de recherches NANCY recrute

1) INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES ou DOCTEURS D'ÉTAT

a) MÉCANIQUE PHYSIQUE Pour travaux de recherches en mécanique et biomécanique (effet des vibrations sur l'homme) b) MÉCANIQUE DES FLUIDES Participera à recherches variées en thermique - ventilation et climatisation.

2) TECHNICIENS SUPÉRIEURS EN ACOUSTIQUE

Formation maîtrise ou équival. Connaissances spécialisées en physiologie et biologie.

Adresser C.V. et prêt. s/réf. 609 SWEETS, BP 104, 75204 Paris CEDEX 04, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE

Spécialisée dans le financement d'entreprises recherche pour développer sa clientèle sur les régions: RHÔNE-ALPES (agence de Lyon) PAYS DE LOIRE (agence de Nantes) MIDI-PYRÉNÉES (agence de Toulouse)

3 ATTACHES COMMERCIAUX

Les candidats devront avoir: - l'aptitude à la négociation - une excellente présentation et la saine du contact humain à tous les niveaux - des connaissances suffisantes d'analyse financière - une expérience professionnelle de vente de crédits aux entreprises - des connaissances bancaires approfondies (niveau B.P. minimum) Candidature manuscrite avec C.V., photo et références sous référence 14.101 à **ANP.M** 100 rue de la République 92000 NANTY

Société de Fabrication de Produits Industriels

MIDI DE LA FRANCE

Budget annuel transports: 5 millions de francs. (30.000 livraisons/an: France-Europe)

recherche son

SPÉCIALISTE TRANSPORT

Profil: 30 ans minimum. 5 ans d'expérience indispensable dans une importante entreprise de transport. Bonne connaissance de l'exploitation. Statut: cadre.

Qualités: capacité à développer le potentiel existant et à mettre en œuvre de nouveaux moyens. Personne de contact. Bon négociateur. Sens de la gestion et de l'organisation. Adresser C.V. et références à: **le Monde** n° 8.326, 20, avenue de l'Opéra, Paris-16 qui transmettra.

STE METALLURGIQUE en forte expansion

fabriquant pièces grandes séries pour l'industrie automobile (France et export)

recherche pour son usine du

NORD DE LA FRANCE

UN DIRECTEUR D'USINE QUALIFIÉ

NIVEAU A et B. Ayant de préférence connaissance: travail métaux no fer, gestion d'usine, organisation. Anglais apprécié. LOGEMENT ET VOITURE DE FAMILLE

Adresser C.V. et références à: **le Monde** n° 8.326, 20, avenue de l'Opéra, Paris-16 qui transmettra.

7, RUE DU PONT-GUILHEMY 31 TOULOUSE - Tél.: (01) 62.66.99

Nous recherchons

pour un important groupe commercial (Albi-Tarz)

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES

■ DECS ou niveau équivalent. ■ Expérience professionnelle de 8 à 10 ans minimum. Adresser C.V. + références + photo à: **le Monde** n° 8.326, 20, avenue de l'Opéra, Paris-16 qui transmettra.

ANNONCE MAG

Société Conseil Gestion et Organisation Région OUEST recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

30 ans minimum. Sa formation B.S.C. ou équivalente et une part de son expérience professionnelle doivent lui assurer un bon jugement dans le domaine de la gestion.

Une certaine habitude du contact commercial avec les chefs d'entreprise est nécessaire.

LE POSTE EST BASÉ À NANTES

Env. lettre manuscrite avec C.V. à n° 94.843

cabinet **leconte** 4 Amiral Courbet 75116 PARIS

MPTE SOCIÉTÉ SAINT-FLORENT-SUR-CHER (15 kms de Bourges)

recherche

CHEF DE SERVICE CRÉDIT - RECOURS CLIENTS

RESPONSABILITÉS: - Gestion courante des clients (correspondance clientèle, renseignements, suivi des litiges, surveillance crédits recouvrements); - Complément clients traités sur ordonnance (15.000 comptes); - Plusieurs années d'expérience réussies avec clientèle grande distribution; - Bon salaire + avantages soc.; - Environnement agréable.

Adresser C.V. manuscrite, photo (retourner), références à: **le Monde** n° 8.326, 20, avenue de l'Opéra, Paris-16 qui transmettra.

10400 - Saint-Florent-sur-Cher

Poste Directeur vacant

Foyer Education Populaire

Adresser C.V. **FOYER** 56 r. E. Schmitt Châteaufort/Marne

La Mairie d'Angoulême

recrute par voie de concours

sur titres et sur épreuves, un

Directeur pour l'École régionale

des Beaux-Arts d'Angoulême.

Echelle indiciaire: 60-65.

Traitem. net mensuel de début: 2.175 F, de fin de carrière: 2.575 F. Les demandes de renseignements doivent être adressées à la Mairie d'Angoulême, Service du Personnel.

Les dossiers de candidatures, seront à faire parvenir à ce même service avant le 31 janvier 1977, dernier délai.

C.E.T.E. de Bourges (Centre d'Etudes Techniques de l'Environnement) recherche pour son activité ouvrages d'Art, Imagerie d'ouvrages en béton armé et béton précontraint (ETP, INSA...), diplômé CIESAP. Expérience: 2 ans de Bureau d'Etudes Génie Civil spécialisé. Lettré. Exp. 20 à 30 ans. Ecr. avec C.V. et photo à n° 8.327, **le Monde** n° 8.327, 20, avenue de l'Opéra, Paris-16 qui transmettra.

Entreprise 800 personnes

opportunité à

grand groupe industriel

recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(X, Centrale, Mines, A.M., etc.)

ayant expérience 6 à 10 ans de commandement industriel effectif dans un des domaines suivants:

- Construction mécanique
- Chaudière
- Construction navale

POSTE À RESPONSABILITÉ

RÉSIDENT PROVINCE

Ecr. avec C.V. et références au n° 90776 B, ÉDITIONS BLUS PUBLIS, 17, rue Labat, 93300 Villetaneuse, qui transmettra.

Société multinationale recherche un

crédit manager

qui sera basé en région Rhône-Alpes et aura la charge des relations avec l'Administration dans le cadre du département recouvrements/crédits.

C'est un homme habitué aux contacts aux niveaux les plus hauts avec les organismes publics et connaissant les circuits administratifs hospitaliers.

Le C.V. très détaillé sera adressé sous référence 17756

SEXTANT/DPA 182, av. Ch. de Gaulle 92200 Neuilly/Seine qui transmettra

MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE

ALENÇON recherche

CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

■ Formation maîtrise informatique ou niveau équivalent. ■ Connaissance matériel IBM 3/18. ■ 5 années d'expérience au minimum. ■ Belles qualités d'encadrement et aptitudes aux relations avec les utilisateurs. Le poste est directement rattaché au groupe Direction. Envoyer curriculum vitae et prêt. à: **SOPEA**, 2, Avenue, 60, rue de France, 10000 PARIS.

Société recherche

CHEF COMPTABLE

jeune - dynamique

■ Bonne formation administrative. ■ Expérience confirmée, références pour

POSTE À RESPONSABILITÉ

Résidence en station de montagne (Savoie)

Envoyer C.V. manuscrite détaillé à **REGIE-PRESS**, n° 7 976 34, 85 bis, r. Beaumour, Paris-20, qui tr.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes:

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues:

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multipostes. | <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative. |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités. | <input type="checkbox"/> Comptabilité. |
| <input type="checkbox"/> Informatique. | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Production entretien. | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente. |
| <input type="checkbox"/> Ingénieurs. | <input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux. |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche. | |

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu:

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
13 semaines	39	77	112	145	177	208	234	259	283	304	324
26 semaines	69	134	195	254	308	361	408	453	494	532	568
52 semaines	118	230	336	436	530	618	700	777	847	912	971

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.03, ou écrire:

"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM: _____ ou SOCIÉTÉ: _____

ADRESSE: _____ TEL: _____

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du "Le Monde" ou ch. postal (CCP4207-23 Paris)

ETRANGER - envoi aérien: + 1 F. par fonction et par semaine

PRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

FISONS Ltd

La Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, implantée en France et recherche des techniciens expérimentés pour le développement de la structure en France et recherche

1) DIRECTEUR TECHNIQUE 130 000 F/an

Le directeur technique de l'ensemble des produits aéronautiques et du développement des produits aéronautiques, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

2) ASSISTANT MARKETING 100 000 F/an

Le directeur du marketing pour la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

3) DIRECTEURS REGIONAUX 75 000 F/an

Le directeur régional de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

4) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

5) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

6) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

7) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

8) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

9) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

10) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

11) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

12) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

13) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

14) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

15) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

16) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

17) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

18) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

19) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

20) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

21) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

22) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

23) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

24) RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES 100 000 F/an

Le responsable des relations publiques de la Division Aero-Chimique de la Compagnie FISONS Ltd, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'expérimentation et d'assurer la mise au point des produits aéronautiques et assurer la mise au point des produits aéronautiques.

2

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

FISONS Ltd

La Division Agro-Chimique de la Compagnie Chimique FISONS Ltd, implantée au niveau mondial développe sa structure en France et recherche :

1 DIRECTEUR TECHNIQUE 130 000 F
Réf: 701101/M
Responsable technique de l'ensemble des produits agrochimiques et du développement des nouveaux produits, il aura pour mission de concevoir et superviser les processus d'industrialisation et d'assurer les relations avec l'Administration. L'organisation des démonstrations auprès des distributeurs et des coopératives, le conseil et la formation technique des commerciaux seront également de son ressort. Pour réussir, il faut être ingénieur Agronome ou avoir une formation supérieure en Biologie végétale et une expérience de responsable technique dans la branche agrochimique. La connaissance de l'anglais constitue un atout supplémentaire.

1 ASSISTANT MARKETING 100 000 F
Réf: 701102/M
Il secondera le directeur du marketing pour la commercialisation des produits.

2 DIRECTEURS REGIONAUX 75 000 F
Réf: 701103/M
Ils seront responsables du développement du chiffre d'affaires et de la gestion de leur région. Ils animeront et formeront une équipe de cinq technico-commerciaux, assureront la coordination nécessaire avec les assistants techniques, les principaux clients et la formation de leurs vendeurs. Les candidats doivent joindre à une formation du niveau B.T.S.A. quatre à cinq années d'expérience de la vente et de l'animation en milieu agricole et de solides qualités d'homme de terrain.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 701101 à C. FORTIN, La Sirey, 57000 Sirey, Moselle.

Publicis Conseil

chef de publicité

- formation universitaire (Sc. Eco, Sc. Po...) ou grandes écoles de commerce
 - 3 ans d'expérience effective en agence de publicité
 - gestion de produits de grande consommation
 - responsable de budget et assurant la présence de l'annonceur au sein de l'agence
 - personnalité affirmée, dynamique, créative.
- Ce poste conviendrait particulièrement à une publicitaire.
- Il est évolutif et à pourvoir très rapidement.

responsable production graphique

- de grands talents et expérience, acquis nécessairement en agence de publicité et imprimerie, photographie, édition ou activités semblables auprès des supports
- capable de traduire les conceptions et travaux les plus créatifs par une réalisation technique de qualité comparable
- personnalité aimant le travail d'équipe et apte à en animer l'esprit notamment entre producteurs et créateurs.

Pour ces deux fonctions, adresser C.V. et photo à J. Moulin, Publicis Conseil, 35, rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Il sera répondu à toute candidature qui reste confidentielle.

MEDECINS

L'ENTREPRISE : un Groupe Français de premier plan recherche 2 Médecins pour leur offrir le Développement à l'échelle mondiale de deux gammes de produits, l'une dans le domaine de la Rhumatologie, l'autre dans un domaine comportant notamment l'Arthrodontologie.

LES CANDIDATS : Médecins ayant de solides connaissances en Rhumatologie ou en Arthrodontologie, l'expérience des études cliniques dans l'Industrie Pharmaceutique est indispensable, de même que l'anglais parlé.

LES POSTES : étudier, proposer, développer et commander au niveau mondial sur le plan médical, scientifique, une politique de développement dans le cadre de la gamme qui leur sera confiée.

Lieu de travail : Paris.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous réf. 326/M au Docteur R. de CHEVREUIL qui étudiera confidentiellement chaque candidature.

seior
72, rue Anatole-France
92300 Levallois-Perret

ORDINA

S.S.C.I. de dimension européenne
recherche
ANALYSTES ORGANIQUES
4 ans d'expérience dans la réalisation d'applications
IBM 370 DOS-OS CICS
CII HB 64/66 IDS
PROGRAMMEURS
en expérience COBOL ASSEMBLEUR PLI
Envoyer C.V., photo et réf. sous réf. 80 à
ORDIS CONSEIL EN RECRUTEMENT
15, rue Aubert, 75009 PARIS

etap

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE - LYON
3.000 PERSONNES - RECHERCHE

POUR L'INTÉGRER À L'ÉQUIPE DE DIRECTION GÉNÉRALE

CADRE SUPÉRIEUR GESTION ET ADMINISTRATION

Il animera et coordonnera une équipe d'entraîneurs et collaborateurs (environ 100 personnes) répartie en quatre secteurs :

- PEDESTRIENNE
- GESTION (informatique, organisation, contrôle de gestion).
- JURIDIQUE
- APPROVISIONNEMENTS.

POSTE DE PREMIER PLAN
pour candidat, formation supérieure, ayant assuré des responsabilités de gestionnaires à un niveau de Direction, soit comme opérationnel (directeur d'établissement, D.G.A.), soit comme fonctionnaire avec impérativement l'expérience des fonctions de « personnel » et de « gestion » et l'habitude d'animer des effectifs importants.

ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION
150.000 F

Écrire sous référence FM 342 CM.

ALLIA DOULTON
EQUIPEMENTS SANITAIRES POUR LA MAISON (GROUPE LAFARGE) PARIS - CREE POSTE ÉVOLUTIF DE

RESPONSABLE MARKETING FRANCE

CHARGE DES METHODES DE PROMOTION DES VENTES (H.E.C., E.S.E.C., E.S.C.P. ...)

Ce cadre sera responsable dans un premier temps de l'étude, réalisation et contrôle des actions de promotion au niveau du réseau.

La réussite dans cette fonction implique une expérience d'au moins 5 ans dans les problèmes de promotion, assistance réseau, mise en place d'actions commerciales dans sociétés utilisant des réseaux commerciaux complexes (revendeurs, négociants spécialisés, concessionnaires...).

LE CANDIDAT DEVRA PRÉSENTER LES QUALITÉS NÉCESSAIRES POUR FAIRE ÉVOLUER SON POSTE VERS LA RESPONSABILITÉ COMPLÈTE DE LA FONCTION MARKETING.

Compétences anglaises ou allemandes indispensables.

Écrire sous référence HP 345 AM.

IMPORTANTE FILIALE DU GROUPE G.D.F. CHIMIE
recherche pour
USINE (750 PERSONNES) VILLE REGION EST

INGÉNIEUR D'ENTRETIEN CHEF DE SECTEUR

RESPONSABLE MOYENS CENTRAUX ÉLECTRICITÉ, FLUIDES, RÉGULATION, ATELIERS CENTRAUX, MANUTENTION

Capable organiser et gérer avec autorité et compétence un secteur 130 personnes entretien et entretien préventif. Ce poste peut évoluer.

INGÉNIEUR DIPLOMÉ A.M., E.S.E., I.E.G. OU ÉCOLE ÉQUIVALENTE

32 ans min., ayant solide expérience entretien acquis en chimie, pétrochimie ou domaine proche, disposant de solides connaissances en électricité et qualités humaines de chef.

Situation intéressante et d'avenir dans firme et groupe en développement.

Écrire sous référence JR 346 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE - FILIALE GROUPE SUISSE - LEADER MONDIAL DANS SA BRANCHE (BIENS D'ÉQUIPEMENTS DESTINÉS À SECTEURS TRÈS VARIÉS)
offre dans le cadre de son expansion continue, poste de

CADRE NÉGOCIATIONS TECHNIQUES ET COMMERCIALES

Il s'agit de négocier avec UNE CLIENTÈLE INDUSTRIELLE.

Ce poste requiert une formation technique de base (B.T.S. ou équivalent) - bonnes connaissances en électricité, 2 à 3 ans d'expérience technico-commerciale, des qualités de vendeur et d'esprit d'équipe.

La responsabilité commerciale s'étendra sur les départements : 28 - 45 - 41 - 18 - 36 - 37.

Lieu de résidence au choix : CHATEAUBOUT, BLOIS ou ORLÈANS.

Écrire sous référence GO 344 AM.

etap 4 rue Massenet 75016 PARIS

discretion absolue

DU PONT

offre une opportunité de carrière à un

analyste programmeur

Sous la responsabilité du Chef du Service Informatique, sa mission sera de :

- maintenir les systèmes existants utilisés dans le cadre français et européen
- analyser et concevoir des systèmes informatiques, commerciaux et industriels, et assurer leur fonctionnement
- informer les utilisateurs.

Le candidat que nous souhaitons rencontrer, aura 25 minimum, une formation "Ingénieur" ou maîtrise Informatique complétée par un 3^e cycle, une expérience d'environ 4 ans de l'informatique de gestion et une bonne connaissance du Cobol. Il maîtrisera parfaitement la langue Anglaise.

Lieu de travail : Proximité Gare St-Lazare.

Adresser votre C.V. sous référence 403 à Du Pont de Nemours (France) S.A. Service du Personnel, 9, rue de Vienne, 75008 Paris

le carcan

• Le conditionnement (fantastique)
• Les systèmes (rigides)
• Les doctrines (étroites)
• Les méthodologies (contraignantes)

Qui peut prétendre à la liberté intérieure ?

La Vente est entrée dans l'équation des théoriciens, des technocrates et des esprits forts. Il est patent qu'un nombre considérable d'ouvrages sur la Vente ont été écrits par des auteurs qui avaient échoué dans la vente opérationnelle.

Nous proposons LA VENTE qui s'invente

parce que notre segment de clientèle est pratiquement constitué de cas particuliers additionnés, aux plans des motivations et des besoins.

parce que nos produits sont adaptables à toutes les modifications de situations individuelles : matérielles, sociales ou psychologiques.

parce que nous voulons expressément privilégier l'imagination et la recherche à tous les niveaux opérationnels de notre équipe.

parce que nous avons déjà tout le reste : le volume - la puissance - les dimensions - la réputation.

parce que nous connaissons bien les causes et les effets du conditionnement, des systèmes, des doctrines et des méthodologies.

La Vente créative vous attend si votre définition de l'intelligence rejoint la nôtre : ... une forme élaborée de l'imagination.

Une bonne formation générale et 21 ans révolus sont nécessaires et suffisants.

Envoyer lettre manuscrite à PUBLI-BANS réf. AG 256 13, rue Marivaux, 75002 PARIS, qui transmettra (Merci de bien vouloir préciser la référence)

Vous êtes diplômé d'études supérieures en Droit du Travail (ou de formation similaire avec un niveau correspondant) et animé de la volonté de faire carrière dans la FONCTION PERSONNEL

Si tel est le cas, un POSTE

d'ASSISTANT du CHEF du PERSONNEL

VOUS EST PROPOSÉ

dans une Société importante de mécanique automobile (2.200 personnes) située à POISSY (Yvelines), filiale d'un groupe international de plus de 120.000 personnes, stable dans son organisation et ses résultats.

A l'origine, le titulaire sera chargé d'études générales sur la gestion prévisionnelle. Une formation appropriée sera donnée au fur et à mesure du déroulement de carrière.

Le poste très évolutif comprendra très rapidement des responsabilités sociales directes.

Cette société ne recherche que des collaborateurs passionnés par une fonction dans laquelle ils veulent réussir.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous n° 95.273 à CONTESSE Publiété, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui transmettra.

LE DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES d'un très important Groupement Professionnel (14.000 personnes), recherche le

CHEF DE SON SERVICE

RÉMUNÉRATIONS, RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

Afin de lui confier la responsabilité de l'ensemble des études qui devront permettre l'harmonisation et la simplification des règles et systèmes de rémunération et de classification dans la Groupe.

Par ailleurs, il devra être le concepteur et le gardien de procédures propres à l'application de la réglementation du travail, procédures qui seront proposées et contrôlées par lui-même.

Ce poste nécessite une formation supérieure (DROIT, SCIENCES-ECO ou équivalent), une pratique d'au moins 8 ans des problèmes de rémunération, de classification et d'évaluation des fonctions, ainsi que l'habitude au travail en équipe au sein d'une structure fonctionnelle.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 322 M à :

Cabinet Jean-Claude MAURICE, Conseil en Gestion du Personnel, 42, rue Legendre, 75017 PARIS.

SOCIÉTÉ DE FONDATIONS SPÉCIALES recherche

UN INGÉNIEUR A.M. T.P. option chantier ou équivalent

Débiteur ou ayant quelques années d'expérience, 28 ans minimum, intéressé par chantiers de fondations spéciales, ayant aptitudes matérielles et mécaniques, aimant la vie de chantier en vue formation pour poste DIRECTEUR DES TRAVAUX.

Porte à pourvoir de suite - Rémunération intéressante.

Ad. C.V. sous réf. 7337, à Pierre LÉCHEAU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS Cedex, 03 qui tr.

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

tubest

Filiale de la Compagnie Générale des Voitures
CA : 68 millions de Francs
Fabricant de tuyaux métalliques flexibles
de haute technicité pour l'industrie et le
bâtiment

Création dans le cadre de son développement,
un poste de

Chef des Services de Vente

30 ans minimum

Sous l'autorité du Directeur Commercial et
en collaboration avec le Chef du Service
Marketing, il participera à l'élaboration de
la politique commerciale et l'appuiera en
conduisant et en contrôlant l'action des unités
de vente en France et à l'étranger.

Ce poste d'animation, d'organisation et d'ac-
tion conduira à un cadre de formation
supérieure, ayant acquis par expérience une
bonne connaissance de la commercialisa-
tion des produits industriels, et souhaitant
faire une carrière opérationnelle dans le
vente.

Les dossiers de candidatures
— sous réf. M. 1275 à préciser sur l'enveloppe —
seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

électro- mécaniciens

VOTRE FORMATION :

BTS ou BUT électromécanique.

VOTRE EXPERIENCE :

1 à 2 ans dans un service technique et technico-
commercial.

VOTRE GOUT :

pour les contacts à haut niveau

font de vous l'un des

technico-commerciaux

recherchés par le Service Commercial de l'une de nos
Divisions (proximité aéroport de Paris).

VOTRE MISSION :

En relation avec les bureaux de terrain, répondre aux
appels d'offres, établir, et suivre les devis jusqu'à
l'aboutissement de la commande.

VOTRE AVENIR :

Nous vous proposons d'en parler au cours d'un entre-
tien en vue d'un éventuel recrutement C.V. sous
réf. 4575 à I.C.A. lui transmettre.

ICA International Classified Advertising
15, rue d'Hauteville, PARIS-10

Un conseiller de gestion P.M.E.

Société française figurent parmi les 500 premières
entreprises françaises, membres d'un groupe industriel
multinationnel, recherche dans le cadre de son activité
commercialisation PRODUITS DE CONSUMATION
DURABLES, un conseiller de gestion P.M.E., qui aura
pour mission d'assister et de conseiller aux plans de
leur organisation et de leur gestion les moyennes
entreprises constituant son réseau de distributeurs.
Agé de 30 ans minimum, le candidat retenu sera
diplômé d'études supérieures et aura acquis une
solide expérience dans la gestion des P.M.E., si pos-
sible au sein d'une Société Conseil. Très disponible,
déplacements fréquents dans toute la France, il aura
une grande habitude des contacts commerciaux. Les
candidats intéressés sont invités à adresser leur C.V.
avec photo et prétentions à n° 94024 CONTESSÉ
Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris
Codex 01, qui transmettra. Il sera répondu à toutes
les candidatures. Discretion assurée.

SOCIETE D'ETAT

recherche pour son départ, FORMATION en vue :

— affectation à l'étranger dans une équipe multi-
disciplinaire d'enseignement ;

— affectation au Siège avec missions fréquentes
à l'étranger.

FORMATEURS PSYCHO-PEDAGOGUES

Capables :

- de prendre en charge l'enseignement actif de
pédagogie à des futurs enseignants ;
- de conseiller les enseignants de disciplines
techniques ;
- de participer à la régulation d'institutions de
formation ;
- d'assurer le suivi d'opérations de formation ;
- de participer à l'élaboration de projets pédago-
giques.

Adresser C.V. et lettre manuscrite avec
précision, sous réf. 6.309 à P. LICHAU S.A., 10, rue
de Louvois, 75003 Paris Codex, qui transmettra.

Pour diriger le service chargé de l'édition et
de la P.S. d'un support périodique à fort tirage
contrôlé, Sté basée Paris recherche :
PERSONNE de plus de 30 ans, cadre ayant expé-
rience de la vente et de son animation ainsi que des
problèmes de gestion, des milieux publicitaires et
de la connaissance des milieux professionnels, il devra
appliquer un programme de développement
permettant de faire évoluer rapidement sa
rémunération vers un niveau élevé.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à :
Centre de Psychologie et d'Efficacité, n° 1.151,
17, rue des Acacias, 75017 PARIS

offres d'emploi

ingénieurs d'application.

Notre entreprise est de taille à vous
assurer une brillante carrière et vous
permettre d'affirmer votre personnalité.

Nous sommes difficiles parce que nous
réussissons.

Nous voulons engager 5 candidats
de grande qualité. Ces jeunes cadres
seront déchargés des O.M., débutants
ou possédant 2 à 3 années d'expérience
professionnelle.

Ils doivent avoir une très solide formation
d'ingénieur. Ils deviendront négociateurs
à haut niveau dans un domaine à
technologie avancée et en plein essor.

Ces ingénieurs auront l'initiative des
contacts commerciaux ainsi qu'une
activité dynamique et créatrice.

Formation : 9 mois

Les dossiers de candidature seront
examinés avec rapidité. Ils comporteront
une lettre manuscrite avec C.V. détaillé,
une photo récente et, si possible, un
numéro de téléphone avec heures d'appel.

Ils seront envoyés sous référence M à
Jeanine GARCIA, Havas Contact,
156, bd Haussmann 75008 Paris.

PSYCHOLOGUE D'ENTREPRISE

Secteur tertiaire - PARIS 16e

Qui êtes-vous ?

Vous avez bien assimilé une formation de
psychologue, ce qui vous a permis de faire
la part des choses.

Vous n'êtes pas un débutant : en 2 ou 3 ans
d'expérience vous avez acquis l'entraînement
nécessaire pour savoir utiliser l'entretien et
porter des diagnostics suffisamment fins et
corrects sur les gens que vous êtes appelé à
recevoir.

Mais pour vous c'est un moyen et non une fin
en soi, et vous avez assez de dynamisme et
de ténacité pour trouver un intérêt à vous
intégrer à une équipe qui a pris en charge

— au sein d'un groupe important — non
seulement les problèmes de recrutement,
mais l'orientation et les mutations inter-
sociétés du personnel en place.

Si, sachant que dans ce domaine rien n'est
institutionnalisé, que c'est une action de tous
les jours qu'il faut mener, et qu'il y a beau-
coup de travail, vous êtes intéressé, adressez un C.V. détaillé (y compris votre
niveau de rémunération) sous réf. 8835 à

Q7 organisation et publicité
2 rue Marengo 75001 PARIS/QUINTREMITRA

offres d'emploi



FLOPETROL, très importante Société internatio-
nale de Services pétroliers, recherche, en vue de
faire face à son expansion, un

INGENIEUR INSTRUMENTATION ET PROCESS

LE POSTE
A l'intérieur du département « Recherche et
développement » il aura la responsabilité de la
conception des installations de production tempo-
raires en mer, ainsi que la supervision de l'équipe
de réalisation du montage des équipements.

LE CANDIDAT
Diplômé d'une grande Ecole d'ingénieur (ou
niveau équivalent), il aura acquis 5 ans minimum
d'expérience en instrumentation et process, sur
des chantiers de production pétrolière. Une expé-
rience en B.E. serait souhaitable. La pratique
courante de l'anglais est indispensable.

Le poste est basé à MELUN. Il implique de fré-
quents déplacements à l'étranger. La rémuné-
ration de départ dépendra du niveau d'expérience
acquise.

Envoyer C.V. à Service FLOPETROL
Service de recrutement
B. P. 592 — 77005 MELUN Cedex

WILD + LEITZ FRANCE

recherche pour sa division MICROSCOPIE :

1 Agent commercial débutant

formation type BT de biologie ou équivalent
pour prospecter dans PARIS, Région parisienne
et Nord de la France.

1 Agent commercial

formation type IUT ou BTS de biologie ou éven-
tuellement de métallurgie pour prospecter
pendant 1 an à LYON puis prendre la responsabi-
lité, en qualité d'ingénieur de vente, d'un secteur
basé à MARSEILLE.

Envoyer curriculum vitae et photo à :
WILD + LEITZ FRANCE
service du personnel - 86 av. du 18 Juin 1940
92506 - RUEIL MALMAISON



Laboratoire près gare Asnières

ELECTRONIQUE

Analyste de gaz - sonométrie

INGENIEUR DE MAINTENANCE

Diplômé (ISEP, BREST, ESIRE, ENREA...) ou
niveau équivalent-Pratique min 2 ans.

Adresser C.V. et photo à M.K.E.
41, Quai de Dr Davaux 92600 ASNIERES

offres d'emploi

SOCIETE INSTRUMENTS OPTIQUE
ET APPAREILS COMMANDES HYDRAU-
LIQUES TECHNIQUE AVANCEE -
1.500 personnes dont 120 ingénieurs,
leader en France dans sa branche
présente sur marché mondial,
recherche pour

PARIS

INGENIEUR AUTOMATISMES

(Grande Ecole - ESE - ENSAE - ENSI
TOULOUSE, etc...)

Poste à la Direction Technique, pour concevoir
et animer en collaboration avec le client, la
réalisation de systèmes intégrant et sous-
ensembles électroniques, mécaniques et opti-
ques développés au sein de la société dans
d'autres services ou par d'autres sociétés. Par-
ticiper aux essais et à la mise au point des
systèmes.

Le candidat doit avoir 2 ou 3 ans d'expérience
dans un domaine analogue, après une formation
en automatique, informatique et électronique.
Le poste met en jeu à la fois des qualités
d'imagination et de raisonnement théoriques
dans la phase de conception, du dynamisme et
des contacts humains dans la phase de réali-
sation qui exige de nombreuses relations à
l'intérieur et à l'extérieur de la société.

Adresser C.V. à M. SEREY - SOPELEM -
102, rue Chaplat 92306 LEVALLOIS-PERRET.
Candidature ne répondant pas aux conditions
s'abstenir.



vous propose de venir vous intégrer à
l'équipe responsable de

développement des ressources humaines

dont les missions recouvrent particulièrement
la gestion dynamique du potentiel
humain, la formation et les communi-
cations.

Les définitions de fonction, le recrutement
et des études sur la politique de relations
humaines constitueront vos premières
activités.

En fonction de vos aptitudes et des compé-
tences que nous vous aiderons à développer,
vous serez appelé à approcher progressi-
vement tous les aspects de la fonction
Personnel.

Vous pouvez être débutant mais nous vous
demandons une très solide formation
supérieure (Ecole de gestion, Université,
etc...) comprenant des stages en gestion
de personnel et une première pratique
de l'entretien individuel.

Si vous êtes intéressé, adressez votre can-
didature à Mlle FAYRE Département
des ressources humaines, Tour Roussel
Nobel Cedex 3 - 92080 Paris La Défense.

EDITEUR IMPRIMEUR-CONSEIL

Paris.

recrute un cadre commercial

Mission

en coopération permanente avec directions
commerciales, artistiques et technique

• Maintenir et développer clientèle de 1er ordre

• Créer clientèle nouvelle, tous secteurs activités

• Assurer relations avec décideurs hauts niveaux
et leurs différents collaborateurs.

Profil

• qualités humaines et de caractère

• sens et direction pour la vente

• donneront la préférence à :

• connaissances techniques impression,
édition, publicité

• expérience similaire

• culture générale

Rémunération

• fixe, intéressement par pourcentage
et frais

Adresser C.V. et photo avec lettre manuscrite
à n° 84124 CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av.
Opéra 75004 PARIS CODEX 01, qui transmettra.
Il sera répondu à toute candidature.



Leader européen du deux roues

construit le développement de son informa-
tique autour d'un HB 6000 gérant une base
de données IDS et un réseau de télé-
traitement. Le responsable de ce dévelop-
pement offre à un

analyste organique

désireux d'acquies une réelle dimension
technique de venir renforcer l'unité réalisant
nos applications.

C'est au minimum un bachelier ayant acquis
en 5 ans une solide expérience des techniques
(COBOL, moniteur TP et/ou SGBD) sur un
matériel de grosse puissance, HB 6000 ou
autre.

Ecrire à J. THILLY ss ref. 3152 LM
Carrières de l'informatique.



10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

Adresser C.V. et photo à M. le Directeur-Maire, 3, rue
de la Résistance, 95003 Sarcelles - CEDEX
ou tél. : 030-64-56 (p. 330 ou 437).

MAIRIE DE SARGELLES

recherche d'urgence

PROGRAMMEUR - INFORMATIQUE DE GESTION COBOL

Connaitre : G.A.P. 3 ou 4 ans, D.T. Informatique, expé-
rience sur I.B.M. 370/115.

Salaire forfaitaire brut de déb. : 2.200 F.

Possibilité carrière communale.

Avant socs, congés : 1 mois l'été, 1 sem. l'hiver,
3 jrs supplément. 40 heures par semaine.

Envoyer C.V. et photo à M. le Député-Maire, 3, rue
de la Résistance, 95003 Sarcelles - CEDEX
ou tél. : 030-64-56 (p. 330 ou 437).

offres d'emploi

IMPORTANT HOLDING FRANÇAISE, leader
DE LA CHIMIE DE TERNIS

Chiffre d'affaires : 1 milliard de Francs

recherche pour

CHEF DE LA COMPTABILITE GE

Directement rattaché au Directeur Financier,
responsable de l'ensemble des opérations de
la comptabilité générale, tenue des comptes
son bilan. Il est également en charge de la
comptabilité des immobilisations.

Le candidat idéal doit avoir un niveau
comptable et une expérience confirmée de
la comptabilité générale et de la fiscalité
suffisamment complètes. Sa qualification
professionnelle doit pouvoir justifier la
totalité de la direction générale du groupe.

Résidence PARIS.

Envoyer C.V., manuscrit et photo à Cochin
20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX
transmettra sous référence 94235.

Un groupe multinationnel de grande renommée internationale
la distribution exclusive de prêt-à-porter féminin compo-
sée de la haute couture, a décidé de réaliser une expansion
maillages coordonnés griffés et d'en assurer la diffusion en pro-
priété sous l'autorité du Directeur de la Société exploitante
concevoir, diriger et animer le réseau de distribution et
ventes dans le cadre des objectifs fixés. Basé à Paris, ce
poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de nombreux déplacements.

Le poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de quelques années acquises dans le domaine de pro-
duction et de la distribution d'un réseau de points de
de distribution et de l'animation effective d'un réseau
de ventes supérieures et collégiales françaises et étrangères.

La rémunération annuelle envisagée comprendra un salaire
fixe et de l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à
M. F. ROUSSEAU - SARCELLES 95003
SARCELLES, qui s'occupera de répondre
à toute demande.

Un groupe multinationnel de grande renommée internationale
la distribution exclusive de prêt-à-porter féminin compo-
sée de la haute couture, a décidé de réaliser une expansion
maillages coordonnés griffés et d'en assurer la diffusion en pro-
priété sous l'autorité du Directeur de la Société exploitante
concevoir, diriger et animer le réseau de distribution et
ventes dans le cadre des objectifs fixés. Basé à Paris, ce
poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de nombreux déplacements.

Le poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de quelques années acquises dans le domaine de pro-
duction et de la distribution d'un réseau de points de
de distribution et de l'animation effective d'un réseau
de ventes supérieures et collégiales françaises et étrangères.

La rémunération annuelle envisagée comprendra un salaire
fixe et de l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à
M. F. ROUSSEAU - SARCELLES 95003
SARCELLES, qui s'occupera de répondre
à toute demande.

Un groupe multinationnel de grande renommée internationale
la distribution exclusive de prêt-à-porter féminin compo-
sée de la haute couture, a décidé de réaliser une expansion
maillages coordonnés griffés et d'en assurer la diffusion en pro-
priété sous l'autorité du Directeur de la Société exploitante
concevoir, diriger et animer le réseau de distribution et
ventes dans le cadre des objectifs fixés. Basé à Paris, ce
poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de nombreux déplacements.

Le poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de quelques années acquises dans le domaine de pro-
duction et de la distribution d'un réseau de points de
de distribution et de l'animation effective d'un réseau
de ventes supérieures et collégiales françaises et étrangères.

La rémunération annuelle envisagée comprendra un salaire
fixe et de l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à
M. F. ROUSSEAU - SARCELLES 95003
SARCELLES, qui s'occupera de répondre
à toute demande.

Un groupe multinationnel de grande renommée internationale
la distribution exclusive de prêt-à-porter féminin compo-
sée de la haute couture, a décidé de réaliser une expansion
maillages coordonnés griffés et d'en assurer la diffusion en pro-
priété sous l'autorité du Directeur de la Société exploitante
concevoir, diriger et animer le réseau de distribution et
ventes dans le cadre des objectifs fixés. Basé à Paris, ce
poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de nombreux déplacements.

Le poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de quelques années acquises dans le domaine de pro-
duction et de la distribution d'un réseau de points de
de distribution et de l'animation effective d'un réseau
de ventes supérieures et collégiales françaises et étrangères.

La rémunération annuelle envisagée comprendra un salaire
fixe et de l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à
M. F. ROUSSEAU - SARCELLES 95003
SARCELLES, qui s'occupera de répondre
à toute demande.

Un groupe multinationnel de grande renommée internationale
la distribution exclusive de prêt-à-porter féminin compo-
sée de la haute couture, a décidé de réaliser une expansion
maillages coordonnés griffés et d'en assurer la diffusion en pro-
priété sous l'autorité du Directeur de la Société exploitante
concevoir, diriger et animer le réseau de distribution et
ventes dans le cadre des objectifs fixés. Basé à Paris, ce
poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de nombreux déplacements.

Le poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de quelques années acquises dans le domaine de pro-
duction et de la distribution d'un réseau de points de
de distribution et de l'animation effective d'un réseau
de ventes supérieures et collégiales françaises et étrangères.

La rémunération annuelle envisagée comprendra un salaire
fixe et de l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à
M. F. ROUSSEAU - SARCELLES 95003
SARCELLES, qui s'occupera de répondre
à toute demande.

Un groupe multinationnel de grande renommée internationale
la distribution exclusive de prêt-à-porter féminin compo-
sée de la haute couture, a décidé de réaliser une expansion
maillages coordonnés griffés et d'en assurer la diffusion en pro-
priété sous l'autorité du Directeur de la Société exploitante
concevoir, diriger et animer le réseau de distribution et
ventes dans le cadre des objectifs fixés. Basé à Paris, ce
poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de nombreux déplacements.

Le poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de quelques années acquises dans le domaine de pro-
duction et de la distribution d'un réseau de points de
de distribution et de l'animation effective d'un réseau
de ventes supérieures et collégiales françaises et étrangères.

La rémunération annuelle envisagée comprendra un salaire
fixe et de l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à
M. F. ROUSSEAU - SARCELLES 95003
SARCELLES, qui s'occupera de répondre
à toute demande.

Un groupe multinationnel de grande renommée internationale
la distribution exclusive de prêt-à-porter féminin compo-
sée de la haute couture, a décidé de réaliser une expansion
maillages coordonnés griffés et d'en assurer la diffusion en pro-
priété sous l'autorité du Directeur de la Société exploitante
concevoir, diriger et animer le réseau de distribution et
ventes dans le cadre des objectifs fixés. Basé à Paris, ce
poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de nombreux déplacements.

Le poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de quelques années acquises dans le domaine de pro-
duction et de la distribution d'un réseau de points de
de distribution et de l'animation effective d'un réseau
de ventes supérieures et collégiales françaises et étrangères.

La rémunération annuelle envisagée comprendra un salaire
fixe et de l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à
M. F. ROUSSEAU - SARCELLES 95003
SARCELLES, qui s'occupera de répondre
à toute demande.

Un groupe multinationnel de grande renommée internationale
la distribution exclusive de prêt-à-porter féminin compo-
sée de la haute couture, a décidé de réaliser une expansion
maillages coordonnés griffés et d'en assurer la diffusion en pro-
priété sous l'autorité du Directeur de la Société exploitante
concevoir, diriger et animer le réseau de distribution et
ventes dans le cadre des objectifs fixés. Basé à Paris, ce
poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de nombreux déplacements.

Le poste sera confié de préférence à un candidat possédant
de quelques années acquises dans le domaine de pro-
duction et de la distribution d'un réseau de points de
de distribution et de l'animation effective d'un réseau
de ventes supérieures et collégiales françaises et étrangères.

La rémunération annuelle envisagée comprendra un salaire
fixe et de l'expérience du candidat.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ INSTRUMENTS OPTIQUES
APPAREILS COMMANDES HYDRAULIQUES
TECHNIQUE AVANCÉE
1.500 personnes dont 120 ingénieurs
leader en France dans sa branche
présente sur marché mondial
recherche pour

PARIS

**INGENIEUR
AUTOMATISMES**

(Grande Ecole - ESE - ENSAE - ENI
TOULOUSE, etc.)
Pour la Direction Technique pour concevoir
et réaliser des automatismes de commande
des machines à vapeur, moteurs, pompes, etc.
Les candidats doivent avoir une formation
supérieure en automatique et en électronique.
Le poste est à pourvoir à la fin de l'année
dans la phase de conception et de réalisation.
Les candidats doivent avoir une expérience
professionnelle de 3 à 5 ans.
Envoyer C.V. et photo à : M. SERVEY - SOPEL
20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui
transmettra sous référence 94.835.

HOESCHT FRANCE

des relations humaines
développement des
ressources humaines
Nous sommes une entreprise leader dans
la chimie et la pétrochimie.
Nous recherchons des personnes motivées
et dynamiques pour travailler dans
nos bureaux de Paris.
Les candidats doivent avoir une formation
supérieure en chimie ou en pétrochimie.
Le poste est à pourvoir à la fin de l'année.
Les candidats doivent avoir une expérience
professionnelle de 3 à 5 ans.
Envoyer C.V. et photo à : M. SERVEY - SOPEL
20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui
transmettra sous référence 94.835.

**recrute
un cadre commercial**

Le poste est à pourvoir à la fin de l'année.
Les candidats doivent avoir une formation
supérieure en commerce ou en administration.
Le poste est à pourvoir à la fin de l'année.
Les candidats doivent avoir une expérience
professionnelle de 3 à 5 ans.
Envoyer C.V. et photo à : M. SERVEY - SOPEL
20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui
transmettra sous référence 94.835.

MOTOBECANE

analyste organique
Le poste est à pourvoir à la fin de l'année.
Les candidats doivent avoir une formation
supérieure en chimie ou en pétrochimie.
Le poste est à pourvoir à la fin de l'année.
Les candidats doivent avoir une expérience
professionnelle de 3 à 5 ans.
Envoyer C.V. et photo à : M. SERVEY - SOPEL
20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui
transmettra sous référence 94.835.

MARIE DE SARCELLES

Le poste est à pourvoir à la fin de l'année.
Les candidats doivent avoir une formation
supérieure en commerce ou en administration.
Le poste est à pourvoir à la fin de l'année.
Les candidats doivent avoir une expérience
professionnelle de 3 à 5 ans.
Envoyer C.V. et photo à : M. SERVEY - SOPEL
20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui
transmettra sous référence 94.835.

OFFRES D'EMPLOI
"Placards encadrés" 2 col. et +
(la ligne colonne)
DEMANDES D'EMPLOI
CAPITAUX OU
PROPOSITIONS COMMERC.

La ligne
40,00
9,00
70,00

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER
"Placards encadrés"
Double insertion
"Placards encadrés"
L'AGENDA DU MONDE

La ligne
25,00
34,00
40,00
25,00

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**IMPORTANT HOLDING FRANCAIS DANS LE DOMAINE
DE LA CHIMIE DE TRANSFORMATION**
Chiffre d'affaires : 1 milliard de francs
recherche un
**CHEF DE LA
COMPTABILITE GENERALE**

Directement rattaché au Directeur Financier, ce responsable doit lui-même, avec une équipe légère, assurer la comptabilité générale consolidée du groupe, préparer son bilan. Il est également en charge de la fiscalité.
Le candidat idéal doit avoir un niveau d'expertise comptable et une expérience confirmée de la comptabilité générale et de la fiscalité dans un holding suffisamment complexe. Sa qualification et sa rigueur professionnelle doivent pouvoir justifier la confiance totale de la direction générale du groupe.
Résidence PARIS.
Envoyer C.V. manuscrit et photo à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra sous référence 94.835.

Directeur des Ventes Europe

160/180.000F

Un groupe multinational de grande notoriété spécialisé dans la fabrication et la distribution exclusive de prêt-à-porter féminin conçu par les plus grands noms de la haute couture, a décidé de réaliser une nouvelle gamme d'articles : robes, manteaux, accessoires et d'en assurer la diffusion au plan européen.
Il recherche le Directeur des Ventes du nouveau département créé à cet effet. Placé sous l'autorité du Directeur de la Société exploitant la griffe, il aura à concevoir, diriger et animer le réseau de distribution et à développer les ventes dans le cadre des objectifs fixés. Basé à Paris, sa fonction l'amènera à de nombreux déplacements.
Ce poste sera confié de préférence à un candidat justifiant déjà d'une expérience de quelques années acquise dans le domaine du prêt-à-porter féminin, de la distribution et de l'animation effective d'un réseau de ventes, diplômé des études supérieures et bilingue français-anglais.
La rémunération annuelle envisagée tiendra compte essentiellement de la valeur et de l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite et CV détaillé à référence 8034/M à F. ROUSSEAU - CEGOS 33 quai Gallieni 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

SERI RENAULT Engineering
recherche la
RESPONSABLE
DU DEVELOPPEMENT COMMERCIAL
DE SA DIVISION BATIMENTS ET
INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

- De formation supérieure (Travaux Publics, Ecole Supérieure de Commerce...), le candidat aura une expérience de plusieurs années dans la branche.
- Il aura pour tâche de déterminer les segments de marchés favorables, d'organiser la prospection, d'établir un dialogue à haut niveau avec les clients potentiels et de préparer et faire aboutir les propositions qui leur seront faites.
- Cette activité demande dynamisme, tenacité, sang froid et sera pour celui qui y réussira extrêmement stimulante au plan du salaire.
- Pour ce poste à pourvoir immédiatement une discrétion absolue est assurée.
- Il sera répondu à tous les dossiers de candidature adressés au :

SERI RENAULT Engineering
Service du personnel de la
SERI - B.P. 19
2, avenue du Vall d'Esne
76390 Bois d'Arzy

Dans le cadre de notre expansion en Région
Parisienne, nous recrutons des
**EXPLOITANTS
CONFIRMÉS**

Niveau Sous-Directeurs, Fondés de Pouvoirs.

Ils sont responsables de leur clientèle (particuliers et entreprises) pour tous les produits bancaires tant au niveau de la gestion que de la prospection et sont partie prenante aux décisions du Comité.

Les candidats à ces postes ont une formation supérieure et une expérience bancaire réussie d'au moins 3 ans.

Chez nous, la promotion se fait aux résultats.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à :

**BANQUE
HERVET** Direction
du Personnel,
127, av. Charles de Gaulle, B.P. 154, 92201 Neuilly-sur-Seine.



spécialistes dans l'élaboration des circuits
imprimés (implantation et dossier de fabrication à partir de schémas électroniques)
SOUS-INGENIEUR ou INGENIEUR
pour travaux d'études dans le domaine
de la technologie du circuit imprimé et du câblage (élaboration de spécification, liaison avec filiales européennes, connaissance de la construction électronique...)
Connaissance de l'anglais indispensable.
Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence
No 02 à COMPAGNIE GENERALE DE
CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES -
Service du Personnel 251, rue de Valenciennes
75740 PARIS CEDEX 11.

**attaché
au chef du département
comp. ble**
de notre siège social basé à PARIS

Outre des missions particulières, ce poste comporte notamment :

- la suivi de dossiers fiscaux complexes
- l'élaboration et la division des rôles comptables pour tous les établissements
- le contrôle des postes du plan (immobilisations, clients, débiteurs divers...)

La connaissance de l'anglais ou de l'allemand sera appréciée.

Dans le cadre d'une politique de mobilité et de gestion des carrières cadres, de larges possibilités d'évolution sont offertes à tout candidat de valeur.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétention, sous le No 94789 CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra sous référence 94.835.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
REGION TRAPPES
recherche
**1 INGENIEUR
ANALYSTE**

Attiré par les problèmes d'acquisition et de traitement de données en temps réel.
Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation supérieure (Ecole d'ingénieur de préférence) possédant 2 ou 3 années d'expérience de conception ou de réalisation sur mini-ordinateurs.

**1 ANALYSTE
PROGRAMMEUR**

Expérience de 2 à 3 ans dans l'acquisition et le traitement de données en temps réel.
Niveau DUT et pratique de la programmation en langage Assembleur souhaités.

Adresser C.V. et photo et prétentions sous le No 94603, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra sous référence 94.835.

Filiale française d'une multinationale, cherche
directeur du personnel
parlant allemand. 160.000 F +
Formation supérieure, 40 ans minimum.
Ecrire sous réf. 3153 LM à

EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Verneil 75008 PARIS

**TRÈS IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS
D'ÉDITIONS PARISIEN**
recherche
UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
à l'échelon de son département international
(C.A. 1 Milliard de Francs environ)

Placé en appui immédiat du Directeur de Département, il prendra en charge l'ensemble des problèmes de gestion et d'administration en les élargissant aux aspects de négociations, de mise en place, ou de contrôle des filiales, agences ou sociétés coproductrices réparties sur l'échelle mondiale.

Il devra en conséquence disposer de compétences caractéristiques en droit commercial international en plus de la très solide formation financière et comptable souhaitée.

Cette recherche concerne un élément d'une haute valeur personnelle et professionnelle, diplômé de grande école et démontrant un pedigree particulièrement bloquant vis-à-vis des responsabilités proposées et auquel il sera offert une situation de premier plan.

La connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères - anglais et allemand en dominances - est largement souhaitée.

Adresser curriculum vitae sous référence 1160
EMPLOIS ET ENTREPRISES 10, rue Volney 75002 PARIS

Chargé de relations extérieures
PARIS

**LE GROUPE MULTINATIONAL INGÉNIERIE
ET ENTREPRISE GÉNÉRALE - Siège EUROPE**

LA SOCIÉTÉ : Société française affiliée à ce Groupe. Une des premières dans les domaines de ses activités, en expansion grâce à sa technique et à son SAVOIR FAIRE INTERNATIONAL, ayant donc des références solides.

LE POSTE : Chargé d'entretenir les relations avec les divers Ministères qui suivent et qui orientent la politique d'exportation dans le domaine des équipements industriels afin de leur apporter les informations qu'ils souhaitent et de recueillir leurs points de vue pour élaborer une stratégie commerciale adaptée aux exigences économiques de l'industrie française.

Le candidat idéal pourrait être un jeune cadre ayant quelques années d'expérience de ces contacts au sein du département AFFAIRES INTERNATIONALES D'UN ÉTABLISSEMENT FINANCIER OU D'UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE À VOCATION EXPORTATRICE et qui détiendrait également ses chances de faire une bonne carrière en se familiarisant avec les problèmes pratiques qui se posent dans un GROUPE MULTINATIONAL.

Si vous voulez en savoir davantage : AVANT MEME D'ÊTRE CANDIDAT, demandez une documentation sous la référence 3974 M. à François DOZOL - DELTA CONSEIL, 27, rue Dombasle, 75015 PARIS.

Société de transports maritimes très dynamique
(Paris - Madeleine, Saint-Lazare)
recherche
UN RESPONSABLE
pour son SERVICE EXPLOITATION

Pour réussir dans la fonction, il est indispensable qu'il ait navigué qu'il possède de solides connaissances techniques-commerciales de maritimes et qu'il soit parfaitement bilingue anglais.

Les candidatures seront traitées confidentiellement au plus haut niveau. Il sera répondu à toutes.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétention ss réf. M 7708,

LEPA **LEPA-RECRUTEMENT**
94, rue St-Lazare-75009 Paris

SOPRA **CONSEIL ET ASSISTANCE
EN INFORMATIQUE**
recherche des
CHEFS DE PROJETS

- Expérimentés en conduite de projets informatiques.
- Formation supérieure.
- Orientés sur des systèmes de gestion en télétraitement et bases de données.
- Nos principaux besoins se situent dans les secteurs suivants : banque, finance, assurance et gestion hospitalière.

Postes à pourvoir à Paris. réf. 771

INGENIEURS DEBUTANTS

- Formation de type INSA, ISEN, ISEP ou maîtrise informatique.
- Ayant effectué quelques mois de stage en informatique de gestion.
- Connaissant si possible le langage COBOL.

Postes à pourvoir à Paris et Lyon. réf. 772

Tous ces postes exigent une certaine mobilité géographique, des séjours extérieurs au lieu de résidence sont à envisager.

Envoyer C.V. et prétentions à SOPRA - J. ANDREAN
90 rue de Flandre 75019 PARIS

JEUNE INGENIEUR AGRONOME
75.000 F

Participer au développement à l'exportation de notre Direction agro-alimentaire, par votre connaissance des problèmes d'agriculture et d'élevage.

Mener des missions d'études, de réalisation et de mise en exploitation de programmes agro-alimentaires (complexes laitiers, sucreries, abattoirs...).

SERIE propose de vous former à ces responsabilités, si vous êtes enthousiaste, prêt à vous déplacer, sûr de votre anglais et doté par une première expérience professionnelle de 2 ans.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GOULD ALLCO

CHEF DE LA COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

La Société Gould Allco, filiale d'un important groupe américain implantée à Longjumeau (Essonne) fabrique et commercialise des équipements graphiques, recherche un jeune cadre capable d'assumer ce poste qui vient d'être créé. Dépendant directement du Directeur Financier, il sera plus particulièrement chargé du contrôle de la comptabilité analytique et du budget annuel.

Le poste conviendrait à une personne diplômée de l'enseignement supérieur et du niveau B.E.C. ayant déjà une expérience de quelques années dans le service de comptabilité analytique d'une grande société internationale et désirant mettre en œuvre directement cette expérience.

Le candidat retenu devra avoir une excellente connaissance de la langue anglaise écrite et parlée. Une rémunération fonction de l'expérience du candidat ainsi que d'excellentes perspectives de carrière dans le Groupe sont offertes.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae sous référence 61.926 à C. NOUYEN, 3, avenue Montaigne, 75008 Paris, à qui cette recherche a été confiée. Discrétion assurée.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Sous l'autorité du Directeur Général, il prendra en charge l'ensemble de la politique humaine de l'entreprise.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure de 35 ans minimum et ayant une expérience réelle similaire d'environ 7 années avec des effectifs de 500 à 1000 personnes.

ANGLAIS courant indispensable. Déplacements France et Europe. Les candidats sont invités à adresser leur CV, photo et salaire actuel au Cabinet Claude Vité 2, rue Marengo 75001 Paris, qui leur garantira une entière discrétion.

400 PERSONNES PRODUITS DE LUXE

DIRECTEUR D'USINE

(140 personnes)

RÉGION CENTRE

IL DEVRA :

- avoir exercé avec succès des responsabilités de commandement en production ;
- être âgé de 35 ans minimum ;
- posséder une formation de mécanicien (éventuellement acquise par expérience), une formation ou une expérience de chimiste (galvanoplastie) serait un atout supplémentaire.

Ce poste suppose une mise au courant de quelques mois en région parisienne avant prise de fonction. Adresser C.V. détaillé, photo et références sous n° 90.888 B à BLED, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

IRTE

CONSEILS & RÉALISATIONS INFORMATIQUES

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Notus demandons :

- formation commerciale
- sens de la négociation
- expérience réussie dans Sté similaire
- volonté de réussir

Vous offrons :

- une équipe jeune et dynamique
- perspectives d'avenir vers poste Directeur Commercial.
- rémunération intéressante.

Envoyer C.V., photo, prétentions 3, rue de Provence 75009 PARIS

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

INGÉNIEURS DE VENTE

(30 ans minimum)

pour matériel de transmission électromécanique

Salaire intéressant

Formation supérieure d'ingénieur demandée.

Envoyer C.V. et photo au Département du Personnel, 26, rue du Docteur-Bout, 75015 PARIS

DIRECTEUR COMPTABLE

PARIS F 100 000

Une Société industrielle fabriquant et commercialisant des biens de consommation durables, recherche pour rejoindre une équipe de direction dynamique, son Directeur des Comptabilités.

La fonction consiste à :

- maîtriser les comptabilités générale et analytique du Siège et de l'usine ;
- Participer à l'établissement des budgets et en contrôler la réalisation ;
- Suivre la situation financière et établir les prévisions et situations de trésorerie ;
- Résoudre les questions administratives concernant le personnel ;
- Assurer les déclarations fiscales et sociales.

Ce poste conviendrait à un candidat muni d'une solide formation comptable complétée par une expérience de 10 années acquises au sein de sociétés industrielles.

La rémunération, de l'ordre de F 100 000, sera négociée en fonction des capacités du candidat.

Les personnes intéressées doivent envoyer C.V., lettre manuscrite, photo (ret.) et rémunération actuelle sous réf. 82-280 M à CLAP, 5 av. Parlier 75008 Paris.



CORT CONSULTANTS

INGÉNIEUR D'ENTRETIEN A.M., E.C.P. ou équivalent

30 ans min., possédant une expérience confirmée comme ingénieur opérationnel en usine dans le domaine :

Entretien ou Production

La société spécialiste de la :

Gestion de la Maintenance

assure une formation complémentaire adaptée à ses méthodes.

Activités de conseil nécessitant :

- Disponibilité pour de nombreux déplacements ;
- Autonomie et sens des responsabilités ;
- Art de convaincre et bons contacts à tous niveaux ;
- Goûts et aptitudes pour la formation.

Avantages :

- Intégration dans une équipe pluridisciplinaire d'ingénieurs très au courant des techniques avancées de gestion ;
- Variété des problèmes traités ;
- Intéressement direct aux résultats de la société.

Envoyer C.V. et prétentions à :

65, avenue Kléber 75008 PARIS

Discrétion assurée.



Importante société française d'Assurance

recrute pour son

DEPARTEMENT DES RISQUES TECHNIQUES

jeunes ingénieurs

formation travaux publics, électromécanique ...

ayant deux à trois années d'expérience en entreprises générales ou sociétés d'ingénierie.

Mission : souscription, inspection et règlement d'affaires BRIS DE MACHINES, TOUTS RISQUES CHANTIER, CLES EN MAINS.

Lieu de travail : PARIS avec déplacements en province et à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 11.715 M

HAVAS CONTACT

156, Bd Haussmann, PARIS 8ème.

Filiale française

important groupe pétrolier

recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

DIPLOMÉS H.E.C., E.S.S.E.C.

SUP. de CO. ou équivalent.

Licence du Service National.

Minimum 2 ans d'expérience professionnelle de contacts commerciaux et gestion.

pour postes

Attachés Commerciaux

suivant besoins du service

en résidence Paris ou province

- Nombreux déplacements.

- Formation complémentaire assurée.

- Possibilité développement carrière en fonction aptitudes.

Adresser C.V. et photo, sous référence 95101, CONTEXTE

Publ., 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

Institut Pasteur

recherche pour

sa DIRECTION TECHNIQUE

ADJOINT AU RESPONSABLE

PRIX DE REVIENT

FORMATION SOUHAITÉE :

S.T.S. comptabilité ou I.D.T. Gestion et économie ou 3 années licence sciences-économie.

Une expérience industrielle de quelques années serait particulièrement appréciée.

Lieu de travail : PARIS et, après 2 ans environ, à GARCHES (92).

Env. C.V. et photo au Département du Personnel, 26, rue du Docteur-Bout, 75015 PARIS

LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION

recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des

analystes confirmés

le matériel actuellement installé se compose de :

- trois 370/168 - 4000 K chacun,

- 450 terminaux téléprocessing

Envoyer CV (sous référence 11.722 M)

Service du Personnel,

Tour Franklin, Cédex 11

92081-Paris-La Défense.



Vous êtes un

HOMME DE PERSONNEL

par :

- votre formation de base (droit, sciences éco., sciences po., sciences humaines),

- votre expérience pratique dans une direction de personnel, si possible en UNITE DE PRODUCTION, d'une durée d'environ 3 à 5 ans,

- votre approche réaliste des problèmes, allant à la conception de solutions jusqu'à leur mise en place (dans les domaines : statut, législation du travail, rémunération, systèmes de gestion, garanties sociales ...).

Vous saurez prendre en main la responsabilité du poste

études et réalisations sociales

en liaison directe avec le Directeur du Personnel et des Relations Sociales.

Anglais apprécié.

Lieu de travail : Banlieue Sud-Paris.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 11.710 M

INTERCARRIÈRES

GRANDE BANQUE PARISIENNE

recherche un

CADRE COMPTABLE DE BANQUE

de 3 à 10 ans d'expérience de la comptabilité bancaire ;

- habitude aux systèmes informatiques ;

- expérience des méthodes de détermination mensuelle des résultats ;

- connaissance au possible des opérations internationales, notamment en devises ;

- niveau D.E.C.S. souhaité mais non exigé.

Après de 30 ans environ, il participera, sous la direction d'un expert-comptable, à des tâches variées d'organisation comptable. Outre les connaissances techniques, il devra faire preuve d'innovation et d'adaptation dans la recherche de solutions nouvelles.

Rémunération selon expérience et compétences.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, N° 34.387 PUBLICITE ROGEE BLEY

101, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Importante Société Américaine

SERVICE INFORMATIQUE

implantant en France, recrute pour

développer ses activités une équipe

d'ingénieurs commerciaux

Il faut :

- une formation supérieure ou équivalente, une grande conviction,

- de l'ambition.

Nous préférons la volonté et le dynamisme à l'expérience.

Importante rémunération sur objectif.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. HOLL (mentionnée/enveloppe) à :

Publicité Conseil

EMPLOIS & CARRIÈRES

30, rue Vernet, 75008 PARIS

Importante Société du Cycle

DES COMBUSTIBLES NUCLEAIRES

recherche pour son

siège BANLIEUE SUD

1 CADRE ADMINISTRATIF

pour AFFAIRES JURIDIQUES et CONTRATS

Docteur en Droit, B.E.C., E.S.S.E.C., même débutant

Pour études et négociations d'importants contrats au plan national ou international, constitution et gestion de dossiers de permis miniers et études juridiques, relations avec établissements de province et missions à l'étranger.

Disciplines souhaitées :

Droit privé. Langues anglaise écrite et parlée

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et prét. sous n° 94.381 à CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Le Directeur Général d'un groupe de trois petites sociétés - un expansion rapide - siège à PARIS, Unité de production en province, C.A. total : 20 millions, recherche pour le second sur tous les problèmes administratifs, financiers et comptables, son

responsable administratif et financier

Il devra assurer la supervision des trois comptabilités, le contrôle budgétaire, et devenir peu à peu le Secrétaire Général du Groupe.

Lieu de travail : PARIS, déplacements à prévoir dans les usines.

Ce poste conviendrait à

ESC

30 ans minimum, ayant déjà acquis 4 à 5 ans d'expérience pratique de comptabilité générale et analytique, de préférences dans une moyenne entreprise.

Salaire de l'ordre de 100.000 F annuels.

Veuillez écrire sous référence M 11.706 à

INTERCARRIÈRES

Service du Personnel

156, Boulevard Haussmann, PARIS 8ème.

Important Société constructions

mécaniques multinationale

recherche pour ses unités de production française

ORGANISATEUR-INFORMATICIEN

confirmé

capable de prendre en main l'ensemble des aspects de la gestion industrielle (de la programmation au suivi atelier).

Vous êtes diplômé d'une grande école (Centrale, A et M ou équivalent).

Vous avez au moins 5 ans d'expérience dans une société industrielle utilisant votre formation de base et une expérience de 3 ans minimum en tant que chef de projets informatiques.

Votre maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Les perspectives de carrière sont celles d'une société multinationale.

Envoyer CV et prêt., sous réf. 11.709 M

HAVAS CONTACT

156, Boulevard Haussmann, PARIS 8ème.

MINI-INFORMATIQUE

VOUS NE SONGEZ PAS A CHANGER D'EMPLOI

En effet vous êtes

ingénieur commercial

confirmé

Vendant depuis plusieurs années du matériel informatique pour des sociétés de professionnels, écoles, hôpitaux.

Vous avez acquis le succès dans un environnement de qualité.

Et pourquoi ?

DATA GENERAL, créateur des ordinateurs NOVA et ECLIPSE vous offre d'acquiescer les possibilités exceptionnelles offertes par le développement de la filière française.

Nous sommes un des leaders de la mini-informatique avec plus de 25.000 installations dans le monde.

Considérez par les experts comme une combinaison unique dans notre industrie : rapidité, gestion rigoureuse, absence de dette.

POUR CONTINUER, NOUS AVONS BESOIN DE VOUS

Jean-Claude DURGET, notre Directeur Commercial répondra à toutes les questions accompagnées d'un résum. de carrière. Il vous fera parvenir une documentation sur notre Société et sur le poste à pourvoir.

La pratique de l'anglais courant est indispensable en raison des stages de formation aux Etats-Unis et en Europe.

Data General FRANCE

La Bourdinière - Immeuble M - B.P. 78

92380 LE PLESSIS ROBINSON

recherche

UN COLLABORATEUR

(CLASSE IV ou V)

POUR SON SERVICE

INSPECTION

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé (ESC ou ITS)

Ayant une expérience bancaire de 2 à 3 ans, de préférence dans l'audit.

Connaissance de l'allemand souhaitée.

Adresser C.V. et prêt. à numéro 9.639 ZENITH, 36, av. Roche - 75008 PARIS, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE PARIS 8^e

recherche

UN COLLABORATEUR

(CLASSE IV ou V)

POUR SON SERVICE

INSPECTION

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé (ESC ou ITS)

Ayant une expérience bancaire de 2 à 3 ans, de préférence dans l'audit.

Connaissance de l'allemand souhaitée.

Adresser C.V. et prêt. à numéro 9.639 ZENITH, 36, av. Roche - 75008 PARIS, qui transmettra.

Importante Société de NÉGOCE

MATÉRIEL TRAVAUX PUBLICS

ET BATIMENT

recherche

POUR SON SIÈGE SOCIAL SITUÉ A :

AULNAY-SOUS-BOIS (93)

CADRE SUPÉRIEUR

Formation E.S.C. ou équivalent.

Expérience en informatique et organisation administrative.

Ce poste conviendrait à un candidat jeune qui après une période de formation contribuerait à mettre en place avec la direction générale un système informatique de gestion des commandes.

Dans une deuxième étape ce candidat pourrait être orienté vers un poste de

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Adresser C.V. manuscrite sous le n° 90.888 B à BLED, 17 rue Lebel, 94300 Vincennes Q. T.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Importante entreprise de travaux publics

5.000 Personnes

recherche

UN COLLABORATEUR

DE DIRECTION GÉNÉRALE

La fonction consiste à :

- maîtriser les comptabilités générale et analytique du Siège et de l'usine ;

- Participer à l'établissement des budgets et en contrôler la réalisation ;

- Suivre la situation financière et établir les prévisions et situations de trésorerie ;

- Résoudre les questions administratives concernant le personnel ;

- Assurer les déclarations fiscales et sociales.

Ce poste conviendrait à un candidat muni d'une solide formation comptable complétée par une expérience de 10 années acquises au sein de sociétés industrielles.

La rémunération, de l'ordre de F 100 000, sera négociée en fonction des capacités du candidat.

Les personnes intéressées doivent envoyer C.V., lettre manuscrite, photo (ret.) et rémunération actuelle sous réf. 82-280 M à CLAP, 5 av. Parlier 75008 Paris.

Importante Société du Cycle

DES COMBUSTIBLES NUCLEAIRES

recherche pour son

siège BANLIEUE SUD

UN CADRE ADMINISTRATIF

pour AFFAIRES JURIDIQUES et CONTRATS

Docteur en Droit, B.E.C., E.S.S.E.C., même débutant

Pour études et négociations d'importants contrats au plan national ou international, constitution et gestion de dossiers de permis miniers et études juridiques, relations avec établissements de province et missions à l'étranger.

Disciplines souhaitées :

Droit privé. Langues anglaise écrite et parlée

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et prét. sous n° 94.381 à CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

SOCIÉTÉ AMPEX

recherche

ELECTRONICIEN

DE HAUT NIVEAU

Il devra assurer la supervision des trois comptabilités, le contrôle budgétaire, et devenir peu à peu le Secrétaire Général du Groupe.

Lieu de travail : PARIS, déplacements à prévoir dans les usines.

Ce poste conviendrait à

ESC

30 ans minimum, ayant déjà acquis 4 à 5 ans d'expérience pratique de comptabilité générale et analytique, de préférences dans une moyenne entreprise.

Salaire de l'ordre de 100.000 F annuels.

Veuillez écrire sous référence M 11.70

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi**représentation offres**

information
employ

occasions

[illegible][illegible]

**capitaux ou
proposit.com.**

Pour régler succession
cédérale parts dona S.C.I.
Rapports, invent., sur, experts,
en cours. ECR. HAVAS NANCY
54020 sous nr 1.234 N.Y.

boxes autos

PLACE WAGRAM (prie)
Vende parking en sous-sol.
MARTIN, D. 70-99-09.

demandes d'emploi

Dame 52 ans, secrétaire coll.
sténodactyle, part. bil. tr. all.
langue espér., habitude à s'oc-
culier. Stén. recherche s'occu-

GÉNÉRAL

transmission. N° 364,
Industrie, 75057 PARIS-98

PERT 37 ans

PROFESSIONNELLE

ONSERVABLES

comme pédagogue et
connaissance large
et de structures
des pays étrangers.
ments ou séjours.

M A REGIS-PRESS.
12-3 qui transmettra

INGEN. GEOMETRE E.T.P.
5 ans exp. 5
des géométriques, positions
ent-offshore, rect. poste
bureau France ou étranger.
M. n° 251 à la Monda + 5
St. des Vallées, 75247 Paris-20

SECRÉTAIRES DE DIRECTION
Secrét. direct. bil. exp. 10
4^e de l'azul, présent et réf. exp.
contacts clients internat., cap.
diriger personnel, 23 ans
Lyon-Barbès, 4, r. Louis-Michel
69003 - 06.91.71.91. 19. 757-54-64

CADRE
12 ans exp. 12 ans exp. 12
ENCOM ET IUT, 30, exp. PME
Technique BP et SM. Dir. dir.
gestionnaires (20 ans exp.)
diplôme ISG (BP), études toutes
procédés ACI, 12 ans exp.

CIVIL POINTS 531 ans

[illegible]

Ingénieur
REGIE-PRESSE
Société de transmission

5 ans exp. de collaboration ou travail intéressant chez confrères.
Analyses courantes. Etud. des proc. de l'Etat. **5 r. des Italiens, 7507 Paris-6**
ou tél. 4. 78. 48. 11. M. Emanoel :
159-2771.

Ingénieur
CAISSAUTEUR
Ingénieur
Technicien Général
Circulaire
Administrative
des Sciences, Informatique,
Électroniques.

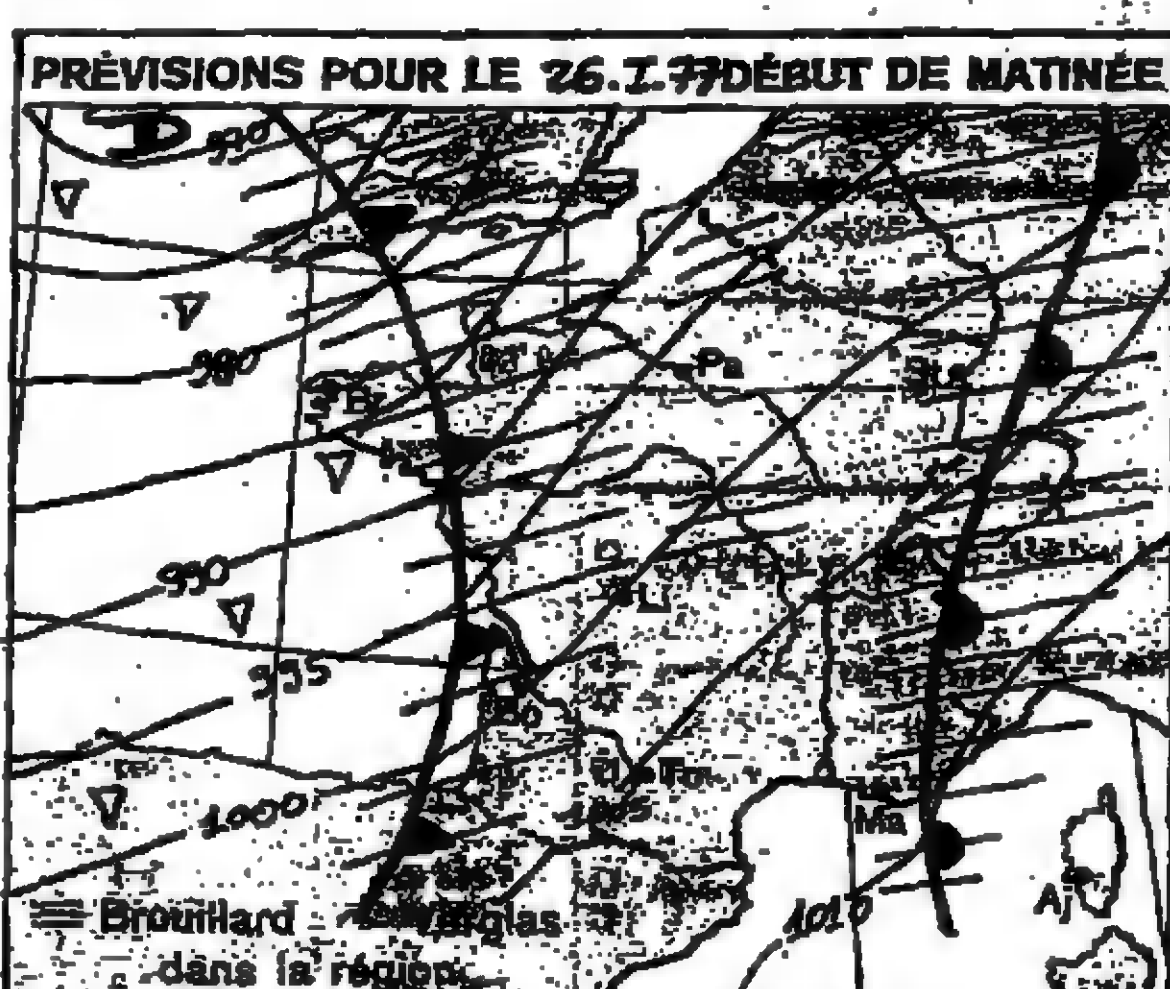
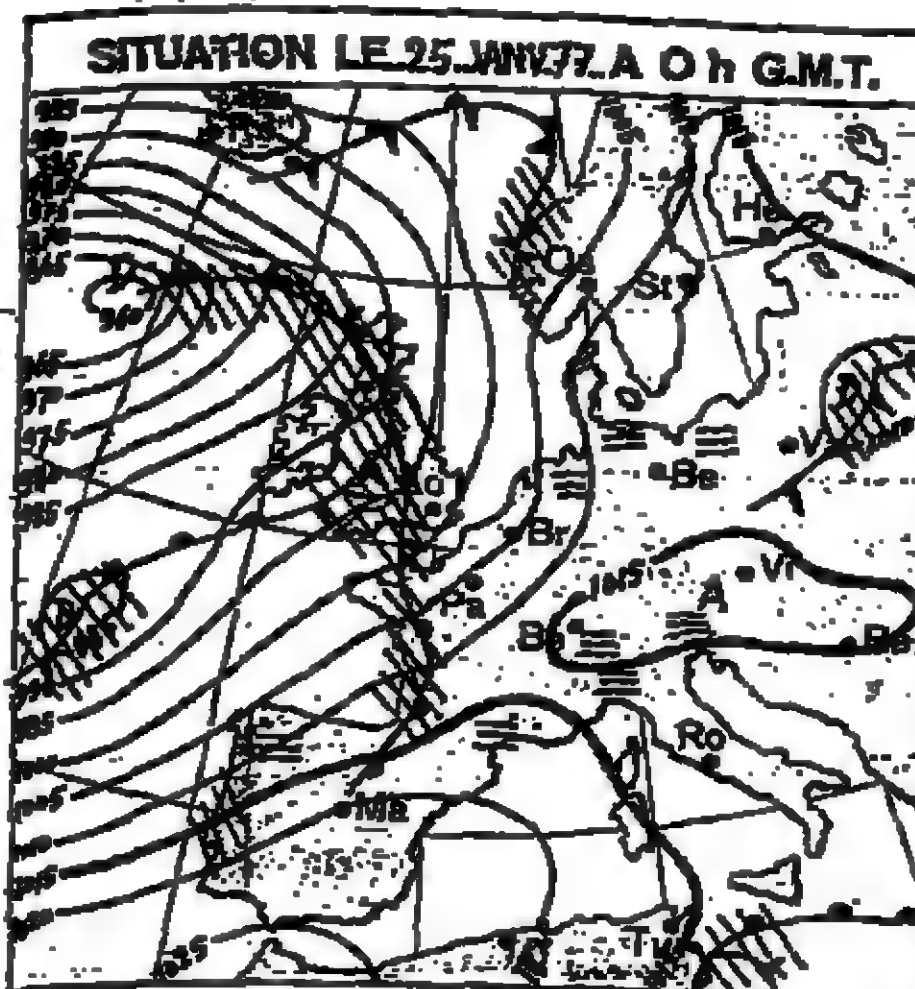
5 ans exp. 15 ans comptabilité générale + compt. analytique. Rattachement à la p.l.a. n° 1. **plan. E.N.S. Administration**. Termine en 17 diplôme d'études supérieures techniques. Recherche situation réal. avenir de l'entreprise. **Compagnie assurance**. Réf. 16. 77. 9. M. de la Sèze :
5, r. des Italiens, 75017 Paris-7.

PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL
15 ans d'expérience. Références nombreuses. Connaissance approfondie de la sélection, de la motivation, du développement, de la personnalité, de la créativité, de la formation. **CH. MISSIONS à temps partiel**.
Ect. n° 451 M. REGIE-PRESSE,
58 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

1

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 25 JANVIER 7h GMT.

Evolution probable du temps en France entre le mardi 25 janvier à 20 heures et le mercredi 26 janvier à 20 heures :

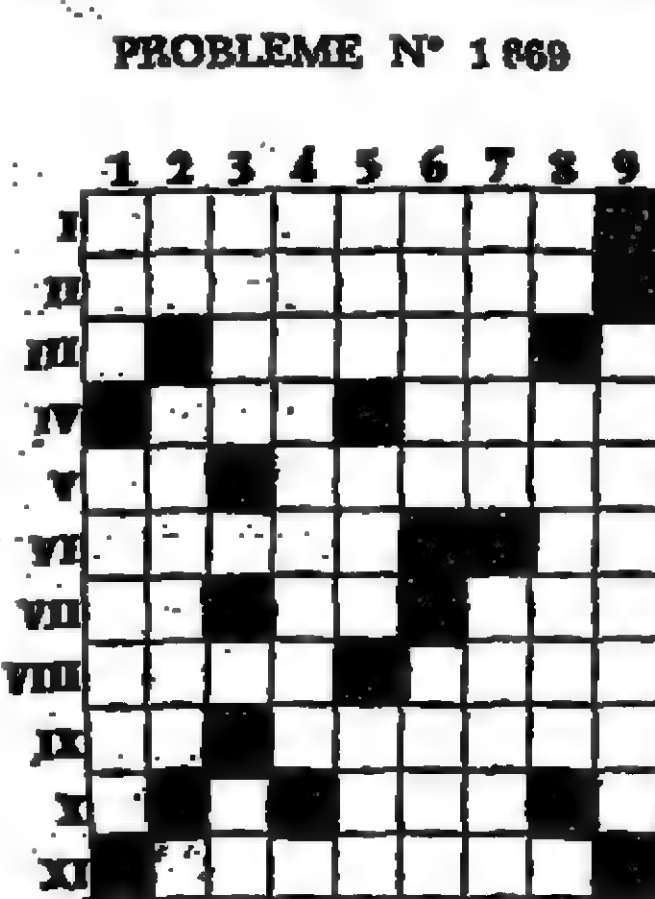
Dirigée par la profonde dépression océanique, de vigoureuse perturbation, la front froid traversera notre pays au cours de la journée de mercredi. A l'approche de ce front froid, le vent continuera de se renforcer ; il séduira la tempête sur la Manche et le golfe de Gascogne, puis en mer du Nord.

PRÉVISIONS POUR LE 26 JANVIER DÉBUT DE MATINÉE

Mardi 25 janvier, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1009,8 millibars, soit 731,4 millibars de mercure.

Températures (de premier chiffre) : le maximum enregistré au cours de la journée du 24 janvier : le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 : Albi, 15 et 4 degrés ; Biarritz, 15 et 10 ; Bordeaux, 13 et 9 ; Brive, 10 et 5 ; Caen, 12 et 8 ; Cherbourg, 14 et 5 ; Clermont-Ferrand, 14 et 5 ; Dijon, 11 et 6 ; Grenoble, 10 et 3 ; Lille, 10 et 5 ; Lyon, 14 et 8 ; Marseille, 13 et 5 ; Nancy, 11 et 8 ; Nantes, 11 et 6 ; Nice, 13 et 8 ; Paris-Le Bourget, 11 et 7 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 16 et 4 ; Rennes, 12 et 8 ; Strasbourg, 9 et 3 ; Tours, 12 et 8 ; Toulouse, 13 et 4 ; Poitiers, 12 et 3 ; St. Etienne, 11 et 3.

MOTS CROISÉS



PROBLEME N° 1669

Solution du problème n° 1668

Horizontalement

I. Siège : Tac. — II. Anabade : La. — III. Rieuse : IV. Cain : Pers. — V. Elie : Enta. — VI. An : Eu. — VII. Elmi. — VIII. Li : Edna. — IX. Bergeles. — X. Sn. — XI. Sol. : Sepa.

Verticalement

I. Sance : Elbe. — 2. Ju. : Al. — 3. Elmi. — 4. Calne : Mégot. — 5. Ede : Aïda. — 6. Eupen : Iris. — 7. Sen : Stèle. — 8. Aïda : As. — 9. Casseurs : Os.

PRESSE

● L'Association des journalistes scientifiques vient d'élire à sa présidence Martine Allain-Ragnault (le Monde), en remplacement de Georges Leclerc (l'Annuaire). Le nouveau bureau est composé de Hervé Rostaing (l'Espresso), Michel Jaeger (l'Investir), Xavier Weeger (le Monde), Robert Clarke (le Monde de Paris), Jean-François Augereau (A.F.P.), Jeanine Rondet (la Recherche), Pierre Langeron (l'Air et Cosmos).

● L'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française a procédé, le 24 janvier, à l'élection de son bureau. M. Yano Clere, président sortant, ayant exprimé le désir de ne pas se représenter, c'est M. Jacques Marot (de la direction générale de l'A.F.P.) qui a été élu président.

Vice-présidents : M. René Duval, rédacteur en chef à l'Annuaire, et M. Paul-Jean Franceschini, sous-chef du service étranger au Monde ; Secrétaire général : M. Georges Gros, du journal l'Equipe et directeur-rédacteur en chef de l'hebdomadaire Asie-Pacifique Magazine ; Trésorier : M. Joseph Besson, secrétaire général de la rédaction du Midi libre (Montpellier).

● Le Centre de perfectionnement des journalistes et des cadres de la presse organise deux stages :

— Pour mieux connaître la presse, du 28 février au 4 mars, destiné à ceux qui travaillent dans la presse ou sont en relation avec elle. MM. Médard (A.F.P.), Nahmies (Europe 1), de Préneuf (la Croix), Laval et Dupont (le Monde) présenteront leur concours à ce stage auquel participeront également MM. Claude Perdriel et Jean-Jacques Servan-Schreiber.

— Le droit de la presse, du 8 au 10 février. Deux magistrats, MM. Bessard et Goulesque, et M. Jacques Fauvet, directeur du Monde, y participeront.

★ C.F.J., 33, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. 303-18-71.

Le Monde

Service des Abonnements
5 rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
36 F 175 F 252 F 336 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 355 F 523 F 696 F

ÉTRANGER
(par mandats)
— BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 250 F 335 F 440 F

— ALGERIE - TUNISIE
165 F 335 F 445 F 590 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : Les abonnés (ou leurs ayants droit) sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-progrès en espèces d'abonnement.

du 233-44-21
paris 392 et 344

Les Japonais assouplissent les conditions d'importation des voitures étrangères

Le Japon vient de lever les obstacles non tarifaires les plus importants à l'importation de voitures étrangères sur son marché : en accordant d'une part aux constructeurs étrangers un délai de trois ans pour appliquer les normes antipollution particulièrement sévères qui seront exigées des véhicules nippons dès 1978 (le Monde du 25 janvier) et, d'autre part, en modifiant son système d'homologation. Le gouvernement japonais espère ainsi désamorcer en partie le différend qui l'oppose à la Communauté européenne, avec laquelle il a engagé depuis quelques mois des négociations serrées.

Le déséquilibre croissant des échanges nippo-européens dans le secteur automobile a provoqué de vives réactions à l'intérieur de la Communauté, la plupart des constructeurs accusant l'administration japonaise de multiplier les difficultés techniques aux importations afin de mieux les contrôler, tandis que les firmes nipponnes renforcent leur offensive sur les marchés européens. De fait, alors que les constructeurs japonais couvrent en Europe 6,5 % des ventes totales — leur part atteignant 16 % en moyenne dans les pays dépourvus d'une industrie nationale —, les firmes européennes n'ont vendu au Japon que 24378 véhicules en 1975, soit moins de 0,8 % du total (deux mille de moins qu'en 1974).

Le principal grief des firmes européennes concernait la sévérité des normes exigées par l'administration japonaise, ainsi que l'arbitraire plus ou moins voilé avec lequel celle-ci appliquait les procédures de contrôle. L'un et l'autre point sont désormais réglés pour l'essentiel, le Japon ayant accepté, outre le délai de grâce, que la plupart des contrôles d'homologation soient effectués en Europe.

Les décisions japonaises représentant donc un pas en avant considérable. Permettront-elles aux firmes européennes de conquérir — enfin — une part notable du marché japonais ?

● **L'homologation des sièges auto pour enfants.** — Seuls les sièges pour le transport des enfants dans les voitures particulières conformes à un modèle homologué pourront être mis en vente en France à compter du 1^{er} novembre 1977. Un arrêté publié au Journal officiel du 14 janvier précise : « L'homologation sera donnée aux modèles dont un élément aura subi avec succès, dans un laboratoire agréé, les essais et contrôles prévus par le cahier des charges ».

Berliet : résultats acceptables en 1976, mais menace de chômage technique

Lyon. — C'est à une conduite à vue — avec coups de frein et accélération selon l'état des commandes — que s'est déroulée la marche de la Société des automobiles Berliet en 1976. Globalement, le chiffre d'affaires a progressé de 9,81 % sur l'exercice précédent (3 964,390 millions hors taxes). « Résultats acceptables », qui ont permis à la société, a annoncé M. Vincent Grob, président du conseil, au cours d'une conférence de presse réunie lundi 24 janvier, d'affirmer la situation financière : « L'effacement d'une dette de 400 millions, affectation d'un taux de 6 % à l'autofinancement, le meilleur depuis des années », dégageant de 350 millions enfin pour un programme d'investissement.

« Mais perspectives 77 extrêmement basses », a dit aussi M. Grob. La direction a annoncé au comité d'entreprise deux nouvelles journées de chômage technique en février et M. Grob n'a pas caché que d'autres journées pourraient être choisies dans le courant du premier semestre. Devant cet avenir plutôt sombre, où l'exportation après une chute sensible en 1976 ne devrait pas connaître des résultats supérieurs en 1977, la direction de Berliet a affecté 30 millions de francs à un fonds de régularisation de ressources pour compenser précisément les pertes de salaire entraînées par le chômage technique envisagé. — B. E.

Fiat 126 Personal : pratique et coquette

La Fiat 126, apparue il y a quatre ans, poursuit gentiment sa carrière avec une production quotidienne de 700 à 800 unités. La version Personal, présentée récemment à Turin, vient d'être commercialisée en France. En dehors de quelques améliorations mécaniques (également apportées sur la 126 normale) elle bénéficie d'une nouvelle présentation intérieure et extérieure.

Une épaisse bande de caoutchouc noir entoure la carrosserie, qui est désormais équipée en série d'un toit ouvrant. Une moquette synthétique enveloppe l'habitacle jusqu'au tableau de bord — et l'espace arrière a été aménagé pour un usage mixte, utilitaire et transport d'enfants, grâce à l'adoption d'un coussin amovible à la place de la banquette. Cette dernière solution, logique étant donnée l'impossibilité technique de gagner de la place à l'arrière (à cause du moteur), est aussi satisfaisante que celle qui consiste à diviser la banquette en deux parties rabattables. De plus, elle a l'avantage d'être moins chère.

La 126 Personal, dans l'esprit de ses concepteurs, est destinée aux femmes qui doivent conduire leurs enfants à l'école avant de s'approvisionner dans les grandes surfaces. Cette clientèle existe, c'est celle des « minis ». La Personal a pour elle l'avantage d'être désormais la plus étroite (c'est utile pour se garer), l'une des plus pratiques et la plus coquette des voitures urbaines. Pourtant la moquette n'est pas tout : le bruit, à l'intérieur, reste gênant (la pose d'un auto-radio d'urgence n'aide, le confort est médiocre et les performances s'avèrent (sa puissance/tonne est une des moins élevées, 31 ch/t à mi-charge, quand la majorité des véhicules disposent au moins du double !). Mais son budget d'utilisation est le plus faible que nous connaissions. — M. E.

★ Prix : 19 490 F (Fiat 126 normale : 13 490 F).

Vacances aux U.S.A. Décider tôt. Payer moins.

Air France propose, pour les voyages touristiques en Amérique, des tarifs individuels très réduits. Ce sont les tarifs Apex.

Voici, à titre indicatif, le prix d'un billet aller-retour Air France, pour un départ avant le 31 mars :

NEW YORK	1775 F	LOS ANGELES	2580 F
CHICAGO	2050 F	MIAMI	2135 F
HOUSTON	2845 F	SAN FRANCISCO	2580 F

Et pour le Canada :

MONTREAL	1700 F	TORONTO	1830 F
----------	--------	---------	--------

● **Ce qu'il faut retenir**

Les tarifs Apex Air France sont valables pour des séjours de 22 à 45 jours. Pour en bénéficier, il suffit de fixer les dates de l'aller et du retour et d'acheter son billet 2 mois avant le départ.

● **Les avantages des lignes régulières**

Un billet Apex vous permet de voyager sur un vol régulier Air France avec bien entendu, tous les avantages de l'ensemble des services Air France.

● **Ce qu'il faut éviter**

Il vaut mieux être sûr de sa date de départ car si vous êtes retenu, en cas d'annulation, 256 F ou 10 96 maximum du prix du billet.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

LA SITUATION SOCIALE
INTERNATIONALE

Le chômage se maintient

L'évolution du chômage dans les pays industrialisés se caractérise par des variations contradictoires. Par exemple, le nombre des chômeurs a diminué en décembre dernier aux États-Unis et en France, mais il a augmenté en Allemagne fédérale et en Belgique. Le chômage a atteint partout, néanmoins, un niveau très élevé par rapport à celui qui était observé avant la crise, comme le montre le tableau ci-dessous (évolution de 1973 à l'exception de l'Italie, le taux de chômage par rapport à la population active est, en général, deux fois plus élevé que pendant la période d'euphorie économique).

Etats-Unis :
une amélioration

Aux États-Unis, l'évolution générale semble indiquer une amélioration : le taux de chômage, qui était de 8,3 % en décembre 1976, est revenu à 7,9 % fin 1976, et les économistes estiment que la situation devrait s'améliorer en 1977, avec un taux de chômage de l'ordre de 7 %.

En France, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites, en données observées, a diminué en décembre 1976, mais il demeure à un niveau plus élevé que celui constaté au 1^{er} janvier 1976 (1 038 900 au lieu de 1 009 900). Phénomène inquiétant : le nombre des offres a, lui aussi, régressé, passant de 1 048 800 en novembre à 955 000 en décembre (91 800, un an plus tôt).

En Allemagne, le chômage, qui avait atteint le chiffre record de 1 351 000 (données observées) en janvier 1976, pour tomber à 921 000 en juin 1976, a repris sa courbe ascendante depuis octobre et en décembre, le niveau du chômage observé fin 1976 est inté-

rieur à celui constaté fin 1975 (1 223 000). En Allemagne, comme en France, on constate une réduction des offres, le chiffre de 1 386 000, en Allemagne, observé en fin d'année (1 386 000, il y a un an) étant le plus bas recensé en 1976.

En Grande-Bretagne, le chômage a atteint en décembre 1 330 000 personnes, soit 5,8 % de la population active, au lieu de 5,9 % en octobre (pas de chiffre officiel en novembre) et de 4,9 % il y a un an.

En Italie, selon les dernières statistiques connues, en données désaisonnalisées, le chômage touchait, en octobre 1 178 500, soit une diminution de 2,8 % en un mois, mais une progression de 0,8 % en un an.

Selon les perspectives de l'O.C.D.E., la situation de l'emploi, qui, du fait de la reprise au premier semestre 1976 s'était améliorée, « a recommencé à se détériorer dans certains pays » à la fin de l'année, et elle risque de se détériorer à nouveau en 1977, sauf aux États-Unis et au Japon. « Le taux de chômage devrait, selon toute vraisemblance, s'accroître jusqu'à la fin de 1977 », notent les experts internationaux, et le nombre des chômeurs des pays de l'O.C.D.E. pourrait dépasser le niveau record de 15 270 000 chômeurs observé en 1975.

Les répercussions
de la politique
de la main-d'œuvre

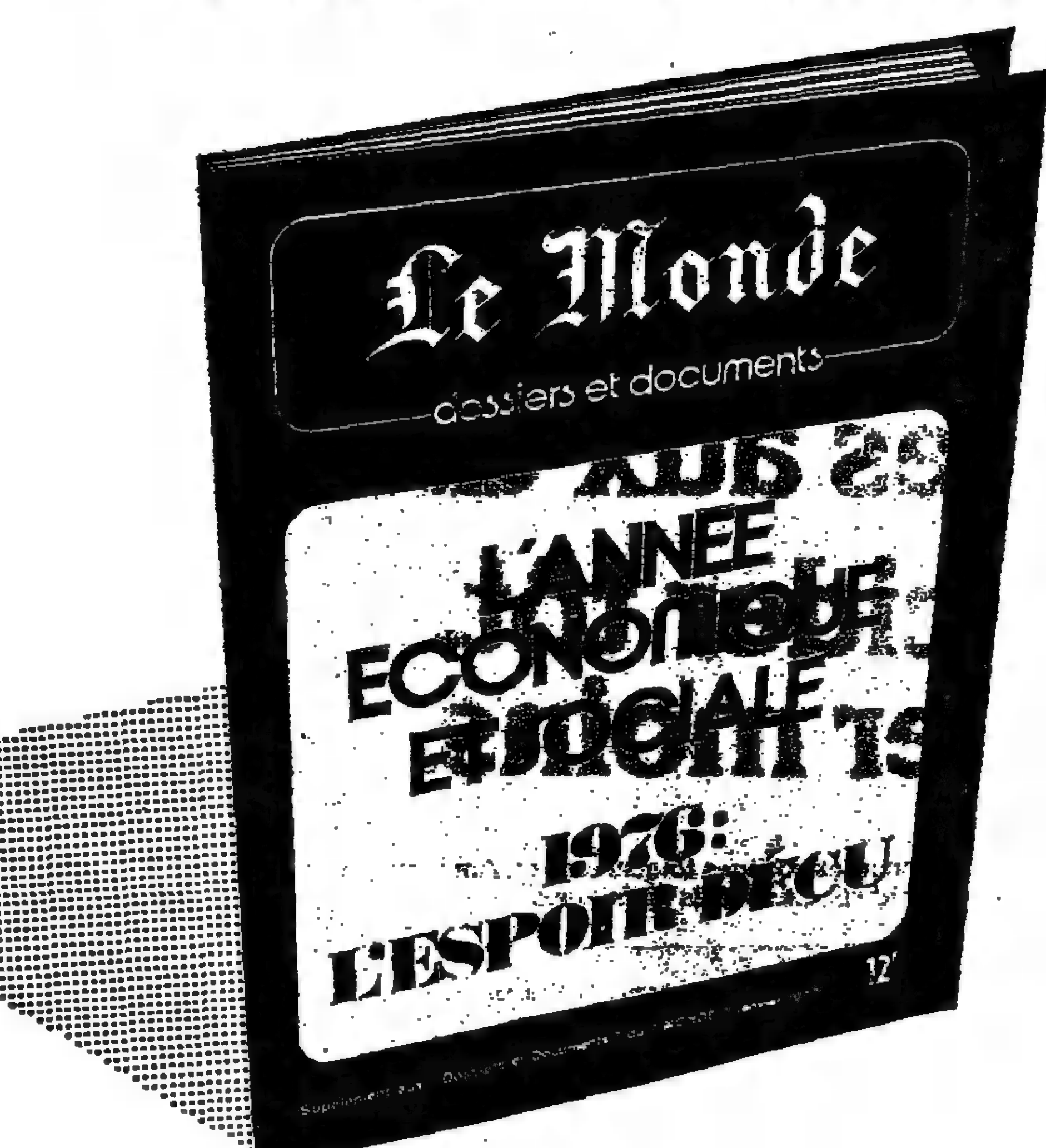
Cette aggravation s'explique non seulement par la mollesse de la croissance, mais aussi par les répercussions de la politique de la main-d'œuvre appliquées pendant la crise. « Le rapatriement ininterrompu de travailleurs émigrés dans les pays d'Europe méridionale, estime l'O.C.D.E., a eu tendance à freiner la croissance dans les pays d'accueil ». En 1977, est-il dit, d'accroître ne jouera plus ou de moins en moins. En outre, il n'est pas impossible que les chômeurs sans espoir, c'est-à-dire ceux qui ont renoncé à rechercher un emploi et ne figurent pas dans les statistiques, soient amenés, en 1977, à reprendre leur quête d'un travail.

J.-P. D.

TAUX DE CHOMAGE
PAR RAPPORT À LA POPULATION ACTIVE (1)

	Moyenne 1962-1972	Moyenne 1974	Moyenne 1976	Troisième trimestre 1976
Allemagne	8,8 %	1,8 %	3,8 %	3,4 %
France	2,2 %	2,1 %	4,1 %	3,9 %
Grande-Bretagne	3,1 %	2,9 %	4,5 %	5,4 %
Italie	3,6 %	3,1 %	3,6 %	3,7 %
États-Unis	4,6 %	5,4 %	8,2 %	7,7 %
Japon	1,2 %	1,4 %	2 %	2,1 %

(1) Taux désaisonnalisés et corrigés par l'O.C.D.E. pour certains pays (France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni) de manière à être alignés sur les définitions internationales du chômage (source : « Perspectives économiques » de l'O.C.D.E., 4 décembre 1976).

un numéro spécial des
dossiers et documents

Au sommaire

Bilan économique et social
— Reprise stoppée de la production.
— Levée en masse contre l'inflation : résultats limités.
— Commerce et paiements : les forts et les faibles.
— La crise monétaire s'aggrave.

Bilan financier et boursier
— Ceux qui reculent et ceux qui progressent.
— Les malheurs des marchés français.
— Les bourses étrangères.

Les mutations structurelles.
— Les grandes tendances : Est et Ouest, croissance molle, démographie, spéculation, Europe en crise, pollution, environnement.

— Revenus et fiscalité : inégalités en France et ailleurs, salaires et fortunes, plus-values.

— Problèmes sociaux : chômage, accidents du travail, sécurité sociale, logement.
— Affaires : concentrations industrielles, électronique, chimie, pétrole, commerce des armes, banques, assurances, distribution.

— Agriculture : famine, sécheresse, évolution foncière, échanges agro-alimentaires.

Où en sont les principaux pays ?
— 88 monographies à jour.
— Des comparaisons par continent.

Une chronologie des événements.

Un index par thème et par pays.

Réalisé par 60 journalistes / 168 pages / 100 illustrations / 12 F
En vente chez tous les marchands de journaux.

DEMANDES D'EMPLOI

1973				1976			
		Octobre	Novembre	Décembre	Octobre	Novembre	Décembre
ALLEMAGNE	C	1 061 000	1 114 000	1 223 000	943 700	984 700	1 038 900
		1 132 000	1 137 000	1 183 000	1 016 000	—	1 018 000
FRANCE	C	1 015 000	1 020 100	1 009 700	1 025 300	1 041 300	1 036 900
		928 000	913 000	913 000	835 000	831 400	829 900
ITALIE	C	1 159 700	1 155 600	1 158 100	1 172 700	—	—
		—	—	—	1 178 900	—	—
ROYAUME-UNI	C	1 078 000	1 125 000	1 166 000	1 377 100	1 374 000	1 371 000
		1 080 000	1 133 000	1 175 000	1 040 500	—	—
ETATS-UNIS	C	7 244 000	7 231 000	7 195 000	6 823 000	—	—
		8 052 000	7 938 000	7 735 000	7 569 000	7 770 000	7 699 000
JAPON	C	1 040 000	990 000	1 040 000	—	—	—
		1 139 000	1 126 000	1 105 000	—	—	—

OFFRES D'EMPLOI

CHIFFRES EN MILLIARDS DE FRANCS						
	1973	1976	1979	1982	1985	1988
ALLEMAGNE	O	209 000	183 200	168 400	221 100	202 100
	C	213 000	253 200	250 400	230 100	—
FRANCE	O	104 900	96 200	91 300	121 100	104 800
	C	101 100	80 200	105 700	116 500	95 000
ROYAUME-UNI	O	132 000	116 000	103 000	140 000	—
	C	119 000	112 000	110 000	125 000	—
JAPON	O	235 000	231 000	192 000	—	—
	C	312 000	204 000	219 000	—	—

O = Données observées au cours du mois.
C = Données corrigées des variations saisonnières.
Ces statistiques varient selon les sources. Par exemple, pour le Royaume-Uni, les statistiques varient selon que l'on inclut ou non les demandes d'emploi des étudiants. Les chiffres indiqués ci-dessus les excluent. En outre, il s'agit d'estimations en raison de la grève des services anglais.

LE DÉFICIT DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Une facture qui ne se paie pas en un jour

(Suite de la première page.)

J'ajouterais enfin que la dépréciation monétaire intervenue en juillet et en août, parce qu'elle a renchérit le prix de nos achats à l'étranger, a renforcé l'impact des facteurs précédents.

A mi-chemin
du rééquilibrage

Mais l'appréciation correcte des résultats de l'année 1976 exige que ceux-ci soient replacés dans une perspective à moyen terme. L'analyse des principales évolutions du commerce extérieur depuis trois ans permet d'affirmer qu'en dépit des apparences, le déficit de cette année constitue une étape sur la voie du rééquilibrage de nos paiements courants en 1980.

Il apparaît, en effet, que le remarquable développement de nos exportations de biens d'équipement et d'automobiles a permis de financer la moitié de l'augmentation de la facture énergétique entre 1973 et 1976. Sur 40 milliards supplémentaires, 20 ont été ainsi payés, laissant encore un déficit de près de 20 milliards de francs. C'est donc la moitié du chemin qui a été parcouru. Une telle évolution concorde avec le plan fixé en 1975 par le conseil central de planification : l'équilibre de nos paiements courants en 1980, autrement dit, compte tenu du déficit des échanges de service, l'équilibre de la balance commerciale entre 1977 et 1978.

Si les résultats de l'année 1976 ne nous écartent pas en définitive de l'objectif visé, celui-ci n'en est pas moins ambitieux. Il implique des efforts soutenus et partagés par tous.

Le premier d'entre eux est la lutte contre l'inflation : c'est la condition première du maintien de la parité de notre monnaie. Chacun doit aujourd'hui réaliser que la dépréciation monétaire, loin d'atténuer le déséquilibre commercial, l'amplifie au contraire. L'exemple de nos partenaires les plus proches est, à ce titre, significatif : les pays dont la monnaie est la plus forte sont ceux qui dégagent les excédents les plus considérables.

Les « importations obligées », nécessaires au fonctionnement de notre économie, occupent, depuis 1974, une part importante dans l'ensemble de nos achats à l'étranger. C'est chaque matin 300 millions de francs de produits énergétiques et de matières premières que nous devons nous procurer et le total de ces importations représente, en 1976, près de 100 milliards de francs. Quand le franc perd 1 % de sa valeur, c'est donc 1 milliard de plus qu'il nous faut déboursier.

Disposer d'une monnaie forte nous permettrait d'éviter un renchérissement des importations

obligées ; il convient dans le même temps d'agir sur le volume de celles-ci et de les comprimer dans toute la mesure du possible.

Pour les matières premières, on développera les techniques de recyclage et les possibilités de substitution. Pour l'énergie, on s'efforcera de supprimer les gaspillages et de réaliser des économies substantielles. Les normes fixées à cet égard par le gouvernement devront être rigoureusement respectées. C'est ainsi qu'un groupe de travail nous importons pas pour plus de 55 milliards de produits pétroliers en 1977.

Parallèlement à ces actions, visant à réduire soit le coût, soit le volume de nos achats, il nous faut poursuivre avec vigueur le développement de nos exportations.

Le second d'entre eux est la reconquête du marché intérieur. Les positions acquises depuis deux ans sur les marchés de biens d'équipement devront être maintenues. Les perspectives sont d'ailleurs, en ce domaine, satisfaisantes, puisque l'état actuel des carnets de commandes nous assure pour les deux ou trois années à venir un haut niveau d'exportations.

Est-il normal qu'un pays comme la France, qui dispose d'une technologie avancée et d'une industrie puissante et compétitive, accuse chaque année un déficit important pour ce secteur ? Une telle situation résulte d'une insuffisance commerciale, à tout le moins, d'un dynamisme moindre que celui de nos partenaires.

Le tout n'est pas de produire, encore faut-il savoir vendre, si l'on veut faire face à la concurrence internationale sur les marchés extérieurs comme sur les marchés français.

Je souligne, à cet égard, que la reconquête du marché intérieur est l'une des conditions essentielles de l'établissement d'un courant stable d'exportation : une expansion à l'étranger qui ne reposerait pas sur une solide base nationale risquerait d'être précaire.

Il importe, enfin, qu'un plus grand nombre d'entreprises françaises se tournent vers l'exportation : 80 % des ventes françaises à l'étranger sont actuellement réalisées par mille quatre cents entreprises. Une telle concentration insuffisante de notre potentiel d'exportations. Force est donc de susciter dans la grande masse des petites et moyennes entreprises de nouvelles vocations exportatrices.

Je m'y emploie, et les résultats déjà obtenus m'engagent à renouer encore la politique que je mène à cet égard.

On le voit, les actions engagées nécessitent l'effort de tous. L'Etat, pour sa part, a donné l'exemple de la rigueur, et il maintiendra cette attitude, seule conforme à l'intérêt général. En ce qui me concerne, je m'attache à faire progresser l'analyse de certaines questions essentielles pour notre commerce extérieur. C'est ainsi qu'un groupe de travail nous examinons actuellement les possibilités de développer l'investissement du commerce international, qu'un autre étudie les moyens de renforcer les sociétés de commerce international, qu'un autre encore se penche sur le déséquilibre préoccupant de nos échanges de service.

Les nombreux voyages que j'entreprends répondent au souci, qui est le mien, de prendre conscience, sur le terrain, des problèmes auxquels se posent et d'y trouver des solutions concrètes.

Lors de mes déplacements à l'étranger, je m'informe des possibilités qui s'offrent à notre économie et fais valoir à nos interlocuteurs ce que nous sommes en mesure de leur apporter.

Je me rends, par ailleurs, deux fois par mois en province, afin de m'entretenir avec les chefs d'entreprises françaises et les responsables des organismes consulaires. De cette façon, je demeure au fait de leurs préoccupations et suis à même de leur fournir l'assistance ou le conseil qu'ils requièrent.

Quelle que puisse être l'action des pouvoirs publics, il va cependant de soi que l'impulsion majeure doit venir des entreprises elles-mêmes.

Il revient à celles-ci de s'adapter à l'évolution de la demande mondiale et de pratiquer une politique commerciale plus vigoureuse.

Chaque Français doit, enfin, prendre conscience que l'équilibre des échanges extérieurs le concerne personnellement dans sa fonction de consommateur.

Un comportement d'achats plus responsable peut améliorer sensiblement notre balance commerciale et, dans le même temps, contribuer à soutenir l'emploi dans l'industrie.

Comme l'a récemment rappelé le président de la République, l'exportation constitue un véritable impératif national.

Étranger à toute considération idéologique, le combat à mener répond à l'intérêt du pays comme à celui de chacun des Français.

Tous y participeront, puisque, aussi bien, exporter davantage, c'est faire une France plus forte et procurer un mieux-être aux Français.

ANDRÉ ROSSI.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La grève dans un atelier de Renault : un test pour la direction et les syndicats ?

Que se passe-t-il chez Renault ? Coup sur coup, la direction vient de refuser toute négociation dans deux conflits catégoriels, l'un au département des machines-outils de Billancourt, l'autre à l'atelier de montage des B-4 et des R-5 de l'île Seguin. Dans ce dernier cas, elle a pris des mesures immédiates de « chômage technique », frappant pour l'instant neuf cents personnes (le Monde du 25 janvier).

Sagit-il de l'une de ces toutes classiques qui opposent depuis plusieurs années les dirigeants de l'entreprise à des forces syndicales puissantes et organisées, soucieuses de ne pas se laisser déborder par une base remuante ? Ou bien le litige actuel a-t-il des causes plus profondes qui ressortissent à des circonstances économiques, sinon politiques, particulièrement préoccupantes pour les salariés ?

Il n'est un secret pour personne que l'actuelle direction, avec à sa tête un homme d'autorité, M. Verrier-Pellé, n'est pas disposée à pactiser avec le syndicalisme, fût-il l'un des plus combattifs des entreprises nationalisées. Cette attitude s'est encore vérifiée à l'occasion du récent conflit de l'usine R.M.O. (Renault machines-outils). Les syndicats, C.G.T. en tête, ont dénoncé le « plan pénalité », qui vise, selon eux, à supprimer quatre cents emplois dans ce secteur de pointe. Le « chômage au chômage », auquel de nombreux tracts ont fait allusion ces derniers mois, n'aurait d'autre motif que de freiner les salaires et les possibilités de promotion, bref, d'appliquer le plan Barre aux travailleurs de la Bégie.

Quid qu'il en soit, l'effectif du secteur machines-outils est passé de mille huit cent soixante-dix en 1970 à mille deux cents en 1976 et serait encore diminué dans l'avenir. Dans le même temps, soulignent les syndicats, l'entreprise Peugeot-Citroën profite largement, par le biais de l'accord Renault, des productions communes dans l'automobile, renforce son propre département machines-outils et obtient des commandes grâce au gouvernement avec la R.A. et avec la Roumanie sur un « marché réservé » acquis jadis par Renault.

Il y a une dizaine de jours, la mauvaise humeur des O.S. de la R.M.O. s'est exprimée par une « occupation sans grève » et une journée portes ouvertes. La direction a répliqué par l'indifférence.

La grève-bouchon qui a paralysé jeudi et vendredi derniers une partie des chaînes de montage des B-4 et des R-5 à l'île Seguin était très spécifique au départ, puisque les O.S. en raison d'une « organisation des tâches » — à l'occasion de la pose d'équerres sur des R-4 commandées par les P.T.T. — se plaçaient d'un surcroît de travail et de l'évacuaient du personnel de renfort ou de remplacement.

LA C.S.M.F. ANNULE LA GRÈVE ADMINISTRATIVE DES MÉDECINS APRÈS LA SUSPENSION DES SANCTIONS.

La grève administrative que la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) avait décidé de déclencher dans toute la France, le 26 janvier, n'aura pas lieu. La C.S.M.F. vient, en effet, d'annuler ses consignes de grève, qui avaient pour but de s'opposer aux sanctions des caisses d'assurance-maladie qui avaient dérogé de la convention entre le corps médical et la Sécurité sociale plusieurs dizaines de médecins pour dépassement de tarifs. L'annonce par la C.S.M.F. de suspendre la contestation des honoraires jusqu'au 30 janvier, la caisse d'assurance-maladie de la région parisienne a pris à son tour la décision de suspendre les sanctions contre quatre-vingt-dix médecins, et la caisse nationale, dans un « souci de conciliation », a adopté la même attitude pour les sanctions prises dans d'autres départements.

Après cette succession de gestes d'apaisement, des discussions pourraient s'engager sur le fond du conflit : l'évolution des honoraires en 1977 et le statut des médecins libéraux. Des contacts officieux entre les caisses et la C.S.M.F. ont eu lieu avant l'assemblée générale, le 30 janvier, de ce syndicat médical.

Après trois mois de grève

LES OUVRIERS DE L'USINE NUCLÉAIRE DE MARCOULE REPRENENT LE TRAVAIL

(De notre corresp. régional.)

Lyon. Les cent vingt ouvriers de l'usine de retraitement des déchets radioactifs de Marcoule (Gard) devraient reprendre le travail mercredi 26 janvier. Par 56 voix contre 29 (sur 92 votants), ils ont en effet décidé de cesser leur mouvement de grève commencé le 25 octobre. Mais si le conflit, qui s'était déroulé du 16 septembre au 11 décembre à l'usine de Marcoule (Marche), s'est apaisé, dans le retraitement des combustibles nucléaires irradiés, s'est terminé par la signature d'un compromis entre les syndicats et la direction du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), la motion adoptée par les ouvriers de Marcoule souligne qu'aucune solution au conflit n'est intervenue et que l'action pourra reprendre sous d'autres formes. La grève de Marcoule avait conduit la direction du C.E.A. à mettre, à partir de la fin de l'année, sept cent cinquante personnes en chômage technique partiel.

A Marcoule, comme à La Hague, le conflit avait été déclenché pour protester contre la création de la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), société de droit privé. Près de huit mille agents du C.E.A. doivent être transférés dans cette société, qui regroupera ainsi l'essentiel des services jusqu'ici rattachés à la direction des productions du C.E.A. Profitant d'une conférence de presse organisée lundi à Pierrelatte par l'union départementale C.F.D.T. Drôme-Ardèche et la section syndicale de la société Comurhex, un délégué C.F.D.T. de Marcoule a affirmé que « les conditions de travail avaient commencé à se détériorer à partir de 1970, que « la moyenne des doses d'irradiation a pratiquement doublé entre 1969 et 1975 et que le nombre des agents irradiés s'est accru de 120 % pendant la même période. » — J.B.

SYNDICATS

La C.F.D.T. annonce huit cent vingt mille adhérents soit 57 % de plus qu'il y a dix ans

La C.F.D.T. vient de transférer les bureaux de la direction confédérale dans l'immeuble qu'elle a fait construire à cet effet, 5 rue Cadet, 75009 Paris (tél. 280-62-43). Les locaux ainsi libérés dans les bâtiments qu'elle possède, du 26 au 30 de la rue Montchelon, seront utilisés par les différentes fédérations nationales professionnelles, qui s'installeront ou se regrouperont après modernisation des bureaux. Inaugurant ces 5 000 mètres carrés de nouveaux locaux, où travailleront une centaine de personnes, les dirigeants confédéraux ont, le 25 janvier, dressé pour la presse le bilan de la situation interne de la centrale.

La C.F.D.T. ont-ils dit, confirme nettement sa place de centrale française en expansion constante, tant dans les élections professionnelles que par ses cotisations constantes. Le nombre des adhérents s'élevait à 220 490 au 31 décembre 1976, contre 781 078 en 1974 (1). Ce chiffre n'inclut pas les retraités, et autres raisons d'instabilité, le nombre des travailleurs ayant leur carte C.F.D.T. était de 1 066 640, contre 1 015 000 en 1974.

La progression est de 5,04 %, taux très satisfaisant, estimant les délégués, étant donné la crise économique et le chômage. En 1970, il y avait 878 500 adhérents, soit une progression de 21 % pour les cinq dernières années et de 56,7 % par rapport à 1965 (la scission de 1964 ayant entraîné une perte d'environ 8 %).

Le budget de la centrale, en 1977, représentera 14 450 000 francs. Il est alimenté à raison de 87,37 % par les cotisations (38,3 % en 1976 et 85,42 % en 1975). Le reversement des traitements des membres de la C.F.D.T. siégeant au Conseil économique et social fournit 8,17 %. Les recettes diverses : intérêts de placements, ventes de documents, etc., fournissent 4,56 %.

Il est ajouté des subventions (au total 4,8 millions de francs environ) qui sont redistribuées entre les fédérations et unions pour la formation des militants.

Le salaire de M. Maire : 5 023 francs par mois

Parmi les dépenses de fonctionnement, la part la plus importante revient aux charges salariales et sociales, avec 56,39 %. Le salaire minimum brut mensuel pour un gérant de course déboutant, âgé de seize à dix-huit ans, est de 1 898 francs, avec un treizième mois, comme pour le salaire maximum brut qui est de 5 023 francs. Ce dernier chiffre est le traitement de M. Edmond Maire et de chacun des dix membres de la commission exécutive. L'éventuel des salaires à la C.F.D.T. est de 2,66 %, le salaire moyen étant de 3 000 francs.

(1) En incluant les effectifs retraités, la C.G.T. annonce 3 300 000 adhérents : 2 200 000 pour la C.F.T.C. 220 000 ; la C.G.C. 350 000 et la FEN 550 000.

CONSTRUCTION

Après le dépôt de bilan de Dumont-Besson La Société d'économie mixte du Sud-Est parisien est renflouée

On n'assistera pas à la liquidation de la Semise (Société d'économie mixte du Sud-Est parisien) qui avait été assignée par la société Dumont-Besson, entreprise de construction centenaire, qui a elle-même déposé son bilan (le Monde du 2 décembre 1976). Non seulement la Semise a pu régler près de 13 millions à Dumont-Besson, et désintéresser quelques autres créanciers, mais son avenir semble conforté pour les prochains temps. « Tout le monde a fait des sacrifices, la liquidation de biens pour une société d'économie mixte conduisant à la catastrophe pour tout le monde », déclare un responsable. Un pool bancaire (B.N.P., Comptoir des entrepreneurs, Crédit foncier) a repris les trois cents logements du Moulin de Saquet ; la firme Faculté a repris le deux-cent-huit logements, destinés à la vente, sera transformé pour en permettre la location et le prêt de 15 millions pour L.L.M. (immeubles à long moyen) accordé, tandis que les quatre-vingt-dix appartements de l'immeuble voisin resteront en vente.

La SACI (Société auxiliaire de construction immobilière), entre-

prise de promotion du groupe Paribas, a abandonné ses frais financiers et ses honoraires, d'un montant de 15 millions de francs, les banques ont consenti 53,5 millions de francs de prêts nouveaux ; la commune de Vitry (un des principaux actionnaires de la Semise) a pris en charge le déficit de tous les programmes ; l'Etat a consenti une « rallonge » de 10 millions à la subvention d'équipement de 15 millions consacrée à l'opération de rénovation du centre ville.

Le drame pour l'entreprise Dumont-Besson — qui, rappela-t-on, a déposé son bilan le 15 novembre, et à qui il manquait 3 millions le 30 décembre — c'est que tous ces « sacrifices » soient intervenus quelques semaines trop tard.

Les chantiers de Dumont-Besson et cinq cents des salariés de l'entreprise ont été repris par la S.A.E. (Société auxiliaire d'entreprise), mais il a fallu licencier deux cents personnes. Il aurait suffi, sans doute, que l'un des partenaires de la Semise — l'Etat, par exemple — débouche une toute petite partie des fonds pour éviter le pire à Dumont-Besson. — J.D.

MATIÈRES PREMIÈRES

● Le comité exécutif de l'Organisation internationale du café (O.I.C.), qui tenait une réunion statutaire, lundi 24 janvier, à Londres, a décidé, sur proposition des Etats producteurs francophones, de confier au secrétariat de l'Organisation une étude précise sur la situation de la production et des stocks. Pour éviter d'accroître la tension avec le marché mondial du café, où la crainte d'une pénurie a fait flamber les cours le Brésil et la Colombie ont renoncé de leur côté à demander la convocation d'une réunion extraordinaire de l'O.I.C. en février.

Sur les principaux marchés, une légère tendance à la baisse a été enregistrée à New-York et à Londres tandis que les cours sont restés plus fermes à Paris.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :
LE POUVOIR FINANCIER

Envoyez 8 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé (50 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

LA CEGOS

organise une journée d'étude exceptionnelle
JEUDI 3 FÉVRIER 1977

L'EXPRESSION DES SALAIRES, UNE RICHESSE POUR L'ENTREPRISE ?

avec la participation de trois dirigeants qui témoigneront de l'expérience qu'ils ont vécue dans leur entreprise sur :

- LA RÉALISATION D'UN PREMIER BILAN SOCIAL
- LA MISE EN PLACE DE RÉUNIONS D'ÉCHANGE
- LA RECHERCHE COLLECTIVE D'AMÉLIORATIONS

et le concours de plusieurs personnalités membres d'Entreprises et Progrès, du C.I.D., de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O., de la C.F.D.T., du C.N.R.S. et de l'AN.A.C.T., qui ont accepté de prendre part à titre personnel aux travaux de cette journée.

UN DÉBAT QUI PROMET D'ÊTRE INSTRUCTIF...

Pour tous renseignements sur cette journée, vous pouvez vous adresser à Martine FOURNIER, CEGOS, tél. 778-31-32

Le 18 février 1977

Le Nihon Keizai Shimbun

Premier quotidien économique et financier national japonais

avec la participation du « Monde » organise un colloque sur

« Les relations économiques entre le Japon et l'Europe »

Salon Aiglon, Hôtel Inter-Continental

Pour tout renseignement
téléphoner au 233.41.01
Nombre de places limité

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN
COMMISSARIAT NATIONAL À L'INFORMATIQUE

ROUTE NATIONALE N° 5
CINQ-MAISONS/EL HARRACH - ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

ET INTERNATIONAL N° 2/77

Le COMMISSARIAT NATIONAL À L'INFORMATIQUE lance un avis d'appel d'offres national et international en vue de l'étude architecturale et technique de la deuxième tranche du Centre d'Études et de Recherches en Informatique de Oued Smar.

Les architectes, ingénieurs et bureaux d'études intéressés pourront retirer le cahier des charges au Commissariat National à l'Informatique, Direction de la Normalisation et de la Réglementation, Route Nationale n° 5, Cinq-Maisons, El Harrach (3° étage), contre la somme de 150 D.A.

Les plis devront être déposés sous double enveloppe, cachetée et datée au plus tard le 27 Février 1977 à 16 heures. Délai de rigueur.

L'enveloppe extérieure sera adressée au Commissariat National à l'Informatique et comportera la mention suivante : **APPEL D'OFFRES N° 2/77 POUR L'ÉTUDE DE LA 2^E TRANCHE DU CERI OUED SMAR - « NE PAS OUVRIR »**.

Les soumissionnaires doivent être agréés par le Ministère des Travaux Publics, posséder une représentation en Algérie et seront tenus par leur offre pendant 90 jours à compter du 28-2-1977.

RÉPUBLIQUE DU MALI

UN BUT - UN BUT - UNE FOI
M/SY

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL
SERVICE DE L'ÉLEVAGE ET DE LA SANTÉ ANIMALE
OPÉRATION DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE DANS LA RÉGION DE MOPTI (ODEM) - SÉVÉRÉ

Le Ministère du Développement Rural lance un appel à la concurrence internationale pour le creusement de 21 puits dans la Région de Mopti en vue de réaliser un projet de développement de l'élevage dans la région de Mopti, projet financé grâce au concours de l'Association Internationale de Développement, selon l'accord de crédit n° 68/Mali du 11 avril 1975.

Les entreprises intéressées peuvent se procurer le texte de l'avis de participation dans les ambassades du Mali à Bruxelles, Paris, Washington, Abidjan, Dakar et Ouagadougou. L'avis de participation doit être adressé à la Direction de l'ODEM au plus tard le 28 février 1977.

2 HOTELS ★★★★★ A MARSEILLE

sofitel
Jacques borel

MARSEILLE AÉROPORT Tél. (91) 89.91.02 Téléx 401.980

MARSEILLE VIEUX PORT Tél. (91) 52.90.19 Téléx 401.270

Réservation centrale Tél. 657.11.43 Téléx 200.432

Vous pouvez aussi réserver dans tous les Sofitel Jacques Borel ou chez votre agent de voyage.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MONNAIES

LONDRES ÉMETTRA UN EMPRUNT DE 1,5 MILLIARD DE DOLLARS SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL

La Trésorerie britannique a confirmé officiellement par la publication d'un communiqué qu'elle va prochainement émettre un emprunt de 1,5 milliard de dollars sur le marché international des capitaux. Elle a chargé de l'opération un groupe (« syndicat ») de banques allemandes, américaines, britanniques et canadiennes. C'est la deuxième fois en trois ans que l'État britannique emprunte directement. La précédente émission, qui portait sur 2,5 milliards de dollars, avait été lancée en mars 1974.

En confirmant cette nouvelle opé-

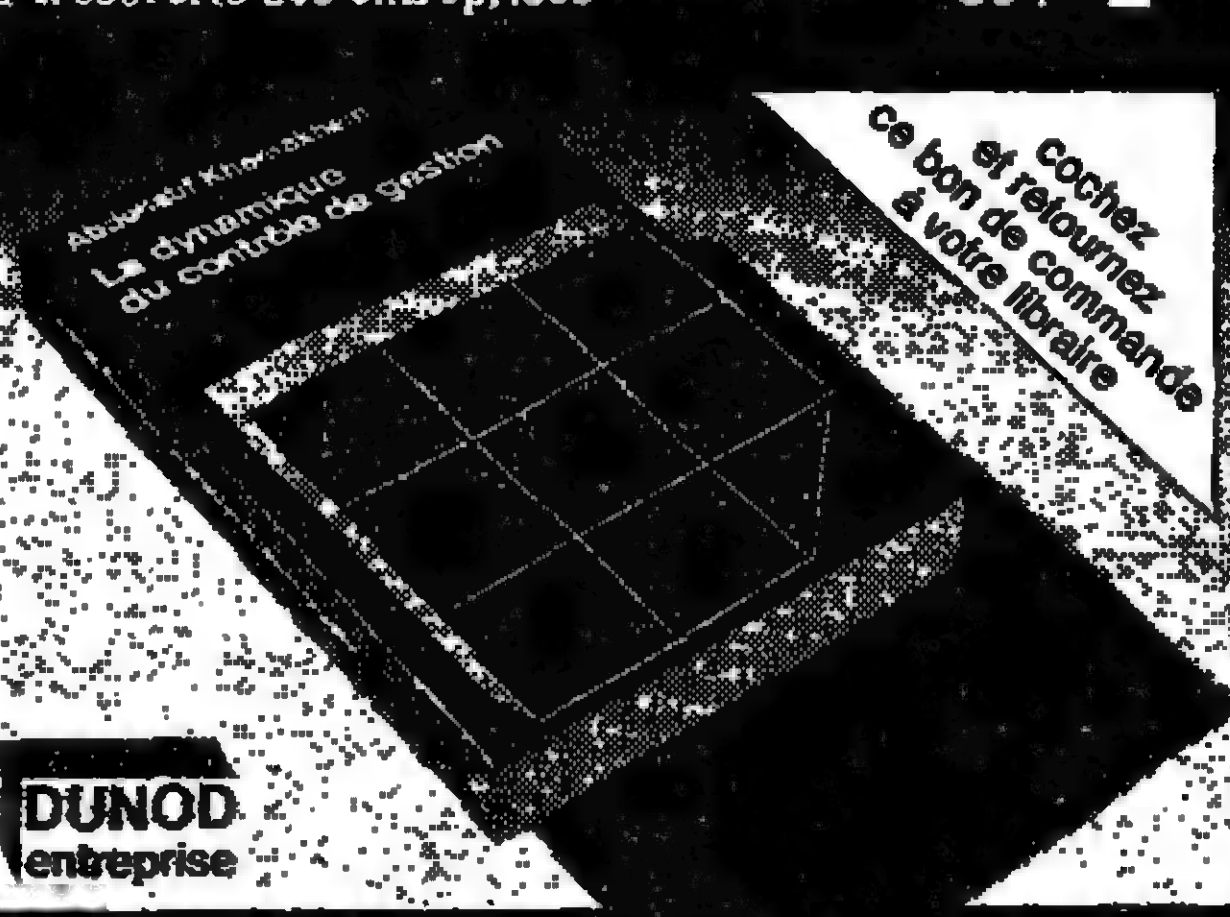
ration devant la Chambre des communes, le chancelier de l'Échiquier, M. Denis Healey, a précisé que les conditions essentielles étaient « très satisfaisantes dans l'état actuel du marché ». Le prêt aura une durée moyenne de six ans et sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux interbancaire sur le marché de l'eurodollar à Londres (appelé, d'après ses initiateurs américains, LIBOR), actuellement de l'ordre de 5,50 %, auquel s'ajoutera une marge supplémentaire de 7/8 % pour les deux années à venir et 1 % par la suite, ce qui est effectivement un taux très favorable.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Fr. suisses	Fr. français
48 heures	4 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
3 mois	4 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
6 mois	4 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4
1 an	5 1/4	4 1/4	4 1/4	4 1/4

Maîtriser l'incertitude.

- A. KHEMAKHEM
La dynamique du contrôle de gestion 98 F
- R. TELLER
Le contrôle de gestion en avenir incertain 49 F
- J. BEDOET
Comment réduire les risques de change 45 F
- J. GUILLLOU
Comment négocier avec ses banquiers 36 F
- P. ZERMATI
La pratique de la gestion des stocks 34 F
- J.R. SULZER
Comment construire le tableau de bord 45 F
- R. LAUVAUD
Comment mener une analyse financière 34 F
- M. de CHOLLET
Le marketing-mix 98 F
- P. ALBOU
Problèmes humains de l'entreprise 39 F
- H. MEUNIER, F. de BAROËT, M. BOULMER
La trésorerie des entreprises 39 F



des livres à lire au bureau!

ÉNERGIE

LA PRÉSIDENTIE DU GROUPE PÉTROLIER ELF-ERAP

La difficile succession de M. Pierre Guillaumat

M. Pierre Guillaumat, président du groupe pétrolier d'Etat ELF-ERAP, aura soixante-huit ans le 5 août. Il va falloir lui trouver un successeur. Une telle fonction, plus excitante et plus sûre que bien des portefeuilles ministériels, ouvre de vastes perspectives. Or une première échéance, celle de la vice-présidence, devait intervenir le 23 janvier. Ce jour-là, M. André Bouillot, l'actuel numéro deux du groupe, était admis à faire valoir ses droits à la retraite. Et beaucoup voyaient dans son poste une place de choix, dans l'attente du mois d'août, pour s'initier aux subtilités du pétrole et aux rouages de cette vaste entreprise.

Il y a quelques semaines, la cause paraissait entendue. Dès le mois d'août dernier, une lettre signée du secrétaire général du gouvernement, M. Marcel Long, avait annoncé au ministre compétent que M. Albin Chalandon serait nommé à la vice-présidence le 23 janvier. Concurrent de M. Chirac pour la présidence de l'U.D.R., l'ancien ministre de l'équipement semblait avoir obtenu de l'ancien premier ministre assez d'assurances pour abandonner son mandat de député. Chargé, le vendredi 13 février, d'une mission — auprès du ministre de l'Industrie et de la Recherche, M. d'Ornano — sur l'approvisionnement pétrolier de la France, M. Chalandon, qui devait obligatoirement choisir six mois plus tard entre sa mission et son mandat, préféra le pétrole. Il est trop fin politique pour n'avoir pas obtenu de sérieuses garanties sur son avenir à ELF-Aquitaine avant de quitter la députation. Le président de la République lui-même s'était avoué cette promesse.

Le choix n'a pourtant pas plu à tout le monde. Ce secteur était resté jusqu'à présent l'apanage des polytechniciens ingénieurs des mines, et l'un de leurs derniers bastions. L'arrivée d'un inspecteur des finances irritait donc. De plus, la compagnie a toujours eu à sa tête des hommes qui ont fait toute leur carrière dans l'administration du secteur énergétique. M. Chalandon y est néophyte. Enfin, l'ancien ministre de l'équipement a une réputation d'homme d'affaires : son passage à la tête de la Banque commerciale de Paris — du groupe Dasso — et ses multiples déclarations sur la nécessaire efficacité de l'Etat en tant qu'industriel ont pu faire craindre qu'il s'orienterait vers la privatisation de la société. Déjà ébranlée par une fusion qui associe à l'ERAP les capitaux privés de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, celle-ci n'avait pas besoin d'une telle suspicion, alors qu'il lui est souvent fait reproche de se conduire peu différemment des grandes compagnies multinationales.

L'arrivée à Matignon de M. Raymond Barre a relancé la querelle. On ne se cache pas, dans l'entourage du premier ministre, d'être moins favorable que ne l'était M. Chirac à

la candidature de M. Chalandon. Ce dernier n'en a pas moins obstinément continué sa mission. Son rapport sur l'approvisionnement de la France en pétrole et les problèmes déterminants de la profession vient d'être terminé et devrait être remis au président de la République, au premier ministre et au ministre de l'Industrie et de la Recherche avant la fin du mois de janvier. Sera-t-il publié ou, comme le rapporteur Laroche sur le même sujet, enterré ?

Pendant ce temps, le nom d'autres candidats était avancé. Celui de M. Jérôme Monod, l'ancien délégué à l'aménagement du territoire, mais son engagement politique au côté de M. Chirac était en soi une réponse.

Celui aussi de M. André Giraud, l'actuel délégué du gouvernement auprès du Commissariat à l'énergie atomique. Que ce dernier soit « le poulain » du président Guillaumat ne fait guère de doute. Il en est — avec seize ans de moins — la copie conforme. L'un et l'autre sont originaires de familles de fonctionnaires (un général et un enseignant), sont anciens élèves de l'Ecole polytechnique et ingénieurs des mines. Tous deux ont été directeurs des carburants au ministère de l'Industrie et sont passés à la tête du Commissariat à l'énergie atomique. L'un et l'autre ont fait toute leur carrière, ou presque, dans l'énergie, et l'on ne compte plus les conseils d'administration où ils se sont croisés ou croisés. De là à conclure que M. Giraud est « le profil ».

Tout au plus manque-t-il à ce duple la dimension politique que possède M. Chalandon et qu'avait obtenue M. Guillaumat comme ministre des armées du général de Gaulle au cours de la guerre d'Algérie. Mais il peut se targuer d'avoir été directeur du cabinet de M. Guichard, alors ministre de l'éducation nationale en juin 1969 lorsqu'il s'est agi de mettre en œuvre la loi d'orientation.

A-t-il, lui aussi, obtenu des assurances ? En tout cas, lors du dernier conseil d'administration du C.E.A., nombreux furent les sourires entendus lorsque M. Giraud affirma que « les structures survivent aux hommes ». Comment ne pas y voir l'annonce d'un prochain départ ? Ce n'est donc pas sans une certaine délectation que ses partisans

ont ressenti le décret relatif à l'organisation de l'ERAP. L'article 5 de ce texte, publié le 18 décembre 1968 au Journal officiel, énumère les membres du conseil d'administration de l'entreprise et précise : « Un haut fonctionnaire, président ». Or nul n'ignore que M. Albin Chalandon a démissionné de l'inspection générale des finances en janvier 1965 et que le statut de la fonction publique est formel : « Une démission régulièrement acceptée est irrévocable ».

Les alliés de l'ancien ministre de l'équipement, comme ceux qui estiment qu'une promesse donnée doit être honorée, se croisent sans doute la tête. On ne niera pas que la loi n'a aucune valeur juridique qui permette de réintégrer vingt ans après un fonctionnaire démissionnaire. On pourrait, certes, changer le texte de création de l'ERAP. Alors que le parti communiste jette sur le secteur énergétique un regard peu amène et fait de la lutte contre les compagnies pétrolières un de ses thèmes favoris, supprimer la clause qui rend nécessaire l'apparance à la fonction publique du président de l'entreprise nationale semble politiquement difficile. Même si l'on ajoutait — solution actuellement envisagée — à « haut fonctionnaire » la mention « ou ancien ministre », changerait-on l'esprit du texte ?

La bataille pour la tête de groupe ELF-Aquitaine n'est donc pas terminée. En attendant la succession de M. Guillaumat, les milieux pétroliers publics guettent chaque matin au Journal officiel le décret de nomination du nouveau vice-président. Sera-ce M. Chalandon ou M. Giraud ? A moins que, par promotion interne, on ne nomme M. Rutman, actuellement directeur, ce qui serait une manière comme une autre de respecter la tradition et de ne prendre aucune décision irréversible avant le mois d'août...

BRUNO DETHOMAS.

Pour louer une voiture au Luxembourg, réservez chez **europcar** 645.21.25

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TRAILOR

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Trailor pour l'exercice 1976 a atteint 506.720.000 FF contre 422.700.000 FF en 1975 (+ 19,1 %).

LES MARCHÉS

PARIS 24 JANVIER

VII redressement

La semaine s'est ouverte sur une tendance haussière, formée par les marchés américains, les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

LONDRE

La semaine s'est ouverte sur une tendance haussière, formée par les marchés américains, les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

Les marchés américains ont progressé. Les marchés européens ont progressé. Les marchés asiatiques ont progressé.

مكتبة الأصل

سكزا من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

24 JANVIER

Vif redressement

La semaine s'est ouverte sur une note relativement optimiste, les investisseurs français ont opéré un assés de redressement. Les différents indices ont progressé de 1 à 1,5 %.

Plusieurs compartiments ont bénéficié de ce regain d'achat (traditionnel au début de chaque semaine) : les valeurs de la construction électrique (Moulinex, Jeumont), les laboratoires pharmaceutiques (Roussel - Uclaf, + 4,5 %), les pétroles (C.F.P., + 3 %), l'automobile et les pneumatiques (Michelin, Peugeot). En revanche, la tendance s'est avérée assez irrégulière à la métallurgie (Chiers, + 5 %; Métallurgique de Normandie, - 1 %; à l'automobile (Baphtis, - 1 %; à l'aviation (Radar, Orléans, - 1 %; à la métallurgie (Prestalut, + 6 %; à la métallurgie, - 4,5 %).

En dépit d'un contexte politique relativement trouble, les investisseurs ont trouvé quelques raisons de procéder à de nouvelles acquisitions. Il se confirme, en premier lieu, que la hausse des prix de décembre sera très modérée (entre 3 et 5 %). D'autre part, le résultat de la dernière enquête économique de la chambre de commerce de Paris est encourageant. Enfin, les boursiers ont été rassurés par la baisse du taux de l'argent qui est tombé à 3 1/4 %.

Le taux de l'argent placé en report a été fixé à 3 % contre 3 1/8 % à fin décembre. Les valeurs étrangères, les américaines et les allemandes ont été résistantes tandis que les mines d'or s'orientaient plutôt à la hausse. L'irrégularité des pétroles internationaux.

Sur le marché de l'or, le lingot a perdu 70 F à 217,30 F tandis que le napoléon a monté de 0,60 F à 236,10 F. Le système de francisation est resté limité à 3,75 millions de francs contre 3,68 millions.

LONDRES

24 JANVIER

Planchement

Le mouvement de baisse se poursuit mardi à l'ouverture, affectant en particulier les industries et les banques. Seuls les fonds d'Etat se raffermissent un peu. Irrégularité des pétroles et des métaux d'or.

Le marché s'est redressé au long de la matinée, le marché n'est resté redressé qu'en début d'après-midi. L'annonce d'une forte progression (+ 4,8 %) des commandes de biens durables en janvier (croissance mensuelle consécutive). Les analystes estiment cependant que cette croissance aurait pu pousser un mouvement de hausse nettement plus important et l'absence d'achat net, pas d'achat massif, général, aussi modeste.

Les investisseurs ont eu début de mois prochain que le détail du plan de relance de M. Carter sera connu. Le plan prévoit des opérations de réduction de la dette d'intérêt à court terme financées par la First National Bank of Chicago.

Les investisseurs ont eu début de mois prochain que le détail du plan de relance de M. Carter sera connu. Le plan prévoit des opérations de réduction de la dette d'intérêt à court terme financées par la First National Bank of Chicago.

NEW-YORK

24 JANVIER

Très légère hausse

Les cours ont très légèrement progressé lundi à Wall Street, où l'absence d'une séance modérément active (22,90 millions de titres contre 23,00 millions par 788 contre 685 sur les échanges).

Le marché s'est redressé au long de la matinée, le marché n'est resté redressé qu'en début d'après-midi. L'annonce d'une forte progression (+ 4,8 %) des commandes de biens durables en janvier (croissance mensuelle consécutive). Les analystes estiment cependant que cette croissance aurait pu pousser un mouvement de hausse nettement plus important et l'absence d'achat net, pas d'achat massif, général, aussi modeste.

Les investisseurs ont eu début de mois prochain que le détail du plan de relance de M. Carter sera connu. Le plan prévoit des opérations de réduction de la dette d'intérêt à court terme financées par la First National Bank of Chicago.

Les investisseurs ont eu début de mois prochain que le détail du plan de relance de M. Carter sera connu. Le plan prévoit des opérations de réduction de la dette d'intérêt à court terme financées par la First National Bank of Chicago.

VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100

VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100

VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100

VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100

VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100

VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100

VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100

VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100

VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100

VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100
Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100	Parafin (L.A.)	30	100

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TRAILOR

ACTIVITE ROUTE

ACTIVITE PERFORMANCE

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

ACTIVITE CONTAINER

**Vives controverses
en Grande-Bretagne
à propos
de la démocratie
industrielle**

-

الأصل

مکذا من

100

TELEPHONE : 246-72-23
Adresse télégraphique : JOURMONDE PARIS

Canada, 0,40 \$ can.; Côte d'Ivoire, 00 fr.
Egypte, 14 fr.; Grèce, 20 dr.; Hollande, 1,18 fl.
Indonésie, 250 Rp.; Israël, 2,78 L.; Liban,
100 fr.; Sénégal, 80 fr.; Singapour, 1,60 S. sing.
Turquie, 5,50 L.T.; U.S.A., 0,35 \$ U.S.

ABONNEMENT : Six mois Un an
France F 35 F 60
Etranger F 48 F 85

(Tarifs avion page 11.)

CHEQUES POSTAUX - BANQUE 42027 23

(Suite de la page 4.)

EUROPE

LA CONTESTATION DANS LES PAYS DE L'EST

En Pologne

Le gouvernement cherche à affaiblir l'association des intellectuels catholiques proches de l'épiscopat

De notre correspondant en Europe centrale

Varsovie. — Une grande effervescence règne à Varsovie parmi les membres du Club des intellectuels catholiques (KIK). Cette association, qui regroupe près de deux mille membres et dont les activités constituent, notamment avec la publication de la revue *Wies*, l'un des foyers les plus vivants de la vie culturelle polonaise, est, en effet, menacée par les autorités d'être privée de ses moyens financiers d'existence. Cette nouvelle attaque contre les intellectuels catholiques les plus proches de l'épiscopat paraît inscrite dans une action plus vaste, en cours depuis environ deux ans, et qui tend à saper la zézanie parmi les différents groupes d'intellectuels chrétiens, tout en essayant de briser l'indépendance des cercles jusqu'à présent les moins dociles. Les prémisses de l'attaque actuelle, dont l'importance ne saurait être sous-estimée pour l'avenir des relations entre l'Eglise et l'Etat polonaise, remontent à l'automne dernier, lorsque le ministère des finances, sur proposition du ministre des cultes, M. Kukulski, décida d'accorder au Club des intellectuels catholiques polonais (P.K.I.K.), nouvellement créé, le droit d'exercer des activités économiques. Ce nouveau club, présidé par M. Konstantin Lubinski et animé par M. Janusz Zablocki, a vu le jour en octobre 1976 à Varsovie. Deux autres clubs de la même tendance ont été créés, à peu près au même moment, à Lublin et Poznan. Ils ne complètent, à eux trois, que quelques dizaines de membres. La dissidence de MM. Lubinski et Zablocki est le résultat d'un conflit né au sein de l'ancien groupe parlementaire catholique Z.N.A.K., au début de 1976, lors du débat sur la nouvelle Constitution. A l'époque, seul parmi ses quatre autres collègues, M. Stomma, le chef du groupe, s'était abstenu dans le vote à la Diète, scellant de ce fait la disgrâce de ses amis du KIK aux yeux du pouvoir. Ceux-ci devaient d'ailleurs se voir évincés quelques semaines plus tard du Parlement, au profit des partisans de M. Zablocki.

Une gestion difficile

Quelques jours à peine après avoir donné au nouveau club de M. Zablocki la possibilité d'exercer des activités économiques, le ministère des finances retirait, le 10 décembre dernier, à l'ancien club les mêmes facilités qu'il avait accordées à son nouveau club. Il y a plusieurs années, une société appelée Libella, d'où il tirait, signal que la revue *Wies*, la majeure partie de ses revenus. Depuis l'entrée en vigueur de cette mesure, le 1^{er} janvier de cette année, le Club des intellectuels catholiques de Varsovie et *Wies* se trouvent ainsi dans une situation financière très tendue. En restant propriétaires majoritaires de Libella (dix parts sur treize), ils sont mis dans l'impossibilité de tirer aucun profit de l'activité de leur entreprise. Pour justifier l'opération, les autorités invoquent le mauvais fonctionnement de Libella depuis deux ans et assurent aux dirigeants du KIK qu'ils sont prêts à leur verser des subventions.

La question de Libella, entreprise fabriquant de la papeterie, de la petite mécanique, etc., paraît, en effet, avoir été assez difficile au cours des deux dernières années, mais essentiellement en raison des obstacles mis par l'administration minoritaire, en l'occurrence M. Zablocki et son Centre de documentation et d'études sociales (ODISS). Quant à la proposition de subvention faite par le gouvernement au KIK, elle présente pour les dirigeants de ce dernier le danger évident de les mettre dans un rapport de dépendance directe vis-à-vis des autorités, ce qu'ils avaient pu jusqu'à présent éviter.

A deux reprises, ces derniers temps, le 16 décembre et le 10 janvier, les représentants des huit centres d'activités catholiques se réunissant, de près ou de loin, au KIK (les quatre clubs de Varsovie, de Wrocław, de Cracovie et de Torun), les revues *Wies* et *Znak*, l'hebdomadaire *Tygodnik Powszechny*, la maison d'édition *Omega* ont adopté des résolutions : ils insistent sur leur volonté de rester indépendants, dénoncent les attaques contre les intellectuels catholiques comme étant particulièrement néfastes aux relations entre l'Eglise et l'Etat et proposent aux autorités d'accepter une solution de compromis consistant en une division en deux de l'entreprise Libella, chaque groupe exerçant un droit de propriété et de gestion sur sa propre société.

De son côté, l'épiscopat, très

En Tchécoslovaquie

Les animateurs de Charte 77 dénoncent les mesures discriminatoires dans l'enseignement

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Les animateurs de Charte 77 ont rendu public dimanche 23 janvier un nouveau document. Ce texte décrit les discriminations politiques, sociales ou religieuses appliquées lors de l'entrée dans l'enseignement supérieur et demande instamment qu'il y soit mis fin. Il critique la pratique consistant à utiliser des « critères parentaux de classe » pour l'admission à l'université. Se référant au droit fondamental à la culture et à la liberté de l'éducation inscrit dans la Constitution, les rédacteurs du document soulignent que les mesures discriminatoires touchent particulièrement les enfants de parents qui pendant le « printemps de Prague 1968 » avaient soutenu la démocratisation de la culture et de la liberté de l'éducation. Ces enfants ne sont même pas autorisés à fréquenter des établissements d'enseignement secondaire. Les défenseurs des droits civiques dénoncent l'existence d'une instruction secrète du ministère de l'Intérieur rendant obligatoire la présence d'une fiche politique dans le dossier scolaire de chaque élève. Ils dénoncent cette instruction comme étant illégale.

D'autre part, dans une interview à l'agence Associated Press, l'écrivain Pavel Kohout a déclaré : « Je commence à détester le mot « dissident ». L'Etat essaie de nous coller cette étiquette qui nous rend quelque chose d'incertain et mal défini. Or nous sommes engagés dans la défense des droits de l'homme et, tout compte fait, nous le faisons dans un pays qui a inscrit dans ses lois la garantie de ces droits. »

Selon l'écrivain, la campagne de diffamation contre les signataires de Charte 77 serait sans précédent depuis les opérations de la période stalinienne dans les années 50. Il a qualifié d'« absurde totale » les accusations portées contre lui, et selon lesquelles

(Mardi 25 janvier.)

Espagne

Le gouvernement et l'opposition démocratique lancent un appel commun au calme

De notre correspondant

Madrid. — C'est dans la nuit du 24 au 25 janvier que deux hommes armés de mitraillettes se sont présentés dans le quartier d'Atocha, à une étude d'avocats spécialisés dans la défense de syndicalistes de gauche. Une dérogation des ouvriers des transports privés madrilènes, actuellement en grève, venait de quitter l'étude. Cette dérogation comprenait dix personnes. Les terroristes ont coupé les fils du téléphone et ouvert le feu. Trois avocats ont été tués sur le coup : MM. Angel Rodriguez, Valdivia Irujo et Luis Javier Benavides Orgaz. Un autre, M. Perez del Arco a succombé le mardi matin. Un cinquième, M. Antonio Holgado, était dans le coma, le même jour, en fin de matinée. Deux blessés sont dans un « état très grave ».

Dimanche 23 janvier, une manifestation non autorisée avait lieu dans le centre de Madrid, en faveur de l'amnistie totale pour les prisonniers politiques. Il y eut plusieurs affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre. Une personne non identifiée sortit un revolver, et après avoir crié « Vive le Christ roi ! », tira sur un étudiant, âgé de dix-neuf ans, Arturo Ruiz Garcia, le tuant sur le coup. La triple « A » espagnole (Alliance anti-communiste) s'est attribuée cet assassinat, affirmant qu'elle sera présente dans toutes les manifestations de ce genre.

Le 24 janvier, à 9 h. 30 du matin, le général Villacampa, qui est proche de la ligne « dure » de l'armée, était en train de signer un décret quand il quitta son domicile pour se rendre à son bureau du Conseil suprême de justice militaire, la plus haute instance judiciaire des armées de terre, de l'air et de mer. Quatre hommes, l'arme à la main, le faisaient monter dans sa voiture officielle, tandis qu'ils me-

JOSE-ANTONIO NOVAIS.
(Mercredi 26 janvier.)

L'INSTALLATION

M. Carter veut ins...

Les réfractaires

son discours inaugural, lundi 20 janvier, le président américain a déclaré que son entrée en fonctions marquait le début d'une nouvelle ère d'union et de confiance entre les Américains.

La première journée de travail à la Maison Blanche a été marquée de la grâce aux réfractaires à la guerre du Vietnam. Le président a accordé la grâce à 100 personnes, dont 50 réfractaires à la guerre du Vietnam. Cette décision a été saluée par les réfractaires à la guerre du Vietnam, qui ont organisé une manifestation devant la Maison Blanche.

Un rite républicain

La manifestation du président Carter à la Maison Blanche a été marquée par un rite républicain. Le président a prononcé un discours inaugural, dans lequel il a déclaré que son entrée en fonctions marquait le début d'une nouvelle ère d'union et de confiance entre les Américains.

Le président Carter a également prononcé un discours devant le Congrès, dans lequel il a déclaré que son entrée en fonctions marquait le début d'une nouvelle ère d'union et de confiance entre les Américains.

AFRIQUE

EN REJETANT LE PLAN BRITANNIQUE DE RÈGLEMENT

M. Ian Smith assure avoir voulu éviter la « mainmise immédiate d'une minorité marxiste » sur la Rhodésie

M. Smith, premier ministre rhodésien, a justifié lundi soir 24 janvier à Salisbury sa décision de rejeter le plan britannique de règlement négocié. Les propositions de Londres, a-t-il fait remarquer, auraient entraîné la « mainmise immédiate d'une minorité marxiste sur le pays » et « imposé, de l'extérieur, un gouvernement noir ». Il a reproché à la Grande-Bretagne d'avoir voulu satisfaire les exigences du front patriotique de M.M. Mugabe et Nkomo.

Il a toutefois souligné qu'il était prêt à renégocier avec souplesse le plan Kissinger, et qu'il avait invité les diri-

geants noirs « à l'exception des partisans du terrorisme » à participer à la vie politique. M. Richard, qui est arrivé lundi soir à Johannesburg, a qualifié de « tragique » le refus de M. Smith et assuré que ce dernier porte « une grande responsabilité pour ce qui peut arriver prochainement ». En réponse aux accusations rhodésiennes, il a assuré que ses propositions « avaient été conçues pour introduire une présence neutre de telle façon que ni les Blancs ni les Noirs n'aient le contrôle du pays ». Il a enfin exigé que la conférence de Genève puisse reprendre « sinon pour s'asseoir et se regarder les uns les autres ».

JOHANNESBURG : une certaine inquiétude

De notre correspondante

Johannesburg. — L'Afrique du Sud a accueilli sans grand élan la nouvelle du rejet, par M. Smith, des propositions britanniques. Le discours de M. Smith, à la télévision, a été perçu comme une déclaration de position du Rhodésie Front, le parti au pouvoir, laissant entendre que le gouvernement de Salisbury n'était pas prêt à s'écarter du plan présenté en septembre dernier par M. Henry Kissinger.

Le premier ministre sud-africain, M. John Vorster, a été davantage surpris par la ton et la réaction du président de la conférence de Genève. « Bien que je comprenne, a-t-il dit, la déception de M. Richard, je ne pense pas que son diagnostic de l'échec ait été équilibré dans tous les domaines, ou qu'il ait pris en considération tous les faits significatifs ».

On a noté, lundi soir 24 janvier, une certaine inquiétude dans les milieux politiques blancs comme chez l'homme de la rue. Ainsi M. Japie Basson, député de l'United Party (opposition officielle) a exprimé des craintes sur les conséquences de cet échec. « La situation ne peut qu'évoluer vers une confrontation armée », a-t-il dit. M. Colin Eglon, leader du Progressive Reform Party, a utilisé les mêmes adjectifs que M. Richard pour qualifier la nou-

(Mercredi 26 janvier.)

LONDRES : désarroi et consternation

De notre correspondant

Londres. — Le « non » de M. Smith plongé dans un désarroi et une consternation qui ne sont dissimulés qu'à grand-peine. Les dirigeants britanniques ont été surpris, désorientés, et pour l'ensemble de l'Afrique australe. Ils redoutent non seulement une intensification de la guérilla contre le gouvernement de Salisbury mais de nouvelles interventions étrangères favorisant la cause du bloc socialiste dans cette partie du monde.

En outre, le gouvernement travailliste redoute, dans l'immédiat, d'être l'objet, désormais, des attaques des conservateurs. Ceux-ci auront beau jeu de dénoncer « les erreurs et les illusions » des responsables d'une diplomatie qui paraît enregistrer un échec complet.

Il est clair, en tout cas, que M. Richard et le secrétaire au Foreign Office, M. Crossland, ne réussissent pas vraiment au refus catégorique de M. Smith. Des reportages télévisés ont montré, le 24 janvier, à tous les citoyens britanniques, le président de la conférence de Genève sortant de la résidence du premier ministre rhodésien visiblement décontenancé par le choc qu'il venait de subir.

M. Crossland présent à la conférence de presse donnée en commun, le 24 janvier, par M. Callaghan et le chancelier Schmidt, en visite à Londres, était

(Mercredi 26 janvier.)

République

Sud-Africaine

L'OUVERTURE D'ÉCOLES CATHOLIQUES AUX ÉLÈVES DE TOUTES RACES INQUIÈTE LES AUTORITÉS

De notre correspondante

Le Cap. — Le gouvernement sud-africain a déclaré la guerre à l'Eglise catholique, coupable d'avoir ouvert ses établissements scolaires à tous les enfants, quelle que soit la couleur de leur peau. L'existence en Afrique du Sud d'écoles catholiques, où les enfants de toutes races, comptant près de trente mille élèves, sont admis, inquiète les autorités. Comme tous les établissements scolaires, elles doivent être enregistrées auprès des autorités provinciales. Selon un règlement qui date de 1966, seuls les professeurs européens peuvent enseigner à des enfants européens. Aucun enfant non européen ne peut être admis dans une école européenne. Ces conditions ne peuvent être rompues qu'avec le consentement de l'administration provinciale.

Au moins deux écoles, l'une à Port Elizabeth, l'autre à Grahamstown, ont ouvert leurs portes à quelques enfants non blancs. Devant la passivité du gouvernement, et fort du succès de cette expérience, tant auprès des enfants que des parents, les évêques réunis au mois de février 1976, ont décidé d'autoriser les établissements scolaires à accueillir des enfants métis, noirs, et indiens. La décision finale était cependant laissée aux chefs d'établissements.

Depuis une semaine, petit à petit, une à une, et le plus discrètement possible, plusieurs écoles ont décidé de suivre la voie tracée par les évêques. Cette évolution n'a pas manqué d'inquiéter certains citoyens soucieux de faire respecter à la lettre la politique du gouvernement. Jeudi 20 janvier, l'administrateur de la province du Cap, M. L. Munnik, a menacé de retirer leur autorisation d'enseigner aux établissements qui continueraient à accepter des enfants non blancs. Il a été aussitôt suivi par son collègue du Transvaal.

Pour le moment, l'attitude des responsables de l'Eglise catholique est ferme : il n'est pas question de revenir en arrière.

JEAN WETZ.
(Mercredi 26 janvier.)

CHRISTIANE CHOMBEAU.
(Mercredi 26 janvier.)

L'INSTALLATION DU 39^e PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

M. Carter veut insuffler un « esprit nouveau » au peuple américain

Les réfractaires à la guerre au Vietnam bénéficient de la grâce présidentielle

Dans son discours inaugural, jeudi 20 janvier, le président Carter a affirmé que son entrée en fonctions marquait la naissance d'un « esprit nouveau » d'union et de confiance entre les Américains.

Dès sa première journée de travail à la Maison Blanche, le 21, il a étendu la grâce aux réfractaires à la guerre du

Vietnam. En sont exclus les insoumis qui participèrent à des actes de violence et les membres séditieux du service de recrutement. Ceux qui échappèrent à l'incorporation en se réfugiant à l'étranger et en changeant de nationalité devront pour se faire réintégrer dans la communauté américaine accomplir les mêmes formalités qu'un candidat à la naturalisation.

M. Carter a reçu de nombreux messages de félicitations de chefs d'Etat étrangers. Celui du président du Soudan, M. Nour El Din Ali M. Podgorny souhaite « qu'il soit possible de réaliser des progrès considérables dans les relations entre nos deux pays ». Le secrétaire d'Etat américain, M. Vance, envisage de se rendre à Moscou fin mars pour relancer les négociations sur les SALT.

Le droit de grâce, prérogative traditionnelle des chefs d'Etat, a une portée morale, alors que l'amnistie, qui signifie étymologiquement l'oubli et qui appartient au législatif, est plutôt d'ordre politique. M. Jimmy Carter, en accordant la grâce aux réfractaires à la guerre du Vietnam, a donc voulu que son premier acte officiel de président des Etats-Unis, comme il l'avait promis au cours de la campagne électorale, soit essentiellement moral. Citant le prophète Michée

dans son discours d'inauguration, M. Carter a indiqué une fois de plus l'origine religieuse des valeurs — la miséricorde, l'amour, l'humilité — qui ont donné le ton à sa campagne électorale et dont les peuples du monde et le peuple américain lui-même attendent sans optimisme excessif — la traduction en mesures concrètes.

La grâce présidentielle s'applique à ceux qui ont refusé de rejoindre l'armée entre le 4 août 1964 et le 28 mars 1973. Les insoumis qui ont réussi à rester dissi-

mués aux Etats-Unis, ou qui se sont réfugiés au Canada, en Suède ou en France, peuvent donc, les premiers réintégrer au grand jour, les autres se présenter librement aux postes-frontières d'un pays qu'ils ont parfois quitté depuis dix ans.

Il est difficile de préciser le chiffre des bénéficiaires de cette mesure qui, selon le secrétaire de presse du président, atteint plusieurs centaines de milliers de personnes. Le cas le plus fréquent est celui des appelés qui ne se

sont pas rendus à la convocation des services d'incorporation. La décision de M. Carter annule en tout cas le très modeste « programme » mis en route par M. Gerald Ford en 1974, et qui impliquait pour quelques milliers de réfractaires repentis un service civil relativement long et pénible. Ceux-ci aussi pourront abandonner leurs pelles et leurs pioches et rentrer tranquillement chez eux.

La clémence inaugurale du trente-neuvième président des Etats-Unis n'est cependant pas un « pardon » général et inconditionnel. Tout d'abord, elle ne touche pas toutes les catégories (la liste est innombrable) de jeunes Américains qui, par courage idéaliste, par lâcheté ou par ignorance, ont enfreint les lois de leur pays. Elle se s'applique

pas en particulier aux réfractaires qui ont commis des actes de violence pour échapper à l'appel ni aux fonctionnaires des services de recrutement qui ont participé à de tels actes en les facilitant. Elle ne concerne pas non plus les déserteurs encore recherchés, dont le nombre est sans doute beaucoup plus restreint, mais dont la situation est infiniment plus tragique. M. Carter a demandé au ministère de la Justice d'étudier leur cas un par un.

Le président n'a donc pas oublié la politique ; il sait, pour avoir été fraîchement accueilli par les anciens combattants, lors de leur congrès, le 24 août 1976, à Seattle (dans l'Etat de Washington), qu'un pardon pour tous aurait été mal accueilli par l'opinion américaine. Une autre ombre plane sur la décision presi-

dentielle : les militaires ayant effectivement combattu et qui ont quitté l'armée, avec un surnis (25 % des 7 800 214 militaires engagés à un moment ou à un autre dans le conflit) ne sont pas réhabilités. Il s'agit surtout de Noirs qui, ayant moins de moyens financiers ou de relations que leurs camarades blancs pour échapper à la conscription ou se réintégrer à l'étranger, subissent aujourd'hui la dure loi du chômage et du mépris.

M. Carter, qui inaugure son quinquennat par un geste de réconciliation nationale, peut donc aller plus loin encore, et passer définitivement les pages du Vietnam — comme M. Ford avait fermé celles du Watergate — en étendant son « pardon » à ceux qui en restent exclus.

(Lundi 24 janvier.)

Un rite républicain et religieux

L'inauguration « du président des Etats-Unis est équivalente à la célébration d'un sacre monarchique. Un rite religieux passe sur l'assistance (« C'est toujours un moment d'étonnement et de crainte », a noté Walter Lippmann) lorsque l'homme de parole se métamorphose sous le regard de Dieu, en président de tous les Américains.

C'est le point final et l'aboutissement d'une « relève » politique qui a fonctionné en définitive de façon remarquable et sans accroc notable depuis presque deux siècles. La continuité monarchique, exprimée par le vieux cri « Le roi est mort, vive le roi ! », trouve son équivalent dans la présence côte à côte (souvent ils ont fait le chemin ensemble jusqu'au Capitole) de celui qui n'est plus président et de celui qui n'est encore qu'un simple citoyen. Exception notable : John Adams, furieux de la victoire de son successeur, Thomas Jefferson, refusa en 1801 d'assister à la cérémonie et quitta la capitale à l'amb.

Le rite se confond avec l'origine même des Etats-Unis. George Washington est la véritable initiatrice de la cérémonie. La Constitution prévoyait seulement le texte du serment que devait prononcer le futur président : « Je jure (ou je promets) solennellement de remplir fidèlement les fonctions de président des Etats-Unis et dans toute la mesure de mes moyens, de sauvegarder, protéger et défendre la Constitution des Etats-Unis ». George Washington ajouta de son propre chef : « Que Dieu me donne en aide ! » et prononça une petite harangue à l'adresse des membres du Congrès réunis pour assister à sa prestation de serment. Cette coutume de « l'adresse au Congrès » s'est perpétuée par le « discours d'inauguration » que prononce tout président élu (mais non les vice-présidents parvenus à la magistrature suprême à la suite de la mort du président), bien que la nécessité n'en soit mentionnée nulle part dans la Constitution.

Chaque président a donc cette occasion solennelle de dire au Congrès et à travers lui au pays tout entier, quelle est sa « philosophie » du destin américain. Cet « exercice de style », longuement et soigneusement préparé, devient un texte de référence. Le ton d'une certaine légende kennedyste était, par exemple, donné, le 20 janvier 1961 par le plus jeune président des Etats-Unis. Ne s'agit-il pas de la « parole » des chefs d'Etat américains, ce que votre pays fera pour vous, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays. Ne vous laissez pas aller à des critiques tristes du monde entier, ce que l'Amérique ne fera pour vous, mais ce que tous ensemble nous pouvons faire pour la liberté de l'homme.

Chaque président a imposé sa marque à ces discours d'inauguration, dont l'ampleur varie. Elle va de la conclusion de George Washington (son deuxième discours, en 1793, ne comportait que cent trente-cinq mots) à l'abondante rhétorique de William Henry Harrison, qui eut besoin de presque deux mille mots, en 1829, pour infliger à ses concitoyens une longue dissertation sur le concept de la république, depuis l'époque romaine.

Le grand air de la modestie. Un thème s'est amené au fil des inaugurations, jusqu'à disparaître quasiment à l'époque moderne : l'affirmation par le nouveau président qu'il est indigne de si hautes fonctions. George Washington, là encore, avait créé la tradition, tout autant par tempérance que par fidélité à l'héritage d'une République agricole, pure et dure, telle qu'on la trouve chez Tito-Live, où le pouvoir est un fardeau, les consuls étant littéralement arrachés à leur maison et à leurs terres par la supplication de leurs concitoyens.

Le grand air de la modestie était encore de rigueur dans les

premières années de l'Union. Mis à part un écho furif chez Harry Truman acceptant sa charge « avec humilité » en 1949, cet état d'esprit n'est plus de mise à l'époque contemporaine, où l'on insiste davantage sur ses propres talents. La modestie officielle a naturellement décliné à mesure que s'estompait la figure du Cincinnatus américain, du père fondateur par excellence (George Washington a été également le seul à refuser rigoureusement toute rétribution pour l'exercice de la fonction présidentielle...).

Un peuple élu

Hormis cette évolution, et si l'on ne tient pas compte des modifications de pure forme qui sont inhérentes aux sujets traités, on ne peut qu'être frappé par l'extraordinaire stabilité quant au fond de tous ces discours. Il existe une concordance spontanée entre tous les présidents sur quelques dogmes anciens dans la psyché américaine.

Tout d'abord les Américains sont un peuple élu par Dieu pour habiter, loin de la vieille Europe, de ses péchés et de son despotisme raffiné, une terre créée spécialement pour eux. Les métaphores bibliques sont donc au cœur de l'Exode des Hébreux, sont révélatrices (les Noirs américains les utilisent d'ailleurs abondamment eux aussi dans les spirituals, leur voyage biblique) — s'étant pourtant effectuée dans un tout autre contexte... La référence religieuse est présente dans tous les discours d'inauguration sans exception, jusqu'à l'abus du droit du dixième du dix-huitième siècle (« l'Être tout-puissant », « le Ciel », « la Providence », « la Puissance infinie qui régit l'univers », etc.) ou métaphoriques (« la main divine », « la bénédiction céleste ») peu à peu remplacés, sans jamais disparaître entièrement, par la désignation plus personnelle sinon plus concrète de « Dieu » que pour sa part George Washington ne fit pas figurer dans son texte. C'est le président Eisenhower qui, dans sa piété baptiste (il), poussa le plus loin l'invocation divine puisqu'il fit précéder son discours en 1953 d'une courte prière « privée » : « de son cru » et insista pour que l'assistance courbât la tête.

Il est aisé de voir à quel point ce thème américain du « peuple élu » est l'équivalent collectif de la « prédestination » individuelle, qui est au cœur de la doctrine protestante de la grâce dont Max Weber a fait, dans un livre célèbre, le moteur du capitalisme moderne. L'éthique protestante en séparant rigoureusement la grâce divine et les œuvres humaines encouragea le capitaine d'industrie ou le banquier qui — jamais sûr en son cœur d'être un Juste devant l'Eternel — n'en menait que plus rondement ses affaires dans une sorte d'« ascèse profane ».

« Aucun peuple n'est davantage tenu de reconnaître et d'adorer la Main divine qui conduit les affaires humaines que celui des Etats-Unis », affirme Washington en 1789 tout en remarquant que cette comparaison n'est pas flatteuse pour les moyens qu'employaient la plupart des autres gouvernements pour établir leur pouvoir. « C'est la Providence toute puissante », déclare John Adams en 1797, qui a « de façon si manifeste » protégé les Etats-Unis à leur naissance « de la formidable puissance des flottes et des armées » ennemies.

Thomas Jefferson donna à l'élection divine du peuple américain sa dimension cosmique en remarquant en 1801 que ce « pays choisi » a été « favorablement séduit par la nature et un large océan de la tourmente qui fait rage sur un quart du globe ». Warren Harding ne dira pas autre chose en 1921, comparant l'Europe dévastée et les Etats-Unis prospères et affirmant que « sûrement il faut reconnaître l'intention de Dieu dans la formation de cette République du Nouveau Monde ».

Un autre thème — aussi important aux Etats-Unis, ou qui se sont réfugiés au Canada, en Suède ou en France, peuvent donc, les premiers réintégrer au grand jour, les autres se présenter librement aux postes-frontières d'un pays qu'ils ont parfois quitté depuis dix ans.

Il est difficile de préciser le chiffre des bénéficiaires de cette mesure qui, selon le secrétaire de presse du président, atteint plusieurs centaines de milliers de personnes. Le cas le plus fréquent est celui des appelés qui ne se sont pas rendus à la convocation des services d'incorporation. La décision de M. Carter annule en tout cas le très modeste « programme » mis en route par M. Gerald Ford en 1974, et qui impliquait pour quelques milliers de réfractaires repentis un service civil relativement long et pénible. Ceux-ci aussi pourront abandonner leurs pelles et leurs pioches et rentrer tranquillement chez eux.

La clémence inaugurale du trente-neuvième président des Etats-Unis n'est cependant pas un « pardon » général et inconditionnel. Tout d'abord, elle ne touche pas toutes les catégories (la liste est innombrable) de jeunes Américains qui, par courage idéaliste, par lâcheté ou par ignorance, ont enfreint les lois de leur pays. Elle se s'applique

pas en particulier aux réfractaires qui ont commis des actes de violence pour échapper à l'appel ni aux fonctionnaires des services de recrutement qui ont participé à de tels actes en les facilitant. Elle ne concerne pas non plus les déserteurs encore recherchés, dont le nombre est sans doute beaucoup plus restreint, mais dont la situation est infiniment plus tragique. M. Carter a demandé au ministère de la Justice d'étudier leur cas un par un.

Un nouveau service concernant l'emploi

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans « Le Monde » concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans « Le Monde » concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

- Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :
 - ☐ Direction générale, fonctions multiples.
 - ☐ Marketing relations publiques publicités.
 - ☐ Informatique.
 - ☐ Production entretien.
 - ☐ Ingénieurs.
 - ☐ Etudes organisation et recherche.
 - ☐ Direction financière et administrative.
 - ☐ Comptabilité.
 - ☐ Personnel formation relations humaines et sociales.
 - ☐ Direction commerciale vente.
 - ☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	78	114	148	180	210	236	264	288	310	330
26 semaines	70	136	199	259	315	368	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire :

« LE MONDE » INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du « Monde » ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris) ETRANGER - envoi aérien : + 1 F. par fonction et par semaine

Espagne

ment et l'opposition démocratique ont un appel commun au calme

De notre correspondant...
C'est dans la nuit du 19 au 20 janvier, à Madrid, que le général Franco a prononcé son discours d'adieu. Il a affirmé que son entrée en fonctions marquait la naissance d'un « esprit nouveau » d'union et de confiance entre les Espagnols. Dans son discours inaugural, jeudi 20 janvier, le président Carter a affirmé que son entrée en fonctions marquait la naissance d'un « esprit nouveau » d'union et de confiance entre les Américains. Dès sa première journée de travail à la Maison Blanche, le 21, il a étendu la grâce aux réfractaires à la guerre du Vietnam. En sont exclus les insoumis qui participèrent à des actes de violence et les membres séditieux du service de recrutement. Ceux qui échappèrent à l'incorporation en se réfugiant à l'étranger et en changeant de nationalité devront pour se faire réintégrer dans la communauté américaine accomplir les mêmes formalités qu'un candidat à la naturalisation. M. Carter a reçu de nombreux messages de félicitations de chefs d'Etat étrangers. Celui du président du Soudan, M. Nour El Din Ali M. Podgorny souhaite « qu'il soit possible de réaliser des progrès considérables dans les relations entre nos deux pays ». Le secrétaire d'Etat américain, M. Vance, envisage de se rendre à Moscou fin mars pour relancer les négociations sur les SALT. Le droit de grâce, prérogative traditionnelle des chefs d'Etat, a une portée morale, alors que l'amnistie, qui signifie étymologiquement l'oubli et qui appartient au législatif, est plutôt d'ordre politique. M. Jimmy Carter, en accordant la grâce aux réfractaires à la guerre du Vietnam, a donc voulu que son premier acte officiel de président des Etats-Unis, comme il l'avait promis au cours de la campagne électorale, soit essentiellement moral. Citant le prophète Michée dans son discours d'inauguration, M. Carter a indiqué une fois de plus l'origine religieuse des valeurs — la miséricorde, l'amour, l'humilité — qui ont donné le ton à sa campagne électorale et dont les peuples du monde et le peuple américain lui-même attendent sans optimisme excessif — la traduction en mesures concrètes. La grâce présidentielle s'applique à ceux qui ont refusé de rejoindre l'armée entre le 4 août 1964 et le 28 mars 1973. Les insoumis qui ont réussi à rester dissimulés aux Etats-Unis, ou qui se sont réfugiés au Canada, en Suède ou en France, peuvent donc, les premiers réintégrer au grand jour, les autres se présenter librement aux postes-frontières d'un pays qu'ils ont parfois quitté depuis dix ans. Il est difficile de préciser le chiffre des bénéficiaires de cette mesure qui, selon le secrétaire de presse du président, atteint plusieurs centaines de milliers de personnes. Le cas le plus fréquent est celui des appelés qui ne se sont pas rendus à la convocation des services d'incorporation. La décision de M. Carter annule en tout cas le très modeste « programme » mis en route par M. Gerald Ford en 1974, et qui impliquait pour quelques milliers de réfractaires repentis un service civil relativement long et pénible. Ceux-ci aussi pourront abandonner leurs pelles et leurs pioches et rentrer tranquillement chez eux. La clémence inaugurale du trente-neuvième président des Etats-Unis n'est cependant pas un « pardon » général et inconditionnel. Tout d'abord, elle ne touche pas toutes les catégories (la liste est innombrable) de jeunes Américains qui, par courage idéaliste, par lâcheté ou par ignorance, ont enfreint les lois de leur pays. Elle se s'applique pas en particulier aux réfractaires qui ont commis des actes de violence pour échapper à l'appel ni aux fonctionnaires des services de recrutement qui ont participé à de tels actes en les facilitant. Elle ne concerne pas non plus les déserteurs encore recherchés, dont le nombre est sans doute beaucoup plus restreint, mais dont la situation est infiniment plus tragique. M. Carter a demandé au ministère de la Justice d'étudier leur cas un par un. Le président n'a donc pas oublié la politique ; il sait, pour avoir été fraîchement accueilli par les anciens combattants, lors de leur congrès, le 24 août 1976, à Seattle (dans l'Etat de Washington), qu'un pardon pour tous aurait été mal accueilli par l'opinion américaine. Une autre ombre plane sur la décision présidentielle : les militaires ayant effectivement combattu et qui ont quitté l'armée, avec un surnis (25 % des 7 800 214 militaires engagés à un moment ou à un autre dans le conflit) ne sont pas réhabilités. Il s'agit surtout de Noirs qui, ayant moins de moyens financiers ou de relations que leurs camarades blancs pour échapper à la conscription ou se réintégrer à l'étranger, subissent aujourd'hui la dure loi du chômage et du mépris. M. Carter, qui inaugure son quinquennat par un geste de réconciliation nationale, peut donc aller plus loin encore, et passer définitivement les pages du Vietnam — comme M. Ford avait fermé celles du Watergate — en étendant son « pardon » à ceux qui en restent exclus. (Lundi 24 janvier.)

Republique

Sud-Africaine

inmise

odésie

ation

du 20 au 26 janvier 1977

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

Page 3

La fin de l'« ère Kissinger »

M. Ford s'en va, mais c'est surtout de M. Kissinger que l'on se souviendra. Peut-être l'ancien président retrouvera-t-il grâce aux échos de l'histoire, à la vie publique aux États-Unis après les excès du pouvoir personnel de Nixon et le traumatisme du Watergate. Mais la découverte de ces mérites dépendra surtout de l'action de M. Carter lui-même : jusqu'à plus ample informée, la froide ambition sur laquelle s'est fondée l'irrésistible ascension du nouveau président rappelle plus Nixon le « loner », le solitaire, que le débonnaire représentant du Michigan auquel il succède. Toujours est-il que la date du 20 janvier marque, en même temps que le changement de président, la fin de l'ère Kissinger. Pour avoir exercé pendant huit ans à divers titres — conseiller du président pour les affaires de sécurité de janvier 1969 à novembre 1973, secrétaire d'État d'août 1973 à ce jour — une influence déterminante sur la politique étrangère, pour avoir fait avec un panache et des succès qui ont suscité l'admiration du monde entier ou presque, M. Kissinger restera dans l'histoire comme l'un des tout premiers diplomates du monde de l'après-guerre, à l'égal d'un Marshall ou d'un Foster Dulles.

Le bilan est bien entendu mitigé. S'il fallait décrire une période où son action a été la plus profitable au regard des intérêts américains, c'est le Proche-Orient qu'il faudrait citer en premier lieu. Aujourd'hui, au moment où M. Kissinger s'éloigne du pouvoir, l'influence américaine dans cette région est plus forte qu'à aucun moment depuis plus de vingt ans, très exactement depuis que les ventes d'armes américaines à Nasser ont ouvert la porte à l'O.R.S.S. et introduit la rivalité des grandes puissances en Méditerranée orientale.

Ce retour en force, c'est à Henry Kissinger que l'on doit. La puissance militaire et économique des États-Unis, une certaine usure de l'influence soviétique et la pauvreté de la palette dont dispose le Khrushchev ont permis de jouer le rôle principal. Mais les choses ne seraient pas allées aussi loin sans le talent, les capacités et même le charme du secrétaire d'État, qui a su mettre dans son jeu le président Sadate, conquérir l'estime de M. Assad, tout en cultivant et en développant encore les liens de coopération que Washington entretenait traditionnellement avec l'Arabie Saoudite.

Aujourd'hui, la conjonction de ces trois États et le coup porté à l'O.L.P. au Liban offrent les meilleures auspices à un nouvel et peut-être décisif effort de règlement pacifique dans lequel les États-Unis joueraient l'évidence du premier rôle. Mais même avant cette échéance, les diverses nouvelles entreprises par M. Kissinger dans la région arabe ont de la guerre d'octobre avaient sérieusement réduit la tension et réduit à peu de chose le rôle diplomatique de Moscou.

L'accord sur le Vietnam

L'œuvre reste pourtant inachevée, et l'on ne peut que regretter que M. Kissinger était disposé à exercer sur Israël pour faciliter la conclusion d'un accord de paix. De même, le secrétaire d'État n'a pas pu s'empêcher de répéter un peu plus longtemps qu'il n'était raisonnable l'accord de désarmement conclu en 1974 entre Israël et la Syrie, avait constitué une sorte de triomphe pour le « magicien » qui qu'il négocia l'année suivante entre Israël et l'Égypte — et qui avait capoté — était moins convaincant que le même accord conclu par le nouveau président du Sinaï et fit faire à ce pays de nouveaux pas vers la paix.

L'autre haut fait de M. Kissinger, la reprise de contact avec la Chine, ne peut figurer qu'en seconde position après cette « percée » du Proche-Orient. D'abord parce que l'ambassadeur en fut essentiellement M. Nixon, qui était arrivé au pouvoir avec cette idée en tête — il s'en était ouvert, dès le début de 1969, au général de Gaulle, — ensuite parce que le secrétaire d'État, surtout ces trois dernières années, donna l'impression de plier dans sa politique chinoise. Sans doute, le « char Henri » parachevait-il l'idée — alors non ouvertement exprimée, bien entendu — que l'ouverture vers la Chine était la « clef » qui permettrait d'appréhender et d'infléchir en même temps M. Brejnev, donc d'entamer dans les meilleures conditions le grand dialogue avec l'O.R.S.S. Mais après le départ de M. Nixon, et faute d'idées nouvelles, la diplomatie américaine se comporta comme si elle n'avait plus grand-chose à dire aux dirigeants de Pékin, lesquels s'inquiétaient du dialogue un peu trop exclusif de Washington avec la « social-imperialisme ». Mao le fit comprendre en recevant très fraîchement M. Kissinger lors de son dernier voyage en Chine, à la fin de 1973, puis en accueillant chaleureusement l'ancien président Nixon, confirmant ainsi sa qualité de

champion du « jeu triangulaire ». Le dialogue avec la Chine permit pourtant à M. Kissinger de créer des conditions plus favorables à la négociation avec les communistes vietnamiens. Sans doute peut-on considérer que toute l'entreprise fut un échec, puisque, un peu plus de deux ans après les accords de Paris, celui qui était devenu entre-temps secrétaire d'État dut assister impuissant à l'effondrement, à Saigon, de ce même régime. Thieu que l'accord avait semblé consolider. Mais, en 1973, cette issue n'était pas prévisible à aussi brève échéance, et elle n'enlève rien à la performance que fut, sur le plan de la technique diplomatique, la négociation de 1972 et qui valut à ses auteurs le prix Nobel de la paix.

Les débâcles furent très brutales : on ne sait pas encore très bien qui, de M. Nixon ou M. Kissinger, fut l'initiateur des bombardements de Hanoi par les B-52 en décembre 1972, mais il ne fait pas de doute que le second les approuva. En même temps, l'arrêt de la grande offensive nord-vietnamienne du printemps de cette année-là, la non-réaction de Moscou au minage de Haiphong et l'abstention chinoise pendant la guerre au Vietnam, ne furent que des conséquences de la médiation des conditions possibles pour un retrait de leurs troupes et de sérieuses concessions de Hanoi. N'aurait-on pu conclure plus tôt, épargnant ainsi

des milliers de victimes ? Avant 1972, il est difficile de faire coïncider les conditions que M. Nixon et Kissinger jugeaient indispensables à la conclusion d'une « paix dans l'honneur ». Mais, compte tenu de ce qui s'est passé par la suite à Saigon comme à Phnom-Penh, mieux valait se retirer sans fanfare de toute la région dès 1969.

Parmi les points faibles du « règne », celui qui est le plus souvent mis en avant aux États-Unis est celui de la « détente » avec Moscou. Pourtant, les accusations lancées dans ce domaine contre M. Kissinger sont souvent injustes. Non seulement il n'a fait, jusqu'en 1974, que suivre les consignes de M. Nixon même s'il ne partageait pas tous ses jugements (il n'est pas sûr qu'il ait été très enthousiasmé par la mise en état d'alerte des forces américaines en octobre 1973, le lendemain de la guerre au Proche-Orient), mais encore il laisse une œuvre que personne ne conteste même aujourd'hui : ni les accords qui ont été signés lors des négociations de 1972, ni le fameux document de 1973 sur la prévention de la guerre nucléaire (qui fit signer un certain nombre d'Européens, dont M. Jörger) ne sont remis en cause aujourd'hui, pas plus que la nécessité pour la première puissance du monde de chercher à accorder des intérêts avec son principal rival.

Les faiblesses de la détente

Lequel il laisse les relations des États-Unis avec leurs alliés, mais il ne peut se dissimuler que ce succès a été obtenu dans la bouche de nombreux intéressés un goût amer. Car si, comme il l'a dit, Washington entretient avec les pays de la Communauté européenne les rapports les meilleurs, il ne faut pas oublier que ces pays ont remis les véritables conditions politiques dont ils faisaient montre jusqu'en 1973 et qui leur avaient précédemment été refusées. De même, les « chocs Nixon » assés au Japon en 1971 ont sans doute laissé des traces profondes, même si ce pays reste l'un des meilleurs élèves de la classe des « démocraties industrielles » que le secrétaire d'État entendait substituer peu à peu à la vieille notion de communauté atlantique.

Les épithètes de « Machiavel moderne », voire de « cynique » accolées à M. Kissinger par les troupes mieux fondées à la nouvelle équipe parviennent rarement à imposer un nouveau visage diplomatique, à faire une plus large place à la justice et aux valeurs démocratiques, comme M. Carter en a exprimé l'intention. Celle-ci, pourtant, a été associée à un peu plus qu'indifférence aux efforts visant à « déstabiliser » le régime Allende au Chili, restera sans doute longtemps encore le prototype de l'attitude de l'Amérique.

Son style a été plus ouvert, il a évité les contre-pouvoirs des réactions de l'opinion et du Congrès après le départ de M. Nixon en 1974, mais les trois dernières années de son règne ont été aussi marquées par les mêmes tendances. Comme avec les précédents, M. Kissinger a eu un peu de son côté en changeant de patron et s'il était victime plus que d'autres de l'usure du pouvoir, il ne faut pas lui en faire un reproche. Deux ans et demi plus tôt, l'apogée de ses succès, qui sait s'il ne serait pas, aujourd'hui, beaucoup plus près d'y revenir ?

Michel TATU.

(Vendredi 21 janvier.)

M. Ford aura incarné le rêve d'une Amérique moyenne

Devenu trente-huitième président des États-Unis le 9 août 1974 après la démission, le premier dans l'histoire de M. Richard Nixon, M. Gerald Ford prend, quelques semaines plus tard, une décision qui lui a certainement coûté des voix le 3 novembre 1974. Il accorde à son prédécesseur un pardon complet et rétroactif, pour tous les délits qu'il aurait pu commettre au cours de son mandat. Beaucoup lui ont reproché d'avoir trahi l'élan moral qui avait animé les Américains à l'occasion de l'affaire du Watergate, et de se montrer au contraire complaisant envers l'impartialisme de l'équipe Nixon. M. Ford s'est expliqué à ce propos à maintes reprises. C'était, estimait-il, le seul moyen d'éviter une cohorte de procès qui auraient prolongé de cinq ans ou davantage le déchirement national provoqué par cette affaire.

Il a pris, au cours de trente mois de présidence, d'autres options controversées. Les premières mesures contre l'inflation sont apparues à la fois confuses et inefficaces, et le badge « WIN » (« victoire », sous-entendu l'inflation), qu'il arborait consciencieusement au début de l'hiver 1975, a éveillé la verve des caricaturistes. Il y eut ensuite son refus de recevoir à la Maison Blanche M. Soljenitsyne. Une « gaffe » qu'il ne parvint jamais à réparer vraiment. Il s'est montré également maladroit lorsqu'il a voulu affirmer son autorité en retirant à M. Kissinger la direction du Conseil national de sécurité, à M. William Colby celle de la C.I.A. et à M. Arthur Schlesinger le secrétariat à la Défense. Mais présenté au public, ce limogeage collectif lui a valu plus de critiques que de louanges. On lui a reproché la même gaucherie lorsqu'il obtint — en se défendant de l'avoir demandée — une lettre de M. Nelson Rockefeller indiquant que celui-ci renonçait à briguer la vice-présidence en 1976.

M. Ford a pourtant conservé à la Maison Blanche un grand nombre de fonctionnaires de l'administration Nixon, alors qu'il installait un nouveau chef de l'État installe au bout de quelques mois une équipe qui lui est entièrement dévouée. Les amis que M. Ford a fait venir (de son État du Michigan bien sûr) à Washington n'avaient pas tous les qualités requises.

D'où, au dire des habitués de la Maison Blanche, une forte dose d'amateurisme, quelques incompétences, et des rivalités perpétuelles auxquelles le président ne s'est pas senti le courage de mettre le holà.

S'il n'a pas su s'entourer d'une équipe brillante, M. Ford s'est néanmoins rapidement adapté à ses nouvelles responsabilités. Il a appris à discipliner l'emploi de ses journées (qui commencent à 6 h. 15 du matin par un peu de culture physique, pour s'achever quelque deux heures plus tard par un plongeon dans sa piscine), à jongler les vieux « copains » capables de parler indéfiniment. Il a montré une surprenante capacité d'absorption des dossiers les plus épaiss et les plus complexes, une mémoire d'éléphant. Il a toujours beaucoup sollicité les conseils de son entourage, trop peut-être au début, à l'on dit. Mais par la suite, tout en préparant les décisions de façon plus collective que ses prédécesseurs, il a pris de l'assurance et a acquis une relative aisance dans l'exercice de ses fonctions de président.

M. Ford peut affirmer que le bilan de sa présence à la Maison Blanche est positif. Il avait

Du nouveau pour l'Europe ?

(Suite de la première page.)

La logique de cette ingénierie excluait évidemment l'eurocommunisme. M. Kissinger jugea bon, à l'approche des élections italiennes de 1976, de rappeler qu'une participation appréciable des communistes à un gouvernement européen aurait des conséquences sur ses relations avec les États-Unis.

M. Sonnenfeldt, conseiller du secrétaire d'État, formula, en décembre 1975, à huis clos, le corollaire pour l'Europe de l'Est de ces axiomes. Les États-Unis semblaient trouver assez normal que l'exercice sur l'Europe orientale un pouvoir soviétique « naturel et organique », qui « ne représenterait pas seulement sur la puissance » (1). La « doctrine Sonnenfeldt » parachevait la construction de M. Kissinger : les États-Unis et l'O.R.S.S. pouvaient, en même temps, se défendre de le dire, ont seuls qualité pour traiter des affaires mondiales, au nom de l'Ouest et de l'Est ; entre eux, l'Europe n'existe pas et ne doit pas exister.

Si M. Kissinger crut nécessaire de mettre les points sur les i, c'est qu'en 1973 l'Europe avait le vent en poupe. La Communauté était achevée, elle organisait sa coopération diplomatique, l'hypothèque anglaise était levée. La Grande-Bretagne avait à sa tête un gouvernement « européen », celui de M. Heath, qui travaillait la main dans la main avec Georges Pompidou. La « nouvelle charte atlantique » fut rejetée et se réduisit à une insignifiante « déclaration d'Ottawa ».

Une priorité européenne nouvelle

Cependant, à partir de la guerre d'octobre 1973, les pétroliers, qui trouvaient l'Europe de plein fouet, les grèves britanniques, qui désarçonnèrent M. Heath, puis la mort de Georges Pompidou, fournirent à M. Kissinger, faute d'un texte, l'occasion d'appliquer ses idées. L'extrême vulnérabilité de l'Europe pour son approvisionnement en énergie et en matières premières ayant été mise en lumière, le problème de sa sécurité se compliquait singulièrement. Jusqu'alors la priorité à la défense de l'Europe vis-à-vis de l'Est, conjuguée avec celle des États-Unis, n'avait jamais été discutée, sauf par le général de Gaulle, qui la compléta — ou la nuança — par la recherche de la détente. Au danger militaire de l'Est s'ajouta, à partir de l'automne 1973, un autre danger : celui de l'énergie. L'Europe, non plus militairement engagée au moment où il passe la main.

En l'occurrence, l'acuité de la menace n'était pas la même pour les Européens. Elle était, et reste surtout très différente pour les Européens et les Américains. Pour la France et l'Italie, qui dépendent, l'une à 75 %, l'autre à 90 %, des importations pour leur approvisionnement en énergie, il s'agit d'une question de vie ou de mort. Les États-Unis, grands producteurs de pétrole, disposent d'un potentiel énergétique considérable, les plus libres de leurs mouvements. La riposte ne peut non plus être conçue de la même façon, selon que l'on

se trouve d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique. Si M. Kissinger n'a pas tout à fait exclu un moment le recours à des moyens militaires, les Européens jugent une intervention armée inconcevable et n'ont jamais envisagé de répondre autrement que par des moyens économiques et politiques qui prennent la forme d'offres de coopération.

Cette politique européenne n'est pas liée aux circonstances. Avec ou sans conflit israélo-arabe, l'Europe et le tiers-monde ont des ressources et des besoins complémentaires. L'échange de technologies et d'équipements européens contre des produits de base du tiers-monde est, dans la nature des choses. La France n'a pas le choix : pour payer son pétrole elle doit vendre sa production. D'autres temps, cette loi de la géographie économique produisit le « pacte colonial » puis divers arrangements bilatéraux, notamment au sein du Commonwealth et du monde francophone. La seule innovation introduite par la Communauté — et l'une de ses rares réussites — a consisté à dépasser la loi de la jungle du grand commerce, à organiser collectivement échanges et coopération pour réduire rivalités et affrontements et faciliter les compensations financières. De là les conventions de Yaoundé et de Lomé, avec leurs mécanismes de stabilisation des matières premières et de préférences généralisées. De là aussi les tentatives de dialogues euro-arabe et Nord-Sud.

Mais M. Kissinger voulait. On sait comment, le 11 février 1974, il convoqua à Washington les ministres de la Communauté — qui avaient rendez-vous quatre jours plus tard pour préparer le dialogue euro-arabe — et comment il imposa la création d'un organisme nouveau, une agence « européenne de l'énergie » (qui existe à l'O.C.D.E. un comité de l'énergie partiellement apte à traiter les affaires en cause. Ce que voulait M. Kissinger, c'était briser toute velléité européenne d'une politique énergétique indépendante. Il y a parfaitement réussi.

Après la mort de Georges Pompidou, M. Giscard d'Estaing n'en relança pas moins, en ayant soin d'y associer les États-Unis dès l'origine, un projet de « coopération organique » avec les pays en développement pour « un nouvel ordre mondial ». M. Kissinger ne vit cependant à la conférence Nord-Sud qu'après de longs altercations. Malgré certains progrès dans le ton, la diplomatie américaine continue de « traiter les pieds », à tel point que la coopération n'est pas vraiment engagée au moment où il passe la main.

Dans quel état d'esprit M. Carter prend-il le relais ? Rapportant un entretien avec M. Cyrus Vance, successeur désigné de M. Kissinger, Arnaud de Borchgrave écrit dans *Newsweek* du 13 décembre : « Contrairement à Kissinger (...) Vance pense que l'euro-communisme est une affaire intérieure (...), il n'accepte pas que la participation des communistes à des gouvernements occidentaux porte plus atteinte aux relations de l'O.R.S.S. avec l'Europe de l'Est qu'elle n'en braverait l'O.T.A.N. »

Certes, dans *Time* du 3 janvier,

M. Carter se dit lui aussi « préoccupé » par cette question. Mais il ajoute : « Le meilleur moyen de réduire l'influence communiste en Italie et en France est de faire fonctionner le processus démocratique et de rendre confiance aux citoyens dans leur gouvernement ».

Dans une autre déclaration à *Time* (15 décembre), M. Carter, assurant qu'il veut remplacer « la politique de puissance » par « un ordre mondial », il dit qu'il souligne l'incompatibilité avec les propos de M. Kissinger, ajoute : « Kissinger a une tendance à diviser le monde en deux blocs et à obliger les nations à choisir. (...) J'essaierai de m'éloigner de cette position (...), ne pas les forcer à choisir, mais les laisser se prononcer pour nous, parce que notre système fonctionne mieux (...) ».

Liberté et égalité

Dans un long article publié avant l'élection par *Foreign Policy Magazine* (3), M. Zbigniew Brzezinski, qui sera conseiller du nouveau président pour la sécurité nationale (3), souligne des bonnes dispositions. Alors que les États-Unis paraissent aux yeux de beaucoup au comble de leur puissance, M. Brzezinski craint qu'ils ne soient « isolés dans un monde hostile » parce que les aspirations à l'égalité prennent le pas dans le monde sur les aspirations à la liberté. Née dans la liberté, dit-il, les États-Unis avaient établi avec le monde « une relation libérale », mais aujourd'hui les valeurs américaines traditionnelles — individualisme, libre entreprise, efficacité, etc. — sont contestées un peu partout par l'Étatisme, l'accent mis sur les collectifs, nationales et sociales, l'équité et le bien-être. « Le défi d'un nouvel ordre économique est caractéristique de ce nouveau état d'esprit mondial », écrit M. Brzezinski, qui enregistre simultanément aux États-Unis le déclin de l'« élite » anglo-saxonne protestante et blanche (« les WASP »), dont la guerre du Vietnam fut le Waterloo.

Certes, poursuit-il, l'« impact » américain sur le monde subsiste, d'autant que l'Europe et le Japon ne sont pas prêts à jouer un rôle important. Pourtant, « la France a pris opportunément des initiatives de procédure en 1974 et 1975 », spécialement au lancement de la conférence Nord-Sud ; mais son succès « dépend largement de la réaction américaine ». L'Amérique, remarque M. Brzezinski, propose toujours au monde « la condition sociale la plus sévère ». C'est ce qui a fait sa « force », et l'O.R.S.S. à l'égard, « n'est pas une rivalité ». Mais cette force ne trouve d'application que si la politique étrangère américaine est « sensible » au changement mondial en faveur d'une valeur qui n'a pas été « au centre de l'expérience américaine ». Cela n'oblige pas les États-Unis à adopter l'égalitarisme « comme doctrine officielle », mais ils doivent tenir compte des « pressions mondiales pour réformer les arrangements internationaux existants ». Réduire les préoccupations mondiales « est une simple dichotomie de la démocratie (ou de la liberté) contre le despotisme (ou l'étatisme) ».

« En fin de compte, c'est l'Amérique seule qui peut façonner le monde qui lui soit hostile », conclut celui qui passe pour l'« éminence grise » de M. Carter. Si telles sont bien les idées du nouveau président américain, et s'il y reste fidèle quand il aura la responsabilité du pouvoir, ne peut-on dire aussi que l'Europe seule pourrait désormais façonner une Amérique qui lui soit hostile ?

MAURICE DELARUE.

(Jeudi 20 janvier.)

(1) D'après la *New York Times*, reproduit par l'*International Herald Tribune* du 12 avril 1976.

(2) Reproduit par l'*International Herald Tribune* du 3 janvier 1977.

(3) Fonction que M. Kissinger remplit jusqu'en septembre du précédent Nixon.

ALAIN-MARIE CARRON.

(Vendredi 21 janvier.)

M. Ford entre le sp

Après consacrer vingt-cinq années à la vie aux principes auxquels il croit, le président américain ne peut pas l'oublier. Je me précipite sur l'avenir d'un d'œuvre, déclare-t-il sur un ton léger, un mois après sa démission. M. Ford, le conditionnement dans sa vie tout jeune Américain sinon soumise à l'« école » de la tour de la « keep smiling » (à faire bonne conscience, du moins à s'avouer totalement à ne jamais s'avouer totalement à terre). M. Ford, qui avait été la tâche ingrate d'être le premier président non élu de toute l'histoire américaine, et qui était, en

La troisième carrière de M. K

Quel avenir pour M. Kissinger ? La réponse a été fournie — de manière décevante — le 16 janvier. Il n'obtient pas 1 000 millions de dollars, mais 500 millions de dollars, en attendant qu'il soit nommé à la politique internationale et étrangère au Centre d'études de la Défense de Georgetown, université située à Washington, pour la somme de 500 000 dollars (500 000 \$). La chose a été faite par le diplomate le plus influent du monde. On peut en dire quelque chose. M. Kissinger, après avoir été le diplomate le plus influent du monde, est devenu un homme d'affaires. M. Kissinger, qui a été le diplomate le plus influent du monde, est devenu un homme d'affaires. M. Kissinger, qui a été le diplomate le plus influent du monde, est devenu un homme d'affaires.

Le Congrès a voté le 17 janvier la proposition de M. Ford de le nommer à la tête du Centre d'études de la Défense de Georgetown, pour la somme de 500 000 dollars (500 000 \$). La chose a été faite par le diplomate le plus influent du monde. On peut en dire quelque chose. M. Kissinger, après avoir été le diplomate le plus influent du monde, est devenu un homme d'affaires. M. Kissinger, qui a été le diplomate le plus influent du monde, est devenu un homme d'affaires.

(Vendredi 21 janvier.)

Mais qui s'automobil

Il y a des Français, ou étrangers. Mais ils vivent à l'étranger. Depuis six mois au moins, ils viennent souvent en France ou en Europe, pour leurs vacances, par exemple.

Les automobilistes en TT ont des privilèges : eux seuls ont le droit d'acheter une voiture en France sans payer les taxes (33 %). Et eux seuls sont nos clients, puisque nous ne vendons que des voitures hors-taxes. Des voitures en TT, de toutes marques, et que nous leur proposons au prix « Usine ».

Les automobilistes en TT sont exigeants et ils ont bien raison de l'être. Aussi nous leur réservons l'accueil et le service qu'ils sont en droit d'attendre de nous.

Pour eux nous avons toujours une voiture disponible immédiatement. Et nous pouvons résoudre bon nombre de leurs problèmes. C'est ainsi que nous leur proposons trois formules de vente originales :

- Plan A, vente ferme en vue d'exportation.

(Disponibilité immédiate sur principales marques françaises et étrangères).

Déposer et retourner ce bon à Pen-Carr, 2 avenue de la Porte de Saint-Cloud, 75016 Paris.

M.

du

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

AMÉRIQUES

LES INDIENS DÉPLUMÉS

II. — Naissance de la contestation

par YVES BERGER

Dans un premier article (notre précédent numéro) Yves Berger a exposé les différences de condition de vie des Indiens du Canada et la pauvreté du plus grand nombre.

Au tableau de la condition des Indiens du Canada, on ne finit jamais d'ajouter : le village des réserves s'étend de découvrir qu'ils se nourrissent en tous points à la manière des Blancs (conservent encore et toujours) et s'adonnent aux seuls sports des Blancs (alors que leurs jeux, comme l'ont rapportés les premiers voyageurs et explorateurs, étaient si divers et variés).

L'acculturation, pour la plupart d'entre eux, est à peu près totale. Une institution comme le Nouveau Brunswick, à tenté de nous décrire sa stupéfaction (mais elle n'en sentait pas le fond) lorsqu'elle découvrit que ses petits élèves, auxquels elle entreprenait de donner leurs premiers cours en langue mic mac, ne savaient pas qu'ils étaient des Indiens et qu'ils étaient des Indiens. Jusqu'à la nature Discrimination (elle touche à l'emploi et s'exerce dans les hôtels...), petite salaires, brutalités policières, autochtones ne cessent de dénoncer les conduites de la police montée, dans les provinces de l'Ouest, l'Indien, en Amérique du Nord, est dans la situation sociale marquée et caractérisée par le Noir ou l'Arabe en Europe : il doit effectuer le travail que refuse le Blanc.

On ne reviendra pas ici sur la pauvreté des réserves et sur les

deux fleaux qu'elle provoque : le chômage et l'alcoolisme. Reste à dire la mortalité infantile (on lit dans la revue *The Saskatchewan Indian*, juin 1976 : « Les cimetières des réserves abritent un nombre alarmant de tombes d'enfants »), la difficulté pour les adolescents de mener à bien leurs études secondaires et supérieures (la Saskatchewan comprend cent vingt-trois mille Indiens et Métis, dont cent soixante et onze seulement étaient inscrits l'an dernier, à l'université), le pourcentage du peuplement des élèves et étudiants qui ne terminent pas leur scolarité : 88,5 %.

Il y a-t-on le drame du petit Ojibway (par exemple), qui, ne parlant que le français, découvre, à l'école qu'il fréquente, que la langue de son pays est l'anglais, qu'il ne pratiquera pas avec sa parenté puisqu'elle ne s'exprime que dans la langue d'origine ? Quand il a bien appris l'anglais, au Québec, le français, comment peut-il se voir, plus tard, à l'heure des études supérieures, s'il ne s'est pas complètement anglicisé (ou francisé) ? Voici : « Nous, Indiens, sommes confrontés de nous soumettre à un système d'éducation qui ignore nos traditions, nos langues, rejette nos traditions, dénie notre histoire et détruit nos valeurs. Ceux qui réussissent à pénétrer à l'université s'y retrouvent à la fois mal préparés et complètement coupés de leur peuple... Il nous est impossible, dans l'Université d'aujourd'hui, d'établir notre identité personnelle et culturelle. » (1)

Une prison faite pour l'Indien ?

Les prisons du Canada comptent un pourcentage d'Indiens proportionnellement élevé : de 50 à 70 %. Or le nombre des Indiens dans chaque province de la Confédération ne représente jamais plus de 5 % de l'ensemble de la population. Somme toute, ces Indiens, moins qu'on puisse dire. Un rapport établi sur la Conférence nationale et la conférence provinciale touchant aux autochtones en 1976, a été intitulé : « La prison des Indiens ». Le ministre de la Justice, Jean-Jacques Bertrand, a déclaré : « Les Indiens sont nés (et dont ils furent les premiers occupants), comment en comprendraient-ils le système judiciaire ? »

Une étude entreprise par la Société canadienne de criminologie a conclu que l'Indien s'adapte si facilement à la prison qu'elle semble faite pour lui. Il ne désire pas la prison, mais il est contraint à la prison, comme on le voit, par exemple, pour la régression. On lit tel constat, qui montre l'ampleur désolante du drame : « Pour nombre d'Indiens, la nourriture, le logement et les services (1) sont si précaires à ce qu'ils peuvent espérer trouver à l'extérieur et, chose encore plus significative, la prison représente, pour certains autochtones, la seule expérience d'égalité sociale avec les non-Indiens. » Ainsi les préjugés et les conduites discriminatoires des Blancs renforcent-ils l'infériorité sociale des Indiens : ils se sentent exclus de la société canadienne, où leurs chances ne sont jamais égales à celles des Blancs.

Le ministère des affaires indiennes et du Nord, dont dépendent la formulation et l'application de la politique gouvernementale à l'endroit des autochtones, est conscient du sort de la minorité. Avec un budget annuel de quelque 400 millions de dollars, une administration qui compte près de 6 000 employés (dont il ne faut pas oublier les 1 000 Indiens), il entend bien prendre les problèmes à bras le corps. Tout ce qu'il faut, comme il avait commencé tard ses prodiges efforts. Le ministère le sait, et le dit. Dans un document, intitulé *La politique indienne du gouvernement du Canada*, et publié en 1969, on peut lire : « Le gouvernement estime que ce serait desservir les intérêts des Indiens et des Métis en général que de

poursuivre sa ligne de conduite actuelle ». Voici, cinq ans, le ministre, alors en titre des affaires indiennes, déclarait : « Les carences passées » qui affectaient la politique (toutes les politiques) du gouvernement, et mettaient en évidence la situation des Indiens, stigmatisait « un long siècle d'indifférence ».

On ne saurait mieux dire. Le gouvernement canadien et les Capadociens ne s'intéressent guère aux Indiens que depuis cinq ou six ans. D'où ce formidable retard qui affecte les réserves et dont ses occupants s'indignent, depuis que les Indiens ont commencé à se révolter et trop tard. Leur dit-on (on le leur crie) que 73 % des maisons possèdent l'électricité, en 1976, contre 45 % il y a six ans, les Indiens ont des épaules : c'est 100 % de maisons équipées qu'ils veulent voir en 1976. La politique du ministère des affaires indiennes est, en fait, d'aler les Indiens à la mise en œuvre de programmes économiques, de telle sorte que la tribu, un jour, n'ait plus besoin de l'aide fédérale. En même temps, accélérer la décolonisation de la réserve. Enfin assurer aux réserves une auto-détermination effective en donnant aux chefs de bandes et aux conseillers tribaux de plus en plus de pouvoir de décision. On le sait : pour nombre de réserves, cette solution est sans espoir. Elles ne vivront jamais que de l'aide fédérale. Les Indiens tiennent des promesses, sur la « véritable nature des réserves » et aux goûts des Indiens. Ils réclament l'auto-détermination entière et tout de suite et prétendent que les Indiens ont le droit de décider de leur destinée. Ils réclament l'auto-détermination entière et tout de suite et prétendent que les Indiens ont le droit de décider de leur destinée. Ils réclament l'auto-détermination entière et tout de suite et prétendent que les Indiens ont le droit de décider de leur destinée.

Des traités qui hantent la mémoire

« Ne l'oublions pas... J'ai vu des traités qui hantent la mémoire de l'Indien. »

Il y a des traités, particulièrement iniques, que leurs auteurs ont signés (1) et que les Indiens, tout au long d'une trop longue histoire, ont vu se briser leur confiance : dans les années 1860, le gouvernement de la Colombie Britannique avait passé une série de traités selon lesquels les Indiens de la partie méridionale de l'île de Vancouver renonçaient « entièrement et pour tou-

jours » à leur territoire, en échange de terres couvertes par exemple encore, pour l'achat de 500 000 kilomètres carrés de terres autour de Toronto, qu'ils vendirent en 1784, les Indiens vendirent, à un prix de 10 shillings, un peu plus tard, 10 shillings. Rien d'autre. On peut dire des traités qu'ils hantent la mémoire de l'Indien.

C'est en pensant à eux qu'il agit, partout au Canada comme partout aux États-Unis. Ici, ce sont les Nègres de la vallée de la Mackenzie, dans les territoires du Nord-Ouest, qui se plaignent de ne tirer aucun profit de l'exploitation du pétrole et des minéraux de leur pays. Dénonçant l'ennemi : les compagnies pétrolières et le gouvernement fédéral, ils demandent qu'on leur reconnaisse la propriété des 450 000 miles carrés qui forment la Mackenzie, la

les Indiens de la Nazoo Valley, en Colombie Britannique : ils réclament 350 000 hectares de forêt, arguant que les Blancs ont passé avec leurs aïeux des traités désastreux. La section locale de la plus grande organisation indienne du Canada, la Native Brotherhood, a décidé qu'elle avait droit de propriété en Colombie Britannique, sur toutes les réserves de la côte, sur toute la partie de la mer, sur tous les fleuves, rivières et lacs qui baignent les terres de la province, et le gouvernement d'Ottawa n'a pas refusé de discuter cette exigence !

Il est allé plus loin encore : le ministère des affaires indiennes a créé une section (*Land claims*) qui s'occupe exclusivement des revendications territoriales que dressent les Indiens. Depuis 1970, 9 millions de dollars ont été versés aux groupes autochtones pour leur permettre de mener à bien des études sur les traités, et pour qu'ils fassent leur argumentation. Aux Cree et aux Inuit de la baie James, Ottawa a donné 500 000 dollars pour qu'ils s'entourent d'avocats capables d'argumenter avec le gouvernement provincial du Québec, qui prétendait déposséder les Indiens de leurs droits sur la baie. Par contre, au Canada comme aux États-Unis, des Indiens blancs et indiens, mandatés par les bandes, étudient les archives (celles, surtout, qui remontent à la reine Victoria) et tentent de prouver, souvent avec succès, le rapt des terres indiennes — pour lequel ils exigent une juste réparation, nécessairement forte.

Les Français du sud-ouest de l'Alberta estiment à 40 millions de dollars le vol qu'ils ont subi. Le chef Max Gros-Louis, au nom de l'Association des Indiens du Québec, a fixé à 5 milliards de dollars la somme que le gouvernement provincial du Québec devrait verser aux Indiens, en compensation des immenses territoires que les Blancs ont ravés. Albert Levy, chef de la réserve de Big Cove, dans le Nouveau-Brunswick, ne veut pas d'argent lui : il demande simplement que la réserve retrouve ses limites originales, dont les Blancs l'avaient amputée en déplaçant, voici un siècle, le chef d'allons et en fabriquant de faux documents. On sait que des centaines de Blancs habitent les terres que revendiquent les Indiens de Big Cove, on voit la gravité du problème.

Pourquoi le chef Albert Levy, toujours à Big Cove, affirme-t-il que le Nouveau-Brunswick tout entier appartient encore en droit aux Indiens victimes du grand saut ? Ce n'est pas qu'il espère du gouvernement canadien une impossible rétrocession et la mise sur pied d'un État indien. Non, son idée est simple : qu'Ottawa, reconnaissant le dol, engage des négociations aux termes desquelles les Indiens, cette fois, en pleine connaissance de cause et de plein droit, céderont au Canada leur territoire — en échange de garanties. Il nous a semblé que, dans les réserves pauvres, cette question des garanties, notamment des chefs et des conseillers : qu'arriverait-il aux Indiens si, du jour au lendemain, Ottawa, pour une raison ou pour une autre, cessait son aide financière, à quel vœu la seule maîtrise des autochtones ?

En attendant, les victoires indiennes se multiplient en Amérique du Nord. Pour nous en tenir au Québec, et à un seul exemple, on citera l'accord de principe que les deux gouvernements d'Ottawa et de Québec ont passé avec le Grand Conseil des Cree et l'Association des Inuits du nord : 8 000 kilomètres carrés de terres désaffectées de réserves fédérales et provinciales vont passer à la propriété des Indiens, qui, outre 150 millions de dollars, gagnent aussi les droits exclusifs de chasse, de piégeage et de pêche sur une superficie de 50 000 kilomètres carrés.

Avec toujours plus d'acuité et de conviction, les Indiens du Canada démontrent leurs problèmes, impatients, convaincus de la légitimité de leurs revendications, de mieux en mieux aidés par les Blancs les plus sensibles à leur sort malheureux, avec toute la force qui leur vient d'une démographie galopante et d'un sentiment exaspéré de leur différence, dirigés par une nouvelle génération de jeunes chefs pour la plupart compétents et honnêtes, les Indiens du Canada rentrent dans l'histoire, d'où les Blancs les avaient chassés. Ce n'est pas le lieu d'examiner ici, au terme de cette étude, si la nouvelle condition indienne est compatible avec ce qui reste aux autochtones de leur culture (leur identité) et si l'*American way of life* n'est pas en train d'user, à tout jamais, le vieux homme, le vieux Indien. Celui de nos visions et vignettes d'enfant, des stéréotypes et des clichés romantiques, que le « bon sauvage » alimentait. Il faut en prendre son parti : en 1976, l'Indien du Canada, dans ses jeans et devant sa télévision, mangeant des hot-dogs en regardant les Blancs disputer ses matches de hockey, l'Indien s'est déplumé.

YVES BERGER

(Samedi 15 janvier.)

DES ÉTATS-UNIS

M. Ford entre le sport et le barreau

« Ayant consacré vingt-huit années de sa vie aux principes auxquels je crois, je n'ai pas l'intention de demeurer sur la touche. Je me prépare un avenir plein d'avenir » (« exciting »), déclarait sur un ton lugubre, un mois après sa défaite, M. Ford. Le conditionnement que subit tout jeune Américain dans sa jeunesse l'incite à rester sinon souriant (« keep smiling ») en toute circonstance, du moins à faire bonne figure et à ne jamais s'avouer totalement à terre. M. Ford, qui avait déjà eu la tâche ingrate d'être le premier président non élu de toute l'histoire américaine, et qui était, en

ouïre, le premier président sortant à ne pas gagner une élection présidentielle depuis Herbert Hoover, a par conséquent quelque mal à observer ces règles. On sentait notamment poindre en lui une envie mal réprimée d'envoyer promener les journalistes — moins nombreux de jour en jour, il est vrai, — qui continuaient à le suivre dans ses déplacements.

Le meilleur côté de sa nature ayant repris le dessus, M. Ford s'est tourné vers ce qui avait été de l'intérêt majeur de sa jeunesse, le sport : le ski à Vail (Colorado), une station de montagne où il possède

depuis de longues années un chalet acheté en « condominium » (une sorte de bail emphytéotique, le droit de propriété s'éteignant au bout de quatre-vingt-dix ans), et le golf à Palm-Springs (Californie), où il compte également acquiescer une demeure. La vente, pour 137 000 dollars (85 000 F) de sa maison d'Alexandrie (Virginie), dans la banlieue de Washington (il l'avait achetée 34 000 dollars en 1955), devrait lui permettre d'obtenir « quelques choses de convenables » à Palm-Springs. M. Ford dispose, en outre, d'une vaste maison dans sa ville natale de Grand-Rapids (Michigan).

Il sera, de toute façon, à l'abri du besoin : la pension annuelle des anciens présidents est de 83 000 dollars, auxquels s'ajoutent pour M. Ford 58 000 dollars de retraite en tant qu'officier de marine, parlementaire et vice-président. En septembre 1978, le Congrès a, en outre, décidé d'accorder 1 million de dollars au descendant de la course présidentielle. Le pouvoir législatif semble d'ailleurs avoir modifié ses largesses en fonction de son humeur : Lyndon Johnson avait obtenu 450 000 dollars et Richard Nixon 100 000 dollars seulement.

Reste l'avenir politique. Il serait cruel d'insister sur le refus du parti républicain de confier quelque tâche que ce soit à un homme qui l'a pourtant honnêtement servi et qui avait fait quelques offres de service non déguisées. En tout cas, M. Ford disposera, en plus de ses retraites, d'une subvention annuelle de 96 000 dollars allouée par le gouvernement pour lui permettre de poursuivre ses activités d'homme public.

Il compte cependant mettre davantage à profit ses connaissances de droit et revenir à sa première profession : avocat. Il a été officiellement admis début janvier au barreau de Washington. A défaut de prêter serment comme président des États-Unis, il a pu ainsi — discrètement — prêter son serment d'avocat dans le bureau ovale de la Maison Blanche devant M. Theodore Newman, juge de la cour d'appel du district de Columbia.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Vendredi 21 janvier.)

La troisième carrière de M. Kissinger

Que va devenir M. Kissinger ? La réponse a été fournie — de manière officielle — dimanche 18 janvier : il retournera à ses chères études, au moins pendant six mois, en allant à un séminaire sur la politique intérieure et étrangère au Centre d'études internationales et stratégiques de l'université Jésuite de Georgetown, à Washington, pour la somme globale, étonnamment modeste, de 1 000 dollars (75 000 F). Metternich chez les bons pères ? La chose a dû faire sourire le diplomate le plus célèbre du monde. On peut en déduire cependant que M. Kissinger, préférant cette institution de Washington à quelque université peuplée de quelques milliers de plus, n'est pas hostile au pouvoir. M. Carter pourrait-il lui confier un jour comme certains (notamment M. Abraham Ribicoff, sénateur démocrate du Connecticut) le lui ont conseillé publiquement, une mission officielle au Proche-Orient ?

De toute façon, le « cher Henri » ne va pas vivre avec 15 000 dollars, après avoir perçu 90 000 dollars par an tant que secrétaire d'État. Il peut encore marchander chèrement les droits d'auteur de ses futures Mémoires, même si, pour l'essentiel, les documents officiels de son « règne » (de sept années) ont été remis à la Bibliothèque du Congrès (le public n'y aura accès que dans vingt-cinq ans ou cinq ans après la mort de M. Kissinger lui-même). L'ancien secrétaire d'État souhaite

cependant garder pour lui les comptes rendus sténographiques de ses conversations téléphoniques, documents qu'il juge « personnels ».

Les enchères battent leur plein, encore que les sommes définitives et l'éditeur élu ne soient pas encore connus. On parle de 1,5 million à 2 millions de dollars (7,5 millions à 10 millions de francs). Certains éditeurs s'inquiètent pourtant de voir M. Kissinger, toujours fasciné par le pouvoir, ne livrer que des réflexions banales et des faits archiconnus, sans égarer personne, pour ne pas compromettre son éventuel retour en gloire sur la scène internationale. En bon tacticien et en homme de théâtre qu'il est, M. Kissinger pourrait également ménager ses effets et procéder en deux temps, attendant au besoin quelques années encore, pour publier ses « véritables » Mémoires. Certains l'issent cependant entendre qu'il n'est pas prêt à le faire. M. Kissinger, lenté par le journalisme, pourrait remplacer dans quelques mois M. Cyrus Sulzberger comme éditeur de la *New York Times*.

(Vendredi 21 janvier.)

Mais qui sont donc les automobilistes en TT ?

Ils sont Français, ou étrangers. Mais ils vivent à l'étranger. Depuis six mois au moins. Ils viennent souvent en France ou en Europe, pour leurs vacances, par exemple.

Les automobilistes en TT ont des privilèges : eux seuls ont le droit d'acheter une voiture en France sans payer les taxes (33 %). Et eux seuls sont nos clients, puisque nous ne vendons que des voitures hors-taxes. Des voitures en TT, de toutes marques, et que nous leur proposons au prix « Usine ».

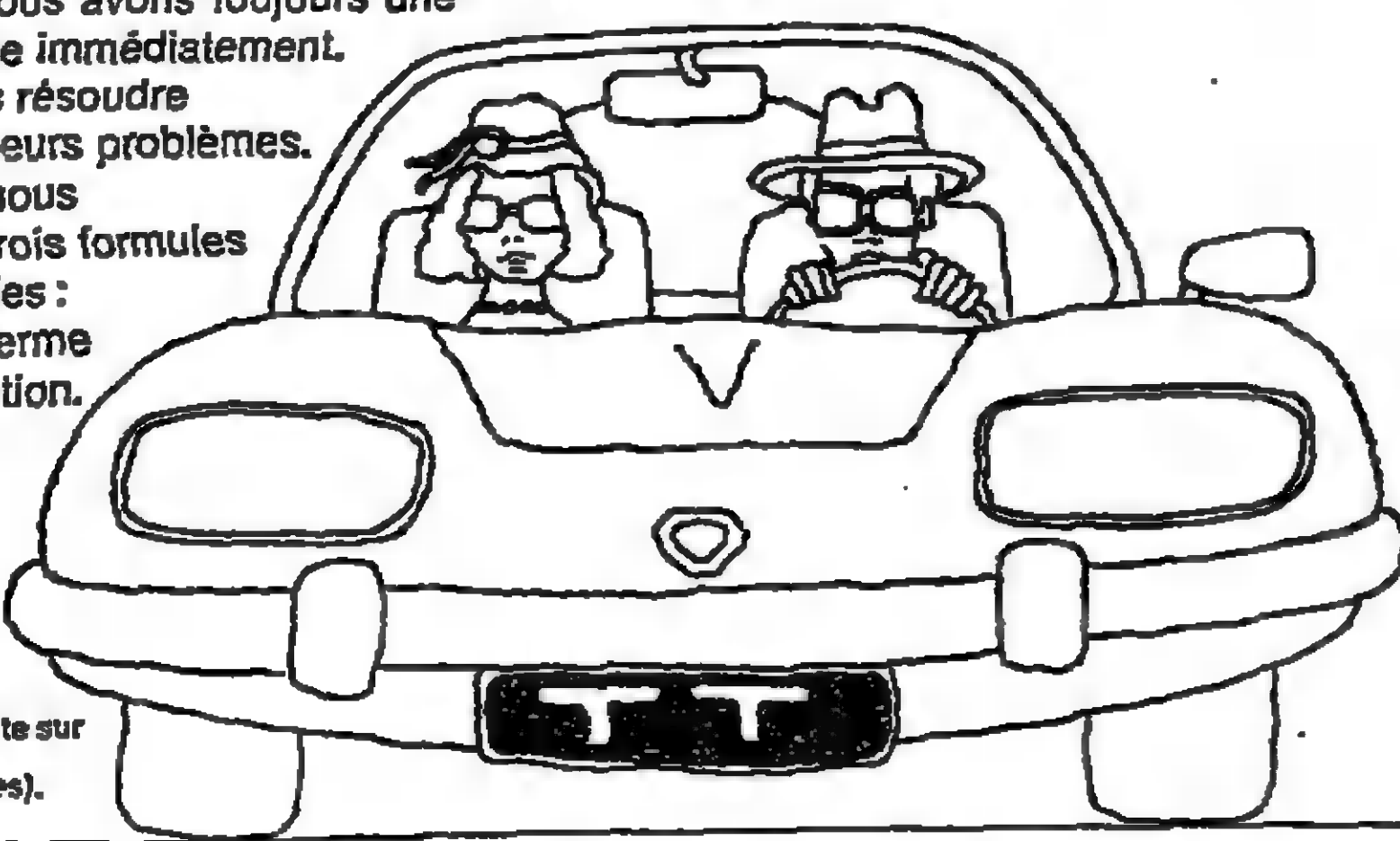
Les automobilistes en TT sont exigeants et ils ont bien raison de l'être. Aussi nous leur réservons l'accueil et le service qu'ils sont en droit d'attendre de nous.

Pour eux nous avons toujours une voiture disponible immédiatement. Et nous pouvons résoudre bon nombre de leurs problèmes. C'est ainsi que nous leur proposons trois formules de vente originales :
- Plan A, vente ferme en vue d'exportation.

- Plan B, vente avec contrat de reprise suivant un barème de dépréciation officiel en cas de non-exportation.
- Plan C, vente financée (leasing) voiture neuve, kilométrage illimité, prix forfaitaire comprenant l'assurance tous risques, immatriculation et livraison.

Si vous avez la chance d'être un automobiliste en TT ou si vous désirez le devenir découpez le bon ci-dessous et renvoyez-le nous. Nous vous adresserons une documentation complète comportant toutes les précisions que vous souhaitez sur la marque, le modèle et la formule choisie.

Pan-Cars
2 avenue de la Porte de Saint-Cloud
75016 Paris



Découpez et retourner ce bon à Pan-Cars, 2 avenue de la Porte de Saint-Cloud, 75016 Paris.

désire recevoir sans engagement de sa part une documentation sur le plan A-B ou C pour un véhicule.

M. _____
Prénoms _____
Nom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____

Date de livraison souhaitée _____
Marque _____
Type _____

ASIE

Inde

Mme Gandhi a ordonné la levée de la censure et la libération des principaux détenus politiques

Deux jours après avoir annoncé que les élections législatives auront lieu en mars, Mme Gandhi a décidé, jeudi 20 janvier, de ne plus appliquer certaines des mesures prises en vertu de l'état d'urgence qui, proclamé en juin 1975, demeure cependant en vigueur. De nombreux détenus politiques ont été libérés et la censure a été levée.

Ce n'est pas sans avoir levé la censure et brisé le silence qui avait entouré le temps de nous préparer à l'annonce de la levée de la censure, Mme Gandhi a décidé, jeudi 20 janvier, de ne plus appliquer certaines des mesures prises en vertu de l'état d'urgence qui, proclamé en juin 1975, demeure cependant en vigueur. De nombreux détenus politiques ont été libérés et la censure a été levée.

Les mesures décidées jeudi consistent en un assouplissement très sensible du régime autoritaire de New-Delhi. Mais il est difficile de considérer le scrutin prévu pour les 16, 17 et 18 mars, comme une consultation pleinement démocratique. Mme Gandhi a confirmé aux prescriptions d'un « code », édicté l'an dernier, et qui interdit aux journalistes d'évoquer les problèmes de nature à ébranler l'unité nationale incarnée par le gouvernement. Les principaux opposants sortent de prison, mais de nombreux militants de base — ceux qui servent d'agents électoraux — sont maintenus en détention grâce à une censure sévère émise contre des délégués politiques et des délégués économiques. Que peuvent faire les dirigeants des partis d'opposition si leurs partisans sont absents ou intimidés par le pouvoir ? Leur marge de manœuvre est d'autant plus étroite que Mme Gandhi a pris en main l'administration des Etats où le

Japon

Le gouvernement n'a pas voulu faire toute la lumière sur l'affaire Lockheed

De notre correspondant

Tokyo. — Le procureur du tribunal de Tokyo vient de procéder à deux nouvelles inculpations dans l'affaire des pots-de-vin versés par Lockheed à des hommes d'affaires et des politiciens japonais. Il s'agit de M. Yoshio Kodama, multimillionnaire, figure de premier plan de l'extrême droite, et Otsuno, riche homme d'affaires, très lié à l'ancien premier ministre, M. Tanaka, également impliqué dans l'affaire. Ces deux inculpations pour des motifs mineurs (fraude fiscale) par M. Kodama, faux témoignage devant la commission de la Diète en ce qui concerne M. Otsuno, mettent fin à l'enquête sur le scandale. Le comité qui était chargé de mener des investigations par le tribunal de Tokyo sera prochainement dissous, malgré les demandes répétées des partis d'opposition pour que toute la lumière soit faite.

En réalité, on a le sentiment à Tokyo que l'enquête a tourné court. Non seulement le rôle joué qu'ont joué M. Kodama et M. Otsuno dans l'affaire, mais on ignore ce que sont devenues les sommes (quelque 1,9 milliard de yens) versées entre 1972 et 1974 à M. Kodama. Le ministère de la Justice a en effet annoncé que le nom des personnalités politiques impliquées dans l'affaire ne serait pas révélé.

En mettant un terme à une enquête qui, pour les milieux dirigeants nippons, n'a déjà que trop duré, le ministère de la Justice a surtout voulu éviter que le scandale ne s'étende à l'ancien premier ministre, M. Tanaka, et Otsuno sont, en effet, au centre de circuits où se mêlent étroitement politiciens et hommes d'affaires, qu'un approfondissement des investigations aurait ébranlées.

Le parti conservateur en cause

Avec M. Kodama, c'est le parti conservateur qui est indirectement en cause. Ce parti a été fondé à Changhai en 1972, une organisation d'espionnage qui comptait plus de dix mille agents. Il fut particulièrement actif dans le pillage des richesses de la Chine. Son trésor de guerre (quelque 100 milliards de yens en diamants et en platine) lui servit, au lendemain de la défaite du Japon, pour financer la création du parti conservateur. Déjà redouté à cause des gangs et des sociétés d'extrême droite qu'il contrôlait, il devint l'un des plus puissants « keumaku » (émancipation) du parti libéral-démocrate, familier des premiers ministres,

Philippe PONS.

(Mardi 25 janvier.)

PROCHE-ORIENT

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN ARABIE SAOUDITE

M. Valéry Giscard d'Estaing : « La France approuve la modération de l'Arabie Saoudite lors des dernières fixations des prix du pétrole »

De notre envoyé spécial

Riyad. — La conférence de presse donnée mardi matin 25 janvier par le président de la République avant son départ pour l'Arabie Saoudite, a été l'occasion pour M. Giscard d'Estaing de faire part de sa satisfaction à l'égard de la modération des prix du pétrole.

Le président de la République a souligné l'importance du projet de création par la France d'un centre de recherche nucléaire à Dharan, ville située au centre des conversations de Riyad. Il a souligné l'importance du projet de création par la France d'un centre de recherche nucléaire à Dharan, ville située au centre des conversations de Riyad. Il a souligné l'importance du projet de création par la France d'un centre de recherche nucléaire à Dharan, ville située au centre des conversations de Riyad.

Le président de la République a souligné l'importance du projet de création par la France d'un centre de recherche nucléaire à Dharan, ville située au centre des conversations de Riyad. Il a souligné l'importance du projet de création par la France d'un centre de recherche nucléaire à Dharan, ville située au centre des conversations de Riyad. Il a souligné l'importance du projet de création par la France d'un centre de recherche nucléaire à Dharan, ville située au centre des conversations de Riyad.

LE COMMUNIQUÉ COMMUN

Voici les principaux points du communiqué commun publié mardi matin 23 janvier

PROCHE-ORIENT.

« A propos de la situation au Proche-Orient, le président de la République française et le roi Khalide ont souligné les dangers que comporte pour la stabilité et la sécurité de la région en même temps que pour la paix internationale, les deux parties ont estimé que les circonstances sont aujourd'hui plus favorables pour la recherche d'un règlement d'ensemble, juste et durable, il est nécessaire et urgent d'entreprendre sans tarder cette recherche : faute de quoi la situation ne pourra que se dégrader dangereusement.

« En vue de cette recherche, la partie française rappelle que le règlement devrait être fondé sur le retrait d'Irak des territoires occupés en juin 1967, sur le droit du peuple palestinien à disposer librement de son territoire, ainsi que sur le droit de tous les Etats de la région à vivre en paix dans des frontières sûres, reconnues et garanties.

« La partie saoudienne a précisé que le problème palestinien constitue le fond du conflit du Proche-Orient et que la paix équitable souhaitée dans la région ne pourra être réalisée que par l'établissement d'une coopération entre les deux peuples, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sur son territoire et sa patrie, et que la solution globale du problème exige la présence de toutes les parties concernées, y compris l'O.L.P., considérées comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

LIBAN.

« En ce qui concerne le Liban, les deux parties se sont félicitées de l'apaisement intervenu à la suite des conférences de Riyad et du Caire. Elles ont marqué leur attachement au respect de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale du Liban, ainsi que leur vœu de coopération pour l'avenir de reconstruction du pays entreprise sous la haute autorité du président Sarkis.

DJIBOUTI.

« Le président de la République française a exposé les mesures qui ont été adoptées par la France en vue de l'indépendance du Territoire français des Aïles et des îles. Sa Majesté le roi Khalide a souligné l'importance de l'indépendance de ce territoire et a déclaré que la France maintient sa position en faveur de la stabilité dans cette région du monde.

LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE.

« Les deux parties ont rappelé leur détermination de travailler à l'instauration d'un nouvel ordre économique international plus équitable et plus rationnel, qu'elles jugent indispensable à la paix et à la stabilité du monde. Elles ont souligné à cet égard l'importance qu'elles attachent à la poursuite de la conférence sur la coopération économique internationale.

tion économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

« La partie française a exprimé son appréciation pour la position modérée de l'Arabie Saoudite sur le prix du pétrole, position qui reflète le jugement équilibré de celui-ci sur la situation économique mondiale.

LE DIALOGUE EURO-ARABE.

« Les deux parties ont noté l'importance qu'elles attachent aux aspects politiques, économiques et sociaux du dialogue euro-arabe, ainsi qu'à l'établissement d'une coopération entre les deux peuples, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sur son territoire et sa patrie, et que la solution globale du problème exige la présence de toutes les parties concernées, y compris l'O.L.P., considérées comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

LA COOPERATION BILATERALE.

« Les deux parties ont convenues que les organismes concernés des deux pays entreprendront l'étude des possibilités existantes de coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

« Répondant au vœu exprimé par le gouvernement saoudien concernant la création d'un Centre de recherche nucléaire à usage pacifique, la partie française s'est déclarée prête à participer à la réalisation de ce centre. Les deux parties ont souligné l'importance de ce centre et ont convenues d'en faire poursuivre l'étude par les organismes concernés des deux pays.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la coopération économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

« La partie française a exprimé son appréciation pour la position modérée de l'Arabie Saoudite sur le prix du pétrole, position qui reflète le jugement équilibré de celui-ci sur la situation économique mondiale.

« Les deux parties ont noté l'importance qu'elles attachent aux aspects politiques, économiques et sociaux du dialogue euro-arabe, ainsi qu'à l'établissement d'une coopération entre les deux peuples, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sur son territoire et sa patrie, et que la solution globale du problème exige la présence de toutes les parties concernées, y compris l'O.L.P., considérées comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

« Répondant au vœu exprimé par le gouvernement saoudien concernant la création d'un Centre de recherche nucléaire à usage pacifique, la partie française s'est déclarée prête à participer à la réalisation de ce centre. Les deux parties ont souligné l'importance de ce centre et ont convenues d'en faire poursuivre l'étude par les organismes concernés des deux pays.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la coopération économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

« La partie française a exprimé son appréciation pour la position modérée de l'Arabie Saoudite sur le prix du pétrole, position qui reflète le jugement équilibré de celui-ci sur la situation économique mondiale.

« Les deux parties ont noté l'importance qu'elles attachent aux aspects politiques, économiques et sociaux du dialogue euro-arabe, ainsi qu'à l'établissement d'une coopération entre les deux peuples, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sur son territoire et sa patrie, et que la solution globale du problème exige la présence de toutes les parties concernées, y compris l'O.L.P., considérées comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

« Répondant au vœu exprimé par le gouvernement saoudien concernant la création d'un Centre de recherche nucléaire à usage pacifique, la partie française s'est déclarée prête à participer à la réalisation de ce centre. Les deux parties ont souligné l'importance de ce centre et ont convenues d'en faire poursuivre l'étude par les organismes concernés des deux pays.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la coopération économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

« La partie française a exprimé son appréciation pour la position modérée de l'Arabie Saoudite sur le prix du pétrole, position qui reflète le jugement équilibré de celui-ci sur la situation économique mondiale.

« Les deux parties ont noté l'importance qu'elles attachent aux aspects politiques, économiques et sociaux du dialogue euro-arabe, ainsi qu'à l'établissement d'une coopération entre les deux peuples, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sur son territoire et sa patrie, et que la solution globale du problème exige la présence de toutes les parties concernées, y compris l'O.L.P., considérées comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

« Répondant au vœu exprimé par le gouvernement saoudien concernant la création d'un Centre de recherche nucléaire à usage pacifique, la partie française s'est déclarée prête à participer à la réalisation de ce centre. Les deux parties ont souligné l'importance de ce centre et ont convenues d'en faire poursuivre l'étude par les organismes concernés des deux pays.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la coopération économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

« La partie française a exprimé son appréciation pour la position modérée de l'Arabie Saoudite sur le prix du pétrole, position qui reflète le jugement équilibré de celui-ci sur la situation économique mondiale.

« Les deux parties ont noté l'importance qu'elles attachent aux aspects politiques, économiques et sociaux du dialogue euro-arabe, ainsi qu'à l'établissement d'une coopération entre les deux peuples, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sur son territoire et sa patrie, et que la solution globale du problème exige la présence de toutes les parties concernées, y compris l'O.L.P., considérées comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

« Répondant au vœu exprimé par le gouvernement saoudien concernant la création d'un Centre de recherche nucléaire à usage pacifique, la partie française s'est déclarée prête à participer à la réalisation de ce centre. Les deux parties ont souligné l'importance de ce centre et ont convenues d'en faire poursuivre l'étude par les organismes concernés des deux pays.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la coopération économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

« La partie française a exprimé son appréciation pour la position modérée de l'Arabie Saoudite sur le prix du pétrole, position qui reflète le jugement équilibré de celui-ci sur la situation économique mondiale.

« Les deux parties ont noté l'importance qu'elles attachent aux aspects politiques, économiques et sociaux du dialogue euro-arabe, ainsi qu'à l'établissement d'une coopération entre les deux peuples, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sur son territoire et sa patrie, et que la solution globale du problème exige la présence de toutes les parties concernées, y compris l'O.L.P., considérées comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

« Répondant au vœu exprimé par le gouvernement saoudien concernant la création d'un Centre de recherche nucléaire à usage pacifique, la partie française s'est déclarée prête à participer à la réalisation de ce centre. Les deux parties ont souligné l'importance de ce centre et ont convenues d'en faire poursuivre l'étude par les organismes concernés des deux pays.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la coopération économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

« La partie française a exprimé son appréciation pour la position modérée de l'Arabie Saoudite sur le prix du pétrole, position qui reflète le jugement équilibré de celui-ci sur la situation économique mondiale.

« Les deux parties ont noté l'importance qu'elles attachent aux aspects politiques, économiques et sociaux du dialogue euro-arabe, ainsi qu'à l'établissement d'une coopération entre les deux peuples, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sur son territoire et sa patrie, et que la solution globale du problème exige la présence de toutes les parties concernées, y compris l'O.L.P., considérées comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

« Répondant au vœu exprimé par le gouvernement saoudien concernant la création d'un Centre de recherche nucléaire à usage pacifique, la partie française s'est déclarée prête à participer à la réalisation de ce centre. Les deux parties ont souligné l'importance de ce centre et ont convenues d'en faire poursuivre l'étude par les organismes concernés des deux pays.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la coopération économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

L'art du chuchotement allusif

De notre envoyé spécial

Riyad. — La diplomatie française n'a pas de chance. M. Giscard d'Estaing non plus. Pendant trois jours, les membres de la délégation qui accompagnait le président de la République en Arabie Saoudite ont déployé des efforts méritoires pour convaincre les envoyés saoudiens de la presse internationale de deux « évidences » : 1) La France peut espérer obtenir la signature de contrats — considérables — et toucher ainsi le juste salaire de sa politique arabe ; 2) Le chef de l'Etat, tout à sa visite en Arabie, se soucie tout peu des échos déplorables de la politique pétrolière parisienne.

On doit même ajouter que ces entreprises de persuasion, plus réalistes qu'argumentées, ont occupé à elles seules l'essentiel des « rencontres » entre les journalistes et leurs interlocuteurs officiels. Pour le reste, l'entourage du président de la République paraissait avoir abdiqué, par lassitude, aux traditions wahabites en culottes serrées, les mains dans les poches, à la tête de ce mythe navré et du chuchotement pour apprendre qu'aucune information sérieuse ne pourrait être donnée.

Comment s'étonner, dans ces conditions, si les petites phrases prononcées, lundi après-midi devant la communauté française de Riyad par M. Giscard d'Estaing sur les « rivalités personnelles » en France, qui, dans un autre contexte, eussent été raménées à de plus justes proportions — ont fait l'effet d'une bombe dans le désert, et mobilisé douze heures durant tous les téléscripteurs de l'hôtel Intercontinental.

Dans l'émotion suscitée par ce commentaire imprévu et tardif, M. Durafour, quelques minutes plus tard, fut du mal à reprendre suffisamment de journalistes au palais Al Nassiryah pour leur confirmer, avec solennité, le renouvellement d'un accord pétrolier franco-saoudien. Cet accord entre la compagnie saoudienne Pétromine, d'une part, la C.F.P. et l'Elf-Aquitaine, d'autre part, assure à la France la livraison directe et à un prix avantageux de 12 millions de tonnes de pétrole par an pendant trois ans. On ne saurait parler, à ce sujet, d'heureuse surprise à mettre au crédit du voyage officiel. Sa signature était prévue et annoncée depuis plusieurs semaines. Qu'il ait constitué, après trois jours de visite et de négociations, la seule information précieuse concédée à la presse, au contraire, a été la conséquence quant aux contrats annoncés.

Ainsi, au terme de cette troisième journée saoudienne, l'attention était ramenée, par le président lui-même, vers la mairie de Paris, tandis que s'effaçait l'isolement de l'opinion, au sujet de la coopération arabo-française. Et les requêtes de la majorité, il s'est refusé à ajouter à son commentaire fait la veille devant la communauté française de Riyad, se bornant à déclarer : « Vous savez, c'est la France, c'est la France ».

J.-C. G.

(Mercredi 26 janvier.)

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

(Mercredi 26 janvier.)

LA POLITIQUE PETROLIERE DE RYAD

Des déclarations contradictoires

L'Arabie Saoudite a-t-elle réellement l'intention d'accroître sa production pétrolière pour marquer sa suprématie sur le marché ? Qui peut le dire ? Un mois après la décision de M. Yamani de briser l'unité de l'OPEP en n'augmentant le prix du « brut » saoudien que de 5 %, les déclarations contradictoires se multiplient à dessein sans doute.

Le 10 janvier, l'Economist Survey publiait un communiqué du ministère saoudien de l'énergie et des ressources minières qui précisait : « Des quantités supplémentaires de « brut » saoudien seront mises en vente conformément à la décision du gouvernement d'augmenter la production. » Au même moment le prince Saoud, ministre des affaires étrangères, affirmait à l'envoyé spécial du Monde à Riyad : « Nous n'avons encore pris aucune décision au sujet de l'augmentation de notre production de « brut » (lire page 7).

Depuis lors, la situation ne s'est pas clarifiée. Si l'on a appris — officiellement — que quatre compagnies européennes, dont Royal Dutch Shell, allaient se voir attribuer une partie du pétrole résultant de l'accroissement de la production saoudienne, le ministre du pétrole de l'Arabie Saoudite, Cheikh Abdelaziz Ben Khalifa, président en exercice de l'OPEP, vient de répéter à plusieurs reprises : « L'Arabie Saoudite n'augmentera pas sa production pétrolière, et même si elle devait le faire, cette augmentation ne serait pas d'une grande importance, car nous n'ignorons pas les liens profonds qui unissent les deux pays wahabites du Golfe.

Pour expliquer ces contradictions, il n'est sans doute pas besoin de recourir à un désaccord — annoncé à voix basse par les milieux pétroliers et rappelé récemment à la télévision française par le chef d'Iran — entre le roi d'Arabie et son ministre du pétrole, le cheikh Yamani. Le marché suffit.

Les trois compagnies opérant en Arabie Saoudite (ARAMCO, l'Arabian Oil Company et la Getty Oil Company) ont produit au cours du dernier trimestre de 1976 plus de 852 millions de barils, soit 8,2 millions de barils par jour. La faiblesse actuelle de la demande, après la constitution de stocks importants en prévision de la hausse des prix, ne rend pas

nécessaire une augmentation actuelle de la production. « Nous observons actuellement le marché, étudions les besoins de nos clients. Il est trop tôt pour spéculer sur les augmentations de la production », avoue le ministre saoudien des finances.

En attendant, le verbe est une arme politique, redoutable. La seule menace saoudienne fait se multiplier les rencontres entre les responsables des autres pays pétroliers pour « adopter une politique commune ». Et les requêtes en faveur d'une nouvelle conférence de l'OPEP sont de plus en plus nombreuses.

Quant aux compagnies, elles s'organisent. « L'Express », citant une source américaine, rapporte que, pour préserver le secret sur leurs enlèvements en Arabie Saoudite et dans les Emirats arabes unis, les sociétés américaines membres de l'ARAMCO ont mis en place tout un système de noms codés. Il sera ainsi impossible de connaître le nom de leurs nouveaux clients et donc bien difficile pour les pays consommateurs de contrôler l'origine réelle des « bruts » qu'ils importeront. — B.D.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la coopération économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

« La partie française a exprimé son appréciation pour la position modérée de l'Arabie Saoudite sur le prix du pétrole, position qui reflète le jugement équilibré de celui-ci sur la situation économique mondiale.

« Les deux parties ont noté l'importance qu'elles attachent aux aspects politiques, économiques et sociaux du dialogue euro-arabe, ainsi qu'à l'établissement d'une coopération entre les deux peuples, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sur son territoire et sa patrie, et que la solution globale du problème exige la présence de toutes les parties concernées, y compris l'O.L.P., considérées comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

« Répondant au vœu exprimé par le gouvernement saoudien concernant la création d'un Centre de recherche nucléaire à usage pacifique, la partie française s'est déclarée prête à participer à la réalisation de ce centre. Les deux parties ont souligné l'importance de ce centre et ont convenues d'en faire poursuivre l'étude par les organismes concernés des deux pays.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la coopération économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Arabie Saoudite

Vous voulons en finir avec le conflit

Grand, veille, draps

Grand, veille, draps... Le prince Saoud, ministre des affaires étrangères, a déclaré que l'Arabie Saoudite était prête à négocier avec Israël pour mettre fin au conflit arabo-israélien. Il a souligné l'importance de la coopération entre les deux peuples, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sur son territoire et sa patrie, et que la solution globale du problème exige la présence de toutes les parties concernées, y compris l'O.L.P., considérées comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la coopération économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

« La partie française a exprimé son appréciation pour la position modérée de l'Arabie Saoudite sur le prix du pétrole, position qui reflète le jugement équilibré de celui-ci sur la situation économique mondiale.

« Les deux parties ont noté l'importance qu'elles attachent aux aspects politiques, économiques et sociaux du dialogue euro-arabe, ainsi qu'à l'établissement d'une coopération entre les deux peuples, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sur son territoire et sa patrie, et que la solution globale du problème exige la présence de toutes les parties concernées, y compris l'O.L.P., considérées comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

« Répondant au vœu exprimé par le gouvernement saoudien concernant la création d'un Centre de recherche nucléaire à usage pacifique, la partie française s'est déclarée prête à participer à la réalisation de ce centre. Les deux parties ont souligné l'importance de ce centre et ont convenues d'en faire poursuivre l'étude par les organismes concernés des deux pays.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la coopération économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

« La partie française a exprimé son appréciation pour la position modérée de l'Arabie Saoudite sur le prix du pétrole, position qui reflète le jugement équilibré de celui-ci sur la situation économique mondiale.

« Les deux parties ont noté l'importance qu'elles attachent aux aspects politiques, économiques et sociaux du dialogue euro-arabe, ainsi qu'à l'établissement d'une coopération entre les deux peuples, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sur son territoire et sa patrie, et que la solution globale du problème exige la présence de toutes les parties concernées, y compris l'O.L.P., considérées comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

« Répondant au vœu exprimé par le gouvernement saoudien concernant la création d'un Centre de recherche nucléaire à usage pacifique, la partie française s'est déclarée prête à participer à la réalisation de ce centre. Les deux parties ont souligné l'importance de ce centre et ont convenues d'en faire poursuivre l'étude par les organismes concernés des deux pays.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la coopération économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

« La partie française a exprimé son appréciation pour la position modérée de l'Arabie Saoudite sur le prix du pétrole, position qui reflète le jugement équilibré de celui-ci sur la situation économique mondiale.

« Les deux parties ont noté l'importance qu'elles attachent aux aspects politiques, économiques et sociaux du dialogue euro-arabe, ainsi qu'à l'établissement d'une coopération entre les deux peuples, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sur son territoire et sa patrie, et que la solution globale du problème exige la présence de toutes les parties concernées, y compris l'O.L.P., considérées comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

« Répondant au vœu exprimé par le gouvernement saoudien concernant la création d'un Centre de recherche nucléaire à usage pacifique, la partie française s'est déclarée prête à participer à la réalisation de ce centre. Les deux parties ont souligné l'importance de ce centre et ont convenues d'en faire poursuivre l'étude par les organismes concernés des deux pays.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la coopération économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

« La partie française a exprimé son appréciation pour la position modérée de l'Arabie Saoudite sur le prix du pétrole, position qui reflète le jugement équilibré de celui-ci sur la situation économique mondiale.

« Les deux parties ont noté l'importance qu'elles attachent aux aspects politiques, économiques et sociaux du dialogue euro-arabe, ainsi qu'à l'établissement d'une coopération entre les deux peuples, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sur son territoire et sa patrie, et que la solution globale du problème exige la présence de toutes les parties concernées, y compris l'O.L.P., considérées comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

« Répondant au vœu exprimé par le gouvernement saoudien concernant la création d'un Centre de recherche nucléaire à usage pacifique, la partie française s'est déclarée prête à participer à la réalisation de ce centre. Les deux parties ont souligné l'importance de ce centre et ont convenues d'en faire poursuivre l'étude par les organismes concernés des deux pays.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la coopération économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

« La partie française a exprimé son appréciation pour la position modérée de l'Arabie Saoudite sur le prix du pétrole, position qui reflète le jugement équilibré de celui-ci sur la situation économique mondiale.

« Les deux parties ont noté l'importance qu'elles attachent aux aspects politiques, économiques et sociaux du dialogue euro-arabe, ainsi qu'à l'établissement d'une coopération entre les deux peuples, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sur son territoire et sa patrie, et que la solution globale du problème exige la présence de toutes les parties concernées, y compris l'O.L.P., considérées comme le seul représentant légitime du peuple palestinien.

« Répondant au vœu exprimé par le gouvernement saoudien concernant la création d'un Centre de recherche nucléaire à usage pacifique, la partie française s'est déclarée prête à participer à la réalisation de ce centre. Les deux parties ont souligné l'importance de ce centre et ont convenues d'en faire poursuivre l'étude par les organismes concernés des deux pays.

« Les deux parties ont souligné l'importance de la coopération économique internationale dite la France et l'Arabie Saoudite, en raison du rôle qu'elles ont joué dans son lancement et dans sa mise en œuvre, souhaitent les efforts et les échanges de vues qui leur permettent de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

« La partie française a exprimé son appréciation pour la position modérée de l'Arabie Saoudite sur le prix du pétrole, position qui reflète le jugement équilibré de celui-ci sur la situation économique mondiale.

مكتبة من الأصل

LA JORDANIE EN QUESTION

III. — « Miracle » sur le Jourdain

De notre envoyé spécial
J.-P. PERONCEL-HUGOZ

Les tentatives du gouvernement jordanien pour intégrer le million de Palestiniens établis dans le pays ayant échoué, une lourde incertitude pèse sur l'avenir du régime hachémite, à l'heure où se précipite l'évolution d'un règlement du conflit du Proche-Orient (nos précédents numéros).

Amman. — En 1921, l'émir Abdallah, chef du nouvel Etat transjordanien, logeait sous la tente, à Amman; l'antique Philadelphie n'était plus qu'un village aux tentes érigées de l'empire romain au siècle précédent. Vingt-cinq ans plus tard, la capitale hachémite ne comptait encore que 30 000 habitants, mais, en 1960, elle en avait 200 000, et aujourd'hui elle en regroupe plus de 750 000, sans compter la cité-satellite de Zarqa.

Bâtie, comme Rome, sur sept collines, Amman est aujourd'hui une grande ville toute bruyante de charniers et d'affaires, encore que, dès le crépuscule, elle s'endorme comme une sous-préfecture; par 64 % sa population est d'origine palestinienne, mais c'est une population venue de l'étranger, dans une moindre mesure, aux anciens mandataires britanniques, qu'elle a emprunté son rythme. A défaut d'être cosmopolite, le mode de vie d'Amman est plus humain, plus paisible que dans les autres métropoles du Machrek. Amman est peut-être la seule capitale au monde qui ait refusé la gratie-ciel, et elle est l'une des rares cités orientales où les automobilistes respectent les feux rouges. Et où les usagers aident à se déplacer en se déplaçant.

Le reste du royaume, sous la même écorce rustique, se dote aussi des attributs du siècle. Une autoroute de 25 kilomètres fait de Zarqa (250 000 âmes), où les Français construisent une usine de tubes, un nouveau faubourg de la capitale; l'irid, deuxième agglomération du pays (265 000 âmes), située près de la Syrie, donne une université; Ajloun, dans ses montagnes, se relie à la vallée du Jourdain par une route directe; Ajloun, à 53 kilomètres au sud d'Amman, déjà comblée par le tourisme et par un trafic portuaire, qui a atteint en 1975 le chiffre record de 1 550 000 tonnes, signe des contrats pour bâtir une industrie à partir du phosphate, tandis que les Chinois de Formose (1) la rattachent par le macadam aux roches cuprifères de la mer Morte, et que l'Irak, à son tour, les vicieuses politiciens, finance une liaison routière Bagdad-mer Rouge, via Azraq.

Un peu partout, des ouvrages d'art, des bâtiments publics, des manufactures, des maisons individuelles, sont édifiées ou rénovées. Aux heures ouvrables, les cafés d'Amman sont quasiment vides. L'émir Hussein, qui a fait passer le royaume de 30 000 habitants en 1921 à 750 000 aujourd'hui, a fait pour nous les comptes de la nation en 1976 : « De nos exportations, nous avons gagné 15 millions de dollars, dont 90 millions pour les seuls phosphates et le reste pour nos produits du Ghor; les douanes ont rapporté l'équivalent de 120 millions de dollars, contre 75 millions en 1975; l'oléoduc de la Taptine qui évacue le pétrole saoudien vers le Liban et la Syrie nous laisse encore 20 millions de dollars au passage. »

M. Kettaneh poursuit : « L'aide civile de Ryad est officiellement de 45 millions de dollars, mais en réalité elle est supérieure : le départ cet automne des quatre mille soldats saoudiens basés à Karak ou toutefois nous priver de 4 à 5 millions de dollars supplémentaires à partir de 1977. La Libye ne nous verse plus rien depuis le « septembre noir » en 1970 malgré les stipulations du « sommet » arabe de Khartoum en 1967, mais le Koweït nous envoie une somme presque aussi importante que celle de Ryad : il y a enfin la subvention civile annuelle de l'Amérique : 70 millions de dollars (2), auxquels il convient d'ajouter les dons du chah d'Irak et les prêts de la Banque mondiale et de Bonn; en dernier ressort, les Nations unies versent de nous allouer 15 millions de dollars pour la réalisation de notre plan. »

Bon an, mal an, la Jordanie se procure à l'étranger, par ses ventes ou par l'aide d'environ deux milliards de dollars. En 1975, on avait chiffré à 210 millions de dollars l'assistance arabe

à Amman, sur une subvention extérieure officielle totale de 312 millions de dollars; la même année, les dépenses gouvernementales étaient estimées à 543 millions de dollars.

La manne étrangère ajoutée à la dextérité locale sont à l'origine des prémisses de « miracles » économiques qui peuvent aujourd'hui se constater de visu à l'est du Jourdain. Quand on connaît la situation dans laquelle se trouvait la Jordanie il y a moins d'une génération, et les épreuves qu'elle a subies depuis la première guerre israélo-arabe en 1948, on peut se demander de réussite de l'aide internationale, qui n'en compte pas tellement à son actif. C'est à l'origine du caractère « importé » du développement de leur pays, les responsables économiques jordaniens tentent d'y remédier par la mise en valeur de la forêt, de la mer Rouge; les investissements ont été réalisés de l'ordre de 220 millions de dollars, mais le revenu annuel escompté à l'horizon 1980 est de 300 millions de dollars. Les gisements de potasse nécessitent pour leur mise en exploitation un apport de 100 millions de dollars, mais les exportations pourraient rapporter 50 millions de dollars par an à la fin de la décennie. L'extension des cimenteries (120 000 tonnes en 1978) pourrait permettre à la Jordanie de devenir exportatrice de ce produit.

L'envers de la médaille

L'envers de la médaille révèle un certain nombre de dissonances dans le développement du pays. Le début de prospérité a profité aux industriels et aux négociants, ainsi qu'aux travailleurs manuels; en ville, un artisan technicien peut passer maintenant l'équivalent de 45 francs par heure, et un manoeuvre (la viande coûte 25 francs le kilo). M. Kettaneh a indiqué que, dans son entreprise, les salaires avaient opéré un bond de 50 % en 1976. En revanche, les agents de l'Etat n'ont pas été augmentés en fonction de l'inflation, qui, selon le prince héritier, a été de 23 % en 1975 et de 18 % en 1976, mais que d'autres sources évaluent autour de 25 à 35 % pour cette année. Le directeur d'un hôpital ne touche que 1 800 francs par mois et une infirmière 1 050 francs. Souvent obligés pour joindre les deux bouts d'exercer un « emploi noir » à l'issue de la journée continue, les « pois blancs » jordaniens sont mécontents, car ils n'ont connu jusqu'ici que les inconvénients de l'expansion.

« On construit beaucoup à Amman », nous a dit un fonctionnaire, « mais dans notre quartier nous avons manqué d'eau l'été dernier; l'ai dû payer le contenu d'un camion-citerne 15 dinars (225 francs). Et mon loyer a doublé d'une année sur l'autre. Adieu la petite voiture que je voulais acheter ! Si mon traitement n'est pas augmenté d'un mois ou deux d'ici six mois, je fuirai le camp de Koweït ! »

Autres points noirs : si la population active du royaume compte 590 000 personnes (sur 2 millions d'habitants), 200 000 d'entre elles ont dû s'expatrier dans les pays arabes riches. Il est vrai que l'afflux de plus de 300 000 vœux réfugiés en 1967 avait créé une situation anormale. Un cinquième seulement des cadres sont formés sur place : en 1976, l'Université jordanienne n'aurait guère plus de 6 000 étudiants, alors que 40 000 autres sont à l'étranger; le Fonds monétaire international prévoit pour 1977 un déséquilibre de la balance des paiements; la production de phosphate est programmée au niveau de 7 millions de tonnes pour 1980, alors qu'en 1976 le volume extrait (1 700 000 tonnes) n'a même pas atteint le chiffre fixé antérieurement pour 1974 (1 800 000 tonnes); le port d'Aqaba, unique « poumon » de la Jordanie, et qui a en outre des prétentions à desservir la Syrie et l'Irak, est déjà complètement engorgé; les cent sièges de sociétés étrangères et les capitaux ayant fui Beyrouth resteront-ils à Amman après la reprise libanaise attendue par tous au Proche-Orient ? Que deviendront les armées de macons suscitées par le boom immobilier, si celui-ci se ralentit ? L'insatisfaction de la classe moyenne ne risque-t-elle pas d'avoir des conséquences politiques ? L'aide étrangère se maintiendra-t-elle au même niveau ?

Ne pouvant compter que sur un patrimoine limité, la Jordanie a mis sur le dynamisme propre au libéralisme économique et sur sa position géographique. En peu d'années cet « émirat désertique » a retrouvé son rôle antique de lien et de lieu de passage entre le Croissant fertile et l'Arabie heureuse, entre l'Asie mineure et la mer Rouge. Au nord d'Aqaba, les vestiges fabuleux de Pétra, l'ancienne capitale des Arabes nabatéens rappelle que les ancêtres des jordaniens firent jadis ici d'assez jolies fortunes dans le commerce.

FIN

(Jeudi 13 janvier.)

Arabie Saoudite

Nous voulons en finir une fois pour toutes avec le conflit palestinien

déclare au « Monde » le prince Saoud, ministre saoudien des affaires étrangères

De notre envoyé spécial

Riyad. — Grand, svelte, drapé dans un ample manteau arabe lissé doré, le prince Saoud se penche à son père, l'ancien roi Fayçal, assis en avril 1976. Le ministre saoudien n'est âgé que de trente-cinq ans, mais il a le même profil d'algèbre que l'ancien souverain, le même regard fauve, mélancoïque, la même bouche au contour légèrement retourné à une extrémité, fixant un visage imprégné de respect et de confiance. Le roi Fayçal, qui avait une affection particulière pour le prince Saoud (le troisième de ses sept fils), l'avait préparé à assurer de lourdes charges dans l'Etat. Après des études en Suisse et aux Etats-Unis — où il a achevé ses études à l'université de Princeton, le prince Saoud a exercé pendant plusieurs années les fonctions de vice-ministre du pétrole. Il a acquis une solide connaissance des affaires internationales, ainsi qu'il est désigné, après la disparition de son père, à la tête de la diplomatie saoudienne. Tous ceux qui ont eu l'occasion de traiter avec lui s'accordent pour lui reconnaître des qualités d'habileté et de sagesse.

C'est au cours d'un déjeuner dans sa résidence privée, meublé avec une élégance discrète, que le prince Saoud nous a accordé un entretien évoquant essentiellement le conflit israélo-arabe et la crise du pétrole. Sur ce dernier point, il est formel : « Nous n'avons encore pris aucune décision au sujet de l'augmentation de notre production de brut (1). » Le prince Saoud nous a fourni des renseignements sur la conférence de l'OPEP à Qatar, le mois dernier, au cours de laquelle l'Arabie Saoudite a proclamé sa volonté d'accroître éventuellement ses exportations pour limiter à 5 % la hausse des prix, et a réaffirmé dans les milieux généralement bien informés de Riyad. Les quantités disponibles d'hydrocarbures sur le marché international dépassent l'Arabie Saoudite, pour

le moment, d'engager l'épreuve de force avec les onze membres de l'OPEP qui ont décidé, pour leur part, de relever le prix du brut de 10 % à partir du 1^{er} janvier de cette année. Le prince Saoud ne croit pas à l'entente de l'OPEP. « Cette organisation, nous dit-il, a le double mérite d'être suffisamment robuste pour résister aux tensions internes et particulièrement bien adaptée pour résoudre les divergences, somme toute naturelles, qui opposent ses membres. » Ces divergences, selon lui, ne sont ni fondamentales ni d'ordre stratégique. « Nous sommes tous d'accord que les prix du brut devraient être relevés pour atteindre un niveau qui rendrait rentable l'exploitation de produits de substitution : c'est le seul moyen d'épargner à la communauté internationale une pénurie d'énergie, insupportable à la longue puisque les réserves pétrolières ne sont pas inépuisables. Nous divergeons uniquement sur le moment et le rythme auxquels les prix se relèvent devant être relégués pour atteindre le niveau souhaité. »

Le prince Saoud ne tente pas de dissimuler le fait que les préoccupations de son gouvernement en la matière ne sont pas exclusivement d'ordre technique. « L'important bien que quelque un m'indiqua, nous dit-il d'un air entendu, la frontière qui sépare l'économie de la politique. En limitant la hausse du prix du brut, nous contribuons à l'assainissement de l'économie occidentale. Nous nous attendons, en échange, que l'Europe et les Etats-Unis manifestent davantage de compréhension à l'égard de nos thèses sur le conflit palestinien, sur une question pour nous primordiale puis-que nous sommes en mesure de nous consacrer à des tâches de développement dans les pays arabes et de coopération encore plus étroite avec l'Occident. L'effort d'armement auquel nous contraindrait Israël par sa politique d'intimidation nous coûte cher. Outre le fait que nous voulons mettre un terme à l'effusion de sang, nous cherchons à éliminer un problème qui nous a causé depuis trente ans d'engorgement dans la région, instabilité, désordres politiques et économiques. Bref, nous voulons en finir une fois pour toutes avec ce conflit. »

(1) Cette déclaration semble être en contradiction avec la communication du ministre saoudien du pétrole et des ressources minières, qui a déclaré le 10 janvier dans le Middle East Economic Survey — qui prétendait : « Des quantités supplémentaires de pétrole saoudien seront mises en vente, conformément à la décision du gouvernement d'augmenter les exportations. Pour sa part, le chah d'Iran estime qu'il existe à Riyad des divergences sur la politique pétrolière. »

Egypte

LES ÉMEUTES DU CAIRE

Un sévère avertissement

Les sanglantes émeutes d'Egypte continuent un avertissement sévère pour le régime du Caire. Sursaut de révolte d'une population recrudescence de misère et de privations, elles ont revêtu rapidement un sens politique, comme se témoignent les slogans des manifestants, dirigés non seulement contre le régime, mais aussi contre le président Sadate, personnellement attaqué pour la première fois depuis la guerre d'octobre 1973. Revenu précipitamment d'Assouan, le 19 janvier, le chef de l'Etat égyptien, imitant le comportement des dirigeants polonais, en juin 1976, dans une situation analogue, est revenu sur les décisions annoncées le 17 par son premier ministre. Mais, en réalité, c'est toute la politique économique et sociale du président Sadate et même ses options extérieures qui sont mises en cause.

En rompant la promesse qu'il avait faite au début de décembre 1976 de maintenir les subventions gouvernementales en faveur d'un certain nombre de produits de première nécessité, M. Mahmoud Salem aura commis une erreur tactique. Seules ces subventions permettaient à la masse des Egyptiens d'éviter, au lieu de survivre, en achetant à des prix inférieurs à ceux du marché libre un certain nombre de produits de grande consommation, notamment le riz et le sucre, sans oublier le gaz butane, indispensable à des millions de foyers égyptiens à la ville comme à la campagne. Depuis la guerre de 1973, le prix du sucre a augmenté en Egypte d'environ 50 %, le salaire mensuel moyen ne dépassant pas 12 livres, soit 120 francs. A cette dégradation du niveau de vie des masses, la politique d'austérité menée par le président Sadate au 30 mars 1976 n'avait apporté aucune remède. Le chef de l'Etat avait pourtant proclamé : « Nous prendrons aux riches pour donner aux pauvres ! »

En fait, la politique d'« ouverture » économique inaugurée en 1974 aura abouti à un résultat opposé : le fossé entre les riches et les pauvres s'est encore creusé. L'ouverture prétendait encourager les investissements étrangers, des garanties ayant été offertes aux capitaux. Mais, découragés par la bureaucratie égyptienne, les investisseurs se sont montrés réservés. En revanche, la libéralisation des règlements douaniers a stimulé le trafic de toutes sortes et donné un formidable coup de fouet au marché noir.

La rupture avec l'U.R.S.S., consommée en mars 1976 par la dénonciation du traité d'amitié et de coopération de 1971, marquait la volonté du président Sadate de se tourner résolument vers l'Occident. Il espérait en contrepartie une aide économique substantielle qui n'est jamais venue. Lors de sa visite en Egypte, en juin 1974, le président Nixon avait promis une aide de 2 milliards de dollars, qui n'a jamais été approuvée par le Congrès. De même, les Etats producteurs de pétrole sont restés sourds aux appels du chef de l'Etat égyptien, qui réclamait un « plan Marshall arabe » en faveur de son pays. Ils avaient posé comme condition l'assainissement préalable de l'économie égyptienne. La suppression des subventions, qui a mis le feu aux poudres, était destinée à leur donner satisfaction.

La volte-face du président Sadate et les sévères mesures de sécurité adoptées suffiront-elles à rétablir le calme ? L'intérêt de tous ceux qui misent sur la modération du chef de l'Etat égyptien pour parvenir à un règlement du conflit du Proche-Orient est de l'aider à consolider son régime en améliorant le sort de son peuple.

(Vendredi 21 janvier.)

« Le gouvernement israélien, qui demeure sceptique quant à la sincérité d'une telle déclaration, nous dit-il, a le mérite d'être suffisamment robuste pour résister aux tensions internes et particulièrement bien adaptée pour résoudre les divergences, somme toute naturelles, qui opposent ses membres. »

« Les Arabes n'ont cessé, en particulier depuis la fin de la guerre d'octobre 1973, de tendre la main de la paix. Les présidents Sadate et Assad ont déclaré maintes fois, explicitement, qu'ils sont disposés à signer un traité de paix. Ils bénéficient à cet égard du soutien du monde arabe unanime. Une remarquable évolution dans ce sens s'est produite au sein de l'O.L.P., qui souhaite, elle aussi, un règlement. »

« Israël rejette tout accommodement avec Yasser Arafat en arguant qu'il est un terroriste. C'est un argument absurde. Ben Gourion, aussi, a été accusé, à l'époque du mandat britannique sur la Palestine, d'être un dangereux terroriste. Et l'Etat d'Israël, qui met le pas, Arafat sera le président du futur Etat palestinien. »

Les Israéliens devraient comprendre l'aspiration des Palestiniens à un foyer national

« Souhaiter-vous l'établissement d'un Etat palestinien indépendant, ou partagez-vous l'opinion du président Sadate selon laquelle l'entité palestinienne devrait être intégrée dans le royaume israélien ? »

« Le président Sadate n'a pas parlé d'intégration, mais seulement de liens qui pourraient être, en Occurrence, de nature économique. C'est une question de principe, c'est-à-dire, qu'il revient de décider s'il veut ou non être indépendant. En attendant, je ne comprends pas l'hostilité des Israéliens à une telle entité. N'ont-ils pas tué eux-mêmes pendant des siècles pour se donner un Etat, envers et contre tous, y compris contre la volonté de l'Assemblée du monde arabe ? Mieux que d'autres, ils devraient comprendre l'aspiration des Palestiniens à s'assurer un foyer national. »

« Les Arabes ont opté pour un règlement après avoir vu leur problème psychologique à l'égard d'Israël. C'est au tour de ce pays de faire un pas dans la même direction, de décider s'il veut ou non se faire accepter dans la région. Nous n'avons malheureusement pas l'impression qu'Israël cherche sincèrement la paix. Ce n'est pas en refusant de se retirer des territoires occupés en 1967, en créant des colonies de peuplement dans les territoires occupés, en opposant à la création d'un Etat palestinien que nous pourrions gagner notre confiance. Car les conditions sont mûres dans le monde arabe pour un règlement, et cette confiance ne pourra être gagnée que de cette façon. »

Le risque d'une nouvelle guerre

« Pourquoi serait-elle de courte durée ? »

« Je vous le répète, la paix pour les Arabes n'est pas une situation nouvelle, elle est insupportable. Les Arabes ne peuvent pas indéfiniment gaspiller leur argent dans l'achat d'armements sans pour autant voir le bout du tunnel. La situation est, en outre, périlleuse, car Israël s'arme à outrance, grâce aux Etats-Unis, et dispose de navires — nous avons de bonnes raisons de le croire — d'un arsenal atomique. Pour éviter une nouvelle conflagration, il faut aller vite en besogne, à Genève ou ailleurs, qu'importe ! »

« Faut-il d'un règlement d'ici à la fin de cette année, je crains fort qu'Israël ne réussisse à nous imposer une nouvelle confrontation militaire. Cependant, nous espérons encore que l'Europe et les Etats-Unis finissent par contenir Israël d'adopter des positions réalistes et d'accepter notamment de restituer les territoires occupés. »

« Croyez-vous que le président Carter verra, ou pourra adopter à l'égard d'Israël une attitude plus ferme que ses précédentes ? »

« Le prince Saoud fait la moue, hésite à répondre. En se levant de table pour rejoindre les ministres égyptien et syrien, qui l'attendent dans leur hôtel, il murmure, apparemment sans grande conviction : « Nous voulons conserver notre confiance envers les Etats-Unis. Que pouvons-nous faire d'autre ? Nous avons une alternative à nous proposer ? »

ERIC ROULEAU.

(Vendredi 21 janvier.)

FRANCE

LE PROCÈS DE TROYES

Neuf Français moyens, dans l'Aube

De notre envoyée spéciale

Troyes. — Le monde de la justice se souviendra de cette cour d'assises aux bureaux de chapelle d'été Claude Buffet et Roger Bontemps, le 29 juin 1972, pour la quinzaine, et ce, le 20 janvier 1977, un condamné à mort est devenu un condamné à vie. Il n'y avait pourtant pas de place, à Troyes, pour les circonstances atténuantes. Troyes qui avait envoyé à la mort deux autres hommes, dont l'un avait pas de sang sur les mains. Troyes et son maire, député, ministre et partisan déclaré du châtiment suprême. Troyes encouragé à la vengeance par un ministre de l'Intérieur, par un ministre de la Justice. Troyes sollicité par tous les néorépublicains. Troyes où les journaux pouvaient tout se permettre, jusqu'à l'indécence de publier la liste des jurés. Troyes, où les procureurs ont des tentes sanglantes. « J'aimais voir voler, ces salopettes », disait une femme, postée déjà, lors du procès de Buffet et Bontemps, sur le passage du tourgon cathédral. Troyes, où il s'est trouvé aussi peut-être trois cents personnes pour hurler à la mort derrière les grilles du palais de justice, et même quelques-unes pour maintenir un policier en ayant tenu un turc.

La président de la cour d'assises menait les débats avec la grâce d'un professeur de lycée. Le procès ressemblait à une parodie. La presse entière surveillait la mise à mort. On avait oublié ce que peut être un jugement quand il est populaire. On n'imaginait pas que les six

hommes et trois femmes choisis par la justice pouvaient, précédemment, parce qu'ils étaient Troyens, décider, mieux que d'autres, en leur âme et conscience.

On avait oublié, le drame, les deux familles, presque amies, victimes l'une comme l'autre d'une horrible fatalité, montrant dans la douleur, l'une comme l'autre, grandeur et dignité.

On avait oublié que le fantôme du monde entier dans le box des accusés pouvait encore, à la dernière seconde, se mettre à pleurer.

On avait oublié, aussi, qu'un grand avocat peut être en état de grâce.

Les jurés troyens ont compris beaucoup de choses. Ils savaient ce qu'on attendait d'eux. Mais ils savaient aussi qu'ils portaient depuis que neuf de leurs concitoyens, assis à la même place, avaient décidé d'être la vie à deux hommes. Mieux que personne, ils savaient que cela n'avait servi à rien, puisque chez eux, justement, le plus des crimes avait eu lieu, et qu'un de leurs enfants en avait tué un autre. Ils savaient que la mort de l'assassin ne leur avait pas la mort de sa victime. Parce qu'ils pensaient aussi qu'il n'y avait pas, cette fois, de grâce présidentielle, ils ne se sont pas crus le droit de luer.

L'historia rendra peut-être un hommage à ces neuf Français moyens qui, les premiers, dans l'Aube, ont eu le courage d'abolir la peine de mort.

FRANÇOISE BERGER.
(Lundi 24 janvier.)

Repossoirs et modèles économiques

par PIERRE DROUIN

La « politique de l'escarpement » dénoncée par M. Raymond Barre est restée inchangée à nos de travers. Elle est restée la même, sous une autre forme, de « jeu de l'escarpement », qui consiste à présenter alternativement un repossoir et un modèle économique aux citoyens pour les aider à avancer dans le bon chemin. L'utilisation de cette méthode n'a pas que des avantages, car elle s'applique abusivement les réalités ou conduits à des transpositions douteuses. Mais l'on peut aussi tirer certaines leçons de ce qui se passe chez nos voisins.

L'Italie n'est pas, hélas, d'un grand secours. Elle a dépassé le seul de risque imaginable en ce moment pour la France. Lorsqu'on lit dans *Newsweek* les prédictions de M. Giovanni Agnelli pour l'Italie en 1977, on croit arriver au dernier cercle de l'enfer de Dante :

« Ce sera pire que ce que nous avons subi jusqu'à maintenant. L'emploi s'effondrera. L'inflation se maintiendra aux alentours de 25 %. Je ne sais pas si nous accorderons notre dette nationale à l'étranger simplement parce que l'ignorer si nous trouvons des crédits dans les autres pays. Notre balance des paiements se détériorera tant qu'il n'y aura pas de croissance économique, et je crois que le rythme de croissance, l'investissement, sera proche de zéro. M. Cacciari, ancien directeur général de la Banque d'Italie, aujourd'hui président du patronat de son pays, estime, quant à lui, que le modèle de développement italien se rapproche de grands pas de celui du Brésil.

La dégringolade est très forte aussi en Grande-Bretagne, mais on a bien senti en France qu'il est fallu peu de chose pour qu'elle ait bien pu elle aussi filer le même mauvais coton. L'inflation se poursuit à un rythme de

18 % outre-Manche et le gouvernement britannique ne croit pas pouvoir la ramener cette année à moins de 15 %. Le chômage tourne autour de 5,8 % de la population active ; c'est le niveau le plus élevé depuis la dernière guerre et les experts estiment qu'il pourrait encore s'aggraver, touchant un million cinq cent mille travailleurs au milieu de 1977. Les très nombreux achats de visiteurs étrangers, attirés par la dépréciation de la livre, expliquent en partie l'accroissement des ventes de détail à la fin de l'année dernière, mais la stagnation du pouvoir d'achat des ménages — et même leur baisse, après le versement de l'impôt en 1977 — ne permet pas d'attendre une progression sensible des dépenses de consommation.

Le prêt du F.M.I. ne pourra guère que donner un répit à la Grande-Bretagne. Certes, le plan de stabilisation présenté le 15 décembre à la Chambre des communes, a tenu compte des exigences du Fonds monétaire, mais aussi de celles de l'aile gauche du parti travailliste, si bien que le scepticisme prévaut aujourd'hui sur les chances qu'a M. Healey de tirer son pays en 1977 de l'ornière économique.

Le « mal anglais »

Quel enseignement tirer du « mal anglais » ? D'abord que la « politique des revenus » a moins de vertus qu'on lui en prête. Le « contrat social », dont le gouvernement travailliste était si fier, n'a pas extirpé le mal inflationniste. La stratégie qui consistait à ne pas accorder de salaires supérieurs aux hausses des prix a conduit, de juin 1974 (date où elle fut lancée) à juin 1976, à une inflation de 25 % et à une augmentation des rémunérations de 30 %. Le rythme de l'inflation est encore, à l'heure actuelle, de 18 %. A quel tient l'échec ? Sans doute au fait que des « cas spéciaux » ont été invoqués par les travailleurs pour tourner la rigueur des principes. Mais bien d'autres facteurs que les salaires nourrissent l'inflation et notamment l'excès des dépenses publiques.

Il convient de ne pas oublier, en outre, qu'une politique des revenus ne peut être maintenue trop longtemps sans risquer, à la sortie, d'engendrer des phénomènes de rétroaction qui effacent les quelques effets de freinage de l'inflation qui avaient pu être constatés.

Autre leçon du « cas anglais » : la versatilité de la politique économique ne peut conduire qu'à des déboires. Nous ne pensons pas seulement au classique *stop and go*, mais au sentiment d'irrésolution que donnent trop souvent les dirigeants britanniques. Un exemple récent ? Le 15 novembre 1976, M. Callaghan disait courageusement, lors d'un banquet organisé par le lord-maire : « Nous devons donner une priorité absolue aux besoins industriels, les faire passer même devant nos objectifs sociaux ». Compétitivité, productivité, investissements étaient les maîtres mots de son discours. Le 13 janvier 1977, devant le Parlement européen, tout autre son de cloche de M. Crosland, ministre des affaires étrangères : la priorité absolue est la lutte contre le chômage, et c'est par une politique de redécouverte du plein-emploi, plus que par la lutte contre l'inflation, que M. Crosland voit la Communauté retrouver l'espoir d'une union économique.

L'absence d'imagination des

gouvernements, de continuité (engendrée aussi par changements majeurs de politique d'un gouvernement à l'autre), de votes à moyen terme expliquant plus encore que le comportement du citoyen britannique les difficultés de notre voisin d'outre-Manche.

Outre-Rhin, c'est une autre histoire. On invite nos contemporains à écarquiller les yeux devant les succès allemands et le ne plus ultra de la politique économique semble être de tâcher de conduire avec autant de maestria les affaires de la France.

Il est vrai que la sagesse des prix en République fédérale est toujours aussi impressionnante et le gouvernement de la Bundesbank, M. Kissinger, estime possible de limiter la hausse à 4 % en 1977 et même un peu en dessous. Sur le front du commerce extérieur, c'est toujours le beau fixe et la croissance sur laquelle les experts hésitent le plus — devrait atteindre 5,5 % selon les optimistes et 3,5 % selon les pessimistes. Les premiers pourraient avoir raison si le gouvernement lance dès le mois de mars, avec les Leander et les multimédias, un programme d'investissement de 12 milliards de deutschemarks, comme M. Schmidt vient d'en exprimer l'intention devant le Bundestag.

Faïr et courage mais...

Les Allemands ont deux qualités dans la gestion de leurs affaires économiques : le faïr et le courage. Dès qu'ils perçoivent les premiers signes d'un dérèglement des équilibres, et si le leur fait pas longtemps, ils réagissent et par là travaillent. « Un mal bien terminé vaut mieux qu'un supplice dormant », écrit Paul Valéry. Les allemands continuent toujours cher : on l'a bien vu en France au cours des dernières années.

Le succès de la manœuvre ne doit pas faire oublier, d'une part, les dégâts qu'elle implique, d'autre part le risque qu'elle ne puisse se dérouler conformément aux vœux de ceux qui la commandent.

Les dégâts, c'est un fort chômage. Une nouvelle fois, le cap du million de sans-emploi a été dépassé. Comme l'écrit *Die Welt* du 6 janvier : « Les chômeurs constituent une bombe à retardement pour une société qui, longtemps, pouvait se flatter d'une paix sociale. Cette paix sociale est précisément menacée en ce début d'année. Le président du D.G.B. (Confédération des syndicats allemands) perd patience et estime aujourd'hui que si le système dans lequel s'est installé son pays ne peut ramener le plein-emploi, c'est que ce n'est sans doute pas le bon. Les travailleurs sont frustrés, plus dépités que la modération qu'ils ont affichée dans les revendications de salaires n'a servi à rien.

Du coup, on repense d'arrêts de travail. Ainsi, selon le correspondant à Francfort de l'Agence, une grève dans l'industrie allemande doit être envisagée, et les chefs d'entreprise refusent d'augmenter les salaires de plus de 4,75 %. C'est ce qu'a précisé, en tout cas, le vice-président du syndicat I.G.M. Metall. Dans la fonction publique, on présente comme « réaliste » des revendications de l'ordre de 8 %. M. Vetter, président du D.G.B., est tellement persuadé que le gouvernement fait fausse route dans sa politique de lutte contre le chômage, qu'il n'a pas exclu que l'on doive faire appel à la solidarité des travailleurs pour atténuer ses effets en réduisant les horaires de travail sans compensation financière, car les salariés licenciés paient, en fait, les améliorations de salaires obtenues par les autres.

Entre la menace et les propositions courageuses, les syndicats allemands résonnent-ils à l'encontre ? Qu'il s'agisse de la Grande-Bretagne, de la R.F.A. et maintenant de la France, les exhortations à la patience des travailleurs ont des limites. Parce qu'on n'arrivait pas à sortir du plan de stabilisation, lancé par M. Giscard d'Estaing en 1969, la température s'est montée dans les masses et l'éternelle des étudiants de mai 1968 a conduit à l'explosion.

Plus que jamais, il faut donc regarder avec un certain détachement les expériences étrangères et ne pas confondre continuité dans une voie avec monotonie. A la fin de la semaine, un mal français pouvait se résoudre par décret ! Croyons plutôt à la sagesse paysanne qui dit : « Il faut faire du feu avec le bois qu'on a ».

(Mardi 25 janvier.)

ÉDUCATION

LA FAUSSE GUERRE DES DEUX ÉCOLES

Dix-huit ans après la loi Debra, qui a fixé les relations contractuelles entre les établissements d'enseignement et l'État, la question scolaire peut-elle redevenir un enjeu politique décisif ? Si l'on se fonde sur les déclarations des hommes politiques, ces derniers jours, il semble que oui. Si l'on tente d'évaluer l'impact du débat à la base — dans l'opinion publique et l'électorat — la réponse doit être nuancée. « C'est un faux problème », a dit carrément le ministre de l'Éducation, M. Barre. De son côté, M. Mitterrand, tira à boulets rouges sur les groupes de pression de l'enseignement privé — essentiellement catholique — à qui il reproche une manœuvre politique. Qui a intérêt à voir émerger de nouveau le serpent de mer de la « guerre scolaire » ? Strenuement pas la gauche, compte tenu de son évolution et de ses ambitions. Seulement l'enseignement catholique, qui espère — à la veille de scrutins nationaux décisifs — obtenir de la majorité en place de nouveaux avantages, notamment financiers, et se placer en position de force par rapport à une éventuelle majorité de gauche. Les Associations de parents d'élèves (A.P.E.L.) et le secrétariat général de l'enseignement catholique n'ont rien à perdre et ne laisseront passer aucune erreur de calcul.

L'avant-projet de plan socialiste pour l'éducation, rédigé par M. Louis Mexandeau, député du Calvados, a-t-il été, sur ce point, une erreur ? Certains dirigeants du P.S. regrettent aujourd'hui la brutalité qu'il a mise dans la réaffirmation d'un principe qui n'est pas nouveau.

Embarras

Relisons les textes. Le programme commun, publié en 1972, annonçait : « Dès la première législature, les établissements privés — qu'ils soient patronaux, à but lucratif ou confessionnels — perçoivent des fonds publics, selon, en règle générale, nationalisés ». Le projet de M. Mexandeau, en 1976, n'est guère différent : « Les nationalisations seront effectuées par programmes annuels inclus dans la loi de finances. Elles devront être achevées (ou en voie de l'être) à l'issue de la dernière année de la première législature d'union de la gauche ». Mais — c'est sans doute cela qui a mis le feu aux poudres — M. Mexandeau annon-

çait implicitement l'abrogation « immédiate » du système du contrat simple et la nationalisation prioritaire des établissements dans « les régions où prédominent actuellement » l'enseignement privé sous contrat.

Une tactique ne s'apprécie que par rapport au moment où elle s'élabore et au terrain sur lequel elle doit s'exercer. Nul, au P.S., ne devrait reprocher à M. Mexandeau d'avoir rappelé que l'un des objectifs de son parti dans le domaine de l'éducation est la nationalisation de l'enseignement privé. En 1972, le programme commun avait clairement annoncé la couleur.

L'erreur vient plutôt du fait que le P.S. n'a pas su, jusqu'à présent, élargir le débat autour de son projet éducatif à l'ensemble de ses propositions. Contrairement à ce que pourraient laisser croire les polémiques actuelles, la question de l'enseignement privé n'est pas centrale dans ce projet : c'est la lutte contre les inégalités qui en constitue l'axe, de même que pour le « projet syndical éducatif » que vient de mettre au point la Fédération de l'éducation nationale (F.E.N.) (le Monde du 14 janvier 1977). Cet objectif n'est malheureusement pas au centre des discussions et, pourtant, il a une autre ampleur que la seule « question scolaire ».

L'embarras indéniable du P.S. vient du fait qu'il paraît avoir été surpris qu'on l'attaque sur ce point.

Pourtant, l'expérience passée aurait dû motiver à ses dirigeants que les défenseurs de l'enseignement privé avaient toujours l'œil fixé sur les échéances électorales. En 1971, déjà, le renouvellement de la loi Debra avait été discuté à la veille d'élections municipales et voté immédiatement après. En 1974, avant les législatives, une polémique sur l'enseignement privé avait agité momentanément le monde politique.

S'il en est moins question lors de l'élection présidentielle, c'est que les élections municipales ou législatives se jouent localement. Les défenseurs de l'enseignement privé peuvent peser dans certaines régions, notamment l'Ouest — de manière plus efficace qu'à l'occasion d'un scrutin national. Il n'est pas douteux que dans certaines circonscriptions, voire certaines villes, la question scolaire peut être décisive. Mais ce n'est plus vrai au niveau de la France entière.

Les hésitations du P.S. ont une autre cause, que la surprise ou la maladresse. Au sein de ce parti, on peut, en gros, repérer deux positions. Il faut tenir compte de ce fait : le milieu enseignant laïc fournit de nombreux militants, d'autre part, le thème de l'autogestion est aujourd'hui en contradiction avec la thèse socialiste traditionnelle sur le rôle de l'État et de l'administration. Conserver les uns sans repousser les autres : la marge est étroite et tout doit se traiter avec nuances. C'est à quoi s'efforce M. Mitterrand.

Au sein du courant autogestionnaire, la contradiction apparaît de plus en plus nette entre un objectif de décentralisation des décisions et l'étatisation du système d'enseignement. À la limite, un enseignement privé renoué associant les parents, les maîtres et les élèves ne serait-il pas plus « autogestionnaire » qu'un enseignement public centralisé, autoritaire, et où les réformes seraient continuées à pratiquer et à expérimenter.

L'évolution du parti socialiste à l'égard de l'enseignement privé n'est pas encore entrée dans les textes. On peut prévoir qu'elle ne le sera pas tant que pesera sur ce point le poids des organisations issues du milieu enseignant laïc : Fédération de l'éducation nationale, Fédération Cornée des parents d'élèves, etc. Au cours des derniers jours, ces organisations n'ont pas ménagé leurs efforts pour obtenir que le P.S. ne recule pas sur le principe de la nationalisation.

Le parti communiste, pour sa part, est resté assez discret jusqu'à présent. Officiellement, il s'en tient au programme commun mais il n'est sans doute pas mécontent de voir que les coups de l'adversaire se portent plutôt sur son allié que sur lui-même. Moins dépendant, sociologiquement, du milieu enseignant, le P.C. ressent mieux que tout autre la relative indifférence de l'électorat populaire en ce domaine. Tout comme les partis de la majorité, il n'oublie pas que les sondages d'opinion montrent que la grande majorité des Français sont favorables à l'aide de l'État à l'en-

seignement privé. Le P.S. aussi le sait, mais il doit tenir compte de ses militants.

La majorité à la partie belle. Reçu récemment par le premier ministre, M. Guy Guernier, député (R.P.R.) du Finistère, président de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, ne cachait pas sa satisfaction d'avoir entendu M. Barre lui affirmer son attachement à la liberté « dans ce domaine comme dans les autres ». Remarquons aussitôt après la publication d'un communiqué soutenant la liberté de l'enseignement. Ces affirmations de principe ne peuvent élever aucun doute à la majorité, elles ne lui contiennent donc guère. En revanche, si la gauche non communiste réaffirme trop nettement son attachement à la nationalisation, elle s'expose à effaroucher — dans certaines circonscriptions — nombre de ces électeurs hésitants qui feront la décision.

L'attitude de l'Eglise

Si la majorité et l'enseignement privé ont tout à gagner à relancer le débat, il en va tout autrement de la hiérarchie catholique, dont les aspirations ne rejoignent plus toujours celles des A.P.E.L. Le conseil permanent de l'épiscopat français n'a pas jugé bon, au début de la semaine, de s'engager dans la polémique. Il s'est contenté de rappeler sa position antérieure fondée sur la constatation que « des fautes » commettent le ministère de l'Éducation. Mais le communiqué de l'épiscopat se résumait à la déclaration de Lourdes, en 1969, qui a fixé sa doctrine à cet égard et qui reposait, pour la première fois, sur un double éloge de l'enseignement privé, et de l'enseignement public. Le dégoûtant très progressif de l'épiscopat par rapport aux structures de l'enseignement privé ne s'est pas démenté depuis cette époque, et ce n'est pas aujourd'hui que l'Eglise de France va se lancer dans une « guerre scolaire » qu'elle ne veut pas ramener : elle en sent trop bien toutes les implications politiques, qui ne seraient compensées par aucune espèce d'avantage pour sa mission spirituelle.

Peut-on prévoir une évolution future des mentalités à l'égard de cette question qui, si souvent, empêche la politique française ? Il semble que les deux catégories

d'extrémistes verront leur audience se raréfier : les différences s'estompent aux niveaux pédagogique, culturel et même idéologique, entre les deux enseignements. L'idée de l'autonomie des établissements fait son chemin au sein de l'Éducation nationale. Dans l'enseignement privé, « caractère propre » s'estompe peu à peu, sous le double effet de la rarefaction du recrutement de religieux et de religieux et de la volonté d'une partie du corps professoral laïc, payé par l'État.

Il y a des catholiques de gauche qui mettent leurs enfants dans l'enseignement privé, des catholiques traditionnels qui envoient leurs enfants dans les lycées d'État ; des chrétiens militants enseignent dans le public, des athées sont en poste dans les collèges « religieux ». Le rapprochement des deux enseignements est déjà une réalité même si, isolément, subsistent quelques sectes « ultras ». Peu à peu, toutes les barrières s'effondrent, même s'il y faut de longues années. Quand les élèves fréquentent les mêmes programmes, dans des classes à effectifs identiques, enseignés par des professeurs payés par l'État et formés dans les universités, qui aura peur de nommer « nationalisation » l'aboutissement de cette évolution ?

BRUNO FRAPPAT.

(Samedi 15 janvier.)

Le Monde

WEEKLY ENGLISH SECTION

Nous remercions nos lecteurs qui la diffusion hebdomadaire du Monde en langue anglaise est insérée dans le Guardian Weekly et vendue par abonnement dans tous les pays.

EXTRAIT DU TARIF (abonnement d'un an)

Voie normale 120 F

Voie aérienne :

● Europe, Malte, Gibraltar, Chypre .. 138 F

● Moyen-Orient, Afrique du Nord .. 154 F

● Amérique, Canada, Afrique, Indes, Pakistan, Ceylan, Hongkong, Malaisie, Antilles 156 F

● Extrême-Orient 170 F

SECVIS aux abonnements :

5, rue des Italiens

75001 Paris - Cedex 03

« Weekly English Section »

« Le Monde »

ce n'est pas sans inquiétude qu'on
pourrait se film inspirer du livre de
mao Buzzi, de cette méditation
romanesque à la fois si simple et si
monstrueuse de mystère, du non d'autre
qui décliné que l'attente, la routine
qui décliné que l'attente, la routine
qui décliné que l'attente, la routine

C'est d'ailleurs la
seconde surprise.
L'antenne et le poste
qui constituent la sta-
tion, l'arrivée du so-
net en vue de la fabrication
première voire au-
delà se décomposent

[illegible]

seu con-ménist

De fait, plus de fois annoncés, le film était toujours reporté. Scénaristes et réalisateurs semblaient vivre comme d'habitude, les obstacles s'accumulant. Jean-Louis Bertola, Pierre Schoendoerffer, Michel Antonini, Miklos Jancso, furent encore remerciés au fur et à mesure que les dates de tournage se rapprochaient. Les deux derniers ne furent pas annoncés, mais l'urgence d'aller le faire à une certaine mesure, de l'œuvre originale.

Il y a plus grave, il doute si tellement, si M. Smetana ni Zerkov rendre sensible le film.

je. Cependant, dans
il dément les droites du livre, ne
aurait pas être. Aux confins de
jeu, il avait découvert une salle
une qui surplombait une forteresse
à l'aise : hier, magnifique, décor
ciel pour le film. De son côté,
tôt, G. Brunet venait d'écrire (en
collaboration avec Jean-Louis Ber-
nardi) une nouvelle adaptation, la
cette

[illegible]

Une performance et tant d'effort commandent à coup sûr le respect. Qu'ils soient les reproches qu'on puisse lui adresser, le film l'égale par la noblesse de son ambition et l'originalité de son geste. C'est une œuvre — et une œuvre de poids. Il s'impose à une

sur par ses qualités plastiques, par
la grande sauvagerie de son décor
- cette fantaisie qui ressemble,

dit Jean-Michel de Broca.

TARIF DES

ABONNEMENTS PAR AVION

(Les prix ci-dessous sont nets
et ne peuvent en aucun cas
être majorés.)

5 mois	1 an
120 000	220 000

(P.F.)	
Imp. Turquie d'Asie,	
Ceylan, Arabes, Cana-	
nes, Madère, Algérie,	
Macao, Tunisie	50 100
L.A.N. Cameroun, Centra-	
l'Asie, Congo, Côte-	
d'Ivoire, Dahomey,	
Gabon, Guinée, Mali,	
Mauritanie, Niger, Séné-	
gal, Tchad, Togo, Haute-	
Volta, Zambie	

[illegible]

Japon, Macao,		
Malaisie, Mongolie,		
Philippines, Singapour,		
Taiwan, Thaïlande, Viet Nam,		
Corée, Australie, Nouvelle-		
Zélande, Fidji, Nouvelle-		
Calédonie, Laos, Cambodge	93	175
Indonésie, Amérique du		
Nord, Amérique Cen-		
trale, Amérique du Sud,		
Antilles, pays d'Afrique		
du Nord, Amérique et d'Asie ..	92	153

vous recommandons à nos abon-
nés résidant à l'étranger d'utiliser
nos agences bancaires libellées à
son ordre et adressées directement
au Journal « Le Monde ».
Ces chèques seront recommandés
par les recommandations de solidarité
à leur paiement la carte d'avis
reçue.

du 26 janvier 1977

KARATÉ

certaine de la compétition

Le karaté est un sport qui a connu une véritable explosion en France ces dernières années. Les compétitions sont devenues de plus en plus nombreuses et de plus en plus importantes. Les pratiquants sont de plus en plus nombreux et de plus en plus jeunes. Les clubs sont de plus en plus nombreux et de plus en plus importants. Les compétitions sont de plus en plus nombreuses et de plus en plus importantes. Les pratiquants sont de plus en plus nombreux et de plus en plus jeunes. Les clubs sont de plus en plus nombreux et de plus en plus importants.

« Le Désert des Tartares »

Un film de Valerio Zurlini

Ce n'est pas sans inquiétude qu'on attendait ce film inspiré du livre de Dino Buzzati, de cette méditation romanesque à la fois si simple et si lourde de mystère, où rien d'autre n'est décrit que l'attente, la routine quotidienne, l'espérance toujours déçue, l'écoulement du temps.

Face à un destin qui refuse de se précéder et de se déclarer, des hommes tournent en rond, s'agitent vainement, vieillissent, sont remplacés d'autres. Ironie du sort, ces hommes sont des soldats qui rêvent d'action et de gloire, des gendarmes placés en avant-garde pour veiller au salut de l'empire. Mais comment se battre contre un ennemi absent, ou du moins obstinément invisible, quand après années, ces hommes sont la plume immense, ce sable et ces cailloux écrasés de lumière, d'où doivent surgir les cavaliers ennemis. Entre deux déserts, entre deux néants, ils attendent l'événement, l'heure miraculeuse — qui donnera un sens à leur existence et leur permettra de mourir en paix avec eux-mêmes.

Peu propice à une adaptation cinématographique, le récit se décompose en une succession de scènes où l'attente est presque exclusivement intérieure et dont les personnages sont absorbés par les mêmes fantasmes, n'ont entre eux que des rapports abstraits.

De fait, plusieurs fois annoncé, le film avait toujours été reporté. Scénaristes et réalisateurs semblaient buter contre d'insurmontables obstacles. Successivement Jean-Louis Bertucelli, Pierre Schoendoerffer, Michelangelo Antonioni, Miklos Jancso, d'autres encore renoncèrent au projet. Cependant Jacques Perrin, qui détenait les droits du livre, ne s'avouait pas battu. Aux confins de l'Iran, il avait découvert une ville morte qui surplombait une forteresse en ruine : lieu magnifique, décor idéal pour le film. De son côté, André G. Brunelin venait d'écrire (en collaboration avec Jean-Louis Bertucelli) une nouvelle adaptation, la cinquième ou la sixième, qui, cette fois, était terminée. Il n'y avait plus qu'à trouver un réalisateur : le cinéaste italien Valerio Zurlini (la *Fille de la vallée*, *Journal intime*, *Le Professeur*) se déclara prêt à tenter l'aventure. Après dix ans de lutte, le rêve de Jacques Perrin s'accomplissait : il était en mesure de produire (1) et d'interpréter *Le Désert des Tartares*.

Tant de persévérance et tant d'efforts commandent à coup sûr le respect. Quels que soient les reproches qu'on puisse lui adresser, le film s'impose par la noblesse de son inspiration et l'originalité de son propos. C'est une « œuvre » et une œuvre de poids. Il s'impose également par ses qualités plastiques, par la grandeur sauvage de son décor — cette forteresse qui ressemble,

(1) Avec Michelle de Broca.

TARIF DES ABONNEMENTS PAR AVION

(Les prix ci-dessous sont nets et ne peuvent en aucun cas être majorés.)

	6 mois 1 an	(P.F.)
Europe, Turquie d'Asie, Espagne, Grèce, Italie, Malte, Algérie, Maroc, Tunisie	59	105
D.O.M., Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Bénin, Volta, Territoires français des Indes et des Caraïbes	59	105
T.O.M. (sauf T.P.A.I.), République malgache, Poste navale, Etat Comores	73	138
Libye, Égypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	66	122
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Malaisie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge	83	173
Canada, Amérique du Nord, Amérique Centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Amérique et d'Asie	92	183

Nous recommandons à nos abonnés résidents à l'étranger d'utiliser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adressés directement au journal « Le Monde ».

Nous leur serons reconnaissants, pour les renouvellements, de joindre à leur paiement la carte d'avis d'abonnement.

du 20 au 26 janvier 1977

ARTS ET SPECTACLES

UN CINÉMA SOCIALISTE EN AMÉRIQUE

GRACE aux accords culturels franco-cubains signés il y a un an et demi, le public parisien peut enfin voir la meilleure, la plus cohérente, la plus discutée, de ces « semaines » que patronne volontiers l'A.F.C.A.E. (Association française des cinéastes d'art et d'essai), avec le concours du ministère des affaires étrangères et le Centre national de la cinématographie.

Sept films de long métrage, produits entre 1972 et 1975, soit cinq films de fiction et deux documentaires, mais la différence est moins sensible qu'il n'y paraît, tant ils relèvent globalement d'un même propos : maintenir sans relâche la mobilisation idéologique d'un pays socialiste, le premier de l'histoire des Amériques, à 150 kilomètres des côtes de Floride. Révolution permanente, discours révolutionnaire ininterrompu : nos restrictions mentales d'enfants gâtés de l'Occident ont peu de poids.

D'abord, « décoloniser » le goût du public, c'est ce que précise un texte d'un critique cubain : Le cinéma cubain existe avant 1959, mais il ne représente rien. Les films mexicains et argentins occupent des écrans sur lesquels Hollywood n'a aucune peine à imposer sa maîtrise et ses mirages. Dès la prise du pouvoir par Fidel Castro, en 1959, est créé l'ICAIC (Institut cubain de l'art et de l'industrie cinématographique). Cesare Zavattini, le théoricien du néo-réalisme, scénariste de *Veuleur de bicyclette* et Umberto D., est invité à Cuba. Drew, Leacock, Mayles, viennent tourner *Yanki No!* qui sera suivi d'un *Cuba si*, de Chris Marker. L'accent est glorieusement mis, dès le départ, sur une approche documentaire ou parodocinémaire du

« Le Parrain » à Cuba

L'art pour l'art, à Cuba, n'a aucune signification, et encore moins l'art pour le seul box-office, quand art il y a. L'art, et la détermination cubaine nous le rappelle, se trouve aux avant-postes du combat en Amérique latine. Tous les cinéastes dignes de ce nom d'Argentine, du Chili, de Bolivie, du Brésil, du Mexique, sont passés, un jour ou l'autre, par La Havane, certains même ont été directement pris en charge par l'industrie cinématographique cubaine, qui leur permet de poursuivre leur travail dans des conditions de totale indépendance (ainsi les metteurs en scène chiliens, Miguel Littin, du temps de *La Terre promise*, et Patricio Guzmán). Cuba les héberge à des conditions d'art totale concurrence.

Les Cubains, eux-mêmes, produisent environ dix films de long métrage par an, soit pour 1976, six fictions et quatre documentaires. Cinq cents salles payantes équipées en 35 millimètres projettent environ cent trente films nouveaux par an, sans compter les films cubains. Le cinéma français (douze ou quatorze films), ne recueille pas la bas le succès du cinéma italien, surtout le cinéma italien. L'Espagne est fortement représentée, avec la totalité de l'œuvre de Carlos Saura, mais aussi des films moins ambitieux. Aguirre, l'Enigma de Kaspar Hauser, sont sur les écrans, ainsi que des films mexicains, brésiliens. La *Bataille du Chili*, de Patricio Guzmán

(les deux parties), a connu un triomphe. Le cinéma américain n'est pas absent : sur l'initiative de Francis Ford Coppola, leur auteur et seul producteur, les deux *Parrain* sont projetés à Cuba. Il y a huit mois, Coppola est venu aux commandes de son avion personnel et a discuté du *Parrain II* avec le public de La Havane. A son retour à Miami, il a été arrêté par la police, mais aussitôt relâché. Le contact avec l'Amérique, et le cinéma américain, semble permanent, même si on doit faire le détour par Montréal ou par les Bahamas, quand on ne s'appelle pas Coppola.

Des questions des réponses

Il n'y a pas d'école de cinéma. Pour se lancer dans la profession, on est supposé avoir reçu une éducation universitaire, on entre alors comme stagiaire soit dans la réalisation des films (scénario, mise en scène, production, actualité), soit dans la recherche (critique, histoire, cinématheque), sans qu'il y ait coupure radicale entre les deux termes de l'alternative, comme chez nous. Trente cinéastes exercent aujourd'hui leur métier dans le court et le long métrage. C'est peu et beaucoup. Cela ne résout en rien la question de l'accès du plus grand nombre à la « création », ou plus simplement à l'expression cinématographique. Mais est-ce nécessaire ?

Aucun des films de cette semaine cubaine ne nous a paru indifférent. Le plus fort, le plus dur, celui où transparaît le sentiment de la révolte la plus authentique — mais serait-ce notre côté Oncle Tom ? — est peut-être *El otro Francisco* (1975), premier film de Sergio Giral, quarante ans, cinéaste multiple qui a longtemps vécu à New-York, où il a étudié les arts plastiques. Avec la collaboration au scénario de metteurs en scène réputés, comme Tomas Gutierrez, Alea et Julio Garcia Espinosa, Sergio Giral a imaginé une fiction glogique, inspirée d'un roman bourgeois antiesclavagiste du début du dix-neuvième siècle, dont il corrige les bons sentiments par une vision terrifiante de la réalité de l'esclavage. *L'Homme de Méditerranée* (1973), de Manuel Pérez, vu par plus de deux millions de spectateurs à Cuba (sur une population de huit millions d'habitants), doit beaucoup au cinéma américain, au film noir comme à John Huston, dans sa description énigmatique de la lutte contre les bandes contre-révolutionnaires en 1964, dans les montagnes de l'Escambray.

Humberto Solas, trente-cinq ans, interrompit ses études secondaires, nous expliquent ses biographies, pour rejoindre la lutte insurrectionnelle contre la dictature de Batista. Enfant prodige du cinéma cubain, il obtint la consécration internationale en 1965 avec *Lucía*. Il montre deux films à la semaine : *Un jour de novembre* (1972) et *Cantate du Chili* (1975-1976) : le premier aux limites du sentimentalisme genre *Love Story*, en mieux bien sûr ; le second *Inégal*, avec un début catastrophique, tout en symbolisme, sur l'histoire du Chili, pour ensuite redresser sa mise en scène et analyser très finement, dans une optique légèrement différente, le conflit minier déjà décrit par le cinéaste chilien Miguel Littin dans son film tourné au Mexique, *Actes de Marusia*.

Les deux documentaires, *Giron* (1972), de Manuel Herrera et *École nouvelle* (1973), de Jorge Fraga, impressionnent et irritent. Ils impressionnent par la réalité sociale à laquelle ils renvoient : l'affaire du débarquement de la baie des Cochons, en 1961, et la lutte impitoyable qui s'ensuivit ; le développement prodigieux de l'éducation à Cuba, la multiplication des écoles secondaires, la première réalisation du rêve de toute l'Amérique latine ou américaine, l'école pour tous. En même temps, malgré l'humour de certaines interviews, la construction est donnée à l'avance, le schéma imposé, la réalité dirigée, alors qu'on attendrait le contraire dans le documentaire. Disons, avec un sourire, que socialisme et cinéma direct ne sont pas tout à fait synonymes.

LOUIS MARCORRELLES.

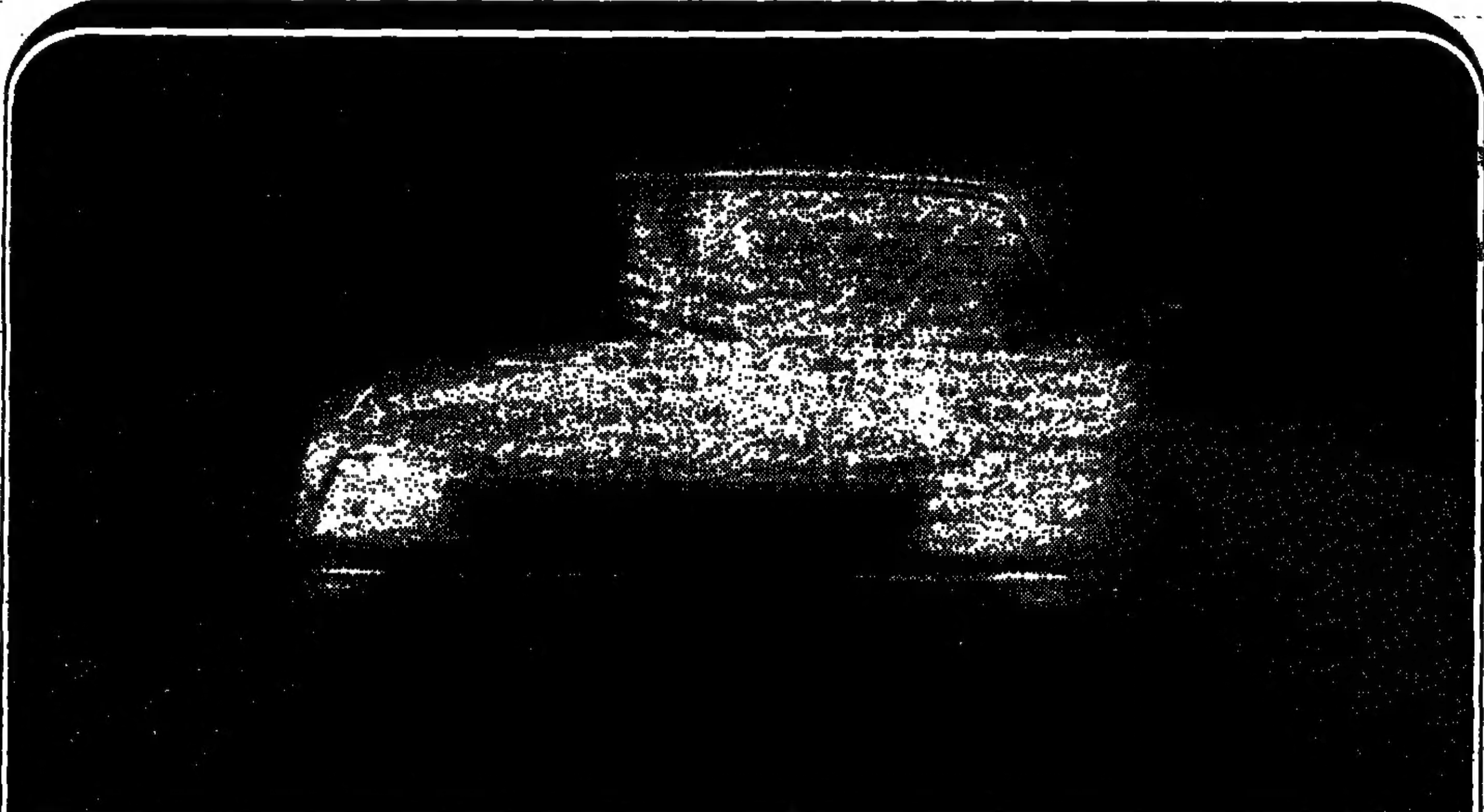
(Vendredi 21 janvier.)

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Fauré, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie de « Le Monde », S.r.l. des Italiens, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57460.



ROULEZ, NOUS FAISONS LE RESTE.

Vous arrivez en Europe dans quelques mois, quelques semaines, quelques jours... Pour vous, la question « voiture » doit être réglée à l'avance, facilement, tranquillement.

Avez-vous interrogé Citroën Champ de Mars?

Parce qu'il ne se contente pas de vous livrer une voiture : il vous propose de la choisir dès maintenant (demandez son test « à vous de jouer »).

Parce qu'il vous laisse opter pour le mode de paiement qui vous convient le mieux : soit achat ferme et définitif (vous pouvez ramener votre voiture dans votre pays de résidence) soit plan financé « tout compris » (vous ne payez que pour la durée d'utilisation de la voiture).

Parce qu'il vous livre dans la ville, à l'aéroport même où vous arrivez, la Citroën qu'il vous faut.

Parce qu'il vous procure, s'il le faut, une voiture dans les 24 heures.

Citroën Champ de Mars : pour profiter à fond de votre séjour 1977.



610, rue de la Cavalerie, 75015 Paris. Tél.: 77.204.833 R. Tél.: 567.55.62 +

Pour recevoir, avec une documentation détaillée, notre test « à vous de jouer » (qui vous permettra de vous orienter vers le modèle Citroën qui vous convient), nous vous remercions de nous renvoyer ce bon à l'adresse ci-dessous.

Nom : _____ Adresse : _____ Pays : _____ Ville : _____

Date d'arrivée en France : _____ Type de véhicule qui vous intéresse : _____

CITROËN TOTAL

CITROËN

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

« Les Vingt Ans du jeune homme vert », de Michel Déon

هكذا من الأصل